

LE

PREMIER ABBÉ DUBOIS

ÉPISEDE D'HISTOIRE RELIGIEUSE ET DIPLOMATIQUE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS.

I.

Il y a dans l'histoire des noms malheureux. Tel celui de Dubois ou plutôt d'abbé Dubois, car parmi tant d'êtres humains qui ont porté ce nom, ceux-là seuls ou presque seuls qui y joignaient le titre d'abbé ont fixé l'attention des historiens. L'un est très connu, trop connu même. Saint-Simon l'appelle un « sacre. » Dange-reux ministre après avoir été mauvais précepteur, il tint, après la mort de Louis XIV, les rênes que son ancien disciple avait eu le tort de lui confier.

L'autre ecclésiastique de même nom qui est l'objet de la présente étude, s'il a eu un moment de célébrité bruyante, est rentré depuis longtemps dans l'ombre. Peut-être mérite-t-il d'en sortir pour prendre place dans la pénombre. A ce qu'on a dit de lui, — et c'est fort peu de chose si l'on s'en tient aux livres imprimés, — nous pouvons ajouter ce que disent maintes dépêches restées inédites, et, dans une certaine mesure, ce qu'il a dit ou écrit lui-même. Il gagnera sans doute à n'être pas exclusivement jugé sur le témoignage d'autrui, presque toujours malveillant. Ce Dubois signait en deux mots « Du Bois » ou même « Du Boys, » coupure qu'on s'explique sans peine quand on voit la signature des lettres qu'il expédiait en latin : *Abbas Joannes à Bosco*. Nos pères, bien plus que leurs descendants, donnaient aux noms propres leur sens d'origine. Ceux qui les portent aujourd'hui les coupent encore volontiers pour se donner des airs de demi-noblesse. La démocratie moderne ne se prête à

leur fantaisie que par politesse. Sa tendance est de faire un seul mot de l'article et du substantif.

Né à Paris, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, d'une famille bourgeoise, Jean Du Bois s'était fait ou on l'avait fait d'église. Fort jeune encore, les Célestins de France le recevaient, à Lyon, dans un couvent de leur Ordre. Là, ses supérieurs, ayant remarqué en lui le double talent de la parole et de la plume, l'employaient à prêcher dans les principales chaires de la ville, et à préparer, à rédiger même les monuments de leur spéciale érudition. C'est à lui qu'on doit la publication d'un volumineux recueil relatif à l'abbaye si renommée de Fleury-sur-Loire. Divers écrits de sa main s'y lisent, qui remplissent des lacunes ou donnent des éclaircissements¹.

Cette vie, occupée dans la retraite du cloître, valut au jeune moine la protection du cardinal Sérafin Olivier, ou Olivieri, comme on l'appelait aux entours du Saint-Siège. On s'y souvenait trop que ce prince de l'Église était fils d'une Italienne et pas assez que son père, un pur Lyonnais, s'appelait Olivier². A l'amour de Lyon, sa ville natale, le fils joignait l'amour de la France et de son roi Henri IV, qui n'avait pas sans peine obtenu pour lui le chapeau de cardinal³. Notre célestin, reconnaissant d'une si haute bienveillance et désireux peut-être d'afficher ses attaches à un si considérable patron, en avait ajouté le nom au sien ; il signait souvent : « Du Bois Olivier. » Ainsi le désigne même plus d'un écrit du temps.

Bien fait et de haute stature, d'un tempérament vigoureux et porté à la violence, « homme du monde, » dit L'Estoile, « mais non si accort et retenu qu'eux⁴, » le moine parisien avait besoin de mouvement ; il souffrait de tant d'heures cloîtrées où il ne respirait que la poussière des livres et des manuscrits. Relevé de ses vœux, grâce au cardinal Sérafin, par le pape Clément VIII, il se jeta d'un extrême dans l'autre : de la cellule il passa sous la tente ; il servit avec valeur Henri III, qui l'appelait « l'empe-

1. *Floriacensis vetus Bibliotheca benedictina*. Lyon, 1605, in-8° ; le P. Béquet, *Bibliotheca Celestinorum*, p. 196 ; Goujet, *Histoire du pontificat de Paul V*, t. II, p. 18. Amsterdam, 1765. Ce dernier ouvrage ne doit être consulté qu'avec précaution ; il est, dans la partie qui nous intéresse ici, plein d'erreurs provenant d'une mauvaise méthode de travail.

2. *Gallia christiana*, t. III, *Lettres du cardinal d'Ossat*, t. II, p. 141, note.

3. Matthieu, *Histoire du règne de Henri IV*, p. 319.

4. *Journal de Louis XIII*, t. IV, p. 179.

reur des moines¹. » Mais l'intelligence souffrant à son tour d'une vie si étrangère aux travaux de l'esprit, il se flatta de tout concilier en rentrant dans les ordres sans rentrer au couvent.

Cette fois encore son zélé protecteur sert ses désirs, si même il ne les devance : il lui obtient, au diocèse de Verdun, l'abbaye de Beaulieu en Argonne, et, à la cour, la double charge de conseiller, de prédicateur du roi. L'orateur sacré, en lui, plut fort au successeur du dernier des Valois. Le Béarnais, qui parlait bien pourtant, était peu exigeant en fait d'éloquence : n'admirait-il pas les sermons au moins bizarres d'un Pierre de Besse, du dominicain Coëffeteau, du jésuite Cotton² ?

Dans l'intervalle des siens, Du Bois cherchait la pierre philosophale, qui l'eût conduit à l'hôpital, si sa fougue, ses imprudences, la perfidie de ses adversaires, la faiblesse et la duplicité de la cour après la mort de Henri IV n'eussent fini par le conduire en prison. Mais nous n'en sommes pas encore là. Sans troubler la paix religieuse qu'imposait à ses sujets l'ancien huguenot, son prédicateur soutenait, avec une fermeté inébranlable, les principes du gallicanisme et surtout l'indépendance du pouvoir royal. Bon catholique, néanmoins, comme tant d'autres qui partageaient son opinion sur ces deux points importants, il ne permettait pas que, suivant une tactique bien connue, on le transformât en défenseur de la religion prétendue réformée. Se trouvant un jour chez le lieutenant civil, son ami, il voit arriver deux coquins, déguisés en prêtres, pour extorquer de l'argent. Sur son refus de délier les cordons de sa bourse, ils se répandent en invectives : « On voit bien, disent-ils, que tout Paris s'en va huguenot ; mais il n'en sera pas toujours ainsi. » Le lieutenant civil méprisait ces paroles ; notre homme s'en indigne, réclame les écrivains, se déclare prêt à y mettre le premier la main. « N'avez-vous pas honte, reprennent alors les gredins menacés, de parler en faveur des huguenots, sous l'habit que vous portez ! » Pour le coup, Du Bois n'y tient plus ; il saisit un bâton, et il eût frappé à revers de bras, si son hôte, peu jaloux d'un

1. *Journal de Louis XIII*, t. IV, p. 111, note.

2. On a dit que la véritable orthographe de ce nom était « Cotton ; » mais le jésuite qui le porta signait : « Pierre Cotton. » Voyez une lettre originale de lui, datée du 9 juin 1617, à la bibliothèque de l'Institut, fonds Godefroy, t. XV, p. 52, et plusieurs autres.

esclandre, n'avait jeté à la porte les hypocrites et tout ensemble effrontés solliciteurs¹.

De telles aventures, et de pires, ont dit les mauvaises langues, n'étaient point rares dans l'existence accidentée du célestin défroqué. Le *Mercuré françois* se fait l'écho d'un bruit nécessairement déjà ancien à la date où il le rapporte : dans le couvent que son Ordre entretenait en Avignon, Du Bois aurait tué un homme d'un coup de poing². Sa victime, avait-on prétendu, était un religieux, un célestin ; le meurtrier, mis sous les verrous pour ce bel exploit, ne vivait depuis en liberté que pour avoir su rompre les prisons. Nous ne sommes point en mesure d'affirmer ou de nier, de contester même, sauf sur un point inadmissible. Si Du Bois eût tué un célestin, l'excuse de l'état de défense, à supposer qu'il pût l'alléguer, n'aurait pas suffi pour lui conserver l'amitié de ses compagnons du cloître, laquelle ne fut pas seulement ébranlée quand il leur eut faussé compagnie. Interminable pourtant était alors le chapelet des accusations ; l'abbé avait « été longtemps apostat ; » il célébrait la messe sans réciter son bréviaire ; il parlait « irrévéremment » de la sainte Vierge ; il était grand blasphémateur ; il desséchait de l'envie démesurée d'acquérir du bien. On mettait enfin sur son compte « un vice désordonné duquel le nom est odieux à notre nation³. »

Il est probable qu'un penchant marqué vers ce que les auteurs du temps appellent « médisance, » stimulait la calomnie contre le médisant, quand dire la vérité contre lui ne suffisait pas à le décrier. C'est pour ce motif sans doute que, jugeant le séjour de Paris malsain, il s'en va, dans les dernières années de Henri IV, vivre à Rome, près du cardinal Sérafin. Cette protection puissante explique seule le choix d'une résidence où les gallicans étaient tenus pour schismatiques et presque fauteurs d'hérésie. Ce n'est pas à l'ombre du Quirinal et du Vatican que L'Estoile aurait pu dire du prêtre, suspect aux zélés, qui nous occupe :

1. L'Estoile, éd. Michaud, p. 619.

2. *Mercuré françois*, ann. 1611, t. II.

3. Goujet, II, 21, 22. Cet auteur prend de droite et de gauche, coud ensemble des dépêches qui ne disent pas la dixième partie de ce qu'il leur fait dire. Sur le dernier point, où il semble opposer la France à d'autres nations et notamment à l'Italie, fort mal famée à cet égard en ce temps-là, il eût bien fait de se rappeler les mœurs qui n'avaient que trop régné à la cour de Louis XIV. Voy. nos *Libertins en France au XVII^e siècle*. Paris, 1896.

« Sur sa catholicité, il n'y avoit que mordre¹. » Les attaques dirigées à cet égard contre lui dans son pays restèrent toujours si vagues qu'il put s'abstenir de les repousser et qu'elles pesèrent d'un faible poids dans la balance de ses destinées. Mais en Italie, où quiconque ne marchait pas dans les rangs de ceux qu'on a plus tard dénommés « ultramontains » passait presque pour un infâme huguenot, quel accueil pouvait recevoir un « personnage sincère et réel, » écrivait l'avocat Lejay, « qui ne mettroit pas pour mourir une chose en avant pour une autre²? »

De fait, les accusations portées à Rome contre Du Bois le blessèrent à l'endroit le plus sensible, en le brouillant avec le généreux protecteur qui l'avait logé dans sa propre maison. Il est vrai que ce « bonhomme, » lisons-nous dans une dépêche de notre ambassadeur auprès du Saint-Siège, « ce bonhomme qui n'avoit, de sa vie, cherché à déplaire à autrui, avoit l'esprit enseveli beaucoup devant qu'il mourût³. » Gardant, toutefois, dans ce déclin et dans son mécontentement suggéré, le souvenir et le regret de ses anciennes affections, ce vieillard presque en enfance écrivait encore à l'ami qu'il avait cessé de voir, lui donnant avis qu'il priait Dieu de le convertir, et que, pour recouvrer sa bienveillance, il devrait la mériter par un sincère repentir et par une exacte réforme de mœurs⁴.

Le vieux cardinal n'avait pas su fermer aux accusateurs, aux calomnieux son oreille et son esprit affaiblis; du même temps, de l'année 1609, nous avons un bref du pape Paul V, recommandant à Henri IV « dilectus filius Joannes abbas sancti monasterii Belliloci⁵. » Ainsi, le souverain pontife, plus modéré que son entourage, n'ajoutait pas foi aux propos malveillants. Une réconciliation n'était donc pas improbable entre le protégé et le protecteur, si celui-ci n'eût enfin achevé de vivre, ou, pour mieux dire, de mourir (1609). Les ressentiments de la rupture pénible ne tinrent pas devant un cadavre. Le souvenir des services reçus se trouva ravivé. Bientôt (10 mars 1610), Du Bois prononçait,

1. L'Estoile, t. IV, p. 111.

2. *Le Tocsin contre le livre de la puissance du pape, mis naguères en lumière par le cardinal Bellarmín, jésuite*, 17 novembre 1610. L'auteur se cachait sous ce pseudonyme : *La Statue de Memnon*. Bibl. nat., L⁴d. 54.

3. Dépêches de M. Savary de Brèves, 18 février 1609, t. I, fol. 25 v°. Bibl. nat., mss. fr., n° 3534 (ancienne numérotation).

4. *Jani Vincentii Erythraei* (Le Rossi) *Pinacotheca*, t. I, p. 144. Goujet, II, 19-20.

5. x kal. aprilis 1609. Bibl. nat., mss. fonds Du Puy, n° 90, fol. 242 v°.

en langue latine, l'oraison funèbre du cardinal Olivier, et son discours était imprimé à Rome même¹.

L'orateur n'était sans doute resté dans la ville éternelle qu'en vue d'un rapprochement, dont la cruelle mort lui ravissait l'espérance, puis d'un hommage public qui était pour lui comme l'acquittement d'une dette. Nous l'allons donc voir retourner en France; mais auparavant, il y a lieu de signaler une lettre de lui qui dut l'y précéder d'un fort petit nombre de jours. Cette lettre se trouve, en original, au volumineux recueil des dépêches des ambassadeurs et des cardinaux français en résidence plus ou moins prolongée, plus ou moins officielle, auprès du souverain pontife. La date manque; mais la dépêche qui précède est du 26 avril, celle qui suit du 28. La signature est celle de l'« abbé Du Bois Olivier. » La teneur, comme l'endroit où nous trouvons ce document, semble indiquer un homme chargé de certains soins diplomatiques, et, par conséquent, bien vu à la cour du Béarnais. Qu'il le fût aussi, malgré ses ennemis, du Saint-Père lui-même, cela semble établi par le bref que nous venons de mentionner.

La lettre commence par des conseils d'ordre général sur un point qui revient à chaque instant, d'une manière bien fâcheuse, dans les dépêches de ce temps-là, l'irrégularité des ministres du roi très chrétien à payer les pensions ou les traitements. « Il « importe au service du Roi, » écrit notre abbé, « que la France « ait, à Rome, le plus de prélats et communautés, voire même de « personnes particulières affectionnées qu'il sera possible. Et « lesdits affectionnés s'acquièrent par pensions et autres bien-« faits, et les jà acquis se maintiennent voyant qu'on tient « compte et qu'on a du soin de ce qui les regarde et concerne. » De là, Du Bois passe à l'objet particulier qui lui a mis la plume à la main : il s'agit de provoquer la canonisation de Philippe Neri, Florentin, né en 1515, fondateur en Italie de « l'Eglise Neuve, » c'est-à-dire de l'Oratoire. L'Espagne ne cesse de poursuivre pour ses amis des succès de ce genre; la France s'en est abstenue depuis que, par ses soins, l'ermite de la Calabre est devenu saint François de Paule. Or, les Pères qui veulent pouvoir dire « saint Philippe Neri » ont refusé l'intervention de l'Espagne; ils pourvoient aux frais par leurs dévots et ne

1. *Oratio funebris cardinalis Oliverii*. Rome, 1610, in-4°.

demandèrent rien au roi ; mais il serait bon de leur aider par l'intermédiaire d'un prélat français, diligent et entendu, qui n'aurait besoin que de quinze cents écus pour sa dépense¹.

Le prélat demandé serait-il l'auteur même de la dépêche ? On sait, en effet, que le mot vague de « prélat » s'entendait non seulement des ecclésiastiques ayant, à Rome, le droit de porter des habits violets, mais aussi de quiconque était en possession d'une abbaye. Ce qui permet de ne pas s'arrêter à cette hypothèse, de ne pas supposer au conseil donné un but d'intérêt personnel, c'est que, peu de jours après avoir écrit ce que nous venons de résumer, bien avant qu'il y eût pu être fait réponse, l'abbé de Beaulieu était de retour à Paris.

Il n'y arrivait que pour gémir du crime de Ravallac ; mais il gémit, lui, publiquement dans l'église de Saint-Leu et Saint-Gilles : il prononce, cette fois en sa langue maternelle, l'oraison funèbre de la royale victime, et il ne ménage pas les louanges au vaillant et habile prince qui avait sauvé le royaume de la ruine². Ce discours, non plus que les autres qu'entendit de la même bouche, en cette même année, la populeuse paroisse de Saint-Eustache, théâtre ordinaire de ses prédications, ne contenait rien, pour le fond des choses, qui ne fût, à ce moment-là, tout aussi bien sur les lèvres de presque tous les prédicateurs en renom. Comme eux, Du Bois accusait les Jésuites d'avoir armé la main des meurtriers qui frappaient Henri IV après Henri III. La différence entre eux et lui, c'est qu'il « déclamoit, » dit L'Estoile, « un peu en soldat et en capitaine échauffé³. » Il soutenait avec force que « les peines présentes arrêtent plutôt telle rage et forcenerie que l'appréhension des supplices à venir⁴. » Il se vantait d'être en mesure de soulever à son gré cent mille hommes, et personne ne doutait, si cette armée prenait les armes, qu'elle ne marchât, pour son premier exploit, contre la Compagnie de Jésus.

Ce langage, ces menaces obtenaient hautement l'approbation des « politiques, » et, parmi les anciens ligueurs, dans les rangs

1. Bibl. nat., mss. fr., n° 18005, fol. 178.

2. Oraison funèbre imprimée à Paris sous ce titre : *le Portrait royal de Henri le Grand*, 1610.

3. *Journal de Louis XIII*, éd. Michaud, p. 604.

4. *Advertissement aux bons François sur la lettre déclaratoire présentée à la Roynne par le Père Colton*. Bibl. nat., L⁴d. 43.

du clergé, on eût rencontré difficilement qui osât s'en indigner. Le cardinal de Joyeuse, archevêque de Rouen, le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, parlaient, écrivaient de telle sorte qu'on n'aurait pu dire qu'ils blâmassent l'impétueux orateur. Quant à l'ordre religieux mis en cause, il n'était nullement d'humeur à tendre au fer une tête qu'il affirmait être innocente. La démonstration n'était pas sans présenter quelques difficultés. Sauf à Rome, on voyait les Jésuites ayant partout de fâcheuses affaires, en Angleterre (1605), à Venise et en Prusse (1606). Chez nous, aux fêtes de Noël 1609, le Père Gonthery, — on ne pouvait l'avoir oublié, — détournait Henri IV, dans un sermon prononcé devant lui, de la guerre au dehors, le poussait à la guerre au dedans contre les huguenots, subordonnait, à mots couverts, toute puissance à celle du pape, prédisait à son auditeur couronné, s'il résistait aux sages conseils, une mort violente¹. Trois mois plus tard (31 mars 1610), Louis Richeome, autre membre de la Compagnie, venu de Provence, avertissait le souverain que l'entreprise contre Juliers déplaisait fort au Saint-Siège, convaincu qu'elle cachait le dessein de favoriser ceux de la « religion prétendue. » Notre Société, ajoutait l'orateur, fait de son mieux pour défendre le roi; mais rien ne peut autant nuire à la couronne que de protéger des hommes qui ont leurs intérêts à cœur plus que le sien².

Au lendemain du crime, les Jésuites ne pouvaient savoir encore que le vent allait tourner en leur faveur à la nouvelle cour. Aussi mettaient-ils beaucoup d'ardeur à repousser la responsabilité odieuse, dangereuse, injuste en somme, du fait particulier qui tirait des larmes à tant de bons Français. Le même Richeome prenait la plume pour disculper son Ordre de toute complicité³. C'est depuis des siècles que le régicide était tenu pour saint et méritoire, en certains cas, non seulement par les Ordres religieux, mais tout autant par les fanatiques de la société civile. C'est des derniers fauteurs de la Ligue que Ravaillac avait reçu en aveugle les principes qu'il avait appliqués en forcené, et nullement du jésuite Mariana, qu'il n'aurait assurément pu lire. Réponse non dénuée de toute vérité, et nonobstant peu concluante. Il eût fallu

1. Voy. fonds Godefroy, t. XV, p. 232, et L'Estoile, t. II, p. 291.

2. La lettre originale se trouve au fonds Godefroy, t. XV, fol. 227.

3. *Consolation à la Roynie mère du Roy sur la mort déplorable de Henri IV.* Bibl. nat., mss. Portefeuilles Fontanieu, vol. 456, 457.

démontrer que les bons Pères n'avaient pas trempé dans la Ligue, tout au moins par leurs paroles et leurs écrits. Mais le salut était pour eux moins dans la force des arguments que dans la disposition, manifeste chez la reine régente et chez ses serviteurs, à les juger bons.

II.

Marie de Médicis, Italienne de naissance, était de dévotion plus qu'espagnole. Elle n'avait su prendre ni les goûts, ni les idées, ni les mœurs des sujets de son fils. Immuable à ce point de vue, elle n'en restait pas moins de caractère faible, toujours portée à suivre l'avis de qui lui parlait le dernier, surtout si on lui parlait avec force au nom de la volonté céleste. Épaisse d'esprit, elle croyait à ses songes. Par sa corpulence, elle faisait penser à ce pape Paul V, « masse de chair du tout appesantie, » qui, par l'hypocrisie, remplaçait la finesse¹. Sa favorite, Leonora Galigaï, la tenait pour « balourde ; » M^{lle} Du Tillet, et beaucoup d'autres après elle, l'appelaient « vache. »

Tout, bien entendu, n'était pas mauvais ou faible dans cette princesse. Les ambassadeurs étrangers, qui la voyaient de près, lui reconnaissaient le désir de faire ce qui, à leurs yeux, était le bien. Ils la trouvaient debout à l'aube, passant sa matinée au Conseil, donnant des audiences après son dîner. Par là, elle paraissait à tel d'entre eux « digne d'une éternelle louange. » Ils ne lui eussent souhaité que « d'avoir le cœur plus fort, » d'être communicative, de caresser les gens, à l'exemple du feu roi. Ils lui reprochent bien, cependant, des faveurs immodérées à ses créatures ; pourquoi s'abstiennent-ils de signaler cette fausseté dont elle fit si souvent preuve²? Le nonce Ubaldini écrivait que la reine mère était le digne rejeton de ce Cosme de Médicis qui mandait au pape Pie V, en lui livrant le prélat Carnesecchi, qu'avec le même empressement il lui eût envoyé le prince son fils, si l'Inquisition l'eût demandé³. A la date que porte cette

1. Dépêches de Brèves, *passim*, notamment 10 nov. 1613.

2. Voy. à la Bibl. nat. les dépêches inédites du nonce Ubaldini, notamment celles des 27 déc. 1607, 24 mai et 29 sept. 1610, 29 mars 1611 ; et *Relazioni venete* de Gussoni et Nani (1610), de Pietro Contarini (1613-1616), France, t. I, p. 472, 556.

3. Dép. du 20 janvier 1608.

dépêche, celui qui l'expédiait à Rome ne pouvait se douter que Marie, à défaut d'un de ses fils qu'on ne lui réclama jamais et qu'elle n'eût sans doute pas donné, pour Médicis qu'elle fût, livrerait avant peu, l'Inquisition n'ayant pas témoigné le moindre désir de l'avoir entre ses mains, un prélat français, zélé serviteur de Henri IV, l'abbé Du Bois Olivier.

Entre Jésuites et gallicans politiques, la partie à jouer se présentait fort épineuse. Néanmoins, les uns et les autres avaient de forts atouts dans leur jeu. Les politiques, d'abord très abattus devant le cercueil du Béarnais, n'avaient pas tardé à se ressaisir. Ils n'hésitaient pas à engager la lutte. Ravailiac, après Clément et Châtel, c'était trop ; qui pouvait avoir armé leur bras, sinon les maîtres assez perfides pour imposer aux élèves de leurs collèges la tâche de louer le régicide ? Leurs chambres de méditation et leurs livres n'exhibaient-ils pas les portraits des membres de la Société qui avaient entrepris contre la vie des rois ? Ames noires, pêcheurs d'eau trouble, mendiants qui demandaient l'aumône en carrosse, ils avaient tué Henri IV « à la mariane, » et puisqu'ils portaient son cœur à la Flèche, que n'en rapportaient-ils la dent de Châtel¹ ? Voilà ce que disait le lourd fatras de maint écrit, ce qu'on débitait avec une véhémence passionnée dans la plupart des chaires, à Paris et en province, tandis que le Parlement, après avoir fait condamner par la Faculté de théologie le livre de Mariana, *De Rege et Regis institutione*², où s'étalait la doctrine du meurtre des rois et des princes, le faisait brûler, au parvis de Notre-Dame, par la main du bourreau.

Mais on ne l'avait pu faire sans quelques précautions, celle notamment de taire que l'ouvrage fût d'un jésuite, car la Compagnie comptait des amis jusqu'au sein du Parlement. A la cour de la Régente, leur nombre était déjà grand. Le premier président Harlay et les autres présidents se voyaient, par suite, sur la plainte du nonce et des Jésuites, mandés au Louvre, invités à suspendre l'exécution de l'arrêt. L'évêque de Paris n'admettait pas que ceux qui l'avaient rendu prétendissent le faire publier au prône, et le Parlement revendiquait, au contraire, le droit de l'imposer aux évêques sous peine de saisie pour leur temporel³.

1. *Règlement pour les Jésuites*, mss. Du Puy, vol. 74, fol. 36 v° ; Labitte, *les Prédicateurs de la Ligue*, p. 278.

2. Juin 1610. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 41 v°-45 r°.

3. *Ibid.*, fonds Godefroy, t. X, fol. 13, 14.

Les profondes divisions de la société française pouvaient sauver la Société de Jésus, et elle le sentait bien. Les huguenots, persuadés que l'ère des persécutions s'allait rouvrir, se préparaient, s'ils n'aimaient mieux quitter la France, à recommencer leur vie de combats. Les catholiques formaient deux partis inconciliables : l'un soutenant, contre le pouvoir des rois, les principes de la démocratie, pour la prosterner, après sa victoire, aux pieds du souverain pontife ; l'autre cherchant, dans le droit divin de la royauté responsable envers Dieu seul et dans le maintien des libertés gallicanes, les moyens de repousser la suprématie directe ou indirecte du Saint-Siège, c'est-à-dire d'assurer l'indépendance du royaume au domaine de ses intérêts temporels.

L'avantage capital des Jésuites fut d'avoir sous la main, ou, pour parler plus exactement, à leur tête, le chef habile qui, Henri IV mort, manquait aux catholiques royaux, aux politiques. Il s'agit du nonce apostolique pour lors accrédité à la cour de France. Chacun sentait son appui assuré à la milice sacrée qui avait mis ses doctrines à outrance et sa discipline incomparable au service de la papauté ; mais il y a nonces et nonces. Robert Ubaldini était bien, au point de vue des Jésuites, comme disent les Anglais, *the right man in the right place*.

De sa famille, une des plus grandes en Toscane, où elle remontait au ^{vi}^e siècle, sortait le rameau des Médicis régnants¹. Sous cet envahissant rameau, le tronc rabougri disparaissait presque dans les charges de cour. C'est en se faisant d'Église qu'on pouvait avoir chance de briller encore au soleil. Robert Ubaldini, petit-neveu du pape Léon XI, en avait obtenu la faveur. Le népotisme n'était-il pas, en cour de Rome, une tendance avérée, souvent funeste ? Ce qui paraît plus surprenant, c'est que, triomphant de l'ordinaire défiance qui fait des favoris d'un règne les disgraciés du règne suivant, il réussit bien, également, auprès de Paul V. C'est auprès du cardinal Borghèse, neveu du nouveau pape, qu'il finit par réussir mal ; l'ayant desservi ou trop peu servi dans son ambition de devenir secrétaire d'État du Saint-Siège, il s'en fit un ennemi qu'incommodait sa présence. Au demeurant, l'ennemi était d'humeur assez douce ; il rendait

1. Inscription authentique conservée au château de Pila dans le Mugello. Pour les détails sur les Ubaldini, voy. notre mémoire *un Procès criminel sous le règne de Henri IV*, p. 7, dans le *Compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1866, t. LXXIX-LXXX.

supportable la roche tarpéienne; être évêque de Montepulciano et nonce à Paris, c'est une double disgrâce où plus d'un aurait vu son honneur et même son apogée¹.

Arrivé à son poste, dès l'année 1607, Robert Ubaldini n'avait pu qu'y trouver un excellent accueil : l'exaltation de son grand-oncle, souvenir très cher dans les deux sens du mot, avait coûté jadis trois cent mille écus à la couronne de France et provoqué dans les principales villes du royaume des *Te Deum*, des feux de joie. Il n'en voulait pas moins rester peu de temps dans son exil parisien; mais il entendait rentrer à Rome en qualité de membre du Sacré Collège. Pour mériter la pourpre, il faisait les petites commissions, les petits achats de l'adversaire qui lui pouvait seul donner satisfaction. Il dut attendre neuf ans et s'armer d'une patience qui n'était pas son fort. Mais étant dans la vigueur de l'âge, doué d'une intelligence exacte et nette, d'une volonté opiniâtre que ne décourageaient point les obstacles, il avait compris par quels moyens il se rendrait propices les princes auprès de qui il était accrédité.

Très réservé avec Henri IV, si évidemment jaloux de son pouvoir, il tolérât alors, presque sans mot dire, l'attitude nouvelle du corps universitaire qui, revenu de son passé ligueur, n'acceptait plus la suprématie temporelle du Saint-Siège, fût-elle indirecte, selon la théorie soi-disant conciliatrice de ce livre *De summi Pontificis potestate*, publié, dès l'année 1606, par le cardinal Bellarmin, et non poursuivi encore chez nous, parce que les termes en étaient modérés et qu'il y avait pis. A tout prendre, même sous Henri IV, la cause pontificale, la cause des Jésuites, ne paraissait plus désespérée. La fortune du P. Coton grandissait; de son confesseur, le monarque parlait au nonce trois fois en cinq semaines, « avec une extrême démonstration d'estime et d'amour². »

Quoiqu'il fit parfois sa cour à l'ancien huguenot, le prélat italien sortait peu de l'hôtel de Cluny, où la nonciature avait pris gîte depuis l'année 1601. Des démarches extérieures, il chargeait, en général, son auditeur Alexandre Scappi, docteur en droit canon de l'Université de Bologne, esprit remuant et hardi, inquiet et turbulent, qu'il retint dans de prudentes bornes, tant

1. *Un Procès criminel*, etc., p. 9-11.

2. Ubaldini, Dép. du 5 févr. 1608.

que la régence d'une veuve italienne n'eut pas rendu ce fougueux tempérament sans danger pour la cause à servir. Fougueux avec circonspection, obstiné avec souplesse, tenace dans ses idées et ses rancunes, Ubaldini se sentait plus libre désormais. Il plaisait à la reine mère, au point qu'elle écrivait à la cour pontificale de n'envoyer aucun nonce extraordinaire pour les condoléances, le nonce accrédité auprès d'elle y pouvant suffire. Sollicitée par ce dernier de l'aider à conquérir le chapeau de cardinal, elle ne se refusait pas à la démarche; elle la reproduisit même assez souvent pour en fatiguer le pape et son secrétaire d'État, qui ne lui surent point gré du vœu, contraire à l'usage, dont elle complétait sa demande, de conserver à Paris le nonce revêtu de la pourpre¹. Les gallicans, cela va sans dire, ne pouvaient goûter beaucoup ce favori d'une étrangère si hostile à leurs idées, toujours prête à écouter, aux entresols du Louvre, les conseils secrets d'Ubaldini; mais c'est plus tard seulement, à l'heure où il allait quitter la France, qu'ils osèrent l'appeler « imprudent et brouillon². »

Même avec le puissant appui de la Régente, il entreprenait une tâche malaisée. Marie de Médicis, n'eût-elle pas mérité ce surnom de « vache » si souvent employé pour la caractériser, n'aurait pu, non plus que personne au monde, faire tout par elle-même. Or, comment était-elle servie? Sillery, Villeroy, Jeannin, ses trois principaux ministres, « ces trois Argus, ces trois âmes épurées, » comme les appelaient de serviles adulateurs³, avaient, pour la foi de leurs pères, un zèle incontestable, mais de nuances diverses.

Au-dessus de ses collègues par sa dignité, la première du royaume, le chancelier Brulart de Sillery restait fort au-dessous d'eux par le talent et le caractère. Chef de la magistrature, il ne savait pas un mot de latin. Serviteur de la couronne, il lui restait impénétrable. Ayant connu plus d'un maître, il tournait au vent de la fortune. Sa sincérité semblait douteuse; affable et doux dans la conversation, il avait un « ris jaune » qui déplaisait à Sully, et Richelieu, sans nier « son expérience, son esprit, son

1. Dép. de Brèves, 22 juillet 1610; *Un Procès criminel*, etc., p. 13-16, et mon livre *l'Église et l'État sous le règne de Henri IV et la régence de Marie de Médicis*, t. I, p. 281-284, 299, 370.

2. *Prophéties de l'État*, 1616.

3. Florentin Du Ruau, *Tableau de la Régence*, p. 343, 353.

adresse aux affaires de cour, » déclare « qu'il n'étoit pas entier en sa charge, qu'il n'avoit pas coutume de pousser jamais une affaire jusqu'au bout¹. » Nonobstant, dans la mesure de son caractère égoïste et cauteleux, il inspirait confiance au nonce sur la question religieuse alors si brûlante².

Villeroy, plus ancien que lui au timon qu'il tenait déjà sous Henri III, l'avait jadis couvert de sa protection. Plus vif, plus prompt, plus souple, il souffrait d'un défaut grave, l'impuissance de parler, qui lui rendait du moins la dissimulation facile. Il savait temporiser, s'attendre aux fautes d'autrui³, n'être point esclave de ses croyances : ce ligueur d'antan avait marié son fils au camp des huguenots, sans marquer pour eux moins d'horreur et pour les catholiques moins de zèle⁴; en somme, il était resté Français et presque politique. « Nous détestons et abhorrons comme vous, » écrivait-il au savant Casaubon, « la « malheureuse doctrine d'attenter à la personne des rois, contre « laquelle vous écrivez et en condamnez les auteurs. J'ai même « regret extrême d'être né et vivre en un siècle qu'il soit loisible « seulement d'impugner cette question. Quel crève-cœur donc « pouvons-nous ressentir d'en voir les effets si fréquents qu'ont « été ceux qui ont été perpétrés et tentés en nos jours ! Mais quoi ! « Pensons-nous en détourner le cours par nos écrits ? Souvent ils « les y excitent et échauffent davantage. » S'il était clair que Villeroy ne serait pas tendre pour ceux qui entreprenaient la guerre de plume, le nonce parviendrait-il à le mettre entièrement de son côté ? La chose était douteuse ; ce vieux ministre, s'il désespérait bientôt d'imposer la réserve aux deux camps, redoutait Rome plus que Paris : « Je ne m'attends pas, écrivait-il, que le pape et les cardinaux s'en éveillent plus matin⁵. » Jamais pour Ubaldini il ne serait un adversaire ; mais devint-il un allié, jusqu'à quel point compter sur son appui ?

Quant au président Jeannin, qui gérât les finances sans être

1. *Histoire de la mère et du fils*, t. I, p. 27, 189.

2. *Voy. l'Église et l'État*, etc., t. I, p. 285, 372, et mes *Mariages espagnols*, p. 166.

3. *Économies royales*, ch. 209, t. II, p. 409 ; *Relazioni venete* de Pietro Duodo, 1598.

4. *Econ. roy.*, ch. XLIII, t. I, p. 125.

5. Mss. de Du Puy, t. III, fol. 136, 164. *L'Église et l'État*, t. I, p. 286, 373, t. II, p. 10-12.

financier, plus zélé pour la foi que ses deux collègues, il en voyait les intérêts hors de ses attributions plus que des leurs et tenait dans les querelles religieuses un rôle assez effacé qui ne coûtait point à sa prudence portée vers la conciliation.

Suivant le maréchal d'Estrées, ces trois hommes d'État « n'avoient d'autre but que de conserver l'autorité qu'ils avoient et couler doucement le temps jusqu'à la majorité du roi¹. » Mais le nonce, sachant ou croyant savoir que « par leur avis se gouvernoient toutes choses², » devait ne rien négliger pour les gagner aux intérêts du Saint-Siège et de la Compagnie agissante où le Saint-Siège voyait désormais son plus ferme support. Ces intérêts n'étaient-ils pas gravement menacés en France par l'invincible hostilité du Parlement et même par la versatilité des grands et des princes, qui se portaient d'un côté ou de l'autre pour le profit de leur ambition ?

III.

Bon observateur du terrain devenu brûlant sur lequel posaient ses pieds, le nonce ne méconnaissait pas l'obligation de « donner temps au temps, » comme ne cessaient de le lui demander ceux qui, en France, lui faisaient le meilleur accueil. Il avait conçu le dessein de limiter ses efforts, pour les rendre plus énergiques et plus efficaces. Il suivait le conseil du vieil adage : « Aide-toi, le ciel t'aidera, » sans viser à l'impossible.

Parmi les adversaires de la cause qu'il soutenait, s'en trouvaient de particulièrement vulnérables : ces prédicateurs gallicans et politiques tenus, à son avis, par leur robe de lui prêter main-forte et dont, tout au contraire, le verbe enflammé allumait les passions de la foule ignorante, sans avoir moins d'action sur les esprits cultivés. Mais frapper tous ceux qui méritaient des coups eût été une entreprise chimérique ; il fallait choisir entre eux pour faire, sans tarder, un exemple sur le plus violent, le plus coupable, le plus populaire. Ubaldini paraît avoir hésité entre quatre noms.

Antoine Fusi, curé de Saint-Barthélemy-en-l'Île, se voyait promu à la paroisse plus importante de Saint-Leu et Saint-Gilles, quoiqu'on l'accusât d'incontinence. L'accusation, peu à peu, pre-

1. *Mémoires de la Régence*, par le maréchal d'Estrées, p. 49.

2. Dép. d'Ubaldini, 13 janvier 1612.

nant corps, il devait prochainement sombrer dans un procès criminel qui lui fut intenté, subir la peine du bannissement, avec interdiction de dire la messe. Est-ce cette interdiction, la misère ou le désespoir qui le poussa, dans cette période de sa vie, à se rendre ouvertement calviniste?

Le jacobin Cochu prêchait à Saint-Gervais, et les Jacobins ou Dominicains passaient dès lors pour ennemis déclarés des Jésuites. Le bachelier en théologie David était fort mal vu à la nonciature pour avoir dit le premier, du haut de la chaire, que les Jésuites qui transportaient à la Flèche le cœur du défunt roi feraient bien d'en rapporter la dent de Châtel, mot qui avait eu dans le public une grande fortune.

Malgré tant de titres aux rigueurs sacrées, ces trois clercs parurent en avoir moins que l'ex-célestin Du Bois. Ce dernier prêtait le flanc tout ensemble par les hardiesses de son langage en chaire et ailleurs, par les témérités ou les irrégularités qu'on signalait dans sa conduite. Au risque de se contredire, tout en lui prêtant des mœurs inavouables, on le mettait au nombre des amants, platoniques ou non (il semble y en avoir eu des deux sortes, avant et après la conversion), de M^{lle} Paulet, la belle rousse¹. Vrai ou faux, un prélat italien pouvait-il se scandaliser pour si peu? Les audaces du langage, sans contredit, pesèrent beaucoup plus dans la balance, bien que Claude Aquaviva, général des Jésuites, parût plus disposé à n'en pas tenir compte. Répondant, en effet, à une missive du 15 septembre précédent qu'il avait reçue de Du Bois, il ne lui exprimait qu'avec beaucoup de modération le regret de le voir faire rage contre cette Société de Jésus dont il était passionné quand il résidait dans la ville éternelle².

S'il est vrai qu'un ami qui cesse de l'être devienne aisément des ennemis le plus haïssable, on comprend, entre ces quatre candidats involontaires aux persécutions, le choix d'Ubal dini. Il en avait, d'ailleurs, des raisons plus solides. Du Bois ne s'était-il pas vanté, à Saint-Eustache, qu'en deux heures il soulèverait cent mille hommes? S'il ne disait pas que ce fût contre les Jésuites, c'est aux Jésuites que pensaient naturellement ses

1. Voy. Tallemant, t. III, p. 16, éd. P. Paris, 1854. Le chroniqueur dit en note : « C'estoit un impertinent nommé Dubois. »

2. 12 octobre 1610. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 448.

auditeurs, quand il marquait son désir de « mettre une telle terreur dans l'âme du peuple, que le premier qui penseroit dorénavant à meurtrir un prince, eût crainte que tout le monde ne lui courût sus comme sur un damné et pendu¹. » Plus tard, quand la Compagnie n'eut plus rien à redouter en France, où elle éliminait de la chaire chrétienne les prédicateurs gallicans, si on la vit s'attaquer, dans le réduit de la Sorbonne, à ceux de ses adversaires qui n'avaient pas encore posé les armes, elle signalait le syndic Richer comme le premier, « après Du Bois, » qui l'eût persécutée². C'était pratiquer largement la théorie des quantités négligeables, devant une légion d'ennemis, d'en nommer deux seulement; mais que notre abbé soit un des deux et le plus ancien, cela suffit à expliquer qu'on pensât à brandir contre lui les foudres temporelles, plus redoutables que ces foudres spirituelles dont on eût été, d'ailleurs, bien en peine de justifier envers lui l'emploi.

Faire connaître autrement qu'en gros cette poursuite acharnée n'est possible que grâce aux volumineux recueils des dépêches, encore inédites, d'Ubal dini et de Brèves.

Il faut reprendre les choses d'un peu haut. Dès le 24 juin 1610, un mois à peine après la mort du Béarnais, le nonce avait envoyé au cardinal Borghèse un sermon prêché par Du Bois, le jour de la Trinité, dans la populeuse paroisse de Saint-Eustache. Les commentaires qu'il y ajoute aggravent fort le scandale et le danger des paroles qu'il y relève. « Ce téméraire, écrit-il, n'a parlé ainsi que pour plaire aux hérétiques; on le voit bien par ses fréquentes visites au conseiller Gilot, dont la maison est le réceptacle des politiques et des plus enragés huguenots qu'il y ait à Paris³. »

On abusait singulièrement, en ce temps-là, des huguenots. On les voyait au fond de tout. Le cardinal Bellarmín écrivant (en langue italienne) à Marie de Médicis, pour la défense de son livre, prétendait que, si le Parlement l'avait censuré c'était pour plaire aux hérétiques d'Angleterre, et il ajoutait que l'union du Saint-Siège et de la France offrait bien plus d'avantages⁴. Dans

1. *Advertissement aux bons François, etc.*, loc. cit.

2. *Histoire du syndicat d'Edmond Richer*, par lui-même. Avignon, 1753, in-12, p. 104-107; Baillet, *Vie d'Edmond Richer*, liv. II, p. 149-155.

3. Dép. du 24 juin 1610.

4. Lettre du 20 décembre 1610. Bibl. nat., mss. fr. 18005, fol. 415.

l'espèce, si nous n'avons pas le sermon incriminé par le nonce, nous savons ce qu'était Jacques Gilot. Conseiller d'Église au Parlement, il recevait chez lui des politiques, hommes honorés, parfaitement orthodoxes, tels que les présidents de Harlay et de Thou, uniquement suspects pour avoir subordonné l'abjuration de Henri IV au salut du royaume et non le salut du royaume à l'abjuration de son roi. Opposés aux hérétiques, ils en auraient combattu les empiètements comme les doctrines, s'ils n'eussent été dociles aux ordres de leur maître regretté, qui exigeait de tous tolérance et modération. Les réformés ne devaient pas franchir le seuil de cette chambre modeste où, disons-le en passant, quelques années plus tard Boileau vint au monde.

Ubal dini eût peut-être été reçu, s'il se fût présenté; il préférerait s'en tenir aux rapports de serviteurs et d'amis trop zélés. Son imagination méridionale voyait entre ces quatre murs Du Bois entouré de gallicans et de huguenots, complotant avec eux tous la perte des Jésuites et la ruine de l'Église. Il s'était flatté de trouver dans Henri de Gondî, évêque de Paris, fort désireux de la pourpre, un intermédiaire utile. Il avait obtenu de lui, « malgré sa placide nature, » la promesse de demander des explications à l'abbé sur ses relations impies et sur le langage qu'il tenait aux fidèles assemblés.

Vieux, décrépît, inerte de nature, Gondî ne voulait plus se mêler des affaires publiques; mais elles venaient à lui, quoi qu'il en eût. Jaloux, d'ailleurs, de son importance, il se plaignait qu'on passât au jugement sur une question touchant à l'Église sans l'avoir appelé. Son rêve du chapeau, qui ne se réalisa qu'en 1618, sous le nonce Bentivoglio, successeur d'Ubal dini, le mettait, en quelque sorte, à la discrétion de ce dernier, qu'il croyait aussi écouté à Rome qu'à Paris. Il reçut Du Bois en présence de l'auditeur Scappi, qui avait toujours l'injure à la bouche. L'inculpé ne cherche point des échappatoires. Il confesse hardiment les propositions qui lui sont reprochées et se retranche derrière le Parlement, incapable, dit-il, de permettre qu'il arrive malheur à qui ne parle de lui qu'avec éloges et respect¹. Sur le fond des choses, il pouvait invoquer le témoignage des cardinaux de Joyeuse et de Sourdis, qui ne jugeaient pas ses sermons répréhensibles. Mais le nonce était résolu à soutenir le contraire et à

1. Dép. d'Ubal dini, 24 juin 1610.

se comporter en conséquence. Il accourait chez la reine mère. Là, sans insister, comme il le faisait dans ses dépêches au cardinal Borghèse, sur le scandale qu'il y avait à prêcher contre la doctrine et l'autorité de Mariana, il rappelle les attaques dirigées par Du Bois contre la Compagnie de Jésus, contre les œuvres pies et les dévotions; il le montre conseillant sans vergogne à son auditoire de ne pas se laisser tromper, sous prétexte de confession et de communion, de conférences et de discours spirituels, « comme si ces saints exercices étoient des inventions et des arts diaboliques. »

Livrée d'avance en proie à son interlocuteur par sa faiblesse connue et sa piété outrée, la Régente, pour lui complaire, enjoignait à l'évêque de Paris d'user de rigueur, promettant son appui, si l'abbé adressait au Parlement un appel comme d'abus. L'indignation royale se manifestait même avec tant d'éclat qu'il fut à la mode parmi les courtisans de crier bien haut qu'ils jetteraient à la rivière un ecclésiastique qui avait perdu la bienveillance du pape, de son nonce et des évêques français¹.

Mais Gondî n'était pas homme à exécuter ces menaces en l'air. Il eût craint que les ministres, toujours portés aux moyens termes, n'arrachassent à la reine un désaveu des ordres donnés et ne l'exposassent lui-même à un conflit avec le Parlement. Or, il avait seul qualité pour agir. Si disposé qu'il fût à contenter le nonce, il tenait plus encore à ne s'en pas mal trouver, et les risques étaient grands. C'est pourquoi, profitant de quelques marques insignifiantes de repentir qu'il exagérait, s'il ne les avait même pas inventées, il épargnait à Du Bois le châtimement réclamé par la nonciature. Ubaldini se déclarait résolu à ne point céder tant que le coupable n'aurait pas fait, d'une manière ou d'une autre, réparation à la Compagnie de Jésus et subi quelque mortification propre à consoler les gens de bien. Il semblait donc près d'engager la lutte contre le gouvernement de la Régente, lorsqu'il fut pris d'une maladie dont il pensa mourir et qui le tint assez longtemps éloigné des affaires².

En ce moment critique pour la cause qu'il soutenait, il se vit suppléé par un de ces nonces extraordinaires dont Marie de Médicis, nous l'avons dit, avait fait savoir qu'elle regardait l'en-

1. *Advertissement aux bons François, etc.*

2. Ubaldini, Dép. des 24 juin et 18 août 1610.

voilà comme inutile. Arrivait à Paris le cardinal de Nazaret, chargé par le pape des condoléances sur la mort de Henri IV, et, en même temps, de ses félicitations sur l'« assumption » de Louis XIII¹. Ce nouveau venu était aussi calme que le malade était ardent. La brièveté prévue de son séjour le détournait, en outre, de s'engager trop avant dans une négociation délicate dont il ne pourrait voir la fin. Favori de Paul V et dépositaire de ses secrètes pensées, il se contenta de répéter aux ministres ce qu'ils savaient déjà par les assertions d'Ubal dini et les dépêches de Brèves, que Sa Sainteté, mécontente des prédications de l'abbé Du Bois Olivier contre la Compagnie, souhaitait que la chaire lui fût interdite. Mais le ton, dit un vieil adage, fait la chanson. La tiédeur des remontrances nouvelles et du souhait exprimé donnait la tentation d'y faire la sourde oreille, ne fût-ce que pour éviter une lutte interminable avec l'enragé Parlement. Déjà l'on prévoyait qu'il faudrait bientôt en découdre avec lui au sujet des livres qui propageaient la doctrine de la suprématie pontificale sur le pouvoir royal. Il devait sembler bien imprudent de se mettre sur les bras une autre affaire, contre un simple abbé gallican qui ne manquerait pas de défenseurs, car les Français, écrit Brèves, n'honoraient plus le Saint-Siège que « pour satisfaire à la piété et dévotion de la reine et du roi². »

Ces dispositions étant manifestes au conseil de la Régente, Du Bois oubliait ses alarmes de la veille pour ne plus penser qu'aux espérances du lendemain. Avec une âpreté commune alors et une hardiesse qui lui était propre, il fit aussitôt lire à Marie de Médicis un mémoire où il lui demandait une pension de six cents écus. De telles suppliques ne sont rares en aucun temps; comment l'eussent-elles été en un temps où la noblesse, renonçant à ses prétentions féodales et résignée à vivre dans la servitude des cours, y avait mis pour condition que ses chaînes fussent dorées! Le mal gagnait les bourgeois dès que, sous la robe ecclésiastique ou appelés aux emplois publics, ils commençaient à compter pour quelque chose dans l'État. A la requête se montrèrent favorables le chancelier et plusieurs autres du gouvernement. Mais, par crainte de mécontenter le pape, on traînait en longueur, si bien que le nonce eut le temps de revenir à la santé.

1. Brèves, 22 juillet 1610. T. III, p. 6 v°.

2. Dép. du 15 mars 1612.

Il n'était encore que convalescent et sans trop de forces lorsqu'il reprit en main l'affaire qu'il n'avait cessé d'avoir à cœur. Seulement, pour être plus sûr de triompher, il imagina de s'adoucir. Scappi reçut de lui la mission assez inattendue de réconcilier aux Jésuites, puisque son juste châtement rencontrait tant d'obstacles, cet adversaire insolent. L'auditeur aussitôt de nouer avec Du Bois des relations familières. Il lui persuade que la Régente, les princes, les ministres, les gens de bien lui sont également hostiles. Il ne réclame de lui qu'un désaveu implicite de ses erreurs, l'impression de l'oraison funèbre du feu roi, non telle qu'il l'a prononcée, mais avec des corrections et notamment en y glissant l'éloge des bons Pères qu'il y avait si fort attaqués. Du Bois eut beau résister d'abord avec fermeté, il trouvait plus opiniâtre que lui. Cette pension qu'il n'avait pu enlever, alors que le nonce était retenu sur son lit de douleur, l'enlèverait-il maintenant que cet adversaire debout pourrait de sa personne s'y opposer? Le plus sage semblait bien être d'accepter la bienveillance offerte. C'était l'acheter un peu cher au prix d'une palinodie; mais tout se paye en ce monde, et l'abbé de Beaulieu, nous assure-t-on, vivait dans un dénuement qui allait jusqu'à la détresse. Dans la conversation engagée, il protesta de n'avoir pas attaqué toute la Compagnie; il aurait mieux aimé perdre un bras. Seules quelques personnes, parmi tant de membres, avaient été par lui mises en cause. Il consentit, sinon à modifier le texte de son discours, du moins à insérer en tête une épître dédicatoire à la reine, où il parlerait en bons termes de l'Ordre qu'on l'accusait d'exécrer. Poussant plus loin encore, il promit une amende honorable en chaire, des lettres au cardinal Bellarmín et au père Aquaviva; il ne dirait ou n'écrit plus rien sur ce sujet sans le soumettre, avant toute publicité, au nonce, qui le corrigerait à son gré, précaution fort utile contre les rechutes possibles du tempérament, quel que fût son désir de les éviter.

Informé de cet engagement, Ubaldini accordait à Du Bois la faveur d'une audience. Lui prodiguant les marques d'estime, il lui renouvelait face à face ses promesses transmises par l'auditeur touchant la pension; il se faisait fort de lui obtenir « une pension modeste, » — c'est le mot qu'il employait en portant ces pourparlers à la connaissance du Saint-Siège, — afin qu'il eût juste de quoi se nourrir et se vêtir, double nécessité qui a pu, plus que tout autre motif, le jeter hors de la bonne voie. A sup-

poser un refus, évidemment peu à craindre, du gouvernement français, eh bien ! le nonce, de sa bourse personnelle, viendrait en aide au postulant et le tirerait d'embarras. Par manque de pain, il pourrait se précipiter dans quelque désordre et y entraîner beaucoup de monde. C'est ce qu'il ne faut pas¹. L'abbaye de Beaulieu ne donnait-elle donc pas des revenus, ou ces revenus médiocres étaient-ils gravement engagés ?

A peine sut-on parmi les politiques et les gallicans que le prédicateur énergique, en quelque sorte porte-voix du parti, avait paru à l'hôtel de Cluny et s'y montrait assidu, qu'on n'eut pas contre lui assez d'invectives : c'était un homme mobile, de peu de cœur, de peu de valeur. Mais ces grandes colères, le gros des esprits modérés ou timides ne les ressentaient point : désireux de lever autant que possible les pierres d'achoppement dont ils voyaient la marche de la Régente entravée, ils savaient gré à Du Bois d'en diminuer le nombre, ne fût-ce que d'une unité. Devenus ses protecteurs, ils faisaient fixer sa pension à cinq cents écus, et ils l'entendaient sans trop de déplaisir, en pleine chaire de Saint-Leu et Saint-Gilles, chanter la palinodie. A vrai dire, devant ses anciens amis scandalisés, l'orateur se défendit de l'avoir fait; il alla jusqu'à leur montrer son sermon imprimé, où ne se trouvaient plus les paroles qui venaient de payer sa dette et dont il rougissait entre quatre yeux, après les avoir prononcées devant la foule. Par malheur, la notoriété publique réduisait à néant ces démentis sans franchise ni bonne foi. « Le papier, » dit sèchement L'Estoile, « souffre tout. »

De son côté, dans son ravissement, le général des Jésuites, ne connaissant point le dessous des cartes, pratiquait le pardon des vieilles injures. Il demandait même un évêché pour cet adversaire ouvertement venu à résipiscence, pour cette recrue précieuse du parti des « honnêtes gens. » Il l'eût sans doute emporté, si le nonce, plus circonspect en cette occasion et plus avisé, n'eût fait échec à cette proposition prématurée; au moins fallait-il attendre que le clerc inconsistant qui en était l'objet eût donné plus de gages et clairement prouvé que sa conversion résisterait au temps, comme aux aboiements d'une meute d'impies².

1. Ubaldini, Dép. du 14 septembre, du 29 octobre 1610.

2. Dép. d'Ubaldini, 29 oct., 10 nov. 1610.

IV.

Les affaires religieuses étaient alors au plus fort d'une crise où disparaissait l'abbé Du Bois. A Paris, on tendait à supprimer les ouvrages, plus ou moins anciens de date, qui poussaient au meurtre des rois ou simplement à la suprématie pontificale. Rome tonnait violemment contre les livres publiés en France dans le sens contraire. Il est nécessaire de nous arrêter, un moment, devant cette levée de boucliers.

Ménagé depuis 1586, le cardinal Bellarmin avait, comme à plaisir, rappelé sur lui l'attention. Barclay, Du Moulin, ayant rétorqué ses doctrines dans leurs écrits, étaient devenus ses ennemis personnels, et plus encore cet évêque de Mende, Daniel de la Mothe, qui demandait de quel prix il pouvait être pour les rois de se voir dépouillés indirectement plutôt que directement, si, en toute façon, ils perdaient leur royaume¹. Ne voulant pas laisser ces réponses sans réponse, Bellarmin avait commis l'imprudence d'un nouvel ouvrage : *De potestate pontificia in temporalibus*. On y lisait que le souverain pontife peut et doit commander aux rois, afin qu'ils n'abusent pas de la puissance royale ; que le roi n'a aucun pouvoir sur les évêques et les clercs ; que les princes ne tiennent pas leur puissance de Dieu seul. Même atténuées à force de distinctions, ces maximes horripilaient gallicans et politiques royaux. Tout faisait prévoir un prochain arrêt du Parlement. Aussitôt parvenait au Louvre une plainte de ce nonce² que la reine, dit L'Estoile, avait toujours pendu à ses oreilles³. Mais la plainte, cette fois, ne criait pas trop fort. Ubal dini savait le livre de Bellarmin prohibé, en Italie même, sur le territoire de Venise, introuvable à Paris, où le chancelier, que son office obligeait à se prononcer, de son aveu ne l'avait point lu. Certain libraire ayant fini par recevoir de Rome un exemplaire, la Faculté de théologie condamnait l'ouvrage comme plein de propositions hérétiques, et le Parlement rendait un arrêt de suppression, avec défense aux docteurs, professeurs et autres

1. Barclay, *De potestate regia et pontificia* ; Du Moulin, *De la défense de la foi* ; Daniel de la Mothe, *Du droit des papes sur le temporel des rois*.

2. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 57.

3. Éd. Michaud, p. 643.

d'enseigner ou d'écrire dans le même sens que le cardinal¹. Si le vote n'avait pas été unanime, la plupart des membres du Parlement s'étaient comportés d'une manière « très infâme². » Comment le chancelier, chef de la justice, avait-il pu tolérer que le livre, au lieu de lui être remis par le lieutenant civil, eût passé aux mains du premier président? Le propre exemplaire du nonce communiqué à Sillery suffisait à le gagner aux sentiments de la nonciature, qui devenaient bientôt, grâce à lui, ceux des autres ministres et de la Régente. L'accord s'établissait sur le refus d'enregistrer l'arrêt et sur l'ordre d'en interdire la vente, comme le réclamait Ubaldini³; mais le Parlement savait le prix des heures; sa décision rendue, le soir même, la ville se remplissait d'imprimés, tant en placards qu'en demi-feuilles⁴.

D'indignation et de colère, le nonce écrivait à Rome qu'il avait presque perdu le sentiment; mais, sans perdre une minute, il pria le cardinal Borghèse d'adresser à Brèves de vives remontrances; pour arracher un désaveu à la Régente, il la menaçait de rompre par son départ les relations diplomatiques. Le malheur est que personne ne prit au sérieux cet épouvantail; l'ambassadeur d'Espagne lui-même, Don Inigo de Cardenas, détournait son bouillant collègue d'en faire une réalité⁵, et l'on ne tardait pas à apprendre que le pape n'eût point approuvé un tel coup de tête⁶.

Si les Parisiens souhaitaient vaguement que le Saint-Siège reçût quelque satisfaction, la plupart, même les ecclésiastiques, « se comportaient mal. » On approuvait le premier président de dire que si le livre incriminé n'avait pas été brûlé par le bourreau, c'était uniquement par déférence pour la Reine, menacée pourtant, si les propositions de Bellarmin exprimaient la vérité, dans la régence qu'elle tenait du Parlement⁷. Scappi envoyé à Villeroy « sous prétexte » de réclamer les passeports, le vieux diplomate, lui serrant les mains et haussant les épaules, répondait entre ses

1. Dép. d'Ubaldini, 26 nov. 1610. Voy. le texte de l'arrêt dans L'Estoile, p. 642.

2. Ubaldini, 4 déc. 1610.

3. Dép. du 26 nov. 1610.

4. L'Estoile, p. 642.

5. Dép. d'Ubaldini, 26 et 29 nov., 4, 8, 13 déc. 1610.

6. Dép. de Brèves, 23 déc. 1610, publiée presque en entier dans *l'Église et l'État*, etc., t. I, p. 486-488.

7. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 15.

dents qu'il fallait compatir au temps présent, que Sa Majesté et ses ministres ne faisaient pas sans peine respecter leur autorité, qu'il serait bon, enfin, que le nonce priât Sa Béatitudo de se contenter du remède possible à cette heure, le livre du cardinal ayant paru mal à propos dans un moment où le meurtre de deux rois venait d'exaspérer les esprits. — Mais Ubaldini ne s'en prenait pas moins à la reine : oublie-t-elle sa parole et celle du Parlement de ne pas toucher à ce livre ? Ne se faisant pas obéir, elle n'est plus régente que de nom. Le maître, ce sera l'impertinente Compagnie, quoique dépourvue de tous droits politiques. Mieux vaut se fâcher avec ces messieurs qu'avec Sa Sainteté, qui pourrait être contrainte à mettre les mains au feu des deux censures. Marie de Médicis, fort désireuse de contenter le pape, tenait à l'avis de son Conseil sur le choix des moyens. Lui insinua-t-on de voir les présidents ? Appelés au Louvre, ils y vinrent avec l'avocat général Servin, odieux à Rome et qui annonça le dessein de prendre des conclusions contre ceux des membres de sa Compagnie, — quand le chancelier aurait fait connaître leurs noms, — qui s'étaient rendus coupables de lèse-majesté en s'abouchant sans permission avec un ambassadeur étranger, tel qu'était le nonce¹.

Tout ce qu'on put obtenir du Parlement, c'est qu'il tiendrait en surséance la publication de l'arrêt jusqu'à ce que Sa Majesté en eût autrement ordonné. Le tout est, quelquefois, de gagner du temps ; mais, dans l'espèce, le désir était trop vif chez les gallicans de supprimer le livre cause de tout ce bruit. Messieurs du Parlement se bornaient à demander que le chancelier, qui avait appartenu à leur Compagnie, ne leur liât pas les mains. Sillery ayant répondu que la Reine entendait contenter Sa Sainteté par un accommodement : « Je ne m'accommode, » répliquait Harlay, « qu'à la volonté du roi. Des autres accommodements, je ne sais que c'est². » Le nonce dut se résigner à la publication de l'arrêt, pourvu que le mot « exécution » fût ajouté au texte. L'on se hâta d'imprimer de nouveau avec cette correction, dans l'espoir que le Parlement ne la remarquerait pas. Mais le procureur général avait des yeux, et il fit saisir tous les exemplaires. Le nonce aussitôt de récriminer ; il en aurait voulu expédier un certain

1. Dép. d'Ubaldini, 1^{er}, 4 déc. 1610 ; coll. Du Puy, n° 90, fol. 57.

2. Du Puy, *Ibid.*, et L'Estoile, p. 613.

nombre en Italie, en Savoie, en Portugal, aux Pays-Bas. « C'est justement pour cette raison, » répondit le procureur général, « que je les ai fait arrêter¹. »

Il va donc falloir recommencer la campagne? Ubaldini réclame une satisfaction complète. Or, Marie de Médicis ne consent à exiger de ses peu commodes magistrats que le maintien du *statu quo*. Le pape, par ses plaintes à la cour de France, donnerait-il à son nonce le fort coup d'épaule dont il avait besoin? Rien de plus douteux. On savait par Brèves que Paul V était « un homme de nature molle, endormie et lente². » Il ne veut, écrivait l'ambassadeur, que vivre en repos avec un chacun; il est le moins monté de tout son entourage³. Sans doute, à ses heures, on le trouvait « fort sensible; » il paraissait « conserver la mémoire de ses ressentiments⁴; » mais qui n'a pas ses heures? C'est donc surtout de ses familiers qu'il faut entendre ce mot sorti de la même plume: Je commence à m'apercevoir que « l'on nous veut tenir en tutelle et prendre plus de pied sur nous que l'on ne faisoit du vivant du feu Roi⁵. » La prétention avouée depuis quelques mois était que l'on châtiât à Paris les « écrivains de fables, s'il y avoit moyen⁶, » par quoi il faut entendre ceux qui, dans le royaume de France, repoussaient la suprématie pontificale. Mais les plus ardents à Rome étaient des tièdes au regard de cet Ubaldini, qui prenait l'alarme si chaudement. « C'est la prudence d'un ministre, lisons-nous encore aux dépêches de Brèves, de manier doucement et avec circonspection les affaires de son maître, se contentant de ce qui se peut faire. » Si Sa Béatitude a montré tant de ressentiment, c'est que celui de son nonce l'y a forcé⁷. Villeroy, fort mécontent, en venait à demander si cet intempérant ne blâmait pas par ses lettres l'administration et la prudence de Sa Majesté. Brèves répondait que, au contraire, Ubaldini « représentait si vivement l'affection et le zèle de la Reine pour le Saint-Siège

1. *Mercur françois*, ann. 1610, t. II, p. 23; L'Estoile, *Mémoires pour servir à l'histoire de France*, t. II, p. 352, et *Journal de Louis XIII*, t. IX, p. 197; *Histoire de la mère et du fils*, t. I, p. 181.

2. Dép. des 3 septembre 1608, 10 avril 1610, 16 août 1613.

3. Dép. des 26 nov., 23 déc. 1610. Mss. fr. 18005, fol. 369, 417.

4. Id., 20 févr. 1611. Mss. fr. 18006, fol. 58.

5. Id., 6 janv. 1611, *ibid.*, fol. 9. Les mots mis ici entre guillemets sont en chiffre dans cette dépêche adressée à Villeroy.

6. Id., 16 sept. 1610, 4 mars 1611.

7. Brèves à Puyseux, 23 déc. 1610. *Ibid.*, fol. 427.

qu'en partie l'aigreur produite par l'arrêt du Parlement se trouvoit adoucie, » sauf contre le Parlement lui-même, menacé d'un monitoire, de l'excommunication dans la personne des meneurs tels que Harlay, Servin, Gilot, principalement responsables d'un acte si indigne de ce grand corps. Mais le feu pouvait s'étendre et s'aviver, si l'on continuait, en France, de publier des livres opposés à celui du cardinal Bellarmini. Brèves écrivait ce nom à l'italienne et comme celui qui le portait. Il signalait, en terminant cette importante dépêche, un ouvrage où l'auteur osait dire du pape qu'il était l'antéchrist¹.

Quelques mois plus tard, Paul V écrivait à la Régente, en langue italienne, quoique le latin fût celle de ses actes officiels, pour réclamer la répression de cette insulte². Notre ambassadeur était d'avis qu'elle avait aggravé la situation, mais non sans ajouter que, si le Parlement se laissait arracher une censure, le pape en pourrait être détourné d'insister sur la révocation totale de l'arrêt contre Bellarmin³. L'auditeur de rote, Denys Marquemont, bientôt archevêque de Lyon, et que nous retrouverons plus d'une fois à Rome, où il devait remplir les fonctions soit d'ambassadeur intérimaire, soit d'aide-ambassadeur, confirme par son témoignage celui de Brèves : « Je vois, écrivait-il à un ministre, que vous n'entendrez plus parler de l'arrêt contre le livre du cardinal Bellarmin, car le temps fait perdre la mémoire de choses plus grandes et plus importantes que cela⁴. » Déjà Brèves, partisan d'une satisfaction à donner au pape, émettait l'avis que la reine avait fait tout le possible, et qu'à demander plus on risquait de l'altérer, d'aigrir aussi ses principaux conseillers⁵. Il avait la satisfaction de pouvoir écrire à sa cour que Paul V ne lui soufflait plus mot de ces affaires et qu'il se gardait bien, quant à lui, de lever le lièvre⁶. Seul, Ubaldini continuait à crier; depuis longtemps, il accusait notre ambassadeur à Rome d'être cause du refus de casser et annuler l'arrêt du Parlement, sans autre prétexte qu'une lettre à lui adressée, où Brèves l'avertissait que

1. Brèves à Villeroy, 23 déc. 1610. Ibid., fol. 417. — L'ouvrage dont parle Brèves, c'est le *Théâtre de l'antéchrist*, par Vigner.

2. Voy. l'original de cette lettre, Ms. fr. 18006, fol. 93.

3. Dép. de Brèves, 4, 17 mars 1611. Ms. fr. 18006, fol. 71, 93.

4. 12 avril 1611. Ms. fr. 18006, fol. 127.

5. Dép. des 20 février, 4 et 20 mars 1611.

6. Dép. du 15 avril 1611. Fol. 134.

Sa Sainteté n'exigeait pas la révocation de l'arrêt et que la suppression lui suffirait des paroles incriminées¹. Il grondait également quand il voyait le gouvernement de la Régente, enhardi par l'accalmie de Rome, se borner contre le *Théâtre de l'Antéchrist* à une prohibition verbale, sans arrêt imprimé, sans insertion aux registres du lieutenant civil². Pour qu'un homme si difficile à contenter fût devenu *persona grata* au Louvre, il fallait la religion plus qu'espagnole de la Régente; mais il fallait aussi que ce nonce sût plier, pour ne pas rompre, devant les difficultés chaque jour renaissantes. Nous allons voir, en revenant à l'abbé Du Bois, comment une habile tactique conduisait quelquefois Ubaldini, si lentement et indirectement que ce fût, au succès.

V.

Contre cet ancien ennemi qu'il avait cru gagner en s'intéressant à sa pension, les griefs vrais ou supposés ne lui manquaient pas. On accusait le néophyte de renouer « des relations indignes d'un ecclésiastique avec des personnes qui à peine connoissoient Dieu, » par quoi il faut entendre simplement qui n'admettaient pas la suprématie pontificale sur le pouvoir royal. On colportait des paroles mal sonnantes : certain Espagnol, dans une discussion théologique, ayant célébré la gloire et les vertus de l'enfant qu'était alors Louis XIII, Du Bois louait Dieu de ce que le Saint-Esprit était descendu sur qui parlait ainsi, pour ce que ceux de sa nation n'avaient guère accoutumé de louer les rois. — J'aimerais mieux, s'écriait-il une autre fois, la domination du Turc que celle du Jésuite ou de l'Espagnol.

On prêtait sans preuves sa collaboration aux auteurs des réponses faites à divers « livres artificieux, doux et sucrés par-dessus, mais plats et mous comme coton³. » Il s'agit ici d'un *Avertissement aux bons François sur la lettre déclaratoire présentée à la Roynne mère par le Père Cotton*⁴. « S'il se trouve personne, » lisait-on dans l'avis au lecteur de cet *Anti-Coton*, « qui puisse répondre de point en point à ce livre, ce que

1. Dép. de Brèves, 20 févr. 1611. Fol. 58.

2. Dép. d'Ubaldini, 12 mai 1611.

3. L'Estoile, p. 611, 618, 667.

4. Voy. plus haut, p. 247, note 4.

j'estime impossible, tant la vérité y est évidente, l'auteur promet d'écrire de rechef sur le même sujet et de dire son nom, car il a assez de courage et assez de crédit pour se maintenir contre la malveillance des ennemis et perturbateurs du repos public. » De telles paroles pourraient être de notre homme, car elles sont bien dans son caractère et rendent ses sentiments ; mais on le chargeait de tant d'autres écrits¹ ! L'*Anti-Coton* avait un grand tort : ayant franchi les Alpes, il était traduit et imprimé à Venise. Le pape se plaignait fort d'un libelle si dur pour des pères qui n'aspiraient qu'à la grandeur du royaume et que le feu roi avait tant chéris². Le « Père Du Bois, » comme en cette occasion l'appelle Brèves, n'était pas ouvertement accusé de cette œuvre réprouvée, mais Paul V et beaucoup de sa cour le tenaient pour non étranger au *Tocsin contre le livre de la puissance temporelle du pape mis naguère en lumière par le cardinal Bellarmin, jésuite*³. Ils demandaient sans hésiter la suppression de ces deux ouvrages ; qu'elle fût ou non accordée, de la demande seule pouvaient résulter de gros désagréments pour l'auteur ou collaborateur supposé⁴.

Momentanément, on les lui épargnait. Détourné par d'autres soins ou dans un accès de prudence, le nonce faisait trêve aux gronderies mêmes, qu'il remplaçait par des exhortations affectueuses, propres à troubler la conscience, à émouvoir le cœur. Il arrachait ainsi à l'abbé la promesse d'une nouvelle rupture avec ses compromettants amis. Sur ce dernier point, c'était peine perdue : ramené auprès d'eux, presque sans le vouloir, par les mille attaches et l'irrésistible attrait de liaisons si anciennes, Du Bois faisait entendre de nouveau, dans les principales églises, les plus discutées propositions. Sévir sans délai et sans pitié s'imposait, dût-on provoquer par là un soulèvement des paroissiens de Saint-Eustache. La pension sera supprimée ; puis, si le coupable persiste, on l'enverra à Rome, où, « sans compter la crainte de la peine éternelle, celle de la peine temporelle aura plus de force qu'elle n'en peut avoir à Paris⁵. » — « Sans délai, » avait dit le

1. Voyez-en les titres dans *l'Église et l'État*, etc., t. I, p. 427, 428.

2. Brèves, 14 déc. 1610. Ms. fr. 18005, fol. 404.

3. Voy. plus haut, p. 245, note 2.

4. Brèves, 6 janvier 1611. Ms. fr. 18006, fol. 3, 9.

5. Dép. d'Ubal dini, 4 déc. 1610, 1^{er} févr. 1611.

nonce; les choses ne marchèrent pas aussi vite que si tout eût dépendu de lui. En mars 1611, sous la voûte de la Sainte-Chapelle, paroisse du Parlement, le prédicateur menacé tonnait de nouveau contre les empiétements de la cour de Rome¹. Le 27 mai suivant, il prenait part, chez les Jacobins, à une dispute où, vu le lieu, ne se pouvait rien dire de favorable aux Jésuites. « Par ses crieries, il étonna tout le monde. Le petit roi claquoit des mains comme les autres². »

Entre temps, à la date du 15 avril 1611, Du Bois écrivait au pape dans l'intérêt exclusif d'un tiers, preuve manifeste qu'il n'avait pas conçu de vives inquiétudes au sujet des menaces qui retentissaient à ses oreilles. Cette longue lettre, rédigée en latin *e museo meo parisiensi* et signée *Abbas a Bosco Olivarius*, appelait la bienveillance du père des fidèles sur un certain Cornelius, — en français peut-être Corneille, — des ermites de Saint-Augustin, fort savant dans les études égyptiennes et hébraïques, qui avait embrassé l'hérésie, contracté mariage et procréé trois enfants. Sa Sainteté, étrangère au péché de la chair, éloignée des pécheurs par la pureté de sa vie³, n'en doit pas moins compatir aux infirmités humaines, se montrer mansuet envers qui se repent, envers qui frappe depuis des années à la porte de l'église pour qu'elle lui soit rouverte, envers qui combat par ses écrits les hérétiques auxquels il avait livré son âme. Les enfants retourneront à l'erreur si leur père n'a pas qualité pour les en détourner. Or, un père qui ne prend pas soin de sa progéniture est pire qu'un infidèle. Provisoirement, jusqu'à ce que Sa Sainteté ait fait quelque chose pour cette famille, donné à ce malheureux un bénéfice qui lui permette de se nourrir et de marier sa fille, je le retirerai chez moi. Afin de pourvoir à ses besoins, j'ai vendu mon cheval, car je ne suis pas moi-même bien opulent, mon église étant occupée par les Turcs⁴. — Rien ne nous permettant de supposer que l'abbé de Beaulieu ait jamais été évêque *in partibus*

1. Dép. d'Ubal dini, 17 mars 1611.

2. L'Estoile, p. 667; *Acta Rectoria*, t. IV, fol. 143; Jourdain, *Histoire de l'Université*, p. 62.

3. Ce n'était pas une flatterie. Paul V passait pour être « mort vierge, » pour n'avoir jamais eu commerce avec les femmes, même quand il exerçait encore le métier d'avocat. J'ai cité ces textes et plusieurs autres dans mon *Procès criminel sous le règne de Henri IV*, p. 34, 35 et notes.

4. Fonds Godefroy, t. XV, fol. 16, 452.

infidelium, il faut croire que les revenus de son abbaye étaient saisis par ses créanciers, devenus Turcs sous la plume du débiteur.

Ce cœur excellent avait bec et ongles, on ne l'ignorait point. Ses ennemis, pour agir sur lui ou contre lui sans s'exposer aux coups de patte et aux morsures, jugeaient donc prudent parfois de recourir à des intermédiaires. C'est sur la demande du nonce que le Père Coton priait la reine de retirer ses bienfaits à un indigne et de l'éloigner. Le confesseur, d'ordinaire si écouté, n'obtenait que l'autorisation, assez désagréable pour lui, d'avoir une conférence avec Du Bois chez le lieutenant civil, connu pour très porté vers les catholiques royaux. En vain, durant cinq heures, l'insinuant jésuite tenta de ramener aux doctrines d'outre-monts le fougueux gallican. Sur les insolentes saillies de celui-ci dut être clos le débat. — Pensez-vous, lui disait Coton pour le mettre au pied du mur, que notre Compagnie ait fait mourir le feu roi? — Non, répondit l'interlocuteur, « jurant une bonne mort-Dieu d'abbé, » car si je le croyais, je vous étranglerais et jetterais par la fenêtre. — Ne sommes-nous pas catholiques? reprenait l'un. — Comme le diable! répliquait l'autre. — Et le lieutenant civil de sourire, de répandre au dehors ces reparties fort goûtées de tout un parti¹.

Elles ne plaisaient point à Marie de Médicis. Si la reine ne se pressait pas de céder aux instances dont elle était assiégée en sacrifiant l'abbé, c'est qu'il lui rendait obscurément, à cette heure même (2 juin 1611), un service appréciable en écrivant à Du Plessis-Mornay, « le pape des huguenots, » pour le gagner à la conciliation. Fort de sa popularité et s'autorisant des relations qu'ils avaient eues ensemble, Du Bois lui donnait le sage conseil d'inviter ses coreligionnaires, surtout les ducs de Bouillon et de Rohan, dont l'attitude était menaçante, à se tenir cois et tranquilles, eu égard aux bons traitements de la Régente. Si ceux de la religion restaient dans les termes de ce que le feu roi leur avait accordé, il promettait que les catholiques vivraient avec eux comme avec leurs chers compatriotes et concitoyens, sans cesser de rivaliser et de se mettre aux prises par la prédication et par la bonne vie.

Une éloquente adjuration terminait cette lettre d'un si bon

1. L'Estoile, p. 623.

esprit. « A quoi j'ajoute pour votre particulière considération
 « que tous ceux qui, auparavant votre assemblée, ont vu le
 « repos de la France, vous détesteroient à jamais s'ils le voient
 « changé par icelle, et vous maudiroient comme ayant servi de
 « chef à une assemblée en laquelle se seroient forgées les misères
 « de notre chère patrie. Ce que je vous prie par les entrailles de
 « la miséricorde de Dieu de bien penser et repenser, afin qu'en
 « conservant la paix parmi nous, votre honorable travail reçoive
 « et fasse recevoir à ceux de votre parti la paisible possession de
 « la terre promise aux mansuets et attende, outre ce, la vision de
 « Dieu destinée aux pacifiques, et laquelle je vous désire et
 « souhaite de tout mon cœur par la claire lumière de la vraie
 « foi¹. »

L'imagination de Du Bois pouvait bien rêver de repos ; son caractère le ramenait toujours à l'agitation ; plus que jamais il provoquait et bravait par ses paroles, ses écrits, ses actes, des adversaires dont il se flattait de n'avoir plus à redouter les coups. Il osait adresser au pape une lettre pleine, disent ceux qui ont pu la lire ou l'entendre lire, de malice, de présomption, d'irrévérence, où le Saint-Siège et la Régente étaient également mal menés. Paul V s'en plaignait « d'assez mauvaise bouche » au cardinal de Joyeuse, qui résidait momentanément à Rome, et qui, écrivait Brèves, fera savoir à Leurs Majestés ce que Sa Sainteté désire, sur quoi Elles apporteront les considérations que la constitution présente de leurs affaires leur permettra².

De son côté, Joyeuse écrivait à Marie de Médicis que, depuis quelque temps, le pape se plaignait « fort aigrement » de Paris, et, à Paris, de Servin, de Richer, de Fusi, esprit brouillon et instrument de ceux qui ne tendent qu'à la dépression de l'autorité du Saint-Siège, mais surtout de l'abbé Du Bois, assez effronté pour lui avoir adressé une lettre pleine de témérité et d'insolence. Le cardinal a répondu que Leurs Majestés éprouvent du déplaisir de ces gens-là et que Sa Béatitude n'en pouvait douter³.

A Villeroy, il indiquait avec précision ce que souhaitait le souverain pontife offensé. Sa Sainteté approuverait qu'on mît aux

1. Cette lettre a été publiée dans les *Mémoires de Du Plessis-Mornay*, p. 298. Leyde, 1647.

2. Brèves à la reine, 9 juillet 1611.

3. Joyeuse à la reine, 6 juillet 1611. Ms. fr. 18006, fol. 274.

Célestins cet homme qui ne portait le titre d'abbé et l'habit pris par lui que sur une prétendue dispense obtenue de Rome. Sa Sainteté venant à la révoquer, comme Elle le fera par son nonce, l'homme sera obligé de s'enclorre dans un monastère, et ce sera aux Célestins à tâcher de le rendre sage. Joyeuse est informé par le cardinal Lanfranco que le pape, sans plus tarder, confère à son nonce le pouvoir de rétracter la licence de vivre hors du couvent et la qualité d'abbé, exempt de l'obéissance due aux supérieurs de l'Ordre. Que si la chose est reconnue difficile et hors de temps, Sa Béatitude a le vif désir que ceci reste fort secret, pour éviter que l'homme averti n'en fasse encore plus de bruit et de sa cause particulière une générale¹.

Le prince de l'Eglise qui a écrit cette seconde lettre ne s'y montre guère conséquent avec lui-même, et il paraît assez mal informé sur un point important. Si la dispense avait besoin d'être révoquée, elle était donc réelle et non « prétendue. » D'autre part, cette insinuation n'est pas soutenable que Du Bois ne fût point véritablement abbé; nous avons vu plus haut² qu'en 1609 Paul V envoyait à Henri IV un bref de recommandation pour « l'abbé de Beaulieu, » et nous verrons plus loin qu'à l'heure la plus critique de cette destinée, Ubaldini dit encore que « l'abbé Du Bois a été promu par Sa Béatitude à la dignité de la prélature³. »

Un mois plus tard, Brèves demandait que la lettre insolente dont se plaignait Paul V fût remise à l'ambassade; il la voulait envoyer à Paris. Mais là, entre les mains des ministres, n'aurait-on pas lieu de craindre qu'elle ne fût supprimée? Mieux valait, selon le pape, l'expédier directement au nonce, incapable d'une telle faiblesse. Il mettrait cette feuille sous les yeux de Leurs Majestés pour en faire usage, si Elles le jugeaient à propos⁴.

Ainsi fut fait. Quant au choix des moyens, ce même pontife qui avait proposé de laisser Du Bois en France, commis à la garde rigoureuse des Célestins, informait Ubaldini qu'on approuvait sa proposition d'envoyer à Rome le personnage. On l'y saurait bien empêcher d'être plus longtemps un sujet de scandale et

1. Joyeuse à Villeroy, 8 juillet 1611. Ibid., fol. 283.

2. Voy. p. 245.

3. Coll. Du Puy, n° 90, fol. 241.

4. Brèves à la reine, 6 août 1611. Fol. 367.

une incessante cause de périls. Supprimer qui gêne était alors un expédient à la mode. Huit années auparavant, en 1603, le nonce Buffalò recommandait cette manière de procéder contre le franciscain Michel de Volterre, coupable d'avoir jeté le froc aux orties, ceint l'épée, fréquenté des comédiens et des hérétiques, en un mot de s'être signalé par son « mauvais esprit¹. » Or, ce Buffalò était un homme doux et timide qui, devenu cardinal, mourait, à l'âge de quarante-quatre ans, d'un mot de Paul V, comme plus tard Racine, dit-on, d'un regard de Louis XIV². Il n'avait, d'ailleurs, suggéré rien que de faisable en Italie contre un moine italien.

Avec un prélat français, soutenu, sinon à la cour, du moins dans les régions parlementaires, il y fallait plus de ménagements, bien qu'on sût, à l'hôtel de Cluny, le chancelier excédé d'un clerc si remuant et qu'on le supposât au regret de n'avoir pas sévi, l'année précédente, quand il en était déjà sollicité. Ubaldini se tenait sur ses gardes; il désirait que l'initiative de la mesure à prendre et le choix des moyens à employer vînt des ministres, seuls en position d'agir dans un secret nécessaire. Informé par Villeroi de la proposition venue de Rome d'enfermer Du Bois chez les Célestins, sur ce prétexte que, jadis, en les quittant, il n'aurait pas rendu un compte exact et fidèle des intérêts dont il se trouvait alors chargé, le nonce ne comprenait guère qu'on pût jeter en prison un homme pour des fautes, s'il les avait réellement commises, déjà vieilles d'un quart de siècle. Comment surtout espérer que ses anciens supérieurs, restés ses amis, le maintiendraient indéfiniment sous les verrous? Élargi, on le verrait par vengeance déchaîner plus que jamais sa faconde passionnée. À Rome seulement, il cesserait d'être nuisible. C'est là qu'on devait l'envoyer « sous l'apparence de quelque honneur ou commission. » Avec le consentement de l'ambassadeur du Roi, il serait possible de le « mettre en lieu sûr, d'où on ne recevrait plus de lui aucune nouvelle. » Ubaldini regrettait d'avoir dû, même en tête à tête, renoncer à se faire comprendre des deux principaux ministres sans tout dire. S'il se consolait de s'être vu obligé à parler net, c'est qu'il les avait gagnés à son avis, et,

1. Dép. du nonce Buffalò, 20 oct. 1603. Ms. n° 66.

2. Cardella, *Memorie storiche de' cardinali*, t. VI.

par eux, la Régente. Fidèle, d'ailleurs, à son système machiavélique, et pour que la victime désignée ne conçût pas de soupçons, il voulut qu'on feignît de lui continuer ou de lui rendre pour un temps les bonnes grâces qu'il méritait d'avoir perdues¹.

Le malheureux y fut trompé. Crédule et confiant, comme le sont d'ordinaire les impétueux, et toujours attentif à profiter pour sa fortune ébranlée des plus passagers et superficiels retours de faveur, il crut l'occasion propice pour se faire conférer un prieuré vacant à Paris, dont le revenu aurait augmenté ses ressources, insuffisantes malgré sa pension, et il prie naïvement le nonce de le lui assurer par l'intermédiaire du cardinal Borghèse. La requête est aussitôt transmise, mais en recommandant au cardinal dataire, de qui dépend la collation des bénéfices, de dire aux personnes chargées par le postulant de soutenir ses intérêts en cour pontificale que le secrétaire d'État de Sa Sainteté les a chaudement défendus, qu'il y a des obstacles, mais qu'on trouvera, sans tarder, une compensation. « Avant que l'occasion s'en présente, peut-être plaira-t-il à Dieu que ce pervers soit en un endroit où il n'aura plus besoin d'être autrement pourvu². »

Certain, désormais, d'envelopper la brebis galeuse dans une trame si soigneusement ourdie, le nonce affecte d'y rester étranger. A partir de ce moment, sa volumineuse correspondance ne contient plus un mot sur ce sujet, et sa parole fut sans doute aussi discrète que sa plume, car dans aucun des rares écrits du temps qui disent un maigre mot des malheurs de Du Bois, il n'est question d'Ubal dini. Nous ignorerions encore aujourd'hui qu'il en fut la cheville ouvrière, si ses dépêches toujours inédites ne nous avaient fixés.

A un double point de vue, s'effacer était habile. Pour assurer le succès de la perfide machination, rien de plus prudent que d'en laisser la responsabilité à plus puissant que soi. Si elle devenait lourde à porter en face du parti gallican et royal, personne ne la porterait plus allègrement que les ministres de la Régente, instruments de leur maîtresse, ou le gouvernement du Saint-Siège, qui n'avait de comptes à rendre qu'à Dieu. D'autre part, sa position personnelle n'était pas sans causer à Ubal dini quelques

1. Dép. d'Ubal dini, 2 août 1611.

2. Même dépêche.

dégoûts et inquiétudes. Nous avons dit comment et pourquoi il était peu en faveur auprès du cardinal Borghèse, maître de tout, à Rome, sous le pontificat de son oncle. Brèves, subissant l'influence du milieu où il vivait, s'en inspirait dans ses dépêches contre un personnage qu'il savait pourtant fort bien vu à Paris. « Le nonce Ubaldini, » écrivait-il à Villeroy dès les derniers jours d'avril, « à la fin aura trouvé mon conseil à propos et veut « croire qu'il écrira d'ici en avant plus doucement contre nous « qu'il ne faisoit. Je vous envoie une lettre qu'il m'a écrite qui a « bien le style plus doux que l'autre qu'il m'écrivit ces mois passés. Sa Sainteté a déclaré ne le vouloir point rappeler et être « satisfaite de son service¹. »

Ces derniers mots signifient surtout que le pape et son neveu ne sont pas plus disposés que par le passé à coiffer du chapeau une tête qui leur déplaît, soit en la laissant à Paris, comme le demandait ou l'avait demandé la Régente, soit en lui donnant un successeur à l'hôtel de Cluny. Les poursuites d'Ubaldini sur ce point, trop âpres au gré de Brèves, personne, à Rome, ne les appuyait plus vivement que Bellarmin, et pour une raison assez curieuse : depuis que l'évêque de Montepulciano était nonce en France, ce cardinal prenait soin de l'évêché. Désireux d'en avoir au plus tôt décharge, il conseillait qu'Ubaldini revînt à Rome sans attendre la pourpre à Paris. Ce serait une marque de défaveur plus apparente que réelle, car on ne pouvait le faire cardinal sans comprendre dans la promotion le nonce en Espagne; mais qu'il repassât les Alpes, et il n'attendrait plus longtemps².

Bellarmin n'avait qualité pour engager personne. Ubaldini pressait donc la cour de France d'insister plus que jamais. S'il l'obtint, ce fut en pure perte : Paul V, en effet, disait à Brèves que son nonce, devenant cardinal à la demande de Leurs Majestés, perdrait le sentiment de l'obligation qu'il en devrait avoir au cardinal Borghèse, et que les nonces doivent dépendre uniquement de la volonté de qui les envoie. A quoi Brèves répondait que l'instance n'était pas faite dans un intérêt particulier, mais pour la dignité du service de la couronne³. La dignité de ce service

1. 28 avril 1611. Fol. 161.

2. Brèves à Villeroy, 15 avril 1611. Fol. 139.

3. Brèves à la reine, 18 sept. 1611. Fol. 494.

avait donc de grandes exigences, car un mois s'était à peine écoulé depuis que l'Italien Bonsi, évêque de Béziers et favori de la reine mère, était entré au Sacré Collège, sur les demandes, non moins fréquentes pour lui que pour Ubaldini, dont Marie de Médicis l'avait honoré¹. Il y avait évidemment convenance autant que prudence à ne pas violenter l'esprit d'un pape qu'il fallait toujours prendre par la douceur, car il était d'humeur aigre, vindicative, de caractère opiniâtre². Le nonce ajourné en avait trop le sentiment pour ne pas s'effacer. Il espérait bien que le gouvernement français ne l'abandonnerait pas; mais qui lui eût dit alors que les plus chaudes et obstinées recommandations seraient vaines sept ans encore!

F.-T. PERRENS.

(Sera continué.)

1. Le 17 août 1611, Brèves annonçait ce succès. Fol. 393.

2. Brèves, 1^{er} oct. 1611. Fol. 520; 9 juin, 26 novembre 1613.

COMLOT DE L'AN XII

Il est un peu trop de mode aujourd'hui, surtout depuis la publication des « Derniers jours du Consulat » de Fauriel, par M. Ludovic Lalanne, de considérer le complot de l'an XII, le complot Cadoudal-Pichegru-Moreau, comme une machination policière imaginée par Bonaparte pour perdre Moreau et par Fouché pour se rendre nécessaire. M. Huon de Penanster en particulier, dans son livre « Une conspiration en l'an XI et en l'an XII, » dépasse toute mesure lorsqu'il prétend que cette conspiration a été organisée par le premier consul et son ancien ministre, qu'ils y travaillèrent « d'un commun accord » et qu'ils ont entrepris contre Moreau une « campagne étonnante, à l'aide d'un *semblant* de conspiration qui n'existe pas¹. »

Sans vouloir soutenir la thèse opposée et prétendre que Bonaparte et Fouché n'ont en aucune manière, par l'intermédiaire d'agents secrets, influé sur les décisions prises par les conjurés, nous espérons prouver, surtout à l'aide des documents tirés des archives anglaises, la *réalité* du complot de l'an XII.

Mais il nous faut pour cela remonter aux origines du complot, distinguer dès 1800 le plan de Georges de celui de Pichegru², suivre les tâtonnements de leurs auteurs, qui ont essayé de les réaliser séparément sans y réussir, et qui se sont accordés ensuite dans l'espérance d'amener un résultat décisif en les combinant.

1. Huon de Penanster, p. 98, 100, et *passim*.

2. Le duc de Rovigo (*Mémoires*, II, 18) déclare que le premier consul n'a dû la vie en 1804 « qu'à la *diversité des projets de deux intrigues* qui voulaient également le frapper, mais avec un but différent. » L'une de ces intrigues est celle de Georges, l'autre celle de Pichegru. Georges se proposait d'enlever, avec ses Chouans, le premier consul, et ce dernier pouvait trouver la mort dans le combat; Pichegru songeait à gagner Moreau et les généraux ennemis de Bonaparte. D'un côté, un coup de force royaliste, de l'autre, un coup d'État militaire effectué avec l'appui des républicains assez modérés pour se résigner, s'il le fallait, à la monarchie. Desmarests, p. 84 : « C'était donc un 3 *nivôse*, cumulé avec un 18 *brumaire*. »

I.

Le Complot chouan.

Dès 1800, après la soumission de la Vendée, Georges a compris qu'il ne pourrait renverser le gouvernement consulaire que par surprise, en s'emparant de son chef mort ou vif. Aussi reprend-il le projet de Hyde de Neuville, qu'il accompagne en Angleterre après son entrevue avec le premier consul.

De concert avec l'agence royaliste de Paris (Ch^{er} de Coigny, M. de Crenolles, etc.), dont il était un des membres, et l'agence royaliste de Londres, Hyde avait formé le plan d'abattre le gouvernement consulaire, en enlevant ou même en assassinant le premier consul. L'entreprise devait être exécutée par une troupe armée commandée par le chevalier de Margadel, et, si elle réussissait, le comte d'Artois, après avoir débarqué en Bretagne, devait marcher sur Paris à la tête des Chouans¹.

Après la paix de Montfaucon, la soumission de Cadoudal, la mort de Frotté, Hyde de Neuville, découragé, renonçait momentanément à son plan, pensant qu'il était convenable d'attendre pour le réaliser des circonstances favorables. Mais Georges s'inquiétait avec raison des négociations entamées entre Bonaparte et le Saint-Siège. Si la République se réconciliait avec le clergé, quelle espérance d'une nouvelle reprise d'armes en Bretagne ou en Vendée²? Il n'était pas en Angleterre depuis deux mois qu'il avait hâte de retourner en Bretagne; il reprenait le projet de

1. Une opération essentielle devait être la surprise de Brest par une troupe de Chouans. — Voir le plan d'ensemble dans les *Mémoires de Hyde de Neuville*, chapitres VII et VIII, dans *la Police et les Chouans*, de E. Daudet, p. 18 et suiv. — Les Archives du Record office (Foreign office. France) contiennent des lettres de Hyde, par exemple celle du 11 janvier 1800, avec le plan envoyé par le Fermier (Dubouchage) pour surprendre le port de Brest. Il semble que Hyde ne reculait pas devant l'assassinat du premier consul. — Voir dans Welschinger (*le Duc d'Enghien*, p. 242) sa lettre au comte d'Artois : « Je mettrai ma gloire à poignarder Bonaparte, » et les déclarations de Louis Simond en note. — Son projet d'enlever le gouvernement à Paris n'était, d'ailleurs, pas nouveau, si nous en croyons le baron de Marguerit, qui prétend avoir combiné un coup semblable contre le Directoire; il aurait, pour s'emparer des Directeurs, attendu, avec des amis armés, plusieurs mois dans une maison de Saint-Cyr que la garde du Directoire fût envoyée sur le Rhin (Réponse de M. le baron de Marguerit à M. Louis Fauche Borel, juillet 1829. Paris, p. 32, 33).

2. Pasquier, *Mém.*, I, 153.

Hyde, combinait un plan d'insurrection du nord et de l'ouest de la France et sollicitait, pour le réaliser, l'appui du gouvernement anglais.

Il soumettait, le 4 mai 1800, au ministère anglais un « plan de campagne » dont l'exécution, disait-il, « aurait un plein succès. » L'Angleterre mettrait à la disposition des princes une armée de débarquement de 24,000 hommes; le duc de Bourbon, avec 4,000 hommes, enlèverait Calais et ferait insurger l'Artois, le Bourbonnais, la Picardie, pour forcer Bonaparte à marcher sur la Somme et dégager l'ouest; un autre corps d'armée de 4,000 hommes s'emparerait de Lorient pour attirer sur cette ville l'armée de l'ouest et dégager Rennes et Nantes; six jours après la prise de Lorient, une armée de débarquement, avec le comte d'Artois, attaquerait Nantes, et, la ville prise, se porterait sur la Mayenne. On attendrait là le résultat du *coup essentiel* frappé à Paris; puis, le prince se porterait en toute diligence sur cette ville avec 5 à 6,000 hommes d'élite pour s'emparer du gouvernement.

Le ministère anglais, dont Georges vit « différentes fois » les principaux membres, accepta ce plan d'ensemble à la suite d'une conférence de Pitt, Dundas, Grenville avec le comte d'Artois, chez Pitt (note du 16 mai 1800). « L'opération principale » devait être la prise de Nantes, mais le *mouvement de Paris* devait en faciliter le succès.

Georges fut investi par le comte d'Artois du commandement général de la Bretagne, moins la Loire-Inférieure (20 mai); il prévint de son arrivée prochaine les royalistes de l'intérieur, donnant rendez-vous à Bourmont, à Suzannet, à d'Andigné près de Nantes, mais, avant de quitter Londres, le 19 mai, il écrivait à M. Frère, au Foreign office : « Le général Georges prie M. Frère de présenter ses respects à M. Pitt et de lui dire qu'il est essentiel qu'il insiste auprès de Monsieur pour qu'il fasse partir de suite M. le marquis de Rivière et M. La Neuville pour disposer le *coup essentiel* de P...¹. »

1. Voir Record office (France), lettres de Georges Cadoudal, 4 mai 1800, à Grenville, 15 mai, à Bourmont, 16 mai, à Frère, 19 mai, à Frère, 21 octobre 1801 : « Les ministres anglais... arrêterent, avec L. A. R. Monsieur, qu'une grande expédition aurait lieu dans cette partie de la France... » — La note du 16 mai 1800 paraît bien être de Woodford, sous-secrétaire d'État du ministre Windham. — Voir aussi la lettre de Grenville à Monsieur du 17 mai 1800. — Lettre de nomination de Cadoudal, dans *Georges Cadoudal et la Chouannerie*, p. 240-241.

Hyde de Neuville ne se rendit « en France » qu'au milieu de juin. Sa lettre à Grenville reçue le 20 juin nous apprend qu'il allait « tout préparer et tout disposer dans le plus grand secret pour revenir ensuite avec le général Georges ou attendre les ordres qui me seront transmis par suite de ce travail préparatoire. Telles sont les instructions reçues de Monsieur. » Le comte de la Chaussée annonçait le 23 son arrivée à Jersey le 28. — Hyde prétend dans ses Mémoires qu'il n'a pas quitté Jersey et qu'il n'avait reçu d'autre mission du prince que celle de se « mettre en communication avec les royalistes ; » il était de retour en Angleterre le 8 juillet et se rendait chaque jour au Foreign office, pour voir M. Frère, avec le comte de la Chaussée. Il faut donc croire qu'à la nouvelle de la découverte des papiers de son agence à Paris, papiers publiés par ordre de Bonaparte en mai 1804 (Correspondance anglaise), le comte d'Artois jugea prudent de ne pas lui confier la mission de tout disposer dans la capitale, en vue du coup de main royaliste¹.

Georges Cadoudal, en relations constantes avec Hyde par l'intermédiaire des nombreux émissaires qu'il envoyait à Jersey, n'ignorait pas que ce dernier ne se rendait pas à Paris. Il ne renonçait point pour cela à frapper Bonaparte ou à l'enlever par un coup de main hardi, car il écrivait à Grenville, le 6 juin, de ne pas négliger « le coup essentiel sur la capitale. » Sa lettre du 19 juin à ce ministre est plus explicite que les précédentes : « Tout est prêt, j'ai parlé à tous les chefs, ils sont en mesure... L'insurrection éclatera dans tout l'ouest et même dans une partie du midi, avec laquelle nous correspondons ; les royalistes de l'Anjou, du Poitou, du Maine, réunis à la Grande Armée, peuvent espérer le plus grand succès, surtout si on n'a pas manqué le coup essentiel à Paris. Le premier consul y arrivera au premier jour. Il est de la dernière conséquence de s'emparer le plus promptement possible de ce personnage. J'envoie à Paris pour savoir dans quelle position sont ceux qui se sont chargés de cette opération. J'ai une soixantaine d'hommes à coup de main que je leur propose. S'ils ont de l'énergie, ils réussiront, et alors le succès de la grande entreprise est assuré². »

Cette dernière lettre nous prouve que l'audacieux Breton ne

1. Hyde à Grenville (reçue 20 juin), le comte de la Chaussée à Foreign office (28 juin). *Mémoires de Hyde*, I, 318, 327, 329.

2. Record office (France), Georges à Grenville, 3, 6, 19 juin 1800.

voulait pas faire assassiner Bonaparte par surprise, mais le faire attaquer au milieu de sa garde par une bande de Chouans, lui permettre de vendre chèrement sa vie, de se sauver même à la faveur du combat. A la même époque, il allait voir secrètement un des anciens chefs de Chouans, M. de Kerigant, lui déclarait qu'il fallait débarrasser la France de Bonaparte, mais il se défendait énergiquement de vouloir recourir à l'assassinat. « Il voulait, disait-il, l'attaquer au milieu de sa garde consulaire en nombre égal. C'eût été une sorte de combat des Trente¹. »

C'est alors qu'il envoya dans la capitale la mission à laquelle sa lettre à Grenville fait allusion : « Vers le milieu de l'année 1800, raconte Rohu, le général nous envoya au nombre de quatre, savoir Debar, Robinault de Saint-Réjant, le chevalier de Trecesson et moi. Il nous exposa qu'il avait besoin de l'un de nous pour une mission à Paris. Saint-Réjant, comme le plus ancien des officiers présents, prétendit avoir droit d'obtenir la préférence. » Le général consentit à l'envoyer à Paris, le chargea de se mettre en relation avec « des personnes » qu'il lui indiqua et d'acheter des chevaux, des habits et des armes. — Les personnes avec lesquelles Georges se proposait de mettre en relation Saint-Réjant ne sont-elles pas précisément celles que la police de Fouché signalait « dans le courant de juillet » comme se rencontrant secrètement avec des Chouans arrivés à Paris, Saint-Réjant, La Haye-Saint-Hilaire, Limoëlan et Joyaux ? Elle désignait en particulier Bourmont, Hingaut de Saint-Maur, Coster-Saint-Victor, le chevalier de Bruslart². Or, ce dernier, poursuivi après le 3 nivôse et réfugié chez Pasquier, écrivit au premier consul pour se défendre d'avoir participé à l'attentat, « ne lui dissimulant pas pour preuve de sa sincérité qu'il était entré dans un autre complot, qu'il devait l'attaquer de vive force au milieu de son escorte, un jour où il irait à Malmaison, sauf à le tuer dans le combat s'il n'y avait pas moyen de l'enlever³. » Ainsi, dès 1800, comme en 1804, Georges Cadoudal considérait l'enlèvement de Bonaparte comme le préliminaire indispensable du rétablissement de la monarchie, préparait l'exécution du plan qu'il a repris plus tard. A vrai dire, il espérait alors en assurer le succès avec les seules forces royalistes et ne jugeait pas sa présence indispensable à Paris pour tenter le coup de main sur

1. *Georges Cadoudal et la Chouannerie*, p. 281.

2. E. Daudet, *Police et Chouans*, 45, 46, 48.

3. Pasquier, I, 155.

Bonaparte. Mais nous pouvons affirmer, avec un de ses lieutenants, « un des cinq » qui devaient accompagner les princes à leur débarquement en France en 1804, si ce débarquement avait eu lieu, Huon de Penanster, que le complot de 1804 « ne fut en partie que la reprise d'une idée semblable en 1800 ou au commencement de 1801 que 1,500 ou 1,800 royalistes des pays du général Georges et des pays du général Bourmont devaient exécuter sous les ordres du général Mercier... Ce projet n'eut cependant pas lieu, quoiqu'une partie de nous, en Bretagne, fût déjà en route pour l'exécuter. J'ignore totalement la cause qui l'empêcha de n'avoir pas lieu (*sic*)¹. »

Marengo sauva Bonaparte. La nouvelle du départ du premier consul pour l'Italie avait fait ajourner le coup de main. A la nouvelle de l'armistice, Grenville répondit aux trois dernières lettres de Georges le 2 juillet : « J'avais déjà préparé mes réponses aux deux premières et tout était arrangé pour l'exécution des mesures que le gouvernement du roi avait décidé d'adopter quand on apprit ici la nouvelle de l'armistice conclu en Italie. Il n'est que trop évident que si cet armistice venait à être prolongé et même étendu aux autres armées, les républicains se verraient par là en état de tourner contre les royalistes une masse de forces supérieure à celle dont ils auraient pu disposer en d'autres circonstances. Les mesures dont il a été question ne serviraient qu'à compromettre sans avantage réel les braves gens auxquels vous avez la gloire de commander. Je ne puis donc que vous inviter à leur persuader de rester tranquilles pour le moment. » Il ajoutait que, pour « reprendre bientôt nos plans, » il jugeait utile de conférer avec Georges ou Mercier².

Georges accourut à Londres. Il y arriva le 21 juillet³, bien décidé à ne rien abandonner de ses plans. Il y trouva Pichegru, qui venait d'Allemagne, rappelé en Angleterre par une lettre pressante du comte d'Artois (8 mai), que le comte des Cars lui avait apportée. Le comte d'Artois voulait le consulter au sujet de l'expédition à laquelle il devait prendre part en Bretagne et lui demander son concours. Grenville avait ordonné à Wickham de lui faciliter les moyens de passer au plus tôt en Angleterre, « l'opération en question » devant avoir lieu à la fin du mois sui-

1. British Museum, Papiers de Puisaye, vol. 7983.

2. Record office (France), Grenville à Georges, 2 juillet. — Voir aussi le baron de Roll à Foreign office, le 28 mai.

3. La Chaussée à Frère, 21 juillet. (Record office. France.)

vant. Pichegru, arrivé vers la fin de juin, avait eu avec Pitt et Grenville une entrevue, suivie bientôt d'une seconde, à laquelle assista le comte d'Artois, « Monsieur désirant de le leur amener lui-même. » C'est à la suite de cette entrevue (1^{er} au 2 juillet) que Grenville avait écrit à Georges la lettre du 2 juillet. Pichegru sans doute avait déconseillé une reprise d'armes en Vendée après Marengo¹.

Il n'était d'ailleurs pas hostile aux projets de Georges, puisqu'il « était loin de refuser son concours » à Hyde au commencement de 1800. En tout cas, ses relations constatées avec Georges datent de cette époque où les deux futurs chefs du complot de l'an XII se rencontrèrent à Londres, l'un venant de la Bretagne et l'autre d'Allemagne. Le duc de Bourbon écrivait en effet de Londres à son père le prince de Condé le 4 août 1800 : « Pichegru est ici attendant les événements ; *il voit souvent Georges* ; ils sont bien traités par le gouvernement ². »

Cependant rien ne prouve qu'ils se soient alors communiqué leurs plans. Georges partit bientôt après pour la Bretagne. Ses projets avaient subi quelques modifications importantes et se rapprochaient beaucoup plus de ceux de Hyde que de ceux qu'il avait formés avant son dernier voyage à Londres. Comme Hyde, il se proposait de surprendre Brest et chargeait Rivoire de lui préparer les voies ; la prise de Brest devait être le signal du soulèvement de la Bretagne ; au dire de Rivoire, Pichegru avait promis à Georges d'appuyer de sa présence ce soulèvement³. — Mais Cadoudal avait-il renoncé au « coup essentiel de Paris ? » Une de ses lettres écrite, après son retour en Bretagne, à Dutheil, l'agent des princes à Londres, et que celui-ci envoya le 27 novembre à Hammond, n'en parle pas. Il s'est lui-même défendu d'avoir ordonné l'attentat du 3 nivôse (24 décembre 1800), d'avoir écrit la lettre à Saint-Réjant, signée Gédéon. Nous croyons, en effet, connaissant le plan ébauché dans l'été de 1800, qu'il répugnait à l'assassinat du premier consul ; il est probable aussi, comme l'affirme Rohu, qu'il s'est indigné de l'atroc

1. Monsieur à Tinseau (8 mai), baron de Roll à Foreign office, 30 juin. (Record office. France.) — Grenville à Wickham, 10 mai. (Record office. Suisse.)

2. Chantilly, Z, tome VIII, p. 331.

3. Sur Rivoire, Lettres de Rivoire à Grenville (1^{er} oct. 1800), et de Dutheil à Grenville (8 décembre 1800), dans Record office (France), surtout la Confession de Rivoire au château de Lourdes en 1804, dans les papiers de Rousselin de Saint-Albin. Ces aveux de Rivoire sont annoncés dans une note de Desmarets (F⁷. 6392) et le *Bulletin de police* du 8 thermidor, 12 (AF, IV, 1490).

et lâche attentat de Saint-Réjant; mais il n'avait pas renoncé à la fin de 1800 à son coup essentiel à Paris, car il avoue dans son premier interrogatoire du 18 ventôse : « J'avais dit à Saint-Réjant de réunir des moyens à Paris, mais je ne lui avais pas dit de faire l'affaire du 3 nivôse¹. »

Il dut renoncer encore une fois à l'accomplissement de ses projets. Le ministre Windham lui écrivit le 19 janvier 1801 : « La paix de l'Autriche et la cessation de toute guerre extérieure ne laissant rien à espérer des mouvements de l'intérieur, il ne s'agit donc que de rester tranquille. » Windham dut se résigner à rappeler Georges; il écrivit, après la chute du ministère Pitt, dont il faisait partie, deux lettres à Hawkesbury pour prier ce dernier d'accorder une somme à Prigent pour aller chercher le général Georges en France et le ramener en sûreté en Angleterre (25 mars). Prigent partait de Londres le 7 avril avec l'argent². Georges ne se résigna pas encore à quitter la Bretagne; nous l'y trouvons encore en octobre 1801. Il ne revint à Londres qu'après avoir obtenu du ministère anglais l'établissement en Angleterre et le paiement d'une soixantaine de ses fidèles Chouans, qu'il conserva groupés sous sa main, prêts à obéir à sa voix pour gagner Paris ou la Bretagne et y exécuter le « coup essentiel³. »

À la fin de 1801, en effet, il passe en Angleterre, et en mars, avril et mai 1802 passent après lui les officiers pour lesquels il avait obtenu un traitement du gouvernement anglais, entre autres Guillemot, Le Thieis, Pourchasse, Hermely, Lelan, Lemerancier, Le Pleige, Huon de Penanster, Tamerlan, Louis Picot, Saint-Hilaire, etc. (M. Cadoudal en cite cinquante-deux). Le traitement était variable suivant les grades : le 12 octobre 1801, il demandait que l'Angleterre donnât à chaque commandant en second 10 shellings 6 deniers par jour, à chaque chef de légion

1. *Procès de Georges*, IV, p. 50, 71, et II, p. 80. — Une lettre de Dutheil à Hammond, 4 févr. 1801 (Record office. France), prouve que Dutheil ignorait ou feignait d'ignorer le nom des auteurs du 3 Nivôse.

2. (Record office. France.) Windham à Grenville, 25 mars 1801, Prigent à Foreign office, 7 avril 1801.

3. Le 16 janvier 1801 déjà (lettre au comte de La Chaussée), il prie ce dernier de demander au gouvernement anglais « de prendre à son service, *sur le pied des régiments anglais*, 2 à 3 *régiments de l'intérieur* : on composerait ces corps des hommes *les plus ardents* dans toute la Bretagne. Ces corps ne seraient *pas licenciés*, quels que fussent les événements. » — Le 12 octobre 1801 il demande qu'on sauve ses compagnons (70 environ) en leur offrant un asile et en leur faisant un traitement. Le gouvernement adopte « la mesure relative à la sortie des officiers royalistes proscrits. »

6 sh., à chaque chef de bataillon 4 sh., à chaque capitaine 3 sh.; il sollicitait pour lui-même 40 livres sterling par mois. Au procès de 1804, Lemer cier reconnaît avoir reçu 2 sh. par jour, Deville, dit Tamerlan, 4 sh., Cadudal 2 sh., etc.¹.

Cette milice permanente de Chouans soldés se réfugia d'abord à Jersey, puis passa en Angleterre, et pendant deux ans attendit à Rumsey ou à Totton une occasion favorable pour frapper « l'usurpateur. » Ce fut Guillemot qui commanda le camp de Rumsey, tandis que Georges résidait à Londres².

Bonaparte s'inquiéta de leur présence en Angleterre et surtout de leur groupement sous la main de Cadoudal. Le 9 février 1802, Otto le prévenait qu'une centaine des Vendéens de Jersey avaient demandé la permission à Addington de s'établir en Angleterre et que le ministre Hawkesbury songeait à les envoyer au Canada. Il faisait répandre, le 14 février, par Talleyrand que ces individus seraient mieux en effet au Canada qu'en Angleterre. Le 17 juillet, il demandait au ministère anglais l'arrestation de « plusieurs chefs de Chouans réunis dans l'île de Jersey, » et Otto le prévenait que lord Pelham avait donné ordre de faire passer ces Chouans en Angleterre³.

Ces Chouans, destinés au coup de main de Paris, Georges les défendait auprès du ministère anglais, sollicitait pour eux des secours, priait Windham d'intervenir en leur faveur. J'ai vu, écrivait ce dernier dans son Journal le 2 août 1802, j'ai vu Georges qui venait me parler « de l'état où sont ses officiers... Il demande une somme. Trois ou quatre années. Il n'accorde pas un plus long terme pour le sort de cette contrée. *Évidemment il a en vue quelque changement qui, il le pense, doit avoir lieu en France*, et pour lequel il désire que ses officiers soient libres de leurs mouvements⁴. »

G. CAUDRILLIER.

(Sera continué.)

1. Record office. France. (Le comte de la Chaussée, 12 oct. 1801; Georges, 12 oct. 1801.) *Procès de Georges*, I, p. 185, 288, 263, 291.

2. Lettre de Huon de Penanster, ci-dessus citée. « Rumsey et Totton, où nous étions depuis notre arrivée en Angleterre (1802). »

3. Affaires étrangères (Angleterre), aux dates (20 pluviôse an X, 28 messidor, 8 thermidor, 24 thermidor).

4. *Diary of the right hon. W. Windham.*

PRIM

ET

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN¹

La révolution de septembre 1868, qui chassa d'Espagne la reine Isabelle II, s'accomplit par la collaboration de trois grands partis politiques : l'union libérale, représentant le libéralisme sage et volontiers conservateur des classes bourgeoises ; le parti progressiste, de doctrines plus avancées et plus résolument réformateur ; les démocrates, les moins nombreux, mais les plus hardis dans leurs principes et dans leurs revendications des droits du peuple, la plupart républicains fédéralistes. Ce dernier parti avait joué un rôle moins brillant que les deux autres dans le pronunciamiento de Cadix : des trois hommes qui avaient été les initiateurs du mouvement, deux, le général Serrano et l'amiral Topete, appartenaient à l'union libérale, le troisième, celui qui exerça sur la suite des événements l'influence de beaucoup prépondérante, le général Prim, était le chef des progressistes. Ce triumvirat avait réussi à s'entendre pour renverser Isabelle ; il s'accordait encore pour considérer la monarchie comme la forme de gouvernement qui convenait le mieux à l'Espagne ; ses premières déclarations ne laissèrent aucun doute sur ce sujet, et les élections de janvier 1869 amenèrent aux Cortes constituantes une majorité nettement monarchique. Mais si la solution théorique de la révolution dans le sens d'une monarchie libérale ne fait dès lors plus de doute, pour la solution pratique, c'est-à-dire pour le choix d'un souverain, les partis manifestent des tendances abso-

1. M. Léonardon termine en ce moment une biographie du général Prim qui paraîtra prochainement dans la Collection des *Ministres et hommes d'État* (Alcan). Dans le présent article, il a discuté, en lui donnant plus de développements, un des points exposés dans son livre. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

lument divergentes. Le général Serrano, l'amiral Topete et avec eux la majeure partie de l'union libérale veulent donner la couronne soit au duc de Montpensier, soit à l'infante Doña Maria-Luisa-Fernanda, sa femme, soit à leur fils aîné, alors âgé de neuf ans. Parmi les unionistes, quelques-uns, satisfaits de la chute d'Isabelle, désirent la restauration de la dynastie en la personne de son fils, le prince des Asturies, Alphonse, sous la tutelle du duc de Montpensier.

Les progressistes et le groupe des démocrates qui ne s'est pas prononcé pour la république ont un idéal tout différent. Bien avant d'arriver au pouvoir, ils rêvaient de réunir sous un même sceptre les deux peuples de la péninsule ibérique. La révolution faite, ils semblent sur le point de réaliser ce rêve, soit en faisant accepter la couronne d'Espagne au roi régnant de Portugal, Dom Luiz, soit en l'offrant à son père, le roi veuf Ferdinand de Cobourg.

Ces noms ne sont pas les seuls mis en avant au lendemain du pronunciamiento de Cadix : dans les cercles politiques on prononce ceux d'Amédée, duc d'Aoste, d'Espartero, le vieux champion du parti progressiste, du prince Philippe de Cobourg, du prince Frédéric-Charles de Prusse, de l'archiduc Charles d'Autriche, du roi de Saxe, d'un fils de la reine d'Angleterre. Enfin, moins d'un mois après la révolution, avant la mi-octobre 1868, on parle déjà du prince héritier de la maison de Hohenzollern, Léopold¹ ; cependant, ce n'est pour le moment qu'un bruit sans consistance, et aucune démarche n'a été faite auprès de la famille Hohenzollern. Dans les premiers jours de décembre 1868, le prince Charles-Antoine, père de Léopold, écrit en effet à son second fils, le prince Charles de Roumanie : « Jusqu'à présent, ce n'est que dans les journaux qu'il est question de la candidature au trône d'Espagne ; nous n'en savons pas un traître mot ; d'ailleurs, si cette pensée devait se préciser à notre égard, je ne pourrais jamais conseiller d'accepter cette situation douteuse, recouverte d'un pur clinquant. Au surplus, la France, à cause de nos liens avec la Prusse, ne pourrait permettre l'établissement des Hohenzollern de l'autre côté des Pyrénées². »

Deux mois se passent sans qu'il soit, en Espagne, question de cette candidature. Au mois de février 1869, un député appartenant à l'union libérale, Salazar y Mazarredo, publie un court

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. I, p. 296-297, 14 oct. 1868.

2. *Op. cit.*, t. I, p. 311.

libelle où il se montre partisan très décidé de Ferdinand de Portugal, mais, pour le cas où ce prince n'accepterait pas la couronne, il signale à ses concitoyens, en seconde ligne, Léopold de Hohenzollern.

Un mois plus tard environ, M. Rances y Villanueva, ambassadeur d'Espagne en Prusse sous Isabelle II, nommé ambassadeur en Autriche par le gouvernement provisoire, vient à Berlin, où le poste d'ambassadeur était resté vacant depuis la révolution. Il arrive directement de Vienne pour présenter ses hommages au roi Guillaume à l'occasion de sa fête (22 mars 1869) et reste cinq jours à Berlin. Cette visite, coïncidant jusqu'à un certain point avec la renaissance de bruits favorables à la candidature Hohenzollern, éveille l'attention de notre ambassadeur en Prusse, le comte Benedetti. M. de Bismarck s'étant à ce moment absenté, M. Benedetti s'adresse au sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. von Thile, et aborde la question avec lui. M. von Thile lui répond « par l'assurance la plus formelle qu'il n'a eu, à aucun moment, connaissance d'une indication quelconque pouvant autoriser une semblable conjecture. » Il lui déclare, de plus, que M. Rances n'a fait aucune allusion à cette candidature, que les deux entretiens qu'il a eus avec M. de Bismarck ont porté sur la situation présente de l'Espagne. M. Rances a exprimé l'opinion que les Cortes éliront le roi Ferdinand, qui refusera ; la majorité se partagera alors entre le duc de Montpensier et le duc d'Aoste, et le premier finira par l'emporter¹.

On peut se demander si M. Benedetti eut des raisons sérieuses pour justifier cette démarche ou si, au contraire, il ne s'y hasarda pas sur de simples présomptions, en donnant inconsidérément à M. de Bismarck l'occasion de découvrir dans le gouvernement impérial un point sensible où il serait possible, un jour, de le piquer au vif.

En effet, jusqu'à présent, aucun document positif à notre connaissance n'autorise à croire que le voyage de M. Rances ait eu le but particulier que lui supposa M. Benedetti². Il est à noter,

1. Comte Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 302-304.

2. M. Pirala (*Historia contemporanea*, t. III, p. 730) déclare que, d'après un témoignage sûr, M. Rances aurait eu, en effet, avec M. de Bismarck une longue conversation sur un sujet qui n'a pas encore été révélé, mais qu'il se réservait d'établir un jour qu'il n'avait pas été le négociateur de la candidature Hohenzollern.

de plus, que M. Rances, ancien ambassadeur sous Isabelle, rallié au gouvernement provisoire, ne pouvait guère appartenir qu'au groupe de l'union libérale, favorable à la candidature Montpensier. C'est ce que confirme son appréciation des chances des divers candidats, telle que, suivant M. von Thile, il la donna dans sa conversation avec M. de Bismarck, et de la part de Prim il eût été singulièrement imprudent de choisir un partisan du duc pour faire à la cour de Prusse des ouvertures relatives à la candidature d'un Hohenzollern.

D'autre part, certains indices donnent lieu de croire que M. de Bismarck, très peu de temps après l'entretien de M. Benedetti avec M. von Thile, manœuvra de façon à agir sur le gouvernement espagnol, soit en lui faisant suggérer l'idée de cette candidature, s'il ne l'avait pas encore eue, soit, s'il l'avait eue, mais sans s'y arrêter, en ramenant sur elle son attention. En effet, en avril 1869, un agent confidentiel de Prim, celui qui avait été envoyé par lui en mission auprès du roi veuf Ferdinand en janvier, Fernandez de los Rios, reçoit une lettre d'un gentilhomme portugais, ami de Prim, le marquis de Niza ; par cette lettre, en date du 16 avril, le marquis fait part à Rios d'une conversation qu'il vient d'avoir avec l'ambassadeur d'Italie à Lisbonne, Oldoini ; ce dernier a engagé Niza à profiter de ses relations d'amitié avec Prim pour lui inspirer la pensée de s'adresser au prince Léopold de Hohenzollern. Le 22 du même mois, ce même marquis de Niza offre d'écrire à Bruxelles à quelqu'un qui pourrait faire sonder le prince. Le 30, il rend compte à Fernandez de los Rios d'une nouvelle conversation qu'il vient d'avoir avec l'ambassadeur d'Italie ; il a exposé à l'Italien que le cabinet espagnol, déjà fort contrarié du refus du roi Ferdinand d'accepter la couronne, ne peut s'exposer à la légère à un nouvel échec ; à cette objection l'ambassadeur lui a répondu par le conseil de faire faire des ouvertures secrètes en Prusse, en s'adressant à Bismarck d'abord, ensuite à la famille Hohenzollern, à Dusseldorf¹. Enfin, dans une autre lettre, du 7 mai 1869, le marquis de Niza écrit, toujours à Rios, que le vicomte de Seissal, ministre de Portugal en Belgique, récemment de retour à Lisbonne, lui a conseillé de son côté d'indiquer à Rios la candidature de Léopold de Hohenzollern. La Prusse, lui a-t-il dit, la

1. Fernandez de los Rios, *Ma mission en Portugal*, p. 341-343.

verra avec plaisir ; quant à Napoléon III, il la préférera encore à celle de Montpensier et, en tout cas, il n'osera s'y opposer¹.

Ces suggestions restèrent pour l'instant sans effet, mais on ne peut en relever la trace sans se demander si ce n'est pas à M. de Bismarck que l'on doit en faire remonter l'origine. Il est à remarquer également que l'intermédiaire, le marquis de Niza, était de l'entourage immédiat du roi veuf Ferdinand, et que celui-ci avait pour gendre Léopold de Hohenzollern, marié à sa fille, l'infante Antonia.

Exactement à cette même époque, M. Benedetti, mandé à Paris par l'empereur, quitte Berlin pendant quelques semaines. Pendant son absence, la *Gazette d'Augsbourg* publie, le 26 avril 1869, une correspondance, soi-disant envoyée de Paris, qui, faisant allusion à Léopold de Hohenzollern, annonce que les Espagnols se félicitent d'avoir trouvé un prince jeune, intelligent, apparenté à la maison impériale de France. Nous n'hésitons pas à voir dans cette correspondance un communiqué inspiré par le ministre prussien et destiné à sonder l'opinion sur l'impression que produirait en France cette candidature. La réponse ne se fait pas attendre : le journal *la France* s'empresse de sonner l'alarme². C'était une indication. Elle fut confirmée à M. de Bismarck par une conversation que M. Benedetti eut avec lui dans les premiers jours de mai.

À en croire certains témoignages, l'empereur et son gouvernement n'auraient pas été les seuls à se préoccuper, à ce moment, de cette question politique. On aurait parlé non sans bienveillance, dans l'entourage de l'impératrice Eugénie, non pas du prince Léopold, mais de son jeune frère Frédéric, auquel on aurait fait épouser une parente de la souveraine³. D'autre part, le ministre portugais Saldanha rapporte qu'au mois de mai 1869, faisant à Paris fonctions d'ambassadeur, il aurait été chargé par la princesse Mathilde de s'informer auprès de Napoléon III de l'accueil qu'il ferait à la candidature du prince Léopold⁴. Nous

1. Fernandez de los Rios, *op. cit.*, p. 338.

2. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 5-7.

3. Cf. Archibald Forbes, *Life of Napoleon III*, p. 263. — Lauser, *Geschichte Spaniens, von dem Sturz Isabella's bis zur Thronbesteigung Alfonso's*, t. I, p. 218.

4. Mémoire remis par Saldanha au roi Ferdinand. Lisbonne, 9 juillet 1870. (Da Carnota, *Memoirs of the duke of Saldanha*, t. II, p. 405-407.)

signalons ces on-dit sans y attacher grande importance, d'autant que la seconde de ces assertions n'est pas confirmée par une des personnes les mieux en position d'être renseignées. Ces racontars sont, de plus, en contradiction formelle avec le propos tenu par l'empereur à M. Benedetti : « La candidature du duc de Montpensier est purement antidynastique, elle n'atteint que moi et je puis l'accepter ; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale, le pays ne la supportera pas et il faut la prévenir¹. »

Certes il fallait prévenir cette candidature, mais ce fut l'erreur capitale du gouvernement impérial de vouloir la prévenir en Prusse. M. Benedetti a rendu compte lui-même, dans sa dépêche du 11 mai 1869, de la démarche qu'il tenta dans ce but auprès de M. de Bismarck². Cette démarche ne fut, en somme, qu'une tentative d'intimidation, et le résultat en fut diamétralement opposé à celui qu'on en attendait. Non seulement M. de Bismarck ne fut pas intimidé, mais de cette conversation il retira la conviction que cette candidature déplaisait assez à l'empereur pour qu'il en sortit, à sa volonté, un *casus belli*. Ce *casus belli*, que son habileté prévoyante ou la simple maladresse de notre diplomatie venait de lui fournir, il le mit en réserve et s'arrangea pour le trouver sous sa main le jour où il jugerait venu le moment de s'en servir.

Il eût été beaucoup plus adroit de la part du gouvernement impérial de s'adresser non pas à M. de Bismarck, mais au cabinet espagnol. Il pouvait facilement aborder ce sujet avec Prim sur un ton amical. La conduite du général, son hostilité persistante contre la candidature du duc de Montpensier, tendent à prouver qu'il avait le désir de complaire à l'empereur, et Prim eût sans doute d'autant plus volontiers tenu compte, pour l'avenir, d'un avis discrètement exprimé contre la candidature Hohenzollern, qu'il n'avait pas encore songé sérieusement à cette candidature et ne s'était engagé encore par aucune démarche. Nous repoussons en effet, jusqu'à plus ample informé, l'opinion de M. Sybel, d'après lequel Prim aurait fait faire une première proposition au prince Charles-Antoine, à Dusseldorf, en avril 1869, proposition qu'auraient repoussée sèchement non seulement le prince Léopold, mais aussi

1. Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 307.

2. Benedetti, *op. cit.*, p. 307-311.

le roi Guillaume et M. de Bismarck¹. D'abord, M. Sybel ne nous fournit de cette assertion aucune preuve; ensuite, et quoi qu'il en dise, le fait que cette première démarche n'est pas mentionnée dans les mémoires de Charles de Roumanie est une présomption sérieuse pour la révoquer en doute; de plus, cette démarche n'aurait pas été faite par ce même Salazar y Mazarredo qui fut l'agent secret des négociations entre Prim et les Hohenzollern, car si Salazar fût venu déjà au printemps de 1869 à Dusseldorf, le même Charles de Roumanie, témoin de la démarche de septembre 1869, n'aurait pas dit qu'à ce moment l'ambassadeur von Werthern demanda à *présenter* et *présenta* Salazar au prince Charles-Antoine; enfin, une conversation recueillie pendant la campagne de France par le correspondant du *Times*, W. Russel, et rapportée par M. Sybel lui-même, tend à confirmer que les premières ouvertures du côté espagnol ne furent faites qu'à l'automne de 1869².

Il est certain, du reste, que la candidature Hohenzollern ne prit pas corps à cette époque : la meilleure preuve en est que le prince Léopold partit pour la Roumanie et y resta auprès de son frère Charles du 26 avril au 7 juin. Peut-être même est-il permis de supposer que M. de Bismarck estima que le silence se faisait trop complètement sur ce sujet, car, le 14 juillet 1869, un banquier berlinois écrivit au régent, le général Serrano, une longue lettre pour lui vanter les avantages de cette candidature³.

Ce n'est que vers la mi-septembre de cette année 1869 qu'est faite auprès des Hohenzollern, de la part de l'Espagne, la première démarche. Le baron von Werthern, ambassadeur de Prusse à Munich, autrefois ambassadeur à Madrid, où il a connu Salazar, demande au prince Charles-Antoine la permission de lui présenter le député espagnol qui doit offrir la couronne à son fils. La présentation a lieu à la Weinburg, près Rheineck, le 17 septembre. Salazar arrive directement de Vichy, de la part du général Prim⁴. Dans cette première entrevue, il plaide cha-

1. Sybel, *Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm I*, t. VII, p. 242-243.

2. Sybel, *op. cit.*, t. VI, 5^e édit., p. 430 et 438.

3. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 392. — M. Pirala a eu certainement à sa disposition des documents officiels qui donnent à son témoignage une valeur toute particulière.

4. « ... der directt aus Vichy vom Marschall Prim kommt. » — Le prince

heureusement en faveur de son pays. Le surlendemain, une seconde rencontre est ménagée, à la promenade, entre lui et le vieux prince, qu'accompagne cette fois son second fils, Charles de Roumanie. Il faut croire que si Salazar a pour but précis d'obtenir qu'un Hohenzollern se porte candidat au trône d'Espagne, peu lui importe lequel : dans cette seconde entrevue il fait, en effet, à Charles de Roumanie des ouvertures si peu dissimulées que le prince Charles les décline en termes catégoriques. L'après-midi de ce même jour, Salazar est reçu par l'aîné, Léopold. Celui-ci, sans refuser précisément la couronne, met en avant des conditions équivalant presque à un refus : il veut être élu à l'unanimité, sans concurrent, et être assuré qu'il ne sera pas entraîné à une politique contraire aux intérêts du Portugal, étant donnés les liens qui l'unissent à la famille régnante en ce pays. C'est avec cette réponse peu encourageante que part Salazar¹.

Il ne paraît pas que Prim ait fait autre chose, à cette époque, que d'agréer les bons offices que lui proposa Salazar. Quand Salazar vint le trouver à Vichy, les projets du général étaient encore assez hésitants. Il venait de faire faire par l'ambassadeur de Portugal à Paris, Saldanha, une nouvelle tentative auprès du roi Ferdinand, et comme la lettre de Saldanha relative à cette affaire est du 12 septembre², il était impossible que Prim eût déjà la réponse négative de Ferdinand au moment où Salazar quitta Vichy pour se rendre à la Weinburg. D'autre part, Prim songeait à un autre candidat, le duc de Gênes, et s'il sonda Napoléon III sur une candidature quelconque dans l'entrevue qu'il eut avec lui, après le départ et avant le retour de Salazar, ce fut sur celle-là. Prim, rentré à Madrid, reprit le 21 septembre la direction des affaires³; le 28, le conseil des ministres décida d'of-

Charles de Roumanie, si précis et présent à la Weinburg, n'indique pas que Salazar eût aucune lettre d'introduction de Prim.

1. M. Pirala, bien informé sur plusieurs points, place ce voyage de Salazar au 1^{er} novembre et dit que Salazar aurait été accompagné d'un employé des Affaires étrangères, D. Juan-Pablo Marina. (*Historia contemporanea*, t. III, p. 392.) — Ou M. Pirala commet une erreur de date, ou il s'agirait d'un autre voyage de Salazar que nous ne trouvons mentionné nulle part ailleurs. Nous inclinons à croire à l'erreur de date, étant donné que M. Pirala semble avoir manqué de détails sur les négociations de Salazar et sur leurs dates précises.

2. Cette lettre est reproduite par M. Da Carnota dans *Memoirs of the duke of Saldanha*, t. II, p. 378.

3. *Diario de Sesiones de las Cortes*, n° du 1^{er} oct. 1869.

frir la couronne au duc de Gênes ; le 1^{er} octobre, cette candidature fut proposée à une réunion des groupes de la majorité, et le 30, en séance secrète de ces mêmes groupes, il fut procédé à un vote d'essai¹.

S'il fallait en croire M. Sybel², ce n'aurait été qu'à la fin de février 1870 que M. de Bismarck aurait été informé de ce qui s'était passé à la Weinburg, et il n'aurait même appris qu'en juillet de cette même année le rôle joué en septembre 1869 par le baron de Werthern. Cette allégation, qu'il appuie du témoignage de M. de Werthern, sera difficilement admise. Elle semblera plus invraisemblable encore si l'on considère que le baron de Werthern vint de Munich à Bade trouver la famille de Hohenzollern dans les premiers jours d'octobre pour l'inviter à ne pas écarter absolument toute idée de candidature en Espagne³.

Quelques semaines après, le 28 octobre, Salazar y Mazarredo publiait à Madrid une lettre dans laquelle il passait en revue, en les combattant, les principales candidatures au trône d'Espagne ; après quoi, à défaut du roi Ferdinand, il préconisait le prince Léopold, catholique, instruit, père de trois fils, riche, apparenté par sa feue sœur et par sa femme à la maison de Bragance, par sa grand'mère et sa mère à la famille impériale de France, tandis que ses liens avec la branche régnante des Hohenzollern promettaient de lui assurer la bienveillance de la Prusse, tout en étant assez lointains pour ne pas l'enchaîner à sa politique. Salazar avait même réussi à lui découvrir en Espagne des droits au comté de Villalba et un cousinage avec un Velasco de Aragon⁴.

Il n'est pas inutile de noter que la démarche de M. de Werthern à Bade et la publication du factum de Salazar coïncident avec le moment où le gouvernement espagnol annonça son projet d'offrir la couronne au duc de Gênes et commença à travailler la majorité des Cortes dans le but d'assurer son élection. Cette candidature fut d'ailleurs poussée par le cabinet avec beaucoup d'ardeur et le succès en parut assez certain pour que, le 17 décembre, le ministre des Affaires étrangères, Martos, avisât ses agents à

1. *Annual Register*, 1869, p. 259. — Orellana, *Historia del General Prim*, t. II, p. 1014.

2. *Op. cit.*, t. VI, p. 436, note 1.

3. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 10, 5 oct. 1869.

4. Cf. la traduction en allemand de cette lettre dans Hirth, *Tagebuch des Deutsch-französischen Krieges*, t. I, col. 9-18.

l'étranger d'entretenir officieusement de cette candidature les puissances auprès desquelles ils étaient accrédités. Aux vacances de Noël, Zorrilla, ministre du *Fomento*, entreprit en Aragon une campagne de propagande en faveur du jeune prince italien.

Brusquement, le 3 janvier 1870, une réponse péremptoire de Victor-Emmanuel réduit à néant les espérances de Prim et de ses collègues. Sous l'influence de son époux morganatique, le marquis de Rapallo, et de son père, le roi Jean de Saxe, la mère du duc de Gênes s'est obstinément refusée à laisser son fils accepter la couronne.

C'est alors que Prim, repoussé de toutes parts, se résout à s'adresser officieusement à Léopold de Hohenzollern. Il envoie Salazar directement à Berlin, avec des lettres de lui, en date du 17 février 1870, pour le roi de Prusse, M. de Bismarck et le prince Léopold¹. Les négociations ont lieu à Berlin, où se rend Léopold, dans les derniers jours de février et les premiers jours de mars. Bismarck plaide chaleureusement pour l'acceptation. Dans un mémoire adressé à Guillaume il démontre quel avantage politique il y aurait à pouvoir compter sur les dispositions amicales d'un peuple posté sur les derrières de la France; il fait valoir également les profits économiques que le commerce allemand est en droit d'espérer de la présence d'un prince prussien sur le trône d'Espagne. Le roi Guillaume répond par des objections et laisse Léopold seul arbitre de la décision à prendre². Quant au kronprinz Frédéric, il estime la situation en Espagne bien incertaine et donne au prince héritier de Hohenzollern le conseil de bien s'assurer si le gouvernement prussien, qui, pour le moment, entre dans ce projet, *peut-être en vue d'atteindre un but particulier*, sera toujours disposé par la suite à lui accorder son appui effectif³. L'ambassadeur de Prusse à Madrid, le comte Kanitz, montre de son côté peu d'enthousiasme pour cette combinaison. Bismarck essaye de surmonter l'opposition de la famille royale et la résistance de Léopold. Le 15 mars, il se tient à Berlin un conseil présidé par le roi, et auquel assistent le kronprinz, le prince Léopold et son père, Bismarck, Roon, Moltke, Schleinitz, Thile et Delbrück. Les con-

1. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 401.

2. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 66.

3. *Op. cit.*, t. II, p. 68-69.

seillers prussiens se déclarent unanimement pour l'acceptation, qu'ils présentent comme un devoir patriotique. Après un pénible combat intérieur, Léopold persiste à refuser la couronne. Le prince Charles-Antoine met alors en avant le nom de son troisième fils, Frédéric. Celui-ci est en voyage du côté de Nice. Il est mandé à Berlin par télégramme et y arrive déjà mis au fait de la négociation en cours par plusieurs conversations avec l'ambassadeur d'Espagne à Florence. A l'exemple de son frère aîné, il décline l'offre très résolument et déclare qu'il ne reviendrait sur sa décision que sur un ordre formel du roi de Prusse¹. Salazar est déjà reparti pour l'Espagne, dans la crainte d'éveiller les soupçons par un plus long séjour à Berlin et ses nombreuses visites à Bismarck.

Cependant, le chancelier prussien insiste auprès des Hohenzollern. Il fait de l'acceptation une nécessité politique. Sans doute, la résistance de Léopold ou de Frédéric fléchit, car au début d'avril leur père pose trois conditions, par où l'on doit supposer que, dans le cas où elles seraient agréées, l'un des jeunes princes se résignerait à devenir roi d'Espagne.

Bismarck fait alors partir, le 3 avril, pour Madrid, afin d'y étudier la situation politique, le conseiller de légation Lothar Bucher. Il cherche en même temps quelqu'un sachant assez bien l'espagnol pour être à même de se rendre compte du sentiment populaire en Espagne, et cela sur le conseil du baron de Werthern, ce qui prouve bien, en dépit de M. Sybel, que M. de Werthern n'attendit pas au mois de juillet 1870 pour révéler au chancelier son intervention dans l'affaire². C'est un officier d'état-major, le major von Versen, qui est désigné pour cette mission dans les premiers jours d'avril. Versen étend ses investigations aux principales villes de province et juge qu'un Hohenzollern sera bien reçu. Il emporte une appréciation favorable de la valeur de l'armée espagnole³.

Tandis que Versen poursuit son enquête, Prim réclame des

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 70, 72-73, 77.

2. *General von Versen... aus hinterlassenen Briefen und Aufzeichnungen zusammengestellt*, von Frhr. von Werthern, p. 78 (Berlin, 1898).

3. *General von Versen...*, p. 81. — Pirla (*Historia contemporanea*, t. III, p. 394) a placé à tort après la déclaration de guerre de 1870 la mission de Versen en Espagne. D'après l'ouvrage sur la vie de Versen cité ci-dessus, Versen ne retourna pas en Espagne et prit part à la campagne en France.

Hohenzollern une réponse catégorique à bref délai. Le prince Charles-Antoine est appelé le 20 avril à Berlin. Bismarck est malade à Varzin. Le roi n'ose forcer la volonté de Léopold ni de Frédéric, et le 22 avril un télégramme expédié à Prim par l'intermédiaire de Lothar Bucher lui transmet le refus du prince Léopold¹.

Le major von Versen revient à Berlin le 6 mai. Il constate que l'affaire est à peu près abandonnée. Bismarck est encore souffrant. Versen prend sur lui d'agir à sa place. Il s'adresse au kronprinz, l'ébranle, obtient de lui une lettre avec laquelle il se rend le 20 mai à Dusseldorf et poursuit le vieux prince de Hohenzollern à Nauheim, où il vient de se rendre. Il insiste auprès de lui, en faveur de la candidature espagnole, avec tant de succès que Charles-Antoine et son fils se décident à écrire au kronprinz, le 23 et le 25 mai, deux lettres où il se manifeste clairement que Léopold, pris de scrupule, est disposé à revenir sur son refus. Le kronprinz fait part de ce changement d'attitude au roi, puis à Bismarck (30 mai); ce dernier se hâte d'adresser au prince Charles-Antoine un mémoire où il passe en revue les motifs qui militent en faveur d'une reprise de la candidature².

Cependant Prim, au reçu du télégramme du 22 avril, a résolu de s'adresser d'un autre côté. Il est rentré en négociations pour la troisième fois avec Ferdinand de Portugal et s'est heurté à un nouveau refus. Il semble alors se décourager et, ignorant le revirement qui se produit en Prusse, il annonce le 11 juin aux Cortes constituantes l'insuccès de ses démarches passées auprès du roi Ferdinand, du duc d'Aoste et du duc de Gênes. En termes voilés, il fait allusion à des négociations infructueuses auprès d'un quatrième candidat. « On me permettra, dit-il, de ne pas prononcer son nom, ce serait un manque de tact, il pourrait s'ensuivre des complications, et, au surplus, j'ai engagé ma parole d'honneur à ce sujet³. » Ce candidat anonyme était Léopold.

Au lendemain de ce discours, Prim est informé par une lettre de Bismarck, soi-disant une réponse à sa propre lettre du

1. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 80-81. — *General von Versen...*, von Frhr. von Werthern, p. 81.

2. *General von Versen...*, von Frhr. von Werthern, p. 81-82. — *Bismarck-Jahrbuch*, herausgegeben von Horst Kohl, t. IV, 1897, p. 96. Lettre du kronprinz à Bismarck, 30 mai 1870. — *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 92-93.

3. *Diario de Sesiones de las Cortes constituyentes*, 11 de junio de 1870.

17 février, peut-être aussi par une démarche directe d'un confident du chancelier, que les circonstances deviennent favorables à une reprise des pourparlers. Le 14 juin, le général dépêche Salazar à Sigmaringen avec ses pleins pouvoirs. Salazar arrive à Sigmaringen, avec un secrétaire, le 19. Le major von Versen s'y trouve et même leur sert d'interprète. On tombe vite d'accord. Pour la gloire de sa famille et le bien de sa patrie, Léopold est résigné au sacrifice de ses goûts personnels. Une lettre est envoyée au roi Guillaume, alors à Ems, pour lui demander son approbation. En attendant la réponse à Sigmaringen, Salazar envoie à Madrid, par l'intermédiaire de Versen, deux dépêches, l'une à Prim, l'autre au président des Cortes, Zorrilla : dans la première, il annonce que le prince Léopold accepte la couronne sous réserve de l'autorisation du roi ; dans la seconde, il prévient Zorrilla qu'il compte être de retour à Madrid le 26 juin. L'élection aura lieu alors et ensuite une députation de quinze membres des Cortes viendra offrir solennellement la couronne au prince.

Le major de Versen ne donne pas la date de ces dépêches, mais, comme il n'est plus à Sigmaringen dès le 21, où il se trouve à Berlin, on doit en conclure que ces télégrammes sont ou du 19, ou du 20 juin¹.

Le 21, Prim et Zorrilla laissent présenter et voter aux Cortes une motion de leur ami Martos, qui donne au président de la Chambre l'autorisation de mettre fin à la session lorsqu'il le jugera convenable ; le 23, Zorrilla déclare que, vu l'absence d'affaires importantes, il clôt la session, et il exprime le ferme espoir qu'en novembre on couronnera l'édifice constitutionnel².

Pour expliquer cette manière d'agir, le gouvernement espagnol a prétendu que la dépêche de Salazar annonçant son retour pour le 26 juin parvint à Madrid avec une altération dans le texte qui fit déchiffrer « 9 juillet » au lieu de « 26 juin. » De peur d'éventer l'affaire, on n'aurait pas osé retenir si longtemps les Cortes, désireuses d'entrer en vacances³.

Étant donné le but que se proposait Bismarck, cette erreur, si

1. *General von Versen...*, von Frhr. von Werthern, p. 83-85.

2. *Diario de Sesiones de las Cortes constituyentes* (séances du 21 et du 23 juin 1870).

3. *General von Versen...*, p. 84. — Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 393.

elle fut réellement commise, fut déplorable. Pour le succès complet et sûr de la machination prussienne, il fallait que la candidature Hohenzollern fût posée devant les Cortes encore en session¹. L'Assemblée officiellement saisie, aucune reculade n'était plus possible, ni de la part de Prim, ni de celle du prince Léopold, et les protestations de la France devaient avoir pour résultat direct, en blessant chez les députés espagnols le sentiment de leur souveraine indépendance, de faire immédiatement élire le prince Léopold. Si Napoléon III demandait compte alors au gouvernement prussien de sa participation à cette intrigue et en venait à lui déclarer la guerre, l'Espagne et son nouveau souverain ne pouvaient se dérober à l'obligation de prendre les armes, et une diversion sur les Pyrénées contribuait à assurer le succès de la Prusse.

Nous révoquons en doute l'erreur de déchiffrement dans le télégramme de Salazar à Zorrilla. Prim savait fort bien que la candidature Hohenzollern ne pouvait être agréable à la France. Nous n'en donnerons pour preuve, pour le moment, que l'ignorance absolue des négociations de Salazar dans laquelle il tint l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olózaga, bien connu de lui pour ses sentiments très favorables à notre pays. Mais il comptait voir Napoléon III au mois de juillet; il connaissait l'amitié que l'empereur témoignait au prince Charles de Roumanie, frère de Léopold, et probablement il espérait qu'en faisant valoir les relations de parenté qui unissaient du côté maternel les Hohenzollern à la famille des Bonaparte, il emporterait son agrément. C'était une illusion que Bismarck lui-même avait contribué à entretenir chez lui : dès le début, la *Gazette d'Augsbourg*, en avril 1869, puis Salazar, dans son factum d'octobre de la même année, avaient signalé ces liens de parenté.

Pour arriver à cette solution à l'amiable, il fallait à Prim le loisir d'entretenir l'empereur; il fallait qu'il fût le premier à lui parler de cette candidature et qu'il ne se donnât pas l'air de vouloir lui forcer la main. Lorsqu'il comprit que Bismarck voulait lui faire faire, plus vite qu'il ne l'avait projeté, le pas décisif, il tenta de se dérober, et c'est pour se ménager le temps et la liberté d'action nécessaires que, d'accord avec Zorrilla, sous

1. Cf. *General von Versen*..., p. 84, et la note de l'éditeur des *Tagebuchblätter* de Moritz Busch, t. I, p. 30.

un prétexte inventé, il fit clore hâtivement la session des Cortes.

Peut-être aussi eut-il subitement l'intuition du rôle d'agent provocateur que voulait lui faire jouer Bismarck. Il a été publié en Espagne un document confidentiel qui expose avec une singulière netteté le thème que la politique prussienne s'était préparé pour répondre aux observations de la France, qu'elle développa un peu plus tard à Ems et dont la mauvaise foi est prouvée d'une façon éclatante par les mémoires de Charles de Roumanie. Il s'agit d'une lettre de Bismarck citée dans l'histoire de M. Pirala, mais sans indication de destination et sans date. Cependant, le texte indique que le destinataire était à Madrid, auprès de Prim, et que la lettre fut écrite au moment où Bismarck venait de répondre à la lettre de Prim du 17 février 1870. Cette réponse de Bismarck à Prim, très tardive comme on sait, visait à lui suggérer de reprendre la candidature Hohenzollern. M. Sybel semble la placer à la fin de mai 1870¹; nous croyons plus exact, à raison de son objet même et de l'époque où aboutirent les négociations du major von Versen avec les Hohenzollern, en tenant compte aussi du discours de Prim cité plus haut, d'assigner à cette lettre une date voisine du 11 juin², de même qu'au document que nous reproduisons :

Il est possible, écrit M. de Bismarck, que nous voyions une fermentation passagère en France, et sans doute il est nécessaire d'éviter tout ce qui aiderait à la susciter et l'augmenter. En étant ainsi, conviendrait-il d'introduire mon nom dans la relation de ces négociations? Je crois que non, et qu'au contraire on devrait mettre ma personne complètement en dehors de tout. En vérité, je ne suis pas engagé officiellement. Il s'agit d'un acte de la volonté de la nation espagnole, d'une part, de l'autre d'un prince qui est majeur, maître de ses actions, simple particulier. S'il a eu ou non des raisons pour se faire donner le consentement de son père et du chef de la famille, cela est une question d'ordre privé, non une affaire d'État. Donner un avis au roi sur de semblables projets est le devoir du ministre de la maison royale. Mais je ne l'ai pas aidé de mes conseils en tant que président du Conseil des ministres, mais seulement en tant que chargé des affaires étrangères, à titre d'homme de confiance, de même que les autres serviteurs de l'État qui sont dans le secret.

1. Sybel, *op. cit.*, t. VII, p. 255.

2. C'est aussi l'opinion de M. de Chaudordy, adoptée par M. Legrelle (*La France et la Prusse*, éd. in-8°, 1874, p. 586).

Pour moi, je crois que le gouvernement espagnol fera mieux de ne publier que la lettre du général Prim du 17 février et la réponse de celui-ci¹. Nous aurions ainsi une position inexpugnable devant le public européen. Si l'on fait du bruit en France, nous demanderons avec simplicité : Que voulez-vous ? Voulez-vous dicter les décisions de la nation espagnole et d'un particulier allemand ? Ce sera alors l'occasion d'utiliser ce que vous, Docteur, me proposez. Sans doute, on criera à l'intrigue, on sera furieux contre moi, sans pouvoir préciser le point d'attaque. Il ne s'agit, quant à ma réponse, que d'une question de politique relative au général².

J'ai répondu à sa lettre. J'espère qu'il ne doutera pas de mes respectueux sentiments pour sa personne, ni de mon adhésion au projet dont la réalisation ne dépend plus que de lui et des Cortes. Je n'ai pas amené l'affaire au point où elle en est sans des difficultés considérables que M. Gama, avec sa connaissance du terrain, pourra se figurer et expliquer au général.

A trouver ce document publié par un historien espagnol qui semble, par diverses citations, avoir eu communication de pièces du ministère des Affaires étrangères de Madrid³, le soupçon naît immédiatement que cette lettre de Bismarck aurait bien pu, par une indiscrétion quelconque, venir à la connaissance de Prim et lui donner à réfléchir.

De quelque façon qu'ait été éveillée l'attention de Prim, le fait évident est qu'il voulut se ménager le temps d'aller en France faire à Vichy sa cure annuelle et voir l'empereur. Au lieu de chercher un prétexte pour retenir les Cortes, de demander à Salazar de presser les Hohenzollern, il laissa un de ses collègues du précédent ministère proposer la clôture de la session ; lui-même, n'étant censé compter sur le retour de Salazar que pour le 9 juillet, se retira, le 25 juin, dans sa propriété de campagne, dans les monts de Tolède⁴.

1. Nous n'avons de cette lettre qu'une traduction espagnole ; il y a ici quelque obscurité. Le sens serait rétabli en intercalant deux mots : « La lettre du général Prim *au prince* et la réponse de celui-ci. »

2. Encore un passage obscur dans le texte espagnol. Faut-il comprendre : « Il ne s'agit, ce sera ma réponse, que d'une question de politique qui regarde le général Prim seul » ?

3. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 392.

4. Cf. notamment les dépêches citées au t. III, p. 393-394, et en note, p. 407-409.

Salazar rentre à Madrid le 28 juin. Prim y revient dans la soirée du 1^{er} juillet. A la gare, il trouve son ami Balaguer, qui a raconté cette scène, et un autre député. Tous deux s'empressent de lui exprimer leur joie d'avoir appris que l'Espagne allait enfin avoir un roi. Prim surpris les interroge et apprend par eux que tout le monde politique de Madrid sait déjà le nom du candidat. Il fronce les sourcils, et, froissant un gant qu'il tient à la main : « Labeur perdu, candidature perdue ! leur dit-il. Et Dieu veuille que ce ne soit que cela ! »

La divulgation de la candidature Hohenzollern par Salazar devait, pour les projets de M. de Bismarck, remédier à ce qu'avait eu d'inopportun la prorogation précipitée des Cortes. De ce moment, en effet, Prim n'est plus maître de temporiser et de négocier avec l'empereur. Le 2 juillet, il convoque les ministres en conseil. Le soir même, il a avec l'ambassadeur de France, Mercier de Lostende, déjà au courant, une longue conversation, dans laquelle il s'efforce d'atténuer l'éclat de cette révélation prématurée et plaide pour l'Espagne les circonstances atténuantes¹. Le 4, les ministres se transportent à la Granja, auprès du régent, Serrano, et se résolvent à saisir la commission permanente des Cortes de la candidature du prince Léopold. Quelques jours après, les Cortes sont convoquées extraordinairement pour le 20 juillet.

Cependant, on sent déjà le gouvernement espagnol soucieux de se dégager de toute complicité d'intention avec la Prusse. Dans une circulaire du 7 juillet, Sagasta, ministre des Affaires étrangères, tout en chargeant ses agents d'annoncer officiellement la candidature aux puissances, les invite à insister sur ce fait que le gouvernement a obéi à ses seules inspirations, sans tenir compte d'intérêts étrangers, et M. Rances, alors ambassadeur à Londres, déclare en effet à lord Granville qu'il n'y a pas eu dans ce projet d'intention hostile à la France².

Prim, de son côté, cherche les moyens de sortir du mauvais pas où il s'est engagé. Par bonheur, la déclaration du duc de Gramont, du 6 juillet, a conservé, à l'égard de l'Espagne, un ton

1. La Fuente, *Historia de España* (continuation de Valera, Borrego et Piralá), t. XXIV, p. 37, note, citant Balaguer, *Memorias de un Constituyente*.

2. Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 416-421. (L'ambassadeur de France à Madrid au ministre des Affaires étrangères. Madrid, 3 juillet 1870.)

3. *Blue Book. Correspondence respecting the negotiations preliminary to the war between France and Prussia*, p. 5, n° 8.

assez mesuré pour ne pas y surexciter irrémédiablement le sentiment populaire. Aussi, dès le 7, Prim fait-il un premier mouvement de recul. « Que le prince me dise, insinue-t-il à notre ambassadeur, qu'il rencontre des obstacles au consentement du roi, et alors, au lieu d'insister, je lui facilite la retraite¹. » De son côté, Serrano s'émue, peut-être sous la pression de l'Angleterre et de l'Autriche². Il revient à Madrid le 9 et a, ce jour-là, deux entrevues avec M. Mercier de Lostende. Il trouve que le meilleur moyen pour sortir d'affaire, étant donné que la Prusse prétend n'y être pour rien, est d'obtenir du roi Guillaume qu'il refuse son consentement. Il ajoute que Prim est plus affecté que personne et que ni le général ni lui-même n'ont compris la portée de ce qu'ils faisaient³.

Le lendemain, 10, après une conférence entre le régent et Prim, tous deux, faisant en arrière un pas de plus, décident de dépêcher un personnage autorisé auprès du roi de Prusse et de Bismarck, avec mission de leur exposer, dans les formes les plus courtoises, les considérations qui rendent désirable le retrait de la candidature. Serrano demande seulement que M. de Gramont veuille bien saisir la première occasion favorable pour déclarer que le mot *souffrir* ne s'adressait pas à l'Espagne dans sa phrase du 6 juillet : « Nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à *souffrir* qu'une puissance étrangère... puisse déranger à notre détriment l'équilibre des forces en Europe. » Le régent réclame en même temps le secret le plus absolu sur la mission annoncée, même envers l'ambassadeur d'Espagne à Paris, Olózaga⁴.

Ce dernier, nous l'avons dit, avait été tenu dans l'ignorance de toute la négociation avec les Hohenzollern. Quoique très froissé de ce procédé à son égard, il s'efforça, autant qu'il fut en lui, d'atténuer les conséquences de cette affaire. Résolument il prit l'initiative de s'adresser au prince Charles-Antoine lui-même par

1. Benedetti, *op. cit.*, p. 432. (Dépêche de Mercier de Lostende. Madrid, 7 juillet 1870.)

2. Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. I, p. 80-81. — *Blue Book*, déjà cité, p. 14, n° 23.

3. Benedetti, *op. cit.*, p. 434-435. (Dépêche de Mercier de Lostende. Madrid, 9 juillet 1870.)

4. Benedetti, *op. cit.*, p. 436. (Dépêche de Mercier de Lostende. Madrid, 10 juillet 1870. — Cette dépêche est datée du 18 par une erreur typographique que rectifie la mention même de sa réception, placée en tête.)

l'intermédiaire de Strat, agent du prince Charles de Roumanie à Paris. Strat s'était aperçu bien vite du revirement complet des sentiments de la cour des Tuileries à l'égard de son maître, du jour où avait été déclarée la candidature de Léopold. La situation de Charles se trouvait de ce fait très compromise. Olózaga trouva donc dans l'agent roumain un auxiliaire tout disposé. Strat se rendit à Sigmaringen, y plaida énergiquement pour le retrait de la candidature et contribua certainement pour une grande part à y décider le vieux prince¹.

En même temps qu'il liait partie avec Strat, Olózaga prenait sur lui de télégraphier, le 8 juillet, à Saldanha, en ce moment premier ministre de Portugal : « Si, pour éviter la guerre qui est imminente, le candidat prussien se retire, les puissances qui agissent dans ce sens favoriseront la candidature portugaise. Saldanha rendrait un grand service à l'Europe s'il pouvait apaiser toutes les difficultés à cet égard. L'empereur m'a parlé de lui avec grand intérêt et affection². » Dès le lendemain, Saldanha adressait au roi Ferdinand une requête pressante de revenir sur ses refus antérieurs, et le soir même du 9, sans deviner d'où en partait l'initiative, Prim était avisé de la reprise de la candidature qui lui avait été de tout temps la plus chère.

Peut-être cette nouvelle fut-elle pour quelque chose dans la résolution prise le 10 par Serrano et Prim d'envoyer en Allemagne le général Dominguez ou Silvela. Ce fut Dominguez qui partit, le 10 au soir. Son voyage devint d'ailleurs inutile et ne fut pas poursuivi jusqu'à destination. Nous n'avons pas à raconter ici les négociations de M. Benedetti à Ems. Le départ de l'envoyé espagnol fut-il connu et contribua-t-il à la détermination que prit le prince Charles-Antoine, au nom de son fils Léopold, en train de parcourir, à pied, les montagnes de Bavière? Nous l'ignorons jusqu'à présent. Toujours est-il que le 12 le prince de Hohenzollern télégraphiait à Prim et à Olózaga qu'il retirait la candidature de son fils³.

Le 15, la convocation des Cortes était annulée et Sagasta

1. Lauser, *Geschichte Spaniens*, t. I, p. 236. — Ce fut Strat qui fut choisi pour rapporter de Sigmaringen à Paris, pour le remettre à l'ambassade d'Espagne, l'original de la renonciation du prince Léopold. (*Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 101-102.)

2. Da Carnota, *Memoirs of the duke of Saldanha*, t. II, p. 407.

3. *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 101.

informait officiellement les agents diplomatiques espagnols du retrait de la candidature¹. On sait par quelle suite de circonstances la guerre entre la France et la Prusse, qui paraissait conjurée, devint inévitable. Quant à l'Espagne, elle était hors de cause. Par l'action qu'il avait exercée sur la presse, par les paroles qu'il avait prononcées à l'occasion d'une réunion du parti libéral, Prim avait su prévenir tout excès du sentiment national, tout affolement de l'opinion. Le 26 juillet, il proclamait la neutralité de l'Espagne. Au dernier moment, il avait échappé à l'intrigue prussienne. Bismarck avait la guerre qu'il avait souhaitée, mais non l'alliance qui devait immobiliser sur les Pyrénées un de nos corps d'armée. Il en montra de la rancune à Prim et aux Espagnols; sous son inspiration, Moritz Busch se chargea d'accuser le général de s'être fait le complice de Napoléon III pour provoquer la Prusse, et il injuria dans les journaux à la solde du chancelier le peuple castillan qui assistait les bras croisés et le visage impassible au conflit auquel ses affaires intérieures avaient donné lieu².

Il est assez difficile, pour le moment, de déterminer si, même après la déclaration de neutralité de l'Espagne, M. de Bismarck ne fit pas encore quelque tentative pour obtenir son alliance contre la France. Prim n'était pas désireux de reprendre la candidature Hohenzollern, cela est certain, à en juger par une lettre confidentielle écrite par lui le 22 juillet 1870 à son agent à Lisbonne, Fernandez de los Rios : « J'oubliais, dit-il, de répondre au paragraphe de la lettre en français que vous a adressée la comtesse³, relativement à la possibilité qu'il se produise ici une réaction en faveur du prince de Hohenzollern, ce qui obligerait Don Fernando à retirer à son tour sa parole. Je puis vous donner l'assurance la plus complète qu'une telle chose n'arrivera pas; je dis plus, elle ne peut arriver tant que je serai à la tête de ce gouvernement; elle ne peut arriver parce que cela ne serait pas digne, etc., etc., etc., et elle ne peut arriver parce que Don Fernando est celui qui a le plus de partisans en Espagne. — Après ce qui s'est passé, c'en est fini pour toujours de la candidature du prince Léopold⁴. »

1. *Blue Book*, déjà cité, p. 55, n° 93 et pièce jointe.

2. *Tagebuchblätter*, von Moritz Busch, t. I, p. 45-46 et 54.

3. La comtesse Edla, épouse morganatique du roi Ferdinand.

4. Fernandez de los Rios, *Ma mission en Portugal*, p. 367.

Les négociations reprises en Portugal auprès du roi Ferdinand échouèrent, et Fernandez de los Rios en attribua l'insuccès à des conseillers occultes qui, ajoute-t-il, ont fait assumer au prince, par ses refus répétés, « la responsabilité bien prévue de n'avoir pas évité la boucherie à laquelle nous assistons¹. » Peut-être n'est-il pas sans vraisemblance de chercher du côté de l'Allemagne l'inspirateur de ces conseillers.

C'est après ce nouvel échec que Prim s'adresse une seconde fois au roi d'Italie, pour lui demander son fils, le duc d'Aoste. La négociation débute le 20 août. Au commencement d'octobre, Victor-Emmanuel et ses ministres sont pour l'acceptation, et il ne manque plus que le consentement du principal intéressé, Amédée. A cette date, se place une démarche du cabinet espagnol auprès du gouvernement prussien, dans le but de s'informer de la conduite que tiendrait le prince Léopold au cas où la majorité des Cortes sonderait à l'élire. Von Thile répondit que le roi de Prusse n'avait pas à intervenir et que c'était à Léopold qu'il fallait s'adresser. C'était ainsi qu'on pouvait, d'après lui, arriver à un résultat favorable. Il offrait de donner les moyens de faire parler au prince Léopold, dans le cas où l'Espagne n'aurait pas encore d'engagement formel à l'égard de l'Italie².

Cette démarche n'avait-elle pour objet que de sonder les intentions de la Prusse au moment où allait se produire la candidature du duc d'Aoste? Était-elle inspirée par certains politiciens chez lesquels s'était fait un revirement en faveur du prince de Hohenzollern depuis les victoires allemandes³? La première hypothèse nous semble préférable. Elle est corroborée par ce fait que l'ambassadeur d'Italie demanda de son côté à Bismarck si la candidature Hohenzollern était définitivement retirée. Bismarck répliqua d'assez mauvaise grâce que le roi ne pouvait se mêler de cette affaire⁴. Évidemment, le chancelier n'eût pas été fâché de

1. Fernandez de los Rios, *Mi misión en Portugal*, p. 386.

2. Dépêche du 8 octobre 1870 et réponse de Thile, en partie citées par Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 393-394. — La réponse de Thile fait allusion à une résolution récente de l'Espagne qui aurait déplu à l'Allemagne, mais nous manquons des éléments nécessaires pour déterminer de quoi il s'agissait.

3. Comparer deux articles de ton tout à fait différent au sujet de la candidature Hohenzollern du rédacteur politique de la *Revista de España*, Albareda, en juillet et octobre 1870. (Année 1870, t. IV, p. 297, et t. V, p. 467.)

4. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 394.

voir les Espagnols, éblouis par le succès des armes prussiennes, décerner la couronne au prince Léopold, presque malgré lui. Aussi, la candidature du duc d'Aoste ne lui plaisait-elle qu'à demi. On peut en juger au ton de la dépêche par laquelle il répondit à la circulaire du gouvernement espagnol annonçant cette candidature et exprimant l'espoir « qu'elle serait accueillie avec sympathie par les Puissances. » — « Nous avons été les premiers, écrivit le chancelier le 28 octobre 1870, à reconnaître dans un discours du trône le droit qu'a l'Espagne de décider elle-même de son avenir. Nous ne nous écarterons pas aujourd'hui de ce principe, ni nous n'imiterons l'exemple qu'a donné la France avant la guerre en cherchant à s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Espagne et en faisant dépendre leur solution du consentement de la France. Nous attendons les résolutions que l'Espagne adoptera sur ses propres affaires, en faisant les vœux les plus sincères pour son bonheur¹. » Cette froide réponse peut servir d'épilogue à l'histoire des relations de Prim et de Bismarck telle qu'on peut la faire aujourd'hui, avec le peu de documents sortis des archives.

Quelle est, dans l'affaire Hohenzollern, la part de responsabilité qui incombe au général Prim? Lui-même a déclaré que cette candidature lui avait été apportée toute faite, qu'on était venu la lui mettre dans la main, et, au langage qu'il tint à M. Mercier de Lostende, il est évident que l'inspirateur de cette candidature auprès de lui a été Salazar y Mazarredo². Celui-ci agissait-il sous sa propre inspiration? N'obéissait-il pas plutôt à des suggestions étrangères? Nous penchons à le croire, et peut-être sera-ce dans la correspondance du major Bernhardt, attaché à l'ambassade de Prusse à Madrid peu de temps après la révolution, que se trouvera plus tard la solution de cette question.

Lorsque, par l'intermédiaire de Salazar, la Prusse eut obtenu que Prim s'adressât aux Hohenzollern, d'une façon semi-officielle, en février 1870, l'influence allemande put s'exercer directement sur lui, et ce furent en effet les agents de Bismarck qui empêchèrent Prim de se laisser décourager par la résistance du prince Léopold. Quel était ce personnage de marque qui, après le refus du prince Léopold, au mois de mars, assista de l'aveu de Prim à la

1. Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 406 et 408-409, note.

2. Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 419.

séance des Cortes du 19 et avec lequel les négociations continuèrent¹? En avril, ce furent Lothar Bucher et le major von Versen qui vinrent à Madrid, et peut-être après eux M. de Keudell². Il n'y a donc aucun doute que Prim fut circonvenu. Quels arguments furent mis en avant pour le persuader? Nous l'ignorons. Par sa vanité, qui était grande, il était d'un abord facile à la séduction, et par la fin de la lettre de Bismarck au « Docteur, » que nous avons reproduite, on voit que le chancelier ne ménageait pas à Prim l'expression de l'estime la plus flatteuse.

Quel qu'ait été le moyen employé, Prim se laissa engager dans l'intrigue bismarckienne. Eut-il pleinement conscience de la portée de cette intrigue et du rôle d'agent provocateur qui lui était destiné? Ce n'est pas notre avis. Certes il était trop fin pour ne pas comprendre combien la jalousie de la France à l'égard de la Prusse prendrait ombrage de l'avènement d'un Hohenzollern au trône de Castille. Il le sentit si bien que le plus grand secret fut observé par lui dans toute cette affaire. Quoique en termes très amicaux avec le nouveau président du conseil en France, M. Émile Ollivier, il se garda bien, comme il l'avait fait pour les autres candidatures, de pressentir officieusement le gouvernement impérial, et même l'ambassadeur Olózaga fut tenu dans l'ignorance des pourparlers engagés. Au surplus, Prim ne déclara-t-il pas lui-même aux Cortes, le 11 juin, que divulguer le nom de ce candidat aurait pu « entraîner des complications? » Il prévoyait donc des difficultés à faire accepter par la France la candidature du prince allemand. Où il se trompa lourdement, c'est lorsqu'il s'imaginait que, par son habileté diplomatique, il pourrait gagner l'empereur à cette candidature. Et cela il le crut véritablement. L'exclamation de surprise par laquelle il accueillit l'affirmation de M. Mercier de Lostende, que Napoléon eût plutôt accepté Montpensier que le prince Léopold³, prouve bien qu'il s'était tout à fait mépris sur la nature des motifs qui rendaient inacceptable pour l'empereur la candidature Hohenzollern.

Mais tout en prévoyant des difficultés et des complications, Prim n'eut aucunement l'idée nette et précise qu'il se faisait le collaborateur d'une machination destinée à attirer la France dans

1. *Diario de Sesiones...* (séance du 11 juin 1870).

2. Legrelle, *la France et la Prusse*, p. 580.

3. Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 420.

un guet-apens, et il l'eut d'autant moins que Bismarck s'arrangea pour lui faire croire que s'il se produisait quelque émotion en France, ce ne serait qu'une « fermentation passagère. » Si nous n'avions pour preuves de la non-complicité de Prim en cette affaire que ses déclarations répétées qu'il ne comprit pas la portée de ce qu'il faisait, on pourrait être tenté de mettre sa bonne foi en doute; mais ce que l'on ne peut nier, c'est que, s'il avait été contre nous le complice conscient et résolu de Bismarck, il ne se fût pas dérobé au dernier moment. S'il l'eût voulu, s'il avait poursuivi, comme on l'a dit, la satisfaction d'une rancune contre la France remontant à l'expédition du Mexique, il n'aurait tenu qu'à lui d'enlever le vote en faveur du prince de Hohenzollern et d'entraîner l'Espagne à la guerre. Sa responsabilité, pour grave qu'elle soit, se borne donc à un défaut de clairvoyance et à un excès de confiance en soi. Il a commis une faute, non un crime.

H. LÉONARDON.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

UN MAÎTRE GÉNÉRAL DES FRÈRES PRÊCHEURS.

RAYMOND DE CAPOUE.

(1380-1399.)

Le R. P. Cormier, qui est un saint vieillard et un écrivain modeste, n'a pas voulu faire œuvre d'érudition en écrivant la vie de Raymond de Capoue¹, parue à l'occasion de sa béatification récente. Cependant, il s'est appuyé sur des textes (qu'il a imprimés à part²), dont quelques-uns étaient inédits. Et nous devons le remercier d'appeler notre attention sur ce personnage, qui a joué un rôle de quelque importance dans l'histoire politique et religieuse du XIV^e siècle finissant.

Raymond des Vignes était d'une très bonne famille de Capoue, la même d'où était sorti le fameux chancelier de Frédéric II³. Nous avons quelques renseignements sur sa personne, — renseignements donnés par lui-même ou par ses amis, — qui nous le font connaître d'assez près. Il avait l'intelligence ouverte et facile, le cœur tendre, un grand désir du bien, beaucoup de distinction; il était tel qu'on put lui confier des missions très délicates et de hautes fonctions. Il s'en acquitta bien, cependant sans cet éclat et cette supériorité qui assurèrent au cardinal Jean-Dominique, par exemple, à la même époque et pour des services analogues, une renommée beaucoup plus grande. C'est qu'il était d'un tempérament un peu faible⁴, qui

1. *Le Bienheureux Raymond de Capoue, XXIII^e maître général de l'ordre des Frères Prêcheurs*, par le P. F.-H.-M. Cormier, du même ordre. Rome, Impr. vaticane, 1899, in-8°, p. VII-230.

2. *B. Raymundi Capuani Opuscula et Litterae*. Romae, ex typographia polyglotta, 1899, 2^e éd., in-8°, p. 172.

3. Famille de Vinea ou de Vineis. Plusieurs de ses membres eurent des fonctions importantes à la cour des rois de Naples. Le père de Raymond, Pierre, fut en faveur auprès du roi Robert.

4. Il ne put jamais supporter les jeunes ordonnés par la règle dominicaine, et s'en désolait.

développa chez lui la douceur et la bonté, aux dépens de la vigueur. Et comme la vigueur était la qualité la plus répandue chez les gens de son temps, Raymond des Vignes, avec une sorte de timidité qui ne le quitta jamais, nous paraît une figure originale.

D'abord professeur dans divers couvents, puis directeur des religieuses dominicaines de Montepulciano (il composa la vie de leur patronne, sainte Agnès), il serait peut-être resté toute sa vie dans ces fonctions tranquilles, si, le hasard l'ayant amené à Sienne comme lecteur des saintes Écritures, il n'avait été chargé d'une mission délicate : la direction de la jeune sainte siennoise, déjà célèbre, Catherine Benincasa.

Le confesseur et directeur de sainte Catherine a-t-il été à la hauteur de sa tâche ? Il nous semble que le P. Raymond était justement l'homme que cette tâche demandait. La pénitente était de caractère assez indépendant, douée d'ailleurs d'une intelligence si pénétrante et si large qu'elle dépassait par là la plupart des hommes de son temps ; le premier devoir du directeur, dans un cas si exceptionnel, était le plus souvent de ne pas diriger. Plus d'un ne l'eût pas compris, par vanité, par étroitesse d'esprit. Le P. Raymond le comprit à merveille, et nous le trouvons là tout entier : il fut un directeur attentif, mais discret, volontiers humble et même soumis quand il le fallait. Sa pénitente l'aima tendrement, et il lui fut toujours un très doux appui ; ce n'est pas son moindre titre de gloire. D'ailleurs, l'admiration et l'amour qu'il portait à « sa mère » (il l'appelait ainsi, de même que toute la petite troupe fidèle qui entourait Catherine) ne lui étaient point venus tout d'un coup, ni dès l'abord ; au commencement, le directeur avait eu des soupçons et des inquiétudes ; il nous les raconte franchement : « Il faut que vous sachiez, lecteur, que dans les premiers temps, quand j'entendais chanter ses louanges et que je commençais à causer familièrement avec elle, je fus plusieurs fois tenté d'incrédulité. Dieu le permit, en vue d'un bien plus grand. Aussi je cherchais et m'ingéniais à trouver un moyen de reconnaître si ses miracles venaient bien de Dieu ou d'ailleurs, s'ils étaient vrais ou faux, car je pensais que nous étions tout juste au temps de cette troisième bête à la peau de léopard, qui représente les hypocrites, et j'avais moi-même plus d'une fois rencontré, surtout parmi les femmes, des esprits pleins d'illusions que le démon pouvait facilement séduire, comme il a fait de notre première mère. Je songeais à cela et à d'autres choses semblables, et j'étais plein d'hésitation et de doute. » Il imagina alors une pieuse ruse : « Je pensais que, si je pouvais obtenir par ses prières une grande et inaccoutumée contrition de mes propres péchés, ce serait un signe parfait que

ses miracles venaient du Saint-Esprit, car seul l'Esprit-Saint peut donner une pareille contrition. » Enchanté de son invention, il va trouver la sainte et lui fait insidieusement sa demande. Le lendemain, à l'improviste, sur quelques paroles sévères de Catherine, la contrition sollicitée se produit : « Je sentis s'ouvrir la cataracte de mon cœur endurci, se dévoiler le secret de mes péchés, et je me répandis en tant de pleurs et de cris qu'un instant je craignis (je le dis en rougissant) que ma poitrine et mon cœur ne se rompissent ensemble. » Mais la sainte a deviné la ruse et le lui fait malicieusement sentir; voilà le confesseur à jamais convaincu et subjugué.

La légende fourmille de jolis traits de cette sorte. L'homme qui sentait si délicatement et raconte avec cette sincérité et cette bonne grâce n'est pas un écrivain ordinaire. Aussi bien la légende de sainte Catherine est supérieure, à notre avis, à la plupart des vies latines composées au moyen âge, y compris celle de saint Grégoire. C'est une œuvre d'assez fortes dimensions; sa longueur, sa division en trois parties, précédées de deux prologues, témoignent d'un effort de composition, rare dans les écrits de ce genre, et du désir de l'auteur de faire œuvre littéraire. Les prologues sont d'ailleurs emphatiques et contiennent les mêmes fantaisies étymologiques dont la mode dura pendant tout le moyen âge. Dès l'époque où parut la légende, on lui reprocha aussi sa prolixité. Néanmoins, elle se lit avec intérêt. Il y a là une imagination abondante, un réel art de mise en scène, nombre de réflexions intelligentes ou spirituelles. L'enthousiasme constant de l'auteur n'est pas fatigant, parce qu'il vient d'une affection sincère et aussi d'une connaissance claire et profonde du sujet. On a de l'intérêt aussi à sentir, sous l'écrivain, le grand personnage (Raymond était alors maître général des Frères Prêcheurs) qui, malgré sa modestie naturelle, comprend l'importance de son témoignage et sait qu'il est attendu avec impatience et curiosité.

Raymond n'a pas été seulement le confesseur et l'ami de sainte Catherine et ensuite son historien; il fut, en politique, le conseiller, le ministre, l'ambassadeur de cette princesse sans aïeux et sans terres, qui traitait d'égal à égal avec les rois et les papes. Dans son œuvre de restauration de l'autorité pontificale et de pacification générale, la sainte n'apparaît guère sans son confesseur à ses côtés. En 1375, elle l'envoie au redoutable condottiere Hawkwood, avec mission de l'amadouer et de le ranger au service de l'Église. En 1376, Raymond est avec elle à Avignon, lui sert d'interprète auprès de Grégoire XI, l'accompagne pendant le voyage de retour, si accidenté. Avec elle aussi il parcourait l'Ombrie et la Toscane, prêchant, convertissant, confessant, et c'est à elle qu'il dut sa haute fortune, car il n'était pas

de ceux qui d'eux-mêmes se poussent en avant. Les papes, aux côtés de la vierge siennoise, qu'ils admiraient et vénéraient, mais dont l'intransigeance et l'opiniâtreté durent bien les gêner parfois, remarquèrent ce moine vertueux, zélé, intelligent et soumis. Ils l'employèrent volontiers, parce qu'ainsi ils se servaient de l'influence de la sainte, tout en se garantissant de ses vivacités. C'est après le retour d'Avignon que Grégoire XI semble opérer doucement cette substitution. Il laisse Catherine s'en retourner à Sienne et garde auprès de lui Raymond comme prieur du couvent de la Minerve et l'un de ses conseillers les plus écoutés.

Après la mort de Grégoire XI et l'élection d'Urbain VI, avec le début du grand schisme, le rôle de Raymond devient important. Il était présent à Rome lors de l'élection, et son témoignage, complètement favorable à Urbain VI, était grave. Il était à la tête d'un grand couvent, dont l'appui importait fort au nouveau pape, abandonné d'abord de presque tout le monde. Par lui enfin, le pape disposait de la puissante voix de Catherine. Bref, ce fut Raymond qu'il envoya, dans ces circonstances critiques, au souverain dont l'hostilité pouvait lui être le plus funeste, au roi de France. On possède un petit dossier diplomatique, lettres d'introduction, de recommandation, relatif à cette mission délicate, que d'ailleurs Raymond ne put accomplir¹. Il n'alla pas plus loin que Gênes; on lui aurait fait savoir qu'en poursuivant sa route il risquait sa vie inutilement. Catherine lui écrivit là-dessus une lettre de reproches et de sarcasmes. Mais le pape sans doute comprenait mieux la prudence et ne tint pas rigueur à l'ambassadeur malheureux, puisque, quelques mois après, il était élu provincial de Lombardie. C'était à ce moment un poste d'honneur; il s'agissait de maintenir cette province dans l'obédience et d'en faire un rempart contre la France schismatique. Il faut croire que l'autorité de Raymond s'en accrut, car, dès l'année suivante, la fraction de l'ordre obéissant à Urbain VI l'élut maître général.

Les pouvoirs que lui conférait cette haute fonction lui servirent d'abord à défendre mieux la cause du pape de Rome. Sa déposition devant les enquêteurs du roi de Castille tend à prouver principalement que le cardinal Pierre de Luna, qui fut un des ennemis d'Urbain VI, avait été d'abord tout à fait favorable à son élection. Lors

1. Cf. *Bullarium Ordinis Fratrum Praedicatorum*, t. II, 21 novembre 1378. — Denifle et Châtelain, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. III, p. 664-665. — Voy., sur une seconde mission analogue confiée à Raymond en 1379, et qu'il ne put accomplir non plus, Valois, *la France et le Grand Schisme*, t. I, p. 312-317.

du chapitre général qu'il présida à Buda en 1382, Raymond fait enjoindre aux Frères de son obéissance de s'employer à la lutte contre l'antipape. En 1394, au chapitre général de Ferrare, la cause de Boniface IX leur est recommandée, comme celle du pape légitime. En 1394, Raymond est en Sicile¹, où il lutte contre Martin d'Aragon, qui avait soustrait l'île à l'influence d'Urbain VI. Au mois d'avril de la même année, Martin veut se réconcilier avec Rome et envoie une ambassade à Boniface IX².

Toutefois, les intérêts généraux de l'Église occupèrent moins Raymond que la direction de son ordre, qui n'était pas à ce moment-là facile à gouverner. Le schisme, qui le sépara en deux, comme tout le reste de l'Église, était une cause de grande confusion. Mais le relâchement de la discipline dont souffrait l'ordre et auquel Raymond voulut remédier avait une origine plus lointaine. Les historiens dominicains sont avares de détails sur cette période, où tout n'est pas à l'honneur de leurs frères. Ils disent que la peste de 1348 avait produit un abaissement général de la moralité, et que les couvents décimés avaient dû se repeupler d'une génération nouvelle, moins robuste et moins austère que l'ancienne. Cela est probable; il est du moins certain que la corruption, qui, au xiv^e siècle, triomphait à la cour de Rome et dans les rangs du haut clergé, avait gagné les ordres religieux. A l'époque du généralat de Raymond, la règle primitive de saint Dominique était si bien tombée en désuétude que bientôt on établira une distinction, officiellement reconnue, entre le commun des frères et ceux qui voudront suivre la régulière observance. Tandis que le concile de Constance, auquel fut posée la question de la réforme du haut clergé, ne devait guère aboutir sur ce point, les Frères Prêcheurs, dans l'intérieur de cet ordre, firent des efforts très sérieux et qui furent loin d'être sans résultat. Cette réforme, accomplie sans beaucoup de bruit à la fin du xiv^e siècle et au commencement du xv^e, serait intéressante à suivre dans ses détails. Parmi les documents peu nombreux dont nous disposons sur ce sujet, les lettres et instructions de Raymond de Capoue sont des plus précises. Nous relèverons surtout :

4^e Une lettre au frère Conrad de Prusse³, du couvent de Cologne (13 juin 1389). C'est en Allemagne qu'est né le mouvement de réforme, et l'initiateur en fut ce frère Conrad. Raymond lui confie le couvent de Colmar et deux monastères dépendants, avec mission

1. Cf. *Bull. O. P.*, II, 17 novembre 1373, Const. XLVII.

2. Cf. Valois, *la France et le Grand Schisme*, t. II, p. 215, n. 1.

3. *B. Raymundi Opuscula*, p. 117.

d'y réunir les frères désireux de revenir à la primitive observance. L'ambition des réformateurs ne pouvait être de faire un remaniement général; ils se bornèrent à créer de loin en loin des centres d'austérité et de piété, des couvents modèles qui devaient entraîner les autres peu à peu. Après le couvent de Colmar, celui de Nuremberg devint un foyer de réforme, et Raymond le confia plus tard au même frère Conrad (1397); 2° une lettre¹ aux « maîtres des citoyens et consuls de la cité de Colmar » pour les prier d'aider et de défendre frère Conrad. Raymond prévoit le cas où les adversaires de Conrad seraient des frères et des sœurs de son ordre. C'est que la réforme rencontrait dans le sein même de l'ordre une opposition acharnée; moines et prieurs, habitués à une vie facile et indépendante, repoussaient avec colère une gênante rénovation. Dans cette lettre aux consuls de Colmar, Raymond se plaint de ce que Conrad n'ait pu encore se faire remettre le sceau du couvent, bien qu'il lui ait donné tous pouvoirs; 3° une lettre circulaire à tous les prieurs et provinciaux de l'ordre, sorte de décret officiel de la réforme préparé par le chapitre général de Vienne en 1388, confirmé solennellement par Boniface IX en 1391². Il y est ordonné qu'à l'imitation de Conrad et de son couvent de Colmar, chaque provincial ait soin d'établir dans sa province au moins un couvent d'observance régulière, contenant au moins douze frères; dans ces couvents devra être observée « ad unguem » la teneur des anciennes constitutions. C'est seulement après la confirmation pontificale que la réforme, sortant d'Allemagne, gagna l'Italie, où le grand couvent de Saint-Dominique de Venise en fut d'abord le centre; 4° une longue lettre³ circulaire, adressée à tous les frères en 1395. La réforme n'avancait que lentement⁴ et l'opposition ne désarmait pas; cette lettre est faite d'exhortations pressantes et Raymond y réfute une à une les critiques dont son œuvre était l'objet; on lui reprochait surtout de diviser l'ordre par cette distinction entre congrégations observantes et non observantes, de désorganiser les couvents en provoquant l'émigration des frères désireux de se plier à l'observance, d'étonner et de scandaliser les populations dans les villes où existaient deux couvents de frères, dont l'un pratiquait l'observance et l'autre point. Le général répond avec beaucoup de bon sens que ceux qui divisent l'ordre sont ceux qui n'observent pas les constitutions, et que, s'il n'a pas imposé par-

1. *Opuscula*, p. 120.

2. Cf. *Bull. O. P.*, II, 9 janvier 1391, Const. X; *Opuscula*, p. 52.

3. *Opuscula*, p. 76.

4. Raymond avait déjà fait donner aux rebelles, par le pape, un sévère avertissement (*Bull. O. P.*, 1^{er} décembre 1393, Const. XLVIII).

tout l'observance, c'est qu'il était sage de n'avancer qu'avec précaution.

Raymond avait alors environ soixante-cinq ans. Il est à croire que sa santé déclinait de plus en plus. Au début de la lettre précédente, il s'excuse de n'avoir pas, depuis quatre ou cinq ans, visité les couvents de l'ordre, comme il devait le faire; il en rejette la faute sur les occupations que lui donnait la confiance du pape et la politique générale. Assurément le fardeau était lourd, mais il semble que les épaules qui le portaient aient été un peu débiles. Du moins nous voyons, en plus d'une occasion, l'ordre se passer de son général ou lui substituer en sous-main des personnalités plus jeunes et plus actives. C'est ainsi que Raymond, absent du chapitre général tenu à Vienne en 1388, est remplacé par Barthélemy-Dominique, que les Pères présents au chapitre élisent vicaire de l'ordre, et Raymond confirme cette élection l'année suivante. C'est dans ce même chapitre qu'est préparé le décret de réforme que Raymond ne fait peut-être que rédiger et publier. La direction de la réforme paraît avoir passé aux mains du jeune et brillant prédicateur Jean-Dominique, que Raymond nomme d'abord son vicaire pour les couvents réformés de Venise (1394), puis vicaire général pour tous ceux d'Italie. Il a aussi un vicaire en Allemagne, qui est Conrad de Prusse¹. En 1396, Raymond part pour l'Allemagne; c'est là qu'il devait mourir, et la fin de sa vie fut triste; nous savons qu'il se transporta de Francfort à Cologne, de Cologne à Nuremberg, inspectant et réformant les couvents, mais plein du regret de l'Italie, se plaignant d'être sans ressources, et surtout de plus en plus souffrant et perclus. La mort le prit à Nuremberg le 5 octobre 1399. Il a laissé dans son ordre le souvenir d'une vie très pure, illuminée d'un grand zèle pour le bien, honorée de missions glorieuses. Pour nous, le directeur de sainte Catherine est un des bons écrivains latins du moyen âge, et le généralat de Raymond de Capoue, vingt-troisième maître des Frères Prêcheurs, est, au point de vue historique, un des plus intéressants.

Julien LUCHAIRE.

1. Boniface IX, par une bulle à eux adressée le 9 avril 1897 (*Bull. O. P.*, II, Const. LXXXV), promet de les maintenir dans leurs vicariats, dans le cas où Raymond mourrait ou renoncerait au généralat. — Aussitôt après la mort de Raymond, Jean Dominique est nommé par le pape vicaire général de l'ordre (*Bull. O. P.*, 26 novembre 1399, Const. CXXVIII).

CORRESPONDANCE

D'UN

AGENT GENEVOIS EN FRANCE SOUS FRANÇOIS I^{er}.

(1546.)

On sait combien les dépôts publics de Genève réservent de trouvailles à qui s'occupe de l'histoire de France au xvi^e siècle. A la bibliothèque, le fonds *ml* contient une abondante correspondance, relative à la formation des églises réformées françaises. Le n° 424 en particulier, *Lettres diverses de 1557 à 1561*, est extrêmement précieux¹. Il faut également signaler le fonds *mF*, riche en pièces relatives à la vie ecclésiastique de ces églises². Le fonds *mhg*, consacré à l'histoire de Genève, n'est pas moins intéressant pour la France³. M. H. Aubert a publié et publiée, dans le *Bulletin du protestantisme français*, un grand nombre de documents émanant de ces divers fonds. Il a rendu aux travailleurs un autre service encore : il a constitué, à la bibliothèque même, un catalogue alphabétique sur fiches qui renvoie, pour chaque église, aux pièces de ces divers fonds⁴.

Mais, pour l'histoire politique, l'intérêt que présentent les collec-

1. Lettres de Calvin, de Farel, Viret, de Bèze, etc., dans les n° 106 à 120; dans le n° 121, lettres de divers; 134 et 135, lettres de Calvin et de Bèze.

2. En particulier : 16-40, sermons de Calvin; 41-42 et suivants, synodes nationaux de France; 66-67, pièces relatives à l'édit de Nantes; 69, Moyens de détruire l'hérésie en France, par le R. P. Athanase de Saint-Charles, 1678; 69b, registres de l'église de Lyon, 1673-1678; 87b, papiers de Calignon; 89, dépêches de Brissac, 1554-1555.

3. 1454, recueil de traités faits avec la France; 179^a et 179^c, chansons sur les cours de Louis XIII et de Louis XIV; 194-197, lettres diverses du xvi^e siècle. Le n° 197^{aa} contient quinze portefeuilles de lettres et pièces concernant les églises; il forme une section à part (cotée *mCe*), *Correspondance ecclésiastique*.

4. Sur les *Registres* de la Compagnie des pasteurs, voy. H.-V. Aubert, *Nicolas Colladon et les registres de la C^{ie} des pasteurs et professeurs de Genève* (extrait du *Bull. de la Soc. d'hist. et d'archéol. de Genève*, 1900). Ces registres commencent en 1556. — J'ai publié, dans des *Notes et documents sur la Réforme en Auvergne*, les pièces des fonds de la Bibliothèque relatives à cette province. Je suis heureux d'avoir une occasion de remercier ici de leur courtoise obligeance MM. Aubert et Dufour-Vernes.

tions manuscrites de la bibliothèque est encore dépassé par les archives de l'État¹. En dehors des admirables *Registres du Conseil* (voy. L. Dufour-Vernes, *les Archives d'État de Genève*, dans le *Bull. de la Soc. d'hist. et d'archéol.*, t. II, p. 49), elles renferment une série de pièces historiques (dont beaucoup ont été reproduites par Herminjard) sur l'histoire de France, par exemple les lettres de Dangeraut (1533-1537, n° 4092), de nombreux documents sur l'occupation de la Savoie par les Français (1484, 14245, 14252, 14291, 14344, 14326, 14337, 14376, 14377), etc.

C'est dans cette série (sous le n° 4378) que j'ai eu l'occasion de rencontrer cinq pièces, échelonnées de juillet à septembre 1546 et réunies sous ce titre : « Lettres de Jean Arpeau, négociant de Lyon, contenant des avis sur une levée de soldats faite en Provence par le comte Guillaume, — sur la peste de Marseille, — sur les persécutions des réformés à Paris. »

La première observation à faire sur ce recueil, c'est que nous ne possédons pas toutes les lettres de Jean Arpeau. Celles qui nous restent sont datées comme suit :

- I. D'Ancey, le 49 juillet 1546.
- II. De Lyon, le 24 juillet.
- III. De la Charité-sur-Loire, le 3 août.
- IV. De Paris, le 8 août.
- V. De Lyon, le 26 septembre.

Or, nous lisons, au début de la troisième lettre : « Puy mes dernières du 24 et 26^e juillet dernier par moy... escriptes de Lyon, » et elle se termine par ces mots : « Voicy la quatriesme lettre que je vous ay escripte... » Nous avons donc perdu la lettre datée de Lyon, 26 juillet. Celle du 8 août (notre numéro IV) commence ainsi : « Voicy la sixiesme lettre que je vous ay escripte... » Il nous manque donc encore une lettre, écrite entre le 3 et le 8 août. Le nombre total de ces lettres se trouve par là porté au moins à sept.

Les cinq qui nous restent sont des originaux autographes. Quatre d'entre elles sont signées (de la même écriture que le texte) : Jehan Arpeau. Celle qui est écrite de Paris, au plus fort de la persécution, n'est signée que de ces mots : « Votre bon subiect, duquel sçavez le nom. » Elles sont scellées d'un de ces sceaux comme les affectionnaient les marchands et dont le dispositif se retrouve dans les marques des imprimeurs lyonnais, mélange de croix, de lignes et de triangles.

1. Sur le *Livre des habitants*, voy. mes *Notes* précitées.

Quel est l'auteur de ces lettres? La première lettre porte cette mention, d'une autre main que le texte : « De noble Jehan Arpeau, fust marchand de Lyon, demeurant en la maison du président Lambert. » C'est le seul renseignement que nous ayons. Je n'ai pas trouvé le nom d'Arpeau dans le *Livre des bourgeois* de M. Covelle et les registres des habitants n'existent plus pour les années antérieures à 1549. On ne pourrait donc trouver des détails sur lui qu'en se reportant aux *Registres du Conseil*¹.

Autant qu'on en peut juger par sa correspondance, c'était bien un marchand lyonnais émigré à Genève. Il revient en France pour affaires; c'est pour affaires qu'il va à Annecy, à Lyon, à Paris, aux grands jours de Riom. Mais, chemin faisant, il recueille les bruits politiques qui peuvent intéresser Genève; il fait, pour le compte de la République, métier d'agent secret. Ses correspondances présentent une régularité qui leur donne un caractère quasi-officiel. Il numérote ses lettres, il prend des précautions pour qu'elles ne s'égarent pas; par prudence, il s'abstient parfois de les signer. Il offre, en cas d'urgence, d'aller porter les nouvelles lui-même. Il est si bien un agent secret que la République veille sur ses intérêts personnels; il recommande sa femme, restée à Genève, à la bienveillance du Conseil. Il demande à ses « très redoutés seigneurs » de surveiller ses immeubles, de le soutenir dans ses procès.

Nous voyons d'ailleurs qu'il avait été dénoncé à la justice française par un homme avec qui il avait des démêlés. On l'accusa notamment d'avoir prêché en chaire à Genève. Il put établir un alibi : à l'époque où l'on disait l'avoir vu prêcher à Genève, il prouva qu'il était à Paris. Mais il ne dit rien du fait lui-même, et nous ignorons s'il s'est réellement essayé à la prédication. Nous retrouvons, dans l'histoire de la politique genevoise, la trace des indications qu'il a fournies au Conseil.

Jean Arpeau parcourut la France entre juillet et septembre 1546, c'est-à-dire au lendemain de la signature du traité d'Ardres, quand François I^{er}, à la veille de mourir, préparait une nouvelle attaque contre l'empereur. Ses lettres s'ajoutent aux documents trop rares que nous possédons sur cette courte période. Il est, naturellement, surtout intéressé par la réaction que les événements peuvent avoir sur la situation de Genève; il nous explique les terreurs, souvent injustifiées, qui troublaient la cité. Il nous décrit les persécutions de la fin du règne. Il confirme, à propos d'Étienne Dolet, un détail que nous donnait déjà un témoignage un peu postérieur au sien; il

1. Il ne figure pas dans la *France protestante*.

semble bien que, pour éviter l'exécution du *retentum* qui permettait de le brûler vif, le célèbre imprimeur se soit partiellement rétracté avant de subir le dernier supplice.

H. HAUSER.

I.

Jhus. D'Annisie, ce lungdy 19^e juillet 1546.

Trest excellentz seigneurs, mes tres redoubtez et honorés seigneurs, Jhus soit avecques vous. Estant arryvé en ceste ville, ay rancontré ung myen congnu marchant d'Avignon, myen amy et homme de parolle, lequel m'a dict avoyr veu de ses yeux lever certeynes gentz au pays bas, asçavoyr aud. Avignon, au Comtat et circonvoyains, le tout pour le conte Guillaume¹ (lequel est à present à Versel, en Piedmont), et a jà trante mille hommes de guerre, et dit que pour verité son intention est de venir descendre du Piedmont en la Savoye et de ruer sus votre ville de Geneve, et dist que en Avignon le bruyt est que led. conte Guillaume a intelligences secrètes avec le roy de France² (touteffoys de ce n'en est assuré). Mays il dict bien savoyr par verité que Monsr le visz-legat d'Avignon a donné toutes les aydes, conseilz et faveur aud. conte Guillaume et à ses comys qu'il a peu. Et m'a dict davantage avoyr ouy de ses propres oreilles dire audit viscz-legat d'Avignon³ que l'ammass des^{tes} gens a esté fait pour aller contre Geneve, disant avoyr ouy dire semblables parolles aud. viscz-legat : « Ces mechantz heretiques de Geneve et leur adherantz (lesquelx n'ont voulu avoyr jamais autre gouverneurs et superieurs que eus-mesmes) seront toux hesbahis que tout à coup ung de ces jours ilz auront la venue, car le compte Guillaume les pillera comme des grenolhes. » Parquoy, mes tres chers seigneurs, combien qu'il nous fault asseurer soubz la protec-

1. Guillaume de Furstenberg, qui avait été souvent chargé de lever des lansquenets pour le roi.

2. J.-A. Gautier (*Hist. de Genève*, t. II, p. 256) résume ainsi les bruits qui couraient à Genève en 1546 : « Cette année, la guerre qui s'étoit ralentie entre l'empereur et le roi de France par le traité de Crespy ayant recommencé, ces deux princes levèrent de nouveau des troupes de tous côtés et dans le voisinage même de Genève, ce qui tint cette ville en peine pendant tout l'été et qui lui donna occasion de faire travailler avec assiduité aux fortifications. D'autres nouvelles qui lui vinrent de tous côtés ne la tinrent pas moins en haleine. Ces nouvelles portoient que l'empereur se disposoit à faire la guerre aux protestants et aux villes libres d'Allemagne, et que, pour cet effet, il mettoit sur pied une armée de 100,000 hommes. Dans le même temps, l'on apprit qu'il s'en formoit une de 30,000 en Provence et dans le Comtat-Venaissin, qui devoit passer, disoit-on, en Savoie, et qui en vouloit à Genève. » Ce dernier bruit est évidemment celui qui avait été transmis par Arpeau.

3. De 1544 à 1547, c'était Antoine Trivulce (*Gallia christiana*, t. I, p. 845).

tion de nostre capitheyne Jhus-Christ, si est ce que, puyz qu'il nous a donné les sentimentz de nature pour en ayder contre nous tirantz d'ennemys et envieux, il les fault mettre en debvoyr, et ne dormyr point, et pour ce que jà le bruyt est tel que led. conte Guillaume, mesme le viscz-legat d'Avignon, ayant charge du pape son maistre, a envoyé par subtilz moyens des pellerins desguisés, feignant aller à Saint-Claude et passer par Geneve pour espier¹, il faut (soubz correction) y bien prendre garde et commectre et depputer gens loyaux ayant charge aux portes de la ville que, voyant passer telles canalthes et monstres desguisés, de les vous amener pour iceux estre interrogés; car de non les laisser entrer en lad. ville cela ne suffiroit pas, à cause que, si l'on en trouvoyt quelcun sachant telz secretz, cella vous porteroit un grandissime profit, car par telz moyens feu Mgr d'Anguyain gaignat ceste belle journée à Serizolhes, en Piedmont², et pourtant comme à ceux pour lesquels je ay fait profession (tant pour l'honneur de Dieu, de son evangile que pour l'amitié que m'avés portée) d'exposer mes biens, pouvoyr et ma vie pour vous, je vous ay voulu de cecy promptement advertir, pour ce aussi que le comun bruyt est que le Roy doit venir à Lyon, vous signifiant que si atnsin est, qu'il n'y vient pas sans cause, qu'est la raison qu'il ne faut pas attendre le cler de donner bon ordre à faire bon guet et tenir le peuple en si bon ordre, oustant les blasphèmes et autres actes contrayres à notre bon Dieu, qu'il n'aye occasion nous mander ses verges par les ennemys de sa foy.

Mes tres chers et venerables seigneurs, soyés assureé que je feray à Lyon, à Parys et aultres lieux (moyennant la grâce du Seigneur) telles dilligences que je scauray la verité du faict, et, si le cas estoit chault (comme l'on fist à Marindor et Cabrières), je viendray plus tout en poste pour vous en advertir, et, si le cas n'estoit griefz, vous advertiray par lectres (comme de present) ou par messagers exprecz (s'il est besoing), de sorte que me trouverés v^{re} vray subiect, d'ung cueur entier, plus que si je estois né de la ville, et tel vous playra me tenir, vous suppliant, si bon vous semble, la presente communiquer à M^r Calvin³, et, après

1. Gautier, *loc. cit.* : « ... que le pape avoit envoyé des bouteveux dans tous les États protestants, dont l'artifice avoit été découvert à la vérité, de sorte que leur complot n'étoit plus à craindre, mais qu'il avoit suppléé à leur défaut par des empoisonneurs d'eaux qui avoient ordre d'aller de même dans toutes les villes réformées, et principalement dans Genève... »

2. Il est probable que le fait auquel Arpeau fait ici allusion est celui qu'a raconté Du Bellay (éd. Petitot, t. II, p. 494) : « Incontinent après [entre le 6 et le 10 avril] arriva le capitaine Blanfossé, qui ce jour estoit sorty de prison des mains des impériaux..., lequel advertit Mgr d'Anguyen que le marquis Du Guast, avec l'armée impériale, partoist cedit jour de la Mouta, délibéré de venir à Sérisolles... » C'est après avoir reçu ce renseignement que d'Enghien se décida à attaquer l'ennemi pendant sa marche.

3. La commission fut faite. Calvin écrivait à Myconius, le 17 août : « Quid

me estre tres humblement à vous benignes grâces recommandé, je supplieray N^{re}-Seigneur vous mayntenir par son bras fort, en telle sorte que les ennemis (sans allant en grande confusion) soyent tenus louer ce bon Jhu^s-Christ, lequel tousjours triumphera par les siens. Or, la paix de N^{re}-Seigneur Jehuscrist soit avecques vous, amen. Vostre humble esclave et à jamais cerfz, v^{re} obeissant, [signé] Jehan ARPEAU, votre bon subiect.

J'ay adressé les presentes à ma femme pour les vous bailler seurement, la vous recommandant s'il luy survenoit quelque chouse, parce qu'elle est grosse d'enfant, extimant qu'elle est entre les mains de ses pères.

Autogr. scellé. Sur le repli : A mes tres redoubtés et venerables sei-

rex Galliae habeat in animo nescitur. Lugdunum tamen propediem veniet » (*Thesaurus*, t. III, p. 371). Mais, avec son grand sens politique, le réformateur faisait immédiatement la critique de ces nouvelles alarmantes : « Favere etiam Caesari non est credibile. » Les éditeurs de Calvin reviennent sur cette panique (p. 385, n. 2) : « Il a été plusieurs fois question des bruits sinistres qui circulaient en Suisse sur les intentions du roi de France, qu'on soupçonnait de vouloir profiter des troubles de plus en plus imminents en Allemagne pour tenter un coup contre Genève... Le 3 août (cette date coïncide assez bien avec les lettres d'Arpeau), on donnait avis au conseil de Genève que le roi faisait grand amas de troupes sans qu'on sache son dessein. » Ils renvoient aux *Registres*, t. XLI, fol. 203-208, et à Roget, t. II, p. 253 et suiv. La panique une fois passée, le Sénat de Genève faisait rédiger, à l'adresse du Sénat de Berne, une lettre explicative (*Thesaurus*, t. III, p. 385, et Bonnet, t. II, p. 583). Les éditeurs du *Thesaurus* publient cette lettre sous la date du 28 septembre 1546; mais elle est sûrement antérieure, puisque les *Registres* (t. XLI, fol. 209) portent cette mention, de la main du secrétaire : « N'a esté envoyé, mès ordonné le contrayre le 28 septembre 1546. » Voici la partie de cette pièce relative aux terreurs du mois d'août : « Nous ne vous avons point escrit par cy-devant les nouvelles que nous pouvions entendre des pays voisins, et mesme du costé de France, pource que nous ne voulions pas vous troubler devant le temps de vaines suspçons ou légieres. Cependant, toutefois, nous n'avons pas laissé d'estre aux escoutes et veiller de paour d'estre surprins, sçachant bien qu'il n'y a pas grande assurance en ceux qui ne sont point conioinctz avec nous en foy et religion. Mesme nous avions occasion de doubter que le Roy voulüst mener quelque pratique qui ne seroit pas à nostre profit pour plusieurs causes. Le bruit estoit qu'on apprestoit à Lion roues et aultre équipage pour mener artillerie. Nous oyions de l'aultre costé qu'il se faisoit défenses par tout le royaume de ne servir autre prince. Nous ne savions pourquoy cela se faisoit, sinon que le Roy eust quelque entreprise qu'il ne déclaroit pas... » Ils ajoutaient ce détail, évidemment transmis par un espion, mais qui n'est pas dans les lettres d'Arpeau : « Nous laissons à dire qu'il nous a esté rapporté que quelque François s'estoit vanté qu'en brief leurs gens feroient bonne chère en nostre ville... » Des mesures assez sérieuses furent prises, d'après Gautier, t. III, p. 256 : « L'on fit une revue générale de toute la bourgeoisie et de tous les sujets de la République et de leurs armes... L'on fit une publication par toute la ville que chacun fût fourni d'armes dans trois jours... »

gneurs Messeigneurs les sindicques et gouverneurs de la ville et cyté de Genevve, en propre donné incontinant et seurement. Genevve. *Et d'une autre main* : De noble Jehan Arpeau, fust marchand de Lion, demeurant en la maison du president Lambert, le 22^e de julliet 1546.

II.

Jhus. A Lyon, ce 24^e julliet 1546.

Mes tres red[ou]tables et venerables seigneurs, Jhus vous soit en salut. Vous ayant escript d'Annisie, jay du despuys sceu aultres nouvelles, lesquelles extime estre veritables, car je les ay sceu de ceux de qui il les falloyt sçavoyr et vous eusses plus tout escript, neust esté que j'ay voullu sçavoyr quel estoit le plus grand cours entre les banquyers et gens ayantz les advys, puy suys allé aux principaux (que je vous nommeray quelque jour). J'ay ouy tant de nouvelles et contrayres que l'on en feroit une bible, desquelles je ne veux en fâcher vous oreilles, car elles ne le meritent; mais, pour venir au contrayre de ce que j'entenday à Annissie touchant du conte Guillaume, de ce que l'on disoit qu'il avoyt levé quelques gentz en Avignon et circonvoyins, et avoit 30 mille hommes pour descendre à Genevve, quant ad ce poinct, cella n'est riens; la verité est telle que pour aujourdhuyl le conte Guillaume est ung corps sans âme. Il est vray qu'il c'est ingéré envers le pape, le roy et aultres pour pouvoir faire telles actes, mais personne ne l'a voullu y ouyr; et quant aux gentz que l'on a levé en Avignon et Provence, c'est chouse veritable (non touttefois pour mener en Piedmont), may l'on a levé six enseignes pour la Provence, qui sont trois mille hommes, lesquels gardent en campagne une lieue et deux loing autour la ville de Marseille (dans laquelle par verité n'y est demeuré personne, et ce je le sçay par gentz de foy), à cause de la peste qui est si grande que de vie d'homme l'on ne la vist telle, car l'on a habandonné Marselhes, Arles, Ays, de laquelle le Parlement en est sorty et est à Pertuys; et parce que de della la Durance, par toutes les villes et villetes, la peste y est en si grande outrance, les parlements ont prohibé et deffendu de non laisser passer personne aux ports, de sorte qu'il y a la plus grande partye (dont le nombre est presque infiny) lesquels meurent plus tout de faim que d'aultre chouse; par quoy tant ceux qui sont pestiferez que aultres tâchent de fouy[r] là où ils peuvent et ont infect beaucop de villes, qu'a esté cause que l'on garde partout²;

1. La date a été mal lue, ou bien c'est la date d'arrivée de la lettre. Le « président Lambert » serait-il le président de la Chambre des comptes de Savoie, né en 1480, et qui vivait encore en 1543?

2. Sur cette peste, voy. dans le *Recueil mémorable d'aucuns cas merveillex*, de Jean de Marcouville (Cimber et Danjou, t. III, p. 409) : « *D'une estrange et merveilleuse contagion d'air qui fut à Aix en Provence l'an 1546...* La contagion d'air qui s'esleva l'an 1546, sur la fin du mois de may, si espou-

dont me semble, mes tres redobtez, qu'il seroit bon ne laissiez entrergentz de Provence en v^{re} ville que premyerement ilz ne feussent examinez si sont infectz et leur donner le serment, comme l'on fait par descà aux postes, pour confesser combien il y a de temps que ilz sont partys des lieux infectz, car ilz ne regardent où c'est qu'ilz se mettent.

Quant à l'alliance que l'on disoit que le Roy s'entend avec l'empereur et pape, cella n'en est riens, ayns le Roy et tout le royaume desireroient que l'empereur fust bien froulté des protestans¹. Mesmes jà icy avons nouvelles (ne sçay si elles sont veritables) que les protestans ont gaigné quelques villes sur l'empereur, dont l'on en est marry (non pour tenir le party de l'empereur), mays parce que l'on dict que cella donnera moyen à l'empereur d'appointer, ce qu'il ne feroit, qui luy pourroit estre plus grande ruyne; et voillà les raisons. Et dict on que le Roy se gardera bien prendre inimitié contre les Suisses. Vray est que le Roy vient à Lion, mais ce ne sera que par vendenges, et s'arrestera à Moullins; auquel lieu se doit trouver le duc de Savoye, avec lequel veult faire appointment²; les ungs disent que le Roy luy veult rendre ses terres et pays, les aultres disent qu'il luy veult bailher le duché de Bourbon en recompense; les aultres disent que le Roy luy doit faire rendre les villes que Messieurs de Berne ont³, et luy bailher son pays, excepté Bourc, Chambéry, Thurin et quelques autres grosses villes; en sorte que, veu les dyversités, je n'adjouste foy en riens qui soit, car les autres presument mariage du fils du duc de Savoye à la fille du Roy⁴, si est ce qu'il est vray que ilz ce doivent trouver à Moullins, car cella est conclud. Je suis fort hesbahy de ce que l'aultre

vantable à Aix en Provence, qui dura près d'un an entier, que le pauvre peuple mourait en mangeant et buvant, et en mourut un si grand nombre que les cimetières estoient si pleins des corps des morts qu'il ne se pouvoit plus trouver lieu où l'on les peust inhumér. » Le Pertuys, dont il est ici question, est aujourd'hui un ch.-l. de canton de l'arr. d'Apt (Vaucluse).

1. Ces bonnes nouvelles ne dissipèrent pas immédiatement toutes les craintes. Lettre précitée de Genève à Berne : « Et combien que nous feussions advertis que telles défenses (voy. lettre du 3 août) se faisoient en faveur de MM. les protestants, toutefois nous pensions qu'il se faisoit bon tenir sur ses gardes et en estions en souley, attendu mesme que le Roy estoit si prochain de nostre ville... Maintenant nous louons Dieu que le Roy s'est un peu eslongné, et encore plus de ce que nous entendons que si l'empereur avoit du pire il se voudroit ruer sus. »

2. *Ibid.* : « Le bruit courait qu'il devoit tirer vers Chambéry. » Le duc dépossédé de Savoie était encore Charles III, qui ne mourut qu'en 1553.

3. Les Bernois avaient occupé en 1536 le Chablais et le pays de Gex, qui formèrent les bailliages de Gex, Thonon et Ternier, tandis que la France occupait la Bresse, le Bugey et la Savoie méridionale. La duchesse de Nemours avait conservé le Faucigny.

4. Emmanuel Philibert devait en effet épouser Marguerite de France, duchesse de Berry, mais seulement après le traité de Cateau-Cambrésis.

me compta à Annessie (veu qu'il est homme de bien), il fault qu'il aye mal entendu.

Mes tres redobtez, j'extime qu'il y a long temps que estes adverty de la grande alliance du Roy avec le Roy d'Angleterre; l'on dict que oncques ilz ne furent si grands amys¹. J'ay mandé à ma femme la publication qu'en fust faicte à Parys, imprimée en ceste ville², pour vous bailler, et combien que ce soit peu de chouse, l'ayant trouvée nouvelle la vous ay voullu mander. Vous playra excuser mon ignorance, car je desirerois que mon Dieu m'eust fait telle grâce avoyr le pouvoyr exercer envers Vous Majestés le bon vouloir que j'ay, lequel est tel, que oncques envers mon propre père ne l'eu si grand, Dieu le me veulle augmenter.

Je vous eusses bien escript plusieurs aultres nouvelles, mays parce que elles sont ung peu chatouilleuses, je les vous diray de bouche à mon retour. Or, mes tres honnorez, après me estre tres humblement recommandé à vous benignes grâces, je supplieray le tres hault vous mayntenir es chouses jà par vous (moyennant son saint Esprit) si bien commensées, vous fortifiant es multiplications de sa s^{te} grâce, pour resister à vous ennemys, lesquels non seulement entreprennent sur vous, mays contre le Christ de Dieu vivant, auquel seul soit honneur et gloire à jamays, ainsin soit-il. Par celluy lequel à jamays desire estre vostre esclave, [signé] Jehan ARPEAU, votre bon subiect.

Autogr. scellé. Sur le repli : A tres haultx et tres puyssantz mes tres redoubtés seigneurs, messeigneurs les sindicques de la ville et cyté de Genève et gouverneurs d'icelle cité. A Genève.

III.

Jh^{us}. A la Charité, près Caune, ce mardy 3^e aoust 1546.

Combien que (puy mes dernières du 24 et 26^e de julliet dernyer par moy à vous, mes tres redoubtez et venerables seigneurs, escriptes de Lyon) n'ay sceu autres nouvelles ny moins contrayres ad ce que je vous ay escript, si est ce que l'hobeissance fillialhe (et non contraincte) que je vous porte (comme tenu) m'a esmeu vous escrire la presente, à celle fin que cognoissiés ne suys paresseux à vous donner advys de toutes chouses, et pour ce fayre j'ay demeuré et susjourné ung jour à Moulins pour sçavoyr des affayres, lesquels vous asseurerés pour verité que le Roy n'a aucune intelligence avec l'empereur, ny moins avec le

1. Le traité d'Ardres avait été signé le 7 juin. Le 8 juillet (Delisle, n° 15208) des pouvoirs furent conférés à Odet de Selve pour promettre au nom du roi l'exécution du traité (voy. Lefèvre-Pontalis, *Corresp. d'Odet de Selve*). Les instructions de l'ambassadeur sont du 22 juin. Il arriva en Angleterre le 4 juillet.

2. La *Bibliographie lyonnaise* de Baudrier ne signale pas cette plaquette.

pappe; et voudroit le Roy, ensemble tout son pays, la ruïne de l'empe-
reur. Le Roy n'a garde estre contrayre aux Allemantz, ayns leur
voudroit ayder plustout que nuyre. Il n'y a aucune intelligence du
Roy au duc de Savoye qui vous soye contrayre, ny moins aucune
faveur¹, et, pour monstrier qu'il est ainsin, il est vray que le Roy a
cassé toutes garnisons, et y a huit jours que par tout le royaume de
France le Roy a fait cryer (mesmes à Moullins) qu'il n'y aye gendar-
merie si hardie que en passant aye à susjourner dux ou trois jours *et*
passé le nombre de dix chevaux; et là où l'on trouvera que aucuns
(estant plus du nombre de dix chevaux) susjournent plus de trois jours,
il permet et commande à tous laboureurs et gens des villes, de
quelque qualité qu'ilz soyent, de les tuer (ce qui fut hier faict en
Bourbonnoys, là où ilz en tuèrent quelques nombres)². Cella j'ay veu
cryer à son de trompe, l'asseurant veritable. D'allyeurs l'on a faict def-
fences à toutes gens, de quelque qualité qu'ilz soyent, gensdarmes ou
aultres, de non porter par les champs ny es villes aucuns herquebus,
pistolletz, armures interieures et exterieures, commandant à tous pre-
voustz generaux et particullyers de faire pendre et estrangler ceux que
l'on trouvera saisis de telles chouses trois jours après la publication
d'icelles lettres. Voillà donc qui vous doit assseuer de mon prece-
dant dire.

Il y a six jours que l'admiral d'Angleterre³ est arrivé à Parys avec

1. Lettre précitée : « De ce voyage de Chambérie nous estions informés du
contraire, mais que plustost il prétendoit de s'approcher du costé de Langres,
pour sçavoir plus commodément nouvelles d'Allemagne. »

2. Delisle, n° 15172 : « Lettres patentes portant défenses aux gens de guerre
d'aller par troupes, quand ils quitteront les armées, sous peine d'estre dis-
persés par la force. Fontainebleau, 30 juin 1546. » — N° 15228 : « Lettres
patentes portant défenses à toutes personnes de porter des armes à feu ou
autres, à la réserve des gens d'armes du roi, et ordonnant à tous les déten-
teurs d'armes de les porter aux maisons de villes ou châteaux les plus voisins.
Fontainebleau, 16 juillet 1546. » — N° 15307 : « Édit prohibant les assemblées et
ports d'armes, sous peine de mort et de confiscation de bien. Fontainebleau,
1^{er} août 1546. »

3. Sir John Dudley, vicomte de Lisle, comte de Warwick, puis duc de Nor-
thumberland, amiral d'Angleterre de 1543 à 1547. C'est lui qui, avec d'Anne-
bault, avait traité à Ardres. Du Bellay, t. II, p. 604 : « Le roi dépescha
M. l'Amiral et M. Raimond, premier président de Rouen, pour aller à Ardres,
et se trouva à Guines l'Amiral d'Angleterre, nommé millor Dudelet, qui, depuis,
a esté duc de Nortombelland. » Du Bellay explique que, comme il est dit dans
notre texte, Dudley alla recevoir le serment de François 1^{er}, d'Annebault celui
de Henry VIII. — On lit dans les instructions remises à O. de Selve le 22 juin
(Lefèvre-Pontalis) : « Après luy dira [à Henri VIII] que Mgr l'admiral se déli-
bère, suivant le commandement qu'il en a eu du Roy, de bientost partir pour
se rendre par delà tant pour le faict de la rattification que pour plus manifes-
tement luy déclarer et faire entendre le grand aise et contentement que led.
sgr a eu de lad. paix et renovation d'amitié. »

trois cents chevaux; le Roy est allé à Fonteyneblau pour le recepvoyr¹, et ce dist pour verité que le Roy ayant festoyé led. admiral, le Roy va incontinent à Troye et par toutes les villes fortes de la Champagne, mesme aux villes frontyères, pour y mettre bon ordre, parce qu'il dict que si l'empereur ce trouve confus (contre les protestans) et qu'il ne puyse pas passer sa gendarmerye (comme il extimoit), il doute qu'il ne se rue sur la France (comme homme desesperé)². Et cella n'est pas trop mal regardé au Roy, voyant que l'empereur est homme si inique, pervers et cauteleux. Ayant visité la Champagne, le Roy vient à Moullins³, la raison pourquoy l'on ne sçayt. Il est bien vray que l'on dict que le duc de Savoye a faict parler au Roy de bailler son filz à sa fille; le Roy a faict du sourd, et le comung bruit est que le Roy ny son conseil n'y veullent entendre, car le duc de Savoye est trop petit compagnon pour aujourd'huy. Icy l'on dict que à Thurin et aultres villes de Piedmont (tenant pour le Roy)⁴; mesmes le prince de Melphe⁵, lieutenant general pour le Roy, est à Thurin, ayant grosse garnison. Et ce jourdhuy, à la disnée, j'ay rancontré le chevallier Jehan de Thurin⁶, Itallyen, ayant grosse charge du Roy, lequel va en Piedmont pour donner bon ordre à tout, à cause de ce qu'il ce doute de l'empereur (comme je vous ay escript cy-dessus) ne ce veuille ruer sur la France. Mays d'avoyr inimitié contre vous ny à ceux de Berne, assurés-vous qu'il n'en a aulcune.

1. Dès le 4 juillet, de Selve écrivait au roi (p. 3) que Henry VIII lui avait annoncé le prochain départ de Dudley. L'amiral fut accrédité, le 7, avec l'évêque de Durham et le doyen de Canterbury. Ils partirent pour Boulogne le 13. François I^{er} prêta serment entre les mains de l'amiral, à Fontainebleau, le 1^{er} août (Delisle, 15308). C'est seulement huit jours plus tard que d'Annebault arriva en Angleterre. Il semble, d'après la correspondance d'Odet de Selve, que François I^{er} ait voulu esquiver l'envoi de son amiral, mais Henry VIII tint bon.

2. Du Bellay, t. II, p. 606 : « Après la paix accordée avec le Roy d'Angleterre, le Roy... voulut luy-mesmes visiter sa frontière, tant de Champagne que de Bourgogne..., et s'achemina par la Bourgogne. » Voici l'itinéraire de ce voyage, d'après les *Actes* : il est à Pithiviers le 6 août, à la Cour-Dieu le 9, à Moullins les 19, 20, 23, à Chevagnes le 26, à l'Abergement les 6 et 7 septembre, à Bourg le 8, à Cuisery les 10, 11, 13, à Sennecey le 15, à Verdun-sur-Saône le 17, à Argilly les 21, 24, 26, 28, à Cîteaux le 30 septembre. Je ne vais pas plus loin, puisque notre dernière lettre est du 26.

3. En réalité, il vint à Moulins d'abord.

4. *Sic*. Arpeau n'a pas terminé sa phrase.

5. Jean Caraccioli, prince de Melphe (*Brantôme*, éd. Lalanne, t. II, p. 226 et suiv.), avait passé du service de l'empereur à celui du roi, qui le fit maréchal, capitaine de cent hommes d'armes, chevalier de l'ordre, lieutenant général en Piémont (voy. Du Bellay, t. II, p. 597).

6. *Brantôme*, t. II, p. 269 : « De ce nombre estoient ces braves gens : San Petro Corso, Joan de Thurin... » (IV, 73), parmi les colonels du roi en Piémont. T. II, p. 3 : « Le déterminé Jean de Thurin, duquel je parle ailleurs. » Il était, comme le Corse Sampiero, élève du célèbre Jean de Médicis (voy. *Brantôme*, t. VI, p. 245).

A ceste cause nous remercierons de bon cuer ce bon pasteur cel-
leste, qui a si grand soing de son troppeau, tellement qu'il ne veult
permettre la ruïne de ses brebis, ayns les veult preserver des loups
ravissans que cherchent à les dévorer. Mes tres redoubtez, parce que
j'ay entendu que (comme telx que vous estes soigneux à pourveoyr sur
votre polisse) avez ordonné de faire provysion de vivres et munitions,
faisant commandement à tous vos subiectz (cellon leur quallité) d'en
estre pourveux, c'est une chouse trest sagement et prudemment faicte;
ce neanmoyns je vous veux prier d'avoyr pour excusée v^{re} servante ma
femme, en considerant qu'il n'y a guyères qu'elle est là, et à present
est sans mary, parquoy vous supplie l'excuser jusques à mon retour, et
je luy manderay des harnoys tant que cognoistrez que je suis des
hobeissantz et esclave de v^{re} ville. Je vous extime tant doux, begnins
et charitables, que aurés consideration des chouses à vous congnues.
Je vous ay de cecy voullu escripre, pour vous donner à cognoistre mon
affection (lacquelle n'est de vous deshobey[r]), ayns en tout et partout
(cellon la grâce que le Seigneur me donnera) vous obeyr en toutes
chouses, celon son honneur et gloyre. Or, pour ce que si le Seigneur ne
garde la cyté, celluy veille en vain qui la garde, je le prieray donc
par Jh^{us}-Christ, n^{re} seul médiateur et advocat, il luy plaise garder v^{re}
cyté de Genefve, tant excellente es biens spirituels, de sorte que se
soye exemple aux tirantz et inicques, pour eux ce convertyr au Sei-
gneur, et vous doint telle augmentation de grâces, que fassiez relluyre
sa gloyre sur votre peuple, de sorte que cella ferme la bouche aux
ignorans et contrayres de son non, et que si sa fureur est ung peu (à
bon droyt) sur nous esmeue, qu'il luy playse nous chastier de sa
propre main et ne permectre que ce soye par le moyen de ceux qui
tâchent usurper son honneur et gloyre, affin que ilz n'ayent à blasphé-
mer contre luy, attribuant force à leur[s] vertus, ains la transporte[n]t
au seul Dieu, auquel soit honneur et gloire aux siècles des siècles.

Affin que Mons^r Calvin soit participant des nouvelles, plaize vous la
presente luy communiquer (moyennant que soyt votre bon plaisir), et
ce bon Dieu vous benisse en toutes chouses. Je seray vendredy à la
court, vous aurés de moy toutes nouvelles. Jh^{us} soit avec vous en
force et vertu. Par celluy duquel vous pouvez disposer comme du
moyndre de vos esclaves. V^{re} hobeissant subject, [signé] Jehan ARPEAU.

Voicy la 4^e lettre que je vous ay escripte, pour sçavoyr si l'on en
esgarera point¹.

*Autogr. scellé. Même suscription, suivie des mots seurement et subi-
tement.*

1. Il y en a donc une de perdue, car celle-ci est la troisième.

IV.

Jhus. De Parys, ce 8^e aoust 1546.

Voicy la 6^e lettre¹ que je vous ay escripte, mes redoubtés; despuis n'est survenu riens de nouveau (excepté que icy l'on fait des grandes percecutions contre les crestyens), de sorte que l'on en a bruslé quatre en trois sepmaines², et l'on s'appreste pour en brusler davantage, que sera la cause que ne seray nommé en la presente. Douillet a esté le derrier, lequel est mort infidelle, et fort malheureusement, cregnant estre bruslé vif³. Quant à la court, le Roy est à Crousier, près Orleans⁴, et sera dans mescredy à Montargis, dellà sans va à Moullins (suyvant ce que par cy-devant je vous ay escript), et n'a pas esté à Troye et en Champagne, car il y a envoyé d'autres.

L'admiral d'Angleterre ensemble l'admyral de France⁵ partirent hier pour aller en Angleterre par amytie (entre lesquels la paix ne fust jamais si grande). Il n'y a autres nouvelles. A mon retour je passeray à la court, et pour l'honneur de vous, mes tres vénérables, je susjourneray là quelques jours pour sçavoir les nouvelles (desquelles vous advertira[y] cellon ce que la matyère le requerra).

Je suys tant fesché des percecutions que l'on fait icy que je ne sçay que je fays, et parce que ma femme est là (comme estrangère) nouvelle, grosse d'enfant, sans parentz, je la vous recommande s'il luy survenoit quelque chouse. Ce sera charyté, de laquelle ne serés esconduyt de ce bon Dieu, et de ma part je m'employeray satisfere cellon mon pouvoyr. Et en priant Jhus-Christ vous garder en sa saulve garde, par lequel celluy se desnye du tout pour soy advouer v^{re} esclave et bon subiect, duquel sçavez le nom.

Autogr. non signé. Scellé. Même suscription.

1. Il y en a également une de perdue entre celle du 3 août et celle-ci.

2. Calvin, le 11 août, annonce le martyre de Pierre Chapot, libraire dauphinois. Le 17, il écrit à Myconius : « Curia tamen Parisiensis miro furore ardet ad pios trucidandos. »

3. Il fut brûlé le 3 août. Quant au bruit d'une palinodie de Dolet avant de mourir, voy. *France protestante*, 2^e éd., t. V, p. 432 : « D'après une lettre de Florent Junius, du 23 août, qui rapporte le témoignage d'une personne ayant assisté à l'exécution, le bourreau l'aurait forcé, par la menace de lui couper la langue et de le brûler tout vif aux termes de l'arrêt, à invoquer avant de mourir la Vierge et son patron saint Étienne. Il fut seulement pendu et brûlé ensuite. » On voit qu'Arpeau avait recueilli ce même bruit dès le 8 août.

4. Il était le 6 à Pithiviers. Il sera à Moullins le 19. Crousier est-il *Crouzilles*, près l'Isle-Bouchard, ce qui est assez loin d'Orléans?

5. D'Annebault avait succédé à Brion, mort le 1^{er} juin 1543. Nous avons ici la date exacte (7 août et non 4 août, comme le croyait M. Lefèvre-Pontalis) du départ de l'amiral pour l'Angleterre. Nous voyons aussi que les deux amiraux partirent ensemble, ce qui explique la brièveté du séjour de Dudley en France.

V.

Jhus. A Lyon, ce 26^e septembre 1546.

Mes tres redoubtés et venerables seigneurs, Jhus-Crist soit avec vous, vous advertissant que pour quelques affayres necessayres suys contrainct m'en aller jusques aux grandz jours de Ryons, en Auvergne¹, et parce que ne suys asseuré si je y demourray beaucoup ou non; aussi, considerant que, dans six jours dactés des presentes, le terme de six sepmaines expirera, au moyen de quoy les femmes qui nettoient en la mayson n'auront plus que fayre, et ne feroient que me faire despençe, coustz et fraictz inutilles, ce considéré il plaise à vous reve-rances et benignités permectre au s^r Maldonnat (auquel je escriptz)² de fayre sarrer ladicté mayson jusques à ma venue, qui sera le plus-tout que je pourray, et vous playrra fayre fayre comandement par vous officiers esdictes femmes de sortir aud. temps, et le s^r Michel Varro³ les contempera de leur[s] gages. Aussi parce que led. temps de deux moys est expiré de l'exécution de Estienne de Vanes⁴, je vous requiers humblement que ledict bien executé soit relâché, ayant esgard es lettres à vous par moy exhibées, par lesquelles l'on a clere-ment veu son faux donner d'entendre. Led. de Vanez pour me molles-ter a mayntenu de par dessa aux seigneurs de la justice que, quant il fut là, il me veit prescher en chayre, et que je avoys gage de la ville; doncq m'a fallu prouver que je estois à Parys de ce temps, et, sans les bons amys que j'ay eu, j'eusse eu de l'affayre beaucoup. Par cella vous pouvez cognoistre la mallice et calomnie de l'homme, dont vous playrra mon bien relaxer et les clefz rendre aud. seigneur Maldonnat.

N'estant asseuré de message fidelle, ne vous escripray d'autres nou-velles, sinon que Strossy⁵ (l'ung des experts itallyen[s] es armes qui se

1. Delisle, n° 15319 : « Ordonnance pour la tenue des grands jours à Riom, du 13 septembre au 10 novembre, avec ressort sur l'Auvergne, le Bourbonnais, le Berry, le Nivernais, le Forez, le Beaujolais, le Lyonnais, le Mâconnais... De Moulins, 19 août 1546. »

2. *Livre des bourgeois*, p. 250 : « 1556, 30 janvier. Jehan Doysy, dict Mal-donnade, filz de Gilles, de Vallenciennes. » Les Maldonnat étaient donc depuis au moins dix ans à Genève lorsque Jean fut reçu à la bourgeoisie.

3. *Ibid.* : « 1530, 19 septembre. *Honorabilis Michael Varo*, » dont il est ici question. C'est sans doute à cette famille que se rattache (1556, 3 juillet) « Hierosme Varo, filz de Jean François, de Moncaillier, appoticaire, en consi-dération de ce qu'il a esté cy-devant à la guerre et que ses parents sont citoïens. »

4. Je n'ai rien sur ce personnage.

5. Est-ce Pietro Strozzi, plus tard maréchal de France, qui mourra au siège de Thionville en 1558, ou Leone Strozzi, prieur de Capoue, lieutenant général des galères du roi, tué à Piombino en 1554? (voy., sur le premier, *Brantôme*, t. II, p. 239 et suiv., sur le second, t. IV, p. 120 et suiv.). Leone Strozzi fit

treuve point) a eu congé du Roy, et à luy liberté donnée, de servir qui luy playra; luy estre venu icy a levé trois centz mille escutz (comprins cinquante mille que le Roy luy a fait bailler icy de l'argent de Languedoc), et pour verité est party en poste pour aller ayder au camp des protestans, car il est ennemy mortel de l'empereur. Il c'est vanté de distraire les principaux gens de guerre itallyens que l'empereur aye en son camp, ce que aultrefois l'a desjà fait, car il est homme de grand credit et astuce. Survenant aultre chouse serés advertix. Priant N^{re}.-Seigneur vous augmenter tousjours ces grâces, esquelles si vertueusement vous estes jà par cy-devant exercités, ainsi soit-il. De vostred. hobeissante mayson, par v^{re} humble esclave et fidelle subiect : Jehan ARPEAU.

Aussi je requiers que led. de Vanez soit condampné en mes despends, dommages et interestz par prinse de son corps, car il n'a riens.

Autogr. scellé. Même suscription que les précédentes.

une expédition en Écosse en 1547 pour punir les meurtriers de l'archevêque de Saint-André. « L'un des plus experts » se rapporterait plutôt à Pierre, connu comme ingénieur (*Ibid.*, t. II, p. 272).

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

CONGRÈS DES SOCIÉTÉS SAVANTES. — M. AULARD a prononcé à la séance générale du congrès, le 9 juin 1900, un discours qui mérite d'être signalé à l'attention de tous les travailleurs de province. Après avoir fait observer que la province, malgré le rôle prépondérant de Paris, a exercé une influence directrice sur la politique générale, et représente mieux que Paris, au point de vue administratif, les institutions générales du pays, il invite les historiens à entreprendre une enquête méthodique et complète de l'histoire provinciale depuis la Révolution. Cette enquête est déjà commencée, mais elle peut être poussée avec une grande activité si les membres des Sociétés savantes de province associent leurs efforts et entreprennent des travaux collectifs. M. Aulard demande d'abord des répertoires de toutes les publications de l'histoire contemporaine parus depuis 1875, l'impression des inventaires des archives postérieures à 1789, enfin et surtout des histoires des départements, des monographies d'au moins une ville importante et un village par département, des dictionnaires biographiques locaux et la publication, non pas intégrale, mais par analyses et extraits, des délibérations des assemblées départementales et municipales. M. Aulard voudrait même, ce qui est plus délicat, qu'on s'occupât de recueillir les traditions orales sur les faits de l'histoire contemporaine et surtout sur les fluctuations de l'opinion. Il pense que les Sociétés savantes pourraient arriver à organiser la communication de bibliothèque à bibliothèque et d'archives à archives des livres et des documents. Nous nous associons à ces vœux et nous espérons que les professeurs des lycées et des universités se mêleront de plus en plus aux Sociétés savantes pour y répandre un esprit de vie, de liberté et d'activité scientifique.

G. M.

HISTOIRE SOCIALE¹. — *La Grande industrie en France sous le règne*

1. Dans mon dernier bulletin (juillet-août, p. 315-317), j'avais assez vivement pris à partie M. Jean de Villeurs, éditeur des mémoires ou pseudo-mémoires de Chavagnac. M. Jean de Villeurs est venu fort galamment s'expli-

de Louis XV, de M. Germain MARTIN¹, est très supérieure à son précédent ouvrage, *la Grande industrie sous le règne de Louis XIV*, que l'introduction résume à grands traits. Les divisions sont claires : l'administration, les manufactures et les inventions, patrons et ouvriers. Les recherches bibliographiques sont aussi complètes et aussi variées qu'on peut l'exiger en un pareil sujet. Ce qu'on peut reprocher à M. Germain Martin, qui nous apporte une masse énorme de renseignements (pas tous inédits, un grand nombre ont été déjà donnés par des Cilleuls), c'est d'avoir fait trop exclusivement une collection de petits faits, qui se suivent en petites phrases de la manière la plus sèche du monde, sans que le lien en soit toujours visible. Certaines pages sont vraiment fatigantes à lire. Voici, par exemple, la page 442 : « Un juif, Abraham Bartholomy, obtient un privilège pour établir une grande fabrique d'amidon. Un Suisse file et tord des lins à Antony près Paris, *tandis que* [transition toute factice] les habitants de Reims peuvent seuls acheter les marcs de Champagne pour fabriquer de l'eau-de-vie. Un Anglais, etc... A Givet, on fabriquera du savon noir... » et plus loin : « A Corbeil, Montois et sa femme tannent des peaux de bœufs, veaux et moutons ; à Givet, en Hainaut, le sieur Bertrand lui fait concurrence, etc. » Ce sont des fiches cousues bout à bout, et pas toujours en très bon ordre. Malgré les divisions indiquées plus haut, l'auteur mélange

quer avec moi et il a reconnu que presque toutes mes critiques étaient justifiées, mais en ajoutant qu'il n'était pas l'auteur responsable — ou le seul responsable — des fautes que j'avais relevées. L'édition populaire a été publiée par le libraire sans même consulter l'auteur, et d'après une simple « traduction » cursive qu'il avait faite pour son usage personnel en lisant le texte de 1699. Le second volume n'a pas paru parce que la famille de Chavagnac a cru devoir arrêter une édition publiée dans ces conditions : personne ne lui donnera tort. Pour ce qui est de l'édition in-8°, la couverture en a été tirée sans le bon à tirer de l'auteur, qui imprimera à l'avenir « reproduction de l'édition princeps. » Le « cadet de Gascogne » est une fantaisie de copiste. D'autre part la famille Chavagnac croit à l'authenticité du texte. Elle posséderait une lettre d'un neveu de Chavagnac protestant contre la publication, faite à son insu, des mémoires de son oncle. Que ne donne-t-elle cette lettre ? Pour M. de Villeurs, la grande preuve d'authenticité, c'est la valeur militaire des renseignements donnés par les *Mémoires* sur Condé (Seneffe) et Montecuculli ; ces derniers n'ont pu, à son estime, être fournis que par quelqu'un ayant assisté aux conseils. Mais ceci prouverait tout juste que le faiseur des *Mémoires* a eu entre les mains des papiers de Chavagnac. — Ajoutons que M. J. de Villeurs ne fait qu'un avec le général Hardy de Périni, auteur d'estimables travaux d'histoire militaire, *Batailles françaises*, dont le troisième volume (1621-1643) est paru et dont le quatrième (*de Rocroi à Denain*) est sous presse.

1. Ouvrage publié par la Société des études historiques. Paris, Fontemoing, 1900, in-8° de 402 p.

un peu trop trois questions distinctes : 1° le régime de l'industrie; 2° le développement économique; 3° l'état social. C'est cette dernière partie qui est la mieux traitée. L'auteur montre, surtout après 1750, la concentration croissante des industries, l'augmentation considérable du nombre des ouvriers ¹. Il établit qu'avant Turgot la liberté du travail (p. 262) était la règle dans la grande industrie et qu'il y existait un véritable marché du travail. Il signale les interventions de l'État sur ce marché pour empêcher la hausse normale des salaires (p. 270), l'action des monopoles patronaux qui s'opposent au libre jeu de l'offre et de la demande (p. 334), l'infériorité croissante du salaire des femmes. Son livre apporte donc de nouveaux arguments à ceux qui refusent de se représenter le passé comme un « âge d'or » (p. 342), et M. Germain Martin a fait, en l'écrivant, œuvre d'historien ². Il décrit l'industrie du temps de Louis XV comme une industrie déjà très puissante, très perfectionnée au point de vue mécanique (vapeur à part), douée de tous les caractères techniques et sociaux qui caractérisent la grande industrie.

XV^e-XVI^e SIÈCLES. — M. André LEBEY doit assurément n'avoir que mépris pour les historiens qui peinent sur les textes et qui se croient obligés à ne mettre dans leurs livres que ce que ces textes contiennent. Il a entrepris, dans son *Essai sur Laurent de Médicis, dit le Magnifique* ³, « de faire sortir de l'ombre où elle était oubliée la vie d'un grand homme. » Il le fait d'un style étrange, où le pathos du roman héroïque (p. 3 : « Florence, la ville élue, élève vers une beauté radieuse le sceptre sanglant de son lys rouge. » P. 292 :

1. Voy., p. 273, un passage de Turgot qui énonce en propres termes la loi d'*airain* : « En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. »

2. Un index et des appendices très intéressants complètent le volume, mais on regrettera la rareté des notes sur les noms des produits manufacturés et sur les procédés de fabrication. L'histoire sociale ne saurait se passer d'un peu d'histoire de la technique. Malgré un erratum très chargé, il y a beaucoup de fautes d'impression : « prescrites » (p. 56) pour *proscrites*; « Saint-Étienne, Dumont » (p. 310) pour *Saint-Étienne du Mont*, et un trop grand nombre de semblables. Il ne faut pas citer une loi de la Sérénissime République d'après le journal *le Matin* (p. 310). M. G. Martin (p. 263), parlant des révoltes des ouvriers anglais contre les machines, dit qu'« en France on remarque peu de faits semblables »; pourtant lui-même en cite ailleurs d'assez nombreux. — Signalons, du même, une plaquette de 1898 : *Buffon maître de forges. — La Fayette et l'École pratique de tissage de Chavaignac*. Le Puy, Marchessou.

3. Paris, Perrin, 1900, in-16 de II-317 p. Donne le portrait de Laurent par Giorgio Vasari. Le livre est dédié « Aux pierres de Florence et aux cyprès du Val d'Ema. »

« Ces deux lèpres qui, sous le nom de protestantisme et d'inquisition, ont déchiqueté de leurs chancre noirs et rouges le bel ornement lisse de la peau nue, etc. » alterne avec des aridités de dictionnaire. Inutile de dire que, à l'instar de feu Hector de la Ferrière, il transpose en dialogues animés le style indirect des documents¹. Ses règles de critique sont bizarres : « Je me suis servi, dit-il, de tous les historiens, et surtout de ceux du pays. » Et ailleurs, p. 73 : « Rinuccini, Morelli et Gambi le prétendent, mais pourquoi croire ceux-là et non ceux qui établissent le contraire ? » Il cite pêle-mêle (p. 137), et comme si ces diverses autorités étaient du même ordre, Cipolla et Reumont, Fabroni, Capponi et Machiavel. Pour lancer cette affirmation énorme que Sixte IV « permit d'exercer la sodomie pendant les trois mois les plus chauds de l'année », il lui suffit de s'appuyer sur « Wessalus » de Groningue² ! Les papes eux-mêmes n'ont-ils pas droit à un peu plus de justice ? Au fond, sa seule règle de critique est de tenir pour vrai tout ce qui est favorable aux Médicis, pour faux tout ce qui les condamne. Il reproche aux précédents historiens de Florence leur fanatisme républicain ; il rétablit l'équilibre en faisant de son livre une apologie de la tyrannie ; il éclate en amusantes colères contre Savonarole, Sismondi et M. Perrens³. Il n'apporte rien de nouveau, en somme, à notre connaissance du Magnifique. La question si intéressante des rapports de Louis XI avec Laurent est presque complètement négligée⁴.

Tout autre est la thèse française de M. J. PAQUIER, *L'Humanisme et la Réforme : Jérôme Aléandre, de sa naissance à la fin de son séjour à Brindes (1480-1529)*⁵. M. Paquier a fait de consciencieuses

1. Voy. en particulier, p. 306-308, comme Laurent se confessa à Savonarole.

2. C'est-à-dire *Wesselius*, un des précurseurs de Luther. M. Lebey oublie de citer l'ouvrage de Jean Wessel qui contient cette affirmation.

3. P. II : « Museler la chimère d'un gouvernement républicain. » P. 74 : « Il y eut des milliards de républicains, car cela ne demande aucun génie spécial ; bien minime est le nombre de ceux qui surent être de bons souverains. » Au moins M. Lebey ne se pique-t-il pas d'impartialité. — Je laisse (p. 86) « le portrait d'Hawkood » (*sic impressum*) et « la statue de Giovanni Acuto, » comme si ces deux noms ne désignaient pas un seul personnage, les nombreuses fautes d'italien qui émaillent les textes copiés (voy. p. 122-124), les coquilles de la bibliographie (Buckardt, *les Annali venetii*) et (p. 242) « quatre abbayes, parmi lesquelles, en Italie, celle de Fontdoulce, du diocèse de Saintes. » — Le lecteur n'apprendra pas sans intérêt que le croquis de Bandini par Léonard fait partie (p. 97) « de la collection de M. Bonnat, le mauvais peintre bien connu. » M. Lebey ne nous laisse rien ignorer de ses préférences et de ses antipathies.

4. Je ne trouve pas à la bibliographie Buser, *Beziehungen der Medicæer zu Frankreich*.

5. Avec son portrait, ses armes, un fac-similé de son écriture et un catalogue

recherches aux Archives vaticanes (Nonciatures, Armoires, *Carte Farnesiane*), à la Bibliothèque du Vatican, à Naples, à Florence, à Bologne, à Parme, à Venise, etc., à Trente, à Munich, à Paris. Il peut se vanter de connaître à fond son personnage, sur lequel il avait multiplié par avance les études de détail. C'est d'abord un humaniste, un des principaux propagateurs de l'enseignement du grec à Paris, ensuite un politique, secrétaire d'Étienne Poncher, puis de l'évêque de Liège. Il nous apparaît comme un Italien avisé, avide de gloire mondaine et très âpre au gain. Ses relations avec les Médicis en font à Rome un personnage; la révolte de Luther lui rend le souci des choses de la religion. Nonce auprès de Charles-Quint, il joue un rôle capital, presque décisif, dans la tragédie de Worms. M. Paquier a raconté ces grandes scènes avec un très réel effort d'impartialité¹. Il établit fortement qu'au moment où se place la nonciature d'Aléandre, l'Allemagne presque entière était sinon luthérienne, du moins anti-romaine; on ne pourra plus écrire l'histoire de cette crise sans recourir à son livre. On s'étonne seulement de voir un si ferme esprit descendre à de misérables arguties pour défendre Aléandre du reproche de mauvaise foi². On lira avec intérêt l'histoire piquante

de ses œuvres. Paris, Leroux, 1900, in-8° de LXXIII-392 p. — Appendices sur : 1° les rapports d'Aléandre et d'Érasme (vraie contribution à la bibliographie érasmiennne); 2° la correspondance d'Aléandre pendant la nonciature de Worms. Un index de 1,000 à 1,200 noms permet de se reconnaître à travers ce vaste monument d'érudition. La division en chapitres est un peu trop fragmentaire.

1. Naturellement il ne voit pas ce qu'il y a de hautement noble dans l'attitude de Luther, qui se refuse à plier sa conscience devant toute autorité humaine, celle du concile aussi bien que celle du pape. Cette superbe obstination n'est pour lui, comme pour Aléandre, qu'un coupable entêtement. Lorsque (p. 348, n. 2) M. Paquier établit un parallèle entre les erreurs de jeunesse (pas très criminelles, je veux le croire) d'Aléandre et le mariage de Luther avec Catherine de Bora (« à quarante-deux ans, la Réforme rend Luther amoureux et le moine se lie à une religieuse. Au même âge, la lutte contre la Réforme fait renoncer le prêtre à ses liens... »), cela prouve tout simplement que M. Paquier, enfermé dans la conception catholique du célibat sacerdotal, ne peut même comprendre la sainteté (au sens humain) de cette partie de l'œuvre de la Réforme : le retour à la saine nature, la sanctification des humbles devoirs quotidiens et des affections domestiques. Sur ce terrain, il est évident que nous pourrions, l'auteur et moi, discuter des siècles sans nous entendre. Nous ne parlons pas la même langue.

2. P. 244 et suiv. Luther a fait des révélations à l'archevêque de Trèves, qui lui a promis le secret de la confession. Aléandre veut pousser Trèves à violer ce secret, « car on n'est pas tenu, dit-il, de garder le secret de la confession pour qui est un hérétique notoire et ne fait pas partie de l'Église. » M. Paquier ajoute que la conversation de Luther n'avait pas le caractère sacramentel d'une confession, qu'il y avait là simplement « un secret naturel. » Il peut se faire qu'il ait raison au point de vue canonique. Il n'en reste pas moins, pour

des démêlés d'Aléandre avec Érasme (ces deux grands humanistes se portaient un mutuel ombrage), celle de sa nonciature en France, de ses mésaventures à Pavie, et le récit de sa *conversion*, à la suite de laquelle il « garde le tempérament d'un humaniste italien : conscience de sa valeur personnelle et souci de la *carrière*. » M. Paquier nous doit maintenant les dernières années du cardinal, qui ne mourut qu'en 1542.

Dans *Guy de Moranges et la Réforme à Aurillac*¹, M. Cyprien LAGIER s'est attaqué à un difficile problème. On ne sait si Moranges était d'Issoire ou d'Aurillac (on ne le sait pas davantage après avoir lu M. Lagier, qui penche pour Aurillac), on connaît très peu sa vie et assez mal l'histoire de la Réforme dans la Haute-Auvergne. M. Lagier a consciencieusement utilisé les documents connus. Il établit que dès 1561 il y avait à Aurillac sept ou huit cents réformés². Il suit son héros à Issoire³. Il raconte ensuite l'histoire d'Aurillac pendant les guerres de religion; la Saint-Barthélemy y fit quatre-vingts victimes. Ce petit opuscule n'est pas encore une histoire de la Réforme à Aurillac ni surtout dans le bailliage de ce nom.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — La *Revue historique* ne saurait consacrer un long compte-rendu à *l'Art des jardins*, publié par M. Georges RIAT dans la *Bibliothèque de l'enseignement des Beaux-Arts*. C'est pourtant, vue sous un certain angle, une histoire de la civilisation. Jar-

tous ceux qui appellent un chat un chat, que Trèves avait promis à Luther de garder son secret *aussi religieusement que s'il l'avait reçu sous le sceau de la confession*. Donc, qu'il fût prêtre ou non, qu'il y eût ou non sacrement, l'archevêque ne pouvait violer ce secret sans abuser honteusement de la confiance que Luther avait eue en lui, de son propre consentement. Qu'importe après cela que Worms, où a eu lieu cette confession qui n'en est pas une en bonne théologie, ait été « complètement en dehors de la juridiction de l'archevêque de Trèves » ? A Worms comme à Trèves, en droit canon comme en droit naturel, une félonie est une félonie.

1. Thèse de théologie. Aurillac, 1900, in-8° de 100 p. M. Lagier donne en appendice une lettre à Moranges et des listes de Réformés que j'ai publiées dans mes *Notes sur la Réforme en Auvergne*, une liste de martyrs et une complainte de 1640.

2. Est-ce en 1561 (p. 35) ou seulement en 1569 (p. 59)? L'auteur aurait bien dû nous donner les listes qu'il a trouvées aux archives d'Aurillac. N'y a-t-il rien aux archives départementales du Cantal?

3. Pourquoi en faire un saint? Il n'est pas du tout impossible qu'il ait excité les iconoclastes; il était de son temps. L'auteur, dans son désir de répondre aux divagations fanatiques de Mgr Bouanges, se laisse trop envahir lui-même par des préoccupations confessionnelles. — Il a tort, après M. Hugues (qui fait naître Moranges à Clermont), de confondre Moranges avec Deméranges (p. 42), qui écrivait d'Orléans à Genève le 2 juin 1361 (bibl. de Genève, ms. ml 121, fol. 40, *Corpus ref.*, n° 3410), et dont le vrai nom est Antoine Chanorier (*Bull. du prot.*, t. XII, p. 8, et *Fr. protest.*, nouv. éd., t. III, col. 1075).

dins égyptiens, grecs et romains, jardins de l'Alhambra, jardins italiens de la Renaissance, jardins *français* et *anglais*, ces diverses façons de disposer les pelouses, les parterres et les bosquets correspondent à différentes formes de civilisation, à différentes manières de penser, même à différents états politiques et sociaux. Conçoit-on le labyrinthe de Versailles sans Louis XIV, Ermenonville sans Jean-Jacques? M. Riat indique discrètement ces correspondances; aussi ne s'ennuiera-t-on pas à parcourir son livre.

HENRI HAUSER.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE. — Dans les volumes III et IV de son ouvrage sur *Napoléon et sa famille* (Ollendorff), M. Frédéric MASSON continue la peinture des luttes et des discordes qui divisèrent la famille Bonaparte pendant les premières années de l'Empire. Mais ici les conflits ne sont plus intimes et personnels, la vie de l'Europe entière est en jeu. Nous assistons non plus seulement à cette curée de places, de fonctions, de dignités et de pensions que se disputait la famille de Napoléon sous le Consulat, ce n'est plus seulement la France qui, suivant l'expression de M. Masson, est « une Corse magnifiée, » c'est l'Europe. On demande bien toujours des pensions et des donations, mais ce sont surtout des gouvernements et des royaumes qu'on réclame. Pour les frères, il faut des millions d'hommes, et, quand on leur offre une nation, ils font les difficiles; il leur faut surtout un pays de revenus abondants, une cour somptueuse, où ils puissent rivaliser avec l'empereur. Pour les sœurs, il faut quelque établissement agréable, quelque duché italien où elles se plaisent à jouer à la grande dame, où l'on puisse intriguer et faire toilette. Et une fois le royaume conquis à force de guerres, une fois les frères en présence du cadeau royal de l'empereur, les difficultés commencent. Ceux-ci sentent qu'ils sont indispensables à celui-là pour la réalisation de son grand projet, et celui-là, comprenant la grandeur du cadeau, voudrait le leur faire apprécier. Dès lors, les disputes naissent. Napoléon se montre autoritaire, dur, méchant pour quiconque ne veut se plier à sa volonté, comme Lucien. Ses frères rivalisent de cupidité et de ruse pour se faire donner ce que Napoléon leur refuse, puis se dérobent au moment le plus grave. Lutte atroce et mesquine entre Napoléon, cherchant à acheter ses frères par tous les moyens, et ceux-ci comptant sur les nécessités pour se vendre le plus cher possible. Puis, une fois le traité conclu, une fois le roi placé sur le trône, c'est une autre lutte, plus hypocrite encore : Bonaparte tâche d'amoindrir les prérogatives qu'il avait accordées, de reprendre d'une façon plus ferme la haute main sur leurs gouvernements, tandis que ses frères réclament d'abord des subsides toujours plus abondants, puis

cherchent à s'émanciper, à s'affranchir de toute tutelle impériale, et même, comme Jérôme et Louis, finissent par trahir les intérêts de l'empereur pour ceux de leurs sujets.

Cette lutte commence dès 1805 avec la vacance du gouvernement d'Italie, offert successivement et en vain à Joseph, Louis, Eugène et Lucien. Dès ce moment nous devinons leur attitude. Un seul a osé vivre en toute indépendance contre la volonté de son frère : Lucien. Marié à une bourgeoise, il ne consentit jamais au divorce qui devait le faire rentrer dans les grâces de l'empereur et dans la voie des honneurs. A cause des conditions qu'y met Napoléon, il refuse en 1805 le trône d'Italie et vit à Rome et à Florence, réunissant autour de lui tous les mécontents. Mais il mène une vie misérable, dans des besoins d'argent continuels, et Napoléon revient deux fois à la charge, décidé à en finir. En 1807, il multiplie ses promesses, il consent à reconnaître ses enfants, mais il exige le divorce, car il a besoin de lui pour un mariage princier. En 1808, il lui offre l'Espagne, mais sans plus de succès. Fidèle à sa femme, Lucien rompt tout rapport avec Bonaparte. Son frère Jérôme est moins chevaleresque après son mariage avec Miss Patterson ; il se laisse tenter par les brillants avantages d'une alliance avec la famille princière du Wurtemberg, et il abandonne sa femme tout en continuant une touchante correspondance, qui n'est qu'une longue protestation d'amour. Dès lors, Napoléon croit le tenir. Il veut le diriger dans son gouvernement de la Westphalie, mais Jérôme n'y voit qu'une occasion à gaspiller de l'argent dans des fêtes et des bals. Ému par ses emprunts et ses dettes, Napoléon lui écrit une semonce, qui se termine par ces mots touchants : « Mon ami, je vous aime, mais vous êtes furieusement jeune. » Mal entouré, les querelles avec son frère recommencent perpétuellement au sujet de l'armée, de l'égalité que Jérôme veut accorder aux Westphaliens et aux Français et du blocus qu'il ne veut pas observer. Il n'a pas su se rendre populaire, il n'a pas su se faire craindre et son royaume n'offre aucune sécurité à Napoléon. Les mêmes querelles l'ont séparé de Louis. Nous voyons celui-ci d'abord gouverneur de Paris, mais toujours mécontent jusqu'à ce qu'il ait obtenu la Hollande. Inquiet, fantasque, il craint de se lier trop fortement, il prend les conseils de son frère pour des ordres injustes ; tandis que Napoléon voit en lui un sujet, un Français chargé de garder ses places fortes, il se sent Hollandais et uniquement attentif au bonheur de son peuple. Il a d'abord la folie des grandeurs, puis le délire de la persécution. Il voit des attentats dans toutes les critiques de Napoléon, et les frottements continuels, à propos de ses réformes administratives ou militaires, à propos d'Hortense, de l'Espagne, qu'il refuse après avoir demandé un trône

dans le midi, deviennent un conflit grave qui finit par une véritable trahison à Cassel en 1806 et pendant le blocus continental. Il se confine dans les milieux hollandais et orangistes et abandonne la cause napoléonienne, si bien que l'empereur ne voit plus de salut que dans l'annexion. Le plus curieux de cette lutte c'est que Napoléon n'a jamais su voir que ses frères, loin de le servir, le trahissaient, que ses lettres, ses conseils étaient tenus pour rien, que Jérôme et Louis avaient complètement cessé de s'associer à son projet de grand Empire, l'un pour s'amuser à jouir de sa fortune, l'autre pour se consacrer au bonheur de son peuple. Il ne réussit pas mieux avec Joseph. Lorsqu'en 1806 il lui donne Naples, on voit aussitôt les deux systèmes en présence : Joseph se refuse à accabler d'impôts un peuple pauvre et fatigué. Il demande de l'argent à Paris. Napoléon lui répond brutalement qu'il doit « tuer, brûler, piller, confisquer, imposer, s'il veut régner. » Mais Joseph prétend simplement se substituer à la maison de Bourbon et écarte au contraire les Français pour devenir un véritable roi napolitain. Lorsqu'il accepte le trône d'Espagne, les mêmes difficultés se présentent. Mais la débâcle est plus proche encore. Hors Murat, en qui Napoléon estime le soldat tout en se méfiant du politique, lorsqu'il est à Naples ou à Madrid, il n'y a guère qu'Eugène de Beauharnais qui ait donné pleine satisfaction à Bonaparte, et il faut lire dans le livre de M. Masson le charmant portrait qu'il fait de ce jeune officier, absolument dévoué à son empereur, exempt de vanité et de cupidité et qui sut être aussi ferme pendant le blocus que plein de tact dans ses rapports avec le pape.

S'il eut aussi peu de satisfaction avec ses frères, Napoléon a-t-il au moins rencontré auprès des femmes de sa famille quelque peu de reconnaissance, d'affection et de tranquillité, se demande M. Masson? On ne saurait l'affirmer. Madame mère se montre toujours aussi cupide et ambitieuse, et d'ailleurs elle n'entre pas dans le système de Napoléon. S'il a quelques égards pour elle, c'est en la tenant à l'écart. Tout commence à lui, tout procède de lui. Donc, si, en fils respectueux, il lui fait une situation à la cour, il veut que cette situation reste purement familiale. Il est en bons termes avec Élisa, qui, après avoir intrigué pour obtenir Piombino, se fait donner Lucques, puis la Toscane, et qu'il appelle « le meilleur de ses ministres. » Il aime bien la gracieuse Pauline, l'ancienne Paulette de Trianon et de Saint-Cloud, qu'il débarrasse de son mari, quand celui-ci la gêne, et dont il paye les dettes. Il est constamment mêlé aux brouilles d'Hortense et de Louis, et la mort de leur fils Napoléon-Charles le plonge dans un touchant désespoir. Puis il voit, aux moments les plus critiques de sa politique européenne, les

femmes de Louis et Jérôme emmener leurs époux se distraire aux eaux. Enfin, en 1809, il se décide au divorce. Tout semble se tourner contre lui. Sa famille, qu'il a gavée, est mal reconnaissante. Mais il ne faut pas seulement accuser sa famille. Il y avait un vice primordial dans l'organisation du grand Empire.

En effet, Napoléon n'a pas imaginé ce grand Empire comme « une fédération d'États, divers d'organisme, de constitution et de législation, unis par une pensée politique et se proposant un but déterminé par leurs intérêts communs; il a voulu réduire les états conquis, soumis ou alliés à un même type administratif, financier, judiciaire, militaire, créé pour l'usage du peuple victorieux, appliqué pour sa domination, sans souci des intérêts particuliers des peuples subordonnés. » Ce type, combiné par « le mélange des institutions traditionnelles de la monarchie et des formules philosophiques de la révolution, » il veut l'imposer à des nations constituées par dix siècles d'histoire et de traditions nationales. Outre le souverain, il veut déposséder le clergé et la noblesse, abolir le passé, sans se douter que ces peuples, dont plusieurs se sont soumis sans conquête, ont posé leurs conditions et obtenu une garantie solennelle de leur constitution. Les nouveaux souverains ont donc des obligations envers leurs peuples, et il arrivera, ou que les rois qu'il impose aux peuples se feront les exécuteurs aveugles de ses desseins et ne régneront qu'avec la continuelle assistance de son armée et de son trésor, au milieu de perpétuelles révoltes, ou que, devenant les interprètes de leurs sujets, ces rois deviendront *nationaux*, et dès lors cesseront de concourir au système et, ouvertement ou non, lui feront la guerre. Partout, au lieu d'un allié, un protégé qui peut devenir un ennemi. Dès 1809, la crise est sans issue; on prévoit la débâcle finale.

C'est ce conflit entre Bonaparte et ses frères, c'est cette vie de l'Europe entière sur qui rejaillissent les discordes intimes de la famille de Napoléon, l'anarchie qui règne dans ces états constitués pour ses frères et où les ordres du roi contredisent ceux de l'Empereur, que M. Masson a si bien rendus dans ses peintures vivantes et documentées. Regrettons seulement qu'il ne nous donne nulle part ses sources et qu'il ne nous indique pas où il a puisé tous ces renseignements et ces documents qui jettent un jour si clair, si curieux sur les dessous de l'œuvre napoléonienne.

BERNARD MONOD.

HISTOIRE CONTEMPORAINE. — C'est un fort curieux catalogue que celui que vient de dresser M. L. HENRY-LECOMTE dans son volume intitulé *Napoléon et l'Empire racontés par le théâtre*. Dans cet ouvrage considérable, il a tenté d'énumérer et de faire connaître par de brèves analyses toutes les pièces représentées ou publiées de 1797

à 1899, où figurent Napoléon, le roi de Rome, ou un Bonaparte quelconque, et celles qui ont pour objet des événements de son règne ou donnent une idée exacte du caractère de l'époque impériale¹. Cette collection, « sympathiquement dédiée aux membres militants de la Patrie française, » ne comprend pas moins de 596 pièces, et elle est des plus instructives. C'est qu'elle complète d'une manière pittoresque l'histoire « du plus grand des nationalistes. » Elle aide merveilleusement à mesurer son influence sur les imaginations françaises depuis un siècle. Suivre les étapes de « l'idée de Napoléon » n'est pas une des manières les moins instructives de connaître les variations de l'esprit public dans notre siècle, et un lecteur attentif pourra tirer de nombreuses constatations des sommaires de M. Lecomte. Les plus immédiates ne sont pas à l'honneur de la nature humaine, de celle des auteurs dramatiques en particulier. Car le flot des flagorneries à l'adresse du pouvoir impérial, lorsqu'il peut être profitable de le louer, n'a d'équivalent que celui des injures quand il devient plus avantageux de le honnir. Mais tous deux convergent dans la même platitude. Ajoutons qu'au point de vue dramatique Napoléon n'a pas inspiré beaucoup de chefs-d'œuvre. Le modèle demeurerait au-dessus des imaginations les plus fécondes, et la tragédie qu'il a jouée est de trop haut supérieure à tous les drames où l'on a prétendu le faire revivre.

M. H. THIRRIA, connu déjà par plusieurs publications relatives à la personne de Napoléon III, a publié sur la duchesse de Berry un volume considérable et enthousiaste². Il a eu à sa disposition une grande quantité de documents inédits. Les plus importants sont les lettres adressées pendant quarante ans par la duchesse à sa fidèle amie d'enfance, la comtesse de Melfray; les papiers de la famille Choulot et le dossier des documents réunis à Nantes en 1832 sont également précieux; de nombreux renseignements oraux ont été soigneusement recueillis. Avec tous ces éléments, M. Thirria a écrit une biographie documentaire intéressante, abondant là où il avait des pièces nouvelles à produire, bref là où il n'apportait rien d'inédit. La duchesse de Berry doit être mentionnée par l'histoire comme tout personnage royal. Une seule action de sa vie doit la distinguer parmi les pâles représentants de la légitimité dans notre siècle : sa tentative aventureuse en Vendée. Elle y apparaît imprudente, irréflechie, maladroite, vulgaire et infiniment courageuse. Le rôle que

1. L.-Henry Lecomte, *Napoléon et l'Empire racontés par le théâtre*, 1797-1899. Paris, librairie Jules Roux, 1900, 1 vol. in-8° de vi-541 p.

2. H. Thirria, *la Duchesse de Berry* (S. A. R. Madame), 1798-1870. Paris, Plange, 1900, xvi-467 p.

joua vis-à-vis d'elle la royauté de juillet manque singulièrement de noblesse, et, si l'on peut retrancher sans inconvénient quelques-uns des anathèmes de M. Thirria, il est aussi difficile de ne pas éprouver un sentiment pénible devant le rôle du général Bugeaud et du ministère. Et, cependant, que dire de cette championne de la légitimité qui s'en allait à la croisade, grosse des œuvres du comte Lucchesi-Palli, qui n'était même pas son amant, mais, abomination ! son second mari, le successeur du duc de Berry ! La découverte du forfait jeta même aux yeux des purs une ombre défavorable sur la duchesse. Son rôle politique était fini. Elle consacra le reste de ses jours à adorer son second mari, qu'elle nomme dans ses lettres le Pacha, et qui l'appelle Madame, ainsi que l'étiquette le commande, à lui donner un grand nombre d'enfants (elle était d'une fécondité qu'elle transmet à sa descendance), à les élever, à négocier leurs mariages et puis à soigner ses petits-enfants, dans la surabondance desquels il est laborieux de se retrouver, à mener quelques vagues intrigues aussitôt déjouées, à avoir de grandes passions pour de petites choses, à écrire à ses amies des lettres incohérentes, dénuées d'orthographe et fantasques, où tous les potins de cour, les ragots de commères et les opinions immuables qui siéent à une mère de « Roy » s'entremêlent dans un charabia des plus pittoresques. Le personnage de la duchesse est trop vivant pour que le respect onctueux de M. Thirria puisse la transformer. S'il le fallait, il suffirait de recourir aux Mémoires de M. de Belleval, que nous signalions naguère, pour accuser les traits de cette brave femme, bavarde, allègre et féconde.

Dans le domaine de l'histoire sociale, signalons le volume que M. GIDE¹ a consacré à *la Coopération*. Savant et apôtre à la fois, M. Gide a réuni sous ce titre un certain nombre de conférences prononcées en diverses circonstances et qui traitent toutes de sujets se rattachant à l'institution dont il s'est fait un des zélés les plus ardents : la coopération. Les détails qu'il donne sur le mouvement coopératif en France sont des plus intéressants ; c'est un des rares mouvements sociaux au succès duquel presque tout le monde devra porter intérêt. Si notre régime actuel doit subsister, la coopération, celle de consommation surtout, peut en adoucir certains vices. S'il doit se transformer, la coopération, celle de production surtout, est assurément propre à amener l'ouvrier à se rendre compte de ce qu'est une grande exploitation industrielle et commerciale, et par conséquent à faire passer le socialisme du domaine théorique à la réalité. Proscrite par les économistes purs comme contraire aux règles

1. Gide (Charles), *la Coopération, conférences de propagande*. Paris, Larose, 1900, 1 vol. in-8° de vii-314 p.

de la libre concurrence, la coopération avait été longtemps traitée en ennemie par les socialistes, qui n'y voyaient qu'un leurre. Ils semblent s'être récemment aperçus de leur erreur, et ce changement pourrait en amener de sensibles dans l'institution elle-même.

L'Histoire de la littérature hongroise, que publie M. Kont¹, est le tableau le plus complet qui ait été donné en France de l'activité intellectuelle de la Hongrie. Il l'embrasse tout entière depuis les origines jusqu'à l'établissement du dualisme, en 1867. Seules, les trente dernières années qui ont vu se produire le mouvement de la jeune Hongrie ont été laissées de côté. Pour rédiger son ouvrage, M. Kont s'est servi de trois histoires hongroises de grand mérite : *l'Histoire de l'ancienne littérature hongroise*, de M. Horváth (1899), les articles de M. Kardos intitulés : *Développement de la littérature hongroise* (1885-1889), et *la Littérature hongroise dans notre siècle*, de M. Endrödi (1900). A qui ne connaît pas le hongrois, il est difficile d'apprécier complètement les mérites de son œuvre. Elle a le caractère d'un précis fort détaillé, très nourri de noms, de dates et de faits, et qui semble fort complet ; des illustrations nombreuses accompagnent le texte. Une table alphabétique facilite les recherches. On peut regretter que M. Kont n'ait pas adopté pour son ouvrage une forme plus littéraire, qui l'eût rendu d'une lecture plus facile ; il aurait pu, avec moins de noms, d'analyses et de détails, nous donner peut-être une idée plus nette de ce qu'avait véritablement d'original la littérature hongroise. Il a préféré faire œuvre plus modeste et peut-être d'ailleurs plus utile, car son livre est un répertoire de renseignements fort précieux, et, d'autre part, le développement des citations permet au lecteur de juger par lui-même jusqu'à un certain point du caractère propre du génie hongrois. Il nous apparaît singulièrement riche et ardent. Soyons donc reconnaissant à M. Kont de nous avoir permis de suivre ses manifestations à travers les siècles d'une manière aussi exacte et aussi renseignée.

A. LICHTENBERGER.

PUBLICATIONS DIVERSES. — L'ouvrage de M. XÉNOPOL sur *les Principes fondamentaux de l'histoire* (E. Leroux) soulève un si grand nombre de problèmes et touche à un si grand nombre de questions qu'il échappe à une analyse succincte. Il mériterait une longue étude. Même l'important article de M. Lacombe dans la *Revue de synthèse historique* ne traite guère que quelques points sur lesquels M. Lacombe se trouve plus particulièrement en désaccord avec M. Xénopol. Il est

1. C. Horváth, A. Kardos, A. Endrödi, *Histoire de la littérature hongroise*. Ouvrage adapté du hongrois par I. Kont. Buda-Pest, Athenæum, et Paris, Alcan, 1 vol. gr. in-8° de XII-420 p.

vrai que la conception de M. Lacombe, sur l'histoire considérée comme science, est directement contraire à celle de M. Xénopol. M. Lacombe (de même que M. L. Bourdeau dans son livre *L'Histoire et les historiens*, mais avec moins d'outrance paradoxale) distingue dans l'histoire les faits particuliers sous leur forme accidentelle, qu'il appelle *événement*, et les faits qui se reproduisent et s'enchaînent avec une certaine constance et qu'il appelle *institution*. Les derniers faits sont seuls susceptibles de constatation scientifique et matière à généralisations scientifiques; seuls, ils peuvent donner lieu à l'établissement de lois historiques. — M. Xénopol, au contraire, soumet à une critique très vive le système de M. Lacombe et s'attache à démontrer l'impossibilité de distinguer les événements des institutions, celles-ci n'étant en définitive composées que d'événements. Il critique avec non moins de vivacité les prétendues lois sociologiques par lesquelles on a voulu expliquer l'évolution religieuse ou l'évolution politique; il va même jusqu'à révoquer en doute les lois de la statistique judiciaire ou économique. Pour lui, il n'y a que des faits reliés entre eux par des causes, et, ce qui constitue la science historique, c'est de rechercher dans l'histoire non des lois de coexistence, mais bien des lois de succession. Ce qui a fait raisonner en vain tous ceux qui ont parlé de la science de l'histoire, c'est qu'ils y ont cherché, comme dans presque toutes les autres sciences, des phénomènes coexistants, alors que le propre de la science de l'histoire est l'établissement de suites de phénomènes successifs. A ce point de vue, l'histoire, qui est l'étude des phénomènes successifs de l'esprit, peut être rapprochée de la géologie et de la paléontologie, qui sont l'étude des phénomènes successifs de la matière. M. Xénopol est amené, par cette vue générale, à considérer comme l'objet principal de l'histoire le développement social et politique, c'est-à-dire la vie de l'État. Aussi, M. Lacombe lui reproche-t-il de retomber dans l'erreur de ceux qui voient avant tout dans l'histoire les événements politiques et non les idées et les institutions. M. Xénopol a répondu d'avance à cette critique en démontrant que pour lui la vie de l'État est conditionnée par toute l'évolution des idées, des forces économiques et de la civilisation en général; mais il ne lui paraît pas possible de séparer de cet élément, qu'il appelle « cultural, » et de l'étude des institutions, les événements ni l'action des grands hommes qui les ont créées ou manifestées ou modifiées. Le point de vue de M. Xénopol lui permet de tenir compte de tous les éléments de l'histoire, sauf des faits qui échappent aux rapports de causalité et qui apparaissent comme fortuits et sans conséquences, et de montrer l'étroitesse et la stérilité de la conception matérialiste de l'histoire, qui prétend ramener tous les faits à des

causes purement économiques et qui a été en réalité imaginée pour justifier la théorie socialiste de la lutte des classes et de la nécessité du collectivisme. Pour M. Xénopol, les mobiles moraux dirigent les faits matériels bien plus que ceux-ci ne produisent les idées morales. — Si nous descendions dans l'analyse des vues de M. Xénopol, nous serions arrêtés par un grand nombre de points de détail qui appellent la discussion. Nous verrions en particulier que, dès qu'il veut arriver à des généralisations, ou bien il attache une grande importance à des éléments d'une valeur très contestable et en tous cas impossibles à définir, comme la race, ou bien les lois qu'il pose pour l'évolution historique, pour la causation, pour la succession, sont d'un caractère si général qu'elles prennent l'apparence de truismes et que l'on en découvre difficilement l'utilité pour l'intelligence de l'histoire. — M. Xénopol présente une série d'observations très ingénieuses sur les fausses explications données par les historiens d'une série d'événements; mais les explications nouvelles qu'il donne ne sont que les observations d'un homme intelligent et d'un historien instruit et attentif; on n'en voit pas la relation nécessaire avec sa théorie de l'histoire. Quoi qu'il en soit, son ouvrage est plein d'observations et de pensées dignes d'attention; sa théorie fondamentale mérite le plus sérieux examen et nous recommandons la lecture de ce livre à tous les esprits qu'intéressent les questions de synthèse historique et de philosophie de l'histoire.

L'ardeur avec laquelle on s'occupe de Pascal depuis quelques années est un symptôme intellectuel qui mérite d'attirer l'attention. Tandis que les auteurs de la *France chrétienne*, publiée à l'occasion du dixième centenaire du baptême de Clovis, n'osaient pas consacrer un chapitre ni même un paragraphe à Pascal et l'excluaient ainsi avec les protestants et les jansénistes de la communion chrétienne, nous voyons des catholiques croyants, comme MM. Giraud et Michaut¹, unis dans un culte commun pour Pascal avec des Juifs, comme M. Brunschvieg, et des libres penseurs, comme MM. Molinier, Sully-Prudhomme et Boutroux. Quant aux protestants, on sait qu'ils sont depuis longtemps les plus zélés lecteurs des *Pensées*. M. Sully-Prudhomme a pris texte de l'analyse des *Pensées* pour exposer avec

1. M. Giraud a publié en 1899 une remarquable *Étude sur Pascal*. M. Michaut, dont l'édition des *Pensées* est la seule qui nous donne la vue directe du manuscrit de Pascal, vient encore d'éditer avec des notes excellentes le *Discours sur les Passions de l'Amour*. On sait quels progrès a fait faire à la connaissance de Pascal l'édition de M. Molinier. On ne saurait en dire autant de la continuation de l'édition Faugère publiée par la maison Hachette. Par contre, M. Brunetière a donné, au temps où il était encore libre vis-à-vis de l'Église, une étude admirable sur les Provinciales.

profondeur ses propres idées et ses doutes sur les plus hautes questions de la métaphysique et de la morale. On pouvait se demander s'il restait encore après Vinet, Sainte-Beuve, Cousin, Nisard, Prévost-Paradol, Faguet, Havet, beaucoup de choses neuves à dire sur Pascal. M. BOUTROUX a prouvé que l'essentiel n'avait pas encore été dit. Il a écrit pour la Collection des *Grands Écrivains* (Hachette) un petit volume de 200 pages où il se contente de raconter la vie de Pascal et d'analyser son œuvre, et il se trouve que ce volume nous donne pour la première fois la vérité complète sur Pascal, pénètre pour la première fois jusqu'au fond de l'âme et de la pensée de Pascal. M. Boutroux s'est effacé lui-même pour se contenter de suivre Pascal pas à pas, docilement, du berceau à la tombe, en notant tous les mouvements de son esprit et de son cœur. Il n'a pas admis un instant que Pascal fût un malade, un visionnaire, ni un sceptique qui était obligé de se forcer pour croire et qui souffrait de ses efforts, ni qu'il y ait eu deux Pascal, séparés l'un de l'autre par un accident ou une conversion involontaire, ni que Pascal, ainsi que le voulait Nisard, ait employé le doute comme un procédé de raisonnement. Il a pensé avec raison que chez Pascal comme chez tous les grands esprits, une logique intérieure détermine toutes les démarches de la pensée, que chez eux chaque moment de leur vie intellectuelle et morale concourt à la pleine et finale manifestation de leur être. Jamais on n'avait su démêler avec cette sûreté et cette finesse le lien intime qui rattache la première conversion de Pascal à toute son éducation première, puis sa seconde et définitive conversion à la période intermédiaire, le pamphlétaire des *Provinciales* et le grand mathématicien à l'auteur des *Pensées*. Les *Pensées* nous apparaissent comme le résumé de toutes ses expériences et de toutes ses réflexions, un livre de foi mystique et de prédication passionnée, mais qui laissent toute leur valeur, en les mettant à leur véritable place, aux observations du moraliste et du lettré comme aux recherches créatrices du géomètre et du physicien. Au contraire, le moraliste, le lettré, le géomètre, le physicien apportent à l'apologiste leur connaissance du cœur humain, les ressources du style et de l'éloquence, les démonstrations subtiles et précises des sciences exactes, pour prouver avec plus de force la vérité du christianisme et réduire au silence les incrédules. Tout devient lumineux et probant dans cette biographie intime de Pascal. Ceux qui la liront avec soin reconnaitront que jusqu'ici Pascal ne leur était pas complètement connu, ou du moins complètement intelligible. Chez M. Boutroux, l'écrivain est à la hauteur du philosophe. Ce petit livre est une œuvre littéraire d'une beauté achevée. M. Boutroux a pris juste assez de la forme du *xvii^e* siècle pour nous transporter dans le milieu intellectuel où Pascal a vécu, sans tomber dans l'affectation du pastiche et

sans rien ôter à la sincérité de sa propre pensée. Il a refait en les condensant les raisonnements de Pascal, il en a expliqué la genèse, avec les termes mêmes de Pascal, mais sans faire un centon, une mosaïque de citations qui seraient fastidieux. Il a revécu la vie de Pascal, il a repensé sa pensée. Pour ceux qui connaissent bien leur Pascal, chaque phrase de M. Boutroux explique et éclaire des pages entières qu'elle évoque en quelques mots. Ce livre est une merveille d'intelligence, de sympathie, d'émotion, de beauté, je dirais presque de sainteté.

M. Paul LACOMBE, à qui nous devons déjà un livre sur l'*Histoire considérée comme science*, qui est l'essai le plus sérieux tenté jusqu'ici pour déterminer la partie de l'histoire susceptible de certitude, une *Introduction à l'Histoire littéraire* riche en aperçus ingénieux, et une *Esquisse d'un enseignement basé sur la psychologie de l'enfant* raisonnable jusqu'à l'utopie, vient de publier un livre sur la *Guerre et l'Homme* (G. Bellais), qui est certainement le réquisitoire le plus spirituel, le plus éloquent en faits et en bonnes raisons qui ait été dressé contre le pire des fléaux qui affligent l'humanité. M. Lacombe ne me paraît pas avoir fait assez de place dans son livre, parmi les agents destructeurs de la guerre, aux intérêts commerciaux et industriels. C'est à eux, bien plus qu'aux motifs humanitaires, qu'on doit de n'avoir eu en Europe depuis 1815 qu'une dizaine d'années de guerre en les additionnant toutes, trois ans de guerre si l'on considère la France seule. C'est à eux que l'on doit la politique pacifique suivie par l'Allemagne depuis 1870. Mais M. Lacombe a analysé avec une véritable vigueur les raisons de la guerre, le patriotisme et le courage militaires, les rapports de la guerre avec la civilisation générale. Son livre est courageux et fort.

Ceux qui désirent avoir une image très fidèle et très impartiale du procès Dreyfus devant le Conseil de guerre de 1899 la trouveront dans le volume de M. Jean BERNARD intitulé *Le Procès de Rennes* (Ollendorff). C'est un recueil des Correspondances de l'*Indépendance belge* écrites par un homme qui n'était arrivé que lentement à l'idée qu'une erreur avait été commise en 1894 et qui était venu à Rennes même avec un reste d'incertitude dans l'esprit. C'est jour après jour que l'évidence se fait plus éclatante dans son esprit et que l'Affaire Dreyfus finit par lui apparaître dans son vrai jour : un crime religieux. Ceux qui ont assisté aux péripéties du drame que raconte M. Jean Bernard avec une modération spirituelle et impartiale peuvent attester l'exactitude de ses impressions et de ses récits. On regrette de fâcheuses négligences dans certains détails (Gaubert pour Gobert, P. Mayer pour P. Meyer, etc.).

G. MOXON.

ROUMANIE.

1894-1898.

(Suite et fin¹.)

Il faut aussi placer parmi les travaux plutôt littéraires, malgré son contenu historique, l'ouvrage dont nous allons parler. M. COLESCU-VARTIC, le collaborateur de M. D. Sturdza à la publication des actes relatifs à l'histoire de la renaissance roumaine, a réuni en un volume une série d'articles publiés par lui dans une feuille politique, ayant pour thème la Révolution de 1848 dans les principautés². L'auteur, on s'en aperçoit tout de suite, ne s'y est proposé d'autre objet que d'intéresser le lecteur, sans s'inquiéter d'établir la vérité historique, tâche d'autant plus difficile, il est vrai, mais d'autant plus nécessaire que les événements sont plus rapprochés de nous. M. Vartic ne s'inquiète guère de nous dire où il prend ses informations, de contrôler ses sources, de critiquer les versions diverses dont il se fait l'écho; aussi arrive-t-il parfois à admettre des opinions contradictoires; par exemple page 127, il nous dit que « le mouvement de Jassy et la crainte d'un autre pareil à Bucarest avait provoqué l'envoi de deux commissaires impériaux, Duhamel de la part de la Russie et Talaat Effendi de celle de la Turquie. » Cinq pages plus bas (132) il affirme au contraire que la Russie cherchait à provoquer dans les principautés un mouvement violent, pour avoir l'occasion d'intervenir. Cette version a été fort accréditée au temps où les faits se sont passés, mais elle est très improbable. M. Xénopol l'a discutée dans son *Histoire des Roumains de la Dacie trajane* (t. V, p. 504-505). M. Colescu-Vartic ne discute rien, ne rapporte aucun texte; il se contente d'admettre les deux opinions concurremment, quoiqu'elles se contredisent du tout au tout. Ce n'est pas de cette façon-là que l'on écrit l'histoire.

Trois ouvrages s'occupent surtout du développement de la Roumanie dans les derniers temps. M. G. BENDER³ ne voit que le progrès accompli et, dans un livre très luxueux, empreint d'une grande

1. Voyez *Revue historique*, t. LXXIII, p. 351.

*2. C. Colescu-Vartic, 1848. *Zile revolutionare*. Bucuresti, C. Göbl, 1898, 1 vol., VIII-500 p. in-8°.

*3. G. Bender, *Rumänien ein Land der Zukunft*. Stuttgart, Engelhorn, 1896, IV-152 p. gr. in-8°.

bienveillance et auquel il donne le titre très flatteur de « Roumanie, un pays d'avenir, » il prédit au peuple roumain les plus heureuses destinées. Plutôt sévère, mais parfois juste, quoique non toujours bien informé, M. B. BRANISTEANU-ROMAN publie dans deux numéros de la revue allemande *Neue Zeit*¹ une étude beaucoup plus sérieuse sur le développement du royaume. L'étude est faite au point de vue du matérialisme économique marxiste et s'attache surtout à prouver comment l'évolution économique de la Roumanie a commencé par ruiner les paysans pour introduire et organiser la toute-puissance de la bourgeoisie et comment au milieu de cette société bourgeoise on peut surprendre la préparation de la société socialiste; l'article ne contient cependant rien de nouveau et n'est qu'un travail de compilation, parfois inférieur aux belles pages écrites en roumain sur la même question et dans le même sens. — Plus important comme signe du temps nous paraît être l'ouvrage publié par feu G.-M. LAHOVARY², ancien directeur de *l'Indépendance roumaine*, sur l'inanité du parlementarisme en Roumanie. Aux critiques qu'on adresse partout au parlementarisme, M. Lahovary ajoute des observations prises sur le vif et, resserrant le champ de ses investigations, refait pour son compte l'histoire de M. T. Maiorescu presque dans le même sens, mais avec moins d'ampleur et plus de passion. Après avoir montré l'introduction prématurée du régime parlementaire (y a-t-il une réforme qui ne soit prématurée pour ceux qui ne l'admettent pas ?) en Roumanie, mais sans essayer d'en donner une explication originale, l'auteur montre son fonctionnement détestable. A cette incapacité de bien comprendre la nouvelle constitution, M. Maiorescu nous avait donné une explication profonde en faisant remarquer qu'elle avait été faite en Occident par et pour la bourgeoisie devenue élément constitutif, donc conservateur, de l'État et que cette classe manquait totalement dans les petites principautés danubiennes; M. Lahovary n'a pas l'air de remarquer l'importance de ce fait, et cela le mène à cette conclusion singulière que ce qui était prématuré en 1866 devient avec le temps fictif et, à la fin, dangereux; et comme tout cela a été dû au caprice de quelques hommes, cela peut disparaître aussi par l'action d'un seul homme : c'est la couronne qui doit se substituer au corps électoral et nous donner de la sorte « une monarchie constitutionnelle représentative sans

*1. *Die Neue Zeit*, 1895, n° 38-39.

2. G.-Em. Lahovary, *Essai sur la politique de la Roumanie contemporaine. Histoire d'une fiction. Le gouvernement des partis*. Bucarest, impr. de *l'Indépendance roumaine*, 1897, 1 vol., XII-231 p. in-8°.

la fiction parlementaire, comme elle existe en Allemagne et en Autriche. » Nous n'allons pas discuter l'opinion politique du livre : sauf la conclusion, — qui ne ressort pas du tout des faits cités dans le livre et qui est d'autant plus éloignée de la réalité que l'auteur oublie d'examiner la transformation qui s'est faite dans le sein de la société roumaine (création de la bourgeoisie, caractère de plus en plus conservateur de cette bourgeoisie, etc.), — tout dans le livre tient du lieu commun conservateur ; le côté historique, c'est-à-dire les faits rappelés ou cités, sont en général conformes à la vérité ; malheureusement ils tiennent trop peu de place et l'auteur leur donne toujours une portée démesurée. — Nous devons mentionner, dans le même ordre d'idées, un article, non terminé, paru dans la défunte revue *Cosmopolis* et signé Henry DES RIOUX¹, sur la société roumaine. L'auteur n'a guère vu que Bucarest, le Bucarest où l'on s'amuse, et il a la prétention de tirer, de quelques faits divers exacts, toute la psychologie d'une nation. — Ajoutons, par contraste, le ton tout à fait sympathique du baron A. D'AVRIL², les instructions parfois bonnes à recueillir de M. Will. MILLER³ et le bon compte-rendu de M. V.-J. RADU⁴.

L'armée roumaine ne sollicite pas trop l'attention de l'historien ; aussi nous empressons-nous d'accepter avec joie les quelques pages que M. G. PHEREKYDE⁵ a consacrées au soldat roumain du temps de Pierre-le-Grand et la belle conférence, plutôt littéraire qu'historique, de M. S. ADAMESCU⁶ sur la vie militaire d'après la poésie populaire. La typographie doit une étude très intéressante à feu A. PAPADOPOL-CALIMACH⁷ et le théâtre roumain aura enfin son historien dans la personne de M. Démètre OLANESCU, membre de l'Académie roumaine, poète et littérateur distingué⁸. Le théâtre est chez les Roumains

1. H. Des Rioux, *la Société roumaine*. *Cosmopolis*, t. X, p. 746-66, 1889, VI.

2. Baron A. d'Avril, *De Paris à l'île des Serpents, impressions de voyage*. Paris, E. Leroux, 1897, in-18.

3. Will. Miller, *The Balkans* (Roumania, Bulgaria, Servia and Montenegro). London, T. Fisher Unwin ; New-York, G. P. Putnam's Sons, 1896, xix-476 p.

4. V.-J. Radu, *Mouvement politique et social en Roumanie*. Paris, Rev. d'écon. polit. de Ch. Gide, X, 770-782, 1895. — Cf. Conv. Liter. (XXX, 758-9), 1896.

5. G. Pherekyde, *Osteanul Român în timpul lui Petru cel Mare*. Bucaresti, Conv. Liter., XXX, 267-70, 1896.

6. G. Adamescu, *Viata militară în poesia poporului român*. Bucaresti, Aten. Rom., II, 477-90, 558-74, 1895.

7. A. Papadopol-Calimach, *Un episod din Istoria tipografiei în Romania*. Bucaresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVIII, 135-52, 1896-7.

*8. *Teatrul la Români*. 1^{re} partie : *Datine, năravuri, jocuri, petceceri, spectacole publice si altele*. Bucaresti, 1896, 1 fasc. in-4^e de 178 p. — 2^e partie : *Tea-*

d'origine assez récente; il ne compte pas même un siècle d'existence. Jusqu'à présent l'auteur a publié seulement la première partie, qui expose les antécédents populaires du théâtre; les jeux, les distractions et les récréations publiques de forme représentative, ainsi que le premier mémoire de la seconde partie: l'histoire du théâtre proprement dit en Valachie, de 1798 à 1898. Dans ces deux écrits, M. Olanescu, s'appuyant sur une étude consciencieuse et étendue des documents, expose les origines et le développement des représentations théâtrales en Valachie; il s'attache à mettre en relief les principales figures des artistes qui se sont produits sur la scène. L'ouvrage se distingue aussi par de grandes qualités de style. Pour compléter l'ouvrage, l'auteur y ajoutera l'histoire du théâtre en Moldavie, celle du théâtre chez les Roumains d'au delà les frontières. enfin une troisième partie contiendra un recueil d'anecdotes et de faits curieux relatifs au théâtre et aux acteurs roumains.

Parmi les questions d'ordre particulièrement historique, nous citons l'origine des Valaques-Moraves, au sujet de laquelle M. G. NETHER¹ traduit, en la critiquant, l'opinion du savant tchèque Mathous Václavek, et l'article de M. le Dr J. GHERGHEL² sur « l'Anonymus Regis Belae notarius » et les « Chroniques hongroises vis-à-vis des Roumains; » mais c'est surtout la question de la fondation de la Valachie qui a sollicité le plus l'attention des historiens et qui a eu la bonne fortune de se voir traitée par deux des plus grands savants roumains, MM. Hasdeu et Onciul.

M. S.-P. HASDEU, le plus célèbre des érudits roumains, à la fois historien et philologue, fut, d'après l'initiative et à la demande du roi, chargé par l'Académie d'élaborer le dictionnaire de la langue roumaine. Sous le titre de *Etymologicum magnum Romaniae*, il commença son travail en 1884, sur un plan assez vaste, qui comprend les acceptions de chaque mot, son histoire d'après les textes, la comparaison avec les autres dialectes roumains et l'étymologie. Il va de soi que le dictionnaire de M. Hasdeu devait se rapporter souvent à l'histoire proprement dite du peuple roumain. Plus le travail avançait, plus l'auteur donnait d'importance aux éléments historiques aux dépens de ceux de caractère linguistique et philologique qui sont

trul in *Tara Romaneasca*, 1798-1898. Intaiul memoriu. Bucuresti, 1898, 1 fasc. in-4° de 155 p.

1. G. Nether, *Origina si numele Valahilor*, traducera si critica articolului lui Mathous Václavek din Zbornik Musejni spolecnosti ve Valasskem Mezirici, 1898, II, p. 9-15. — Iasi, Archiva, X, 110-167, 1899.

2. Dr J. Gherghel. *Anonymus Belae regis notarius si cronicile unguresti despre Români*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fasc. 1, p. 28-35, 1898.

en premier lieu l'attribut d'un dictionnaire. Cette modification dans le caractère du dictionnaire peut être observée même dans les préfaces de ses trois volumes déjà publiées et dans celle qu'il a écrite pour le quatrième, qui n'a pas paru (le travail lui ayant été retiré par l'Académie et confié à M. Philippide, professeur de philologie roumaine à l'Université de Jassy). Ces préfaces se rapportent à des questions de linguistique pour le premier et le deuxième volume et à des questions d'histoire pour le troisième et le quatrième. Puis, dans le corps même de l'ouvrage, M. Hasdeu a introduit des questions historiques en nombre de plus en plus grand, de sorte que son dictionnaire cesse d'être un répertoire de mots pour devenir un véritable « thesaurus historicus. » C'est ainsi que pour le troisième volume, paru en 1893, M. Hasdeu discute dans sa préface la généalogie des peuples balkaniques. Dans la préface qu'il destinait au quatrième volume, préface très volumineuse de 253 pages, l'auteur s'occupe de la fondation de la principauté de Valachie, question qui n'a plus rien à voir avec la langue roumaine. Tel est M. Hasdeu. Lorsqu'il entreprit, en 1875, d'écrire l'histoire critique des Roumains, il commença par une œuvre historique de grande allure qui se perdit petit à petit dans des considérations philologiques pour cesser tout à fait avec la première partie du second volume. En 1875, M. Hasdeu passe de l'histoire à la linguistique; en 1898, il noie la linguistique dans l'histoire. C'est là le défaut capital de cet esprit vraiment génial; il ne peut soutenir un effort constant ni persister dans le même ordre d'idées. Aussi n'a-t-il jamais rien mené à bonne fin. Tous les ouvrages, si différents, qui sont sortis de sa plume inépuisable se sont arrêtés en route ou ont tourné autrement qu'ils n'avaient été conçus. Ce sont ces considérations, ainsi que la lenteur extraordinaire avec laquelle avançait le travail entrepris par M. Hasdeu (en quatorze ans trois volumes) qui ont déterminé l'Académie roumaine à en confier la rédaction au jeune savant de Jassy.

Dans son troisième volume, M. Hasdeu touche à deux questions historiques très importantes; la première, qui se trouve dans la préface, est relative à la généalogie des peuples balkaniques; la seconde, continuée dans le corps du volume, a trait à la famille régnante de Valachie, les Bassarabes, dont M. Hasdeu veut élucider l'origine. La préface du quatrième volume traite, comme nous l'avons remarqué, de la fondation de la principauté de Valachie. Les deux premiers écrits ont été analysés dans notre bulletin pour 1894-93 (*Rev. hist.*, LV, 438). Examinons ici le troisième*. Avouons tout d'abord

*1. B.-P. Hasdeu, *Negru Voda, un secol si jumătate din începuturile sta-*

qu'il est très difficile de suivre l'auteur dans son exposition et par suite de rendre compte de ses idées; il tient une simple conjecture pour un fait démontré; puis sur une première hypothèse il en établit une autre, basée sur des preuves tout aussi peu concluantes, et il finit par donner pour vrai tout ce qu'il s'était mis dans l'esprit. Car en définitive quelle force probante peuvent avoir les chansons populaires, au moyen desquelles M. Hasdeu reconstitue le règne entier d'un prince de l'Olténie? Il veut prouver qu'Alexandre Bessaraba, qui était selon lui prince de l'Olténie, conquit la grande Valachie, sa thèse fondamentale étant que l'État valaque fut fondé par une conquête venue de l'Olténie (petite Valachie); or il trouve qu'un chroniqueur donne à Alexandre le titre de Cimpulungean (Cimpulung est une ville de la grande Valachie); comme il ne veut à aucun prix admettre l'origine grand'valaque (ou transylvaine) de ce prince, il interprète, sans aucune raison d'ailleurs, le titre de Cimpulungean dans le sens de « conquérant de Cimpulung, » ce qui lui permet, quelques lignes plus bas, d'admettre comme prouvé le fait de la conquête de Cimpulung par Alexandre Bessaraba et d'en faire le fondateur de l'État valaque. A cette théorie de la fondation de cet État par une conquête partie de l'Olténie, nous opposons un argument sans réplique. Il est connu que dans tous les temps et jusqu'au seuil du XIX^e siècle, l'Olténie a été une province rattachée par des liens de vassalité à l'État valaque. Or, comment cette situation de la petite Valachie au sein de la grande serait-elle explicable, si l'on admet, avec M. Hasdeu, que cette dernière fut conquise par la première? Il est vrai que la fondation de l'État valaque par une immigration venue d'outremont repose aussi sur une hypothèse, dont la base est une tradition populaire; mais cette tradition, ajoutée à celle qui nous montre le ban d'Olténie s'inclinant devant le prince descendu des montagnes du Fagarash pour fonder l'État valaque, rend précisément compte de la position de l'Olténie comme pays soumis à la grande Valachie.

Le problème de la fondation de la principauté valaque a suscité une nouvelle théorie qu'a soutenue M. Dimitri Onciul¹, professeur d'histoire roumaine à l'Université de Bucarest. L'auteur s'en est occupé dans une conférence qu'il a faite à l'Athénée de Bucarest et qu'il a publiée avec une autre conférence sur la fondation de la prin-

tului Tarei Romanesti (1230-1380), ca introducere la tomul IV din Etymologiae Magnum Romaniae. Bucuresti, 1898, 1 vol. gr. in-8°, 293 p.

¹ I. D. Onciul, *Originele principatelor române*. Bucuresti, 1899, 1 vol. in-8°, 250 p.

cipauté moldave, en y ajoutant l'indication des sources. M. Onciul y soutient que l'origine de l'État roumain ne peut être comprise que dans sa relation avec le développement historique de la péninsule balkanique et sous l'influence prépondérante de ce dernier. Il est d'avis que la fondation de l'État roumain, sans distinguer entre la Moldavie et la Valachie, est due à la domination que l'État valaque-bulgare du sud du Danube sous la dynastie roumaine des Assan a exercée sur les pays dont l'union a donné naissance au royaume actuel de Roumanie. Pourtant l'auteur reconnaît lui-même (et comment pouvait-il faire autrement?) que la Moldavie a été constituée en État par une émigration et par une révolution contre les Hongrois par les Roumains de Maramouresh, pays de montagnes du nord de la Transylvanie. La théorie de M. Onciul sur la provenance sud-danubienne de l'État roumain aurait dû être restreinte à la seule Valachie. L'auteur reconnaît lui-même cette vérité dans une autre publication aussi de l'année 1899, une *Histoire populaire de la Bukovine avant sa réunion à l'Autriche*, rédigée en allemand, où il dit que « namentlich ist Marmaros das Mutterland der moldavischen Rumänen, sowie ihres Staatswesens. » Et cependant, chose curieuse, M. Onciul n'a pas d'idée arrêtée, même sur l'État valaque. Aux pages 20 et 54 de sa conférence sur cette question, il dit que « l'Olténie est le berceau de la dynastie des Bassarabes; que c'est dans son sein que prit racine et se développa l'État national des Roumains; et Lythou, voivode de l'Olténie, occupant vers 1272 le voivodat de Seneslau de la grande Valachie (en ce point M. Onciul tombe d'accord avec M. Hasdeu), il réunit les deux voivodats dans un seul État. C'est ainsi que les Bassarabes d'Olténie deviennent les fondateurs de la principauté de Valachie. » Mais à la page 34, entre 20 et 54, le même auteur nous dit que la partie du pays située à l'orient de l'Olt, la grande Valachie, qui était sous la domination des Assan (affirmation absolument dénuée de preuves), était considérée comme la partie principale du pays et qu'il est hors de doute que cette partie exerçait une prépondérance dans l'État encore du temps que les Bassarabes régnaient seulement en Olténie. Dans aucun cas, cette prépondérance de la partie orientale n'aurait pu lui être donnée par les Bassarabes de l'Olténie; elle émane d'une domination antérieure à la leur dans cette partie du pays, comme le montre la tradition de la soumission des Bassarabes au prince de la grande Valachie. » Laquelle de ces deux opinions est celle de l'auteur? Les Bassarabes ont-ils conquis la grande Valachie, ou bien se sont-ils soumis aux maîtres de ce pays? L'État valaque fut-il fondé par les princes de l'Olténie, ou bien ces derniers reconnurent-ils la suzeraineté de cet

État? Les deux assertions ne peuvent être soutenues en même temps, attendu qu'elles s'excluent l'une l'autre.

Un autre écrit, toujours relatif à l'origine de la principauté valaque, a été publié par M. le chevalier DE PUSCARIU ¹, l'auteur des dates historiques relatives aux familles de la Transylvanie, ouvrage que nous avons analysé dans notre précédent bulletin. S'appuyant précisément sur l'étude des familles roumaines, M. Puscariu conclut à l'existence d'un duc de Fagarash, Radu Negru, qui aurait fondé la principauté de Valachie.

Rappelons encore brièvement l'article de feu A. PAPADOPOL-CALIMACH ² sur l'endroit où Étienne-le-Grand a été acclamé prince de Moldavie, celui de M. O. LUGOSIANU ³ sur la fête donnée à Jassy, les 40 et 41 avril 1834, en l'honneur du comte Paul de Kisseleff par la population roumaine reconnaissante; enfin celui, très curieux, de M. G.-Dem. TEODORESCU ⁴ sur le monopole du tabac en Roumanie en 1837.

Dans un mémoire très serré et très documenté, lu devant l'Académie roumaine, M. A.-D. XÉNOPOL ⁵ a étudié le premier projet de constitution moldave de l'année 1822, dont il a eu le bonheur de trouver le texte dans les archives du consulat russe de Jassy. Dans ses lignes générales, le mémoire n'ajoute pas beaucoup à ce que l'auteur avait déjà dit dans sa grande Histoire des Roumains, mais il fortifie d'une manière vraiment heureuse les conclusions qui auraient pu paraître peu fondées; il a l'avantage, plus sérieux encore, de nous faire pénétrer dans l'âme même de la nation moldave, sur laquelle les sources étrangères sont ou muettes ou injustes; nous assistons au travail considérable de la pensée moldave qui, sous l'influence de l'esprit révolutionnaire et libéral venu de France et sous l'impulsion des besoins créés par leur situation politique, songeaient profondément à l'amélioration de leur sort. Ce sont là des faits précis, que rappellent M. A.-D. Xénopol et M. Jorga en même temps (cf. plus haut), comme pour prouver combien est fausse l'affir-

*1. I. Cavalier de Puscariu, *Negru-vodă*. Sibiu, 1898, br. de 17 p.

2. A. Papadopol-Calimach, *Despre Dereptate, unde s'a aclamat domn Moldovei Ștefan cel Mare la 12 Aprilie 1457*. Bucaresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVII, 617-29, 1895.

3. O. Lugosianu, *O serbare la Iasi*, 10 și 11 aprilie 1834. Bucaresti, Rev. Noua, VII, 340-46, 1894.

4. G.-Dem. Teodorescu, *Monopolul tutunurilor în România la 1837*. Bucaresti, Art. Liter. Rom., I, 741-44, 1896.

5. A.-D. Xénopol, *Primul proiect de constituțiune al Moldovei din 1822*. Bucaresti, An. Ac. Rom., série II, t. XX; Iasi, Arh., IX, 402-40, 1898.

mation de ceux qui prétendent que la constitution de 1866 n'a pas été précédée d'une longue époque de préparation intellectuelle et qu'elle est tombée comme des nues sur une nation qui n'en pouvait mais. — Le même auteur a développé sur le rôle du romanisme dans le développement du peuple roumain ¹ une idée qui se trouve déjà en germe dans l'introduction au tome VII de la grande Histoire des Roumains. — M. V.-A. URECHIA ² donne des détails très intéressants sur le règne des boyards.

M. JONESCU GION a publié à part plusieurs fragments de son Histoire de la ville de Bucarest ³, qu'il réunit maintenant en volume et dont l'apparition ne tardera pas. Feu A. Papadopol-Callimach avait publié plusieurs notices sur Jassy, Barlad, Botochani; mais l'histoire complète d'une ville roumaine était encore à faire. A en juger d'après les fragments publiés par M. Gion, son histoire dévoilera maint côté intéressant de la vie passée du peuple roumain. — Ajoutons les quelques pages écrites par M. Gr.-G. TOCILESCU ⁴, toujours sur Bucarest, les essais de M. M.-D. JONESCU ⁵, sur l'histoire de la ville de Constanta et la conférence de M. C. TEODORESCU ⁶ sur la Dobroudja.

DROIT. ÉCONOMIE. MŒURS. — Grâce à la nouvelle direction que prennent les sciences juridiques, et qui est à la fois historique et sociologique, l'habitude paraît en train de s'établir parmi les étudiants roumains à l'étranger de prendre comme sujets de leurs thèses

1. A.-D. Xénopol, *Ideeă română în dezvoltarea poporului român*. Iasi, Arh., VII, 237-497, 1896.

2. V.-A. Urechia, *Epitropia Evghenitilor*. Bucuresti, Lit.-Art. Rom., I, 375-82, 1896.

3. Les fragments publiés jusqu'à présent par M. Gion sont les suivants : *Podul Calicilor* (Bucuresti, 1897); **Patriarhiă, Mitropoliti și Episcopii Greci* (Bucuresti, 1898); **Dambovita Bucuresteana*, dans la revue *Tinerime română* de M. Gr. Tocilescu, 1898, p. 36-50; *Bucurestii pe la 1500*, extrait des *Annales de l'Académie roumaine* (Bucarest, 1888); *Manastirea Radu-Vodă*, dans la revue *Arta și Literatura*, 1898, p. 863; *Bucurestii în timpul Revoluției franceze*, *Revista nouă*, III, 1890, p. 343; *Bucurestii în timpul lui Napoleon*. Ibid., 1898, p. 41. En dehors de ces articles relatifs à Bucarest, M. Gion a publié dans la *Revista nouă* quelques autres travaux : *Inercări de colonizare, în secolul XVI*, V, p. 183; **Ciurma și kolera după Zavera* (la peste et le choléra après la révolution grecque, VI, p. 24); **Dacia Caterinii*.

4. Gr.-G. Tocilescu, *Cetatea Bucuresti sau Cetatea Dimbovitei*. Bucuresti, Tiner. Rom., vol. I, fol. 1, 1-24, 1898.

5. M.-D. Jonescu, *Cercetări asupra orașului Constanta, geografie și istorie*. Bucuresti, T. Basilescu.

6. C. Teodorescu, *Din trecutul Dobrogei*. Conferinta. Bucuresti, tip. Corp. didactic., 1897, 1 br., 20 p.

de doctorat des questions intéressant leur pays. M. Paul NEGULESCO ¹ n'innove pas, certes, en étudiant les institutions de la Dacie trajane pendant la période daco-romaine. C'est là son premier volume d'une histoire du droit et des institutions de la Roumanie, et l'activité qu'il a déployée depuis nous fait espérer qu'il ne s'arrêtera pas à ce premier volume. C'est un travail méritoire à tous les points de vue. L'auteur, partisan convaincu de la permanence de l'élément daco-romain, utilise tous les témoignages que l'on possède sur cette époque, assez ingrate en somme pour le juriste, sinon pour l'historien, et s'il y trouve, en somme, très peu de chose qui soit spécial au peuple daco-romain, c'est, ou bien que les sources ne sont pas en état de nous renseigner là-dessus, ou bien que les Romains avaient réussi là aussi à organiser à leur manière la vie sociale et politique. On ne peut qu'approuver le ton modéré et vraiment impersonnel de l'auteur et nous espérons qu'il apportera la même largeur de vue dans l'étude des périodes suivantes. — Sur le moyen âge roumain, outre l'essai bibliographique de M. Negulesco et une étude substantielle de M. C. Dissesco, professeur à l'Université de Bucarest, dont nous parlerons plus amplement dans notre prochain bulletin, nous avons le solide travail de M. JOAN NADEJDE ². L'auteur regrette d'avoir été obligé d'abrégier son travail jusqu'à lui donner l'air d'un résumé et surtout d'avoir dû renoncer à publier le résultat de ses recherches sur une foule de questions juridiques de premier ordre. Nous le regrettons avec lui et sincèrement, car sa méthode est tout à fait sérieuse, d'autant plus que, dans sa forme modeste et presque timorée, s'interdisant toute conclusion, toute explication et même presque tout rapprochement, son travail a l'air d'une compilation. Or, il est plus que cela, et de beaucoup : malgré des lacunes parfois voulues et malgré quelques affirmations qui nous ont paru peu fondées, c'est le premier travail sérieux sur l'histoire juridique de notre moyen âge et ceux qui viendront après ne pourront que procéder de lui. Malheureusement c'est un livre si mal composé qu'il ne dépassera pas le cercle des spécialistes : les divisions en chapitres, pourtant si bien conçues, sont à peine visibles ; on doit les refaire pour son propre compte si l'on veut les saisir, et, ce qui est plus fort, la table des matières y manque.

1. Paul Negulesco, *Histoire du droit et des institutions de la Roumanie*. T. I (période daco-romaine). Paris, Jouve et Boyer 1898, 1 vol., 312 p. gr. in-8°.

2. J. Nadejde, *Din dreptul vechiu român*. Studiu prezentat cîteaza de licența în drept. București, tip. « Lumea Nouă », 1898, 1 vol., II-153 p. in-8°. — Cf. Conv. Liter. XXXIII, 58-70 (1899, I, 15), A.-V. Gidei ; Opinia, II, 247 (1899, III, 12), Gh. Ghibanescu.

M. Jean BOHL, avocat près la cour d'Amsterdam, membre d'honneur de l'Académie de Belgique, un des plus savants jurisconsultes de la Hollande, est en même temps un philo-roumain des plus convaincus. Il a beaucoup contribué à faire connaître la nation roumaine à l'étranger par des publications multiples, telles que le *Code de commerce roumain comparé aux principaux codes européens*¹, le *Droit commercial roumain*².

Mentionnons deux travaux sur la politique douanière de la Roumanie, l'un dû à M. F.-G. DJUVARA³, l'autre à M. C.-J. BAICOIANU⁴, et, enfin, trois sur la question agraire : M. GEBLESKO⁵ étudie la propriété rurale à Rome, en France et en Roumanie dans un travail sérieux, au courant des dernières publications, et qui ne manque pas d'intérêt; M. J. RADOI⁶, très bien intentionné et assez bien renseigné, analyse spécialement la question agraire, surtout au point de vue des réformes à faire; dans l'introduction que M. A.-C. CUZA⁷, le spirituel épigrammatiste, met en tête de son discours sur les paysans et les classes dirigeantes, il accuse nettement ces classes d'avoir, dans la création et l'organisation de la Roumanie moderne, fait la part du lion en exploitant elles-mêmes les paysans et en les laissant exploiter par les Juifs qui, en outre, ont détruit le commerce roumain. — M. Alex. PHILIPPIDE⁸ avait publié, en 1884, une thèse de licence sur l'état social du peuple roumain dans le passé d'après la poésie populaire et l'histoire; il vient d'en donner une deuxième édition. — Enfin M. G. MORIOANU⁹ étudie, toujours dans le même esprit, la loi agraire de 1864 et l'état du paysan en Roumanie, mais avec une introduction historique plus que faible.

*1. J. Bohl, *Le Code de commerce roumain comparé aux principaux codes européens*. Paris, 1895.

*2. J. Bohl, *Droit commercial roumain*. Paris, 1897.

3. F.-G. Djuvara, *la Politique douanière de la Roumanie; la condition des étrangers en Roumanie; les conventions d'extradition; l'exécution des jugements étrangers en Roumanie*. Paris, Ann. de l'Éc. lib. des sciences politiques, III, 599-608, 1898.

4. C.-J. Baicoianu, *Geschichte der rumänische Zollpolitik seit dem 14 Jahrhundert bis 1874*. Stuttgart, Cotta, 1896, 1 vol., 250 p. in-8°.

5. Dr Jur. Geblesco, *la Propriété rurale à Rome, en France et en Roumanie*. Paris, Pedone, 1899, 1 vol., 394 p. in-8°.

6. J. Radoi, *Chestiunea Agrară în Romania*. Bucuresti, Göbl, 1895.

7. A.-C. Cuza, *Tărani și clasele dirigente*. Iasi, tip. Nation, 1895, 1 br., LXIX, x-37 p. in-8°.

8. Al. Philippide, *Incarcare asupra stărei sociale a poporului românesc în trecut*. 2^e éd. Iasi, Saraga, 1896, 1 br., 83 p. in-19.

9. G. Moroiianu, *la Loi agraire de 1864 et l'état du paysan en Roumanie*. Stuttgart, 1898, 1 br., 98 p. in-8°. Cf. Conv. Liter., XXXII, 491, 1898.

Sur des points plus particuliers, mentionnons le curieux article de feu A. PAPADOPOL-CALIMACH ¹ qui, dans un style un peu décousu cette fois, donne beaucoup de détails très intéressants sur l'époque de Scarlat-Calimach; les sérieux articles de M. Paul NEGULESCU ² sur le divorce et sur le « Protimis » dans l'ancien droit roumain; M. C. ERBICEANU ³ étudie les corporations sous le règlement organique; l'in-fatigable explorateur M. T. BURADA ⁴, toujours en quête d'un coin du monde habité par des Roumains, publie des détails très intéressants sur le registre des fraudeurs. — Comme travail de statistique, citons l'essai de MM. Chr.-D. STAIKOVICI et F. ROBIN ⁵.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE. — L'organisation de la Faculté de théologie de Bucarest et la direction sérieuse imprimée aux recherches par de savants professeurs ont beaucoup profité à cette branche d'histoire. Sans doute les travaux, qui témoignent de cette activité, n'ont pas encore réussi à dépouiller le caractère parfois trop naïvement ecclésiastique et on y trouve souvent des affirmations dont la tradition est la seule base; mais, tout compte fait, l'histoire de l'Église a fait de réels progrès. L'âme presque de ce petit séminaire est M. C. ERBICEANU, dont le nom revient si souvent, et avec éloges, sous notre plume. Une conférence qu'il a faite sur le rôle de la religion dans les luttes des Roumains ⁶ n'est pas de nature, il est vrai, à justifier l'estime particulière où nous le tenons, mais ce n'est qu'une conférence populaire et d'autres travaux, ainsi qu'on l'a vu et que l'on va le voir encore, le recommandent particulièrement. En fait d'histoire générale, il a fait imprimer la traduction, par le métropolitain Veniamin Costaki (1843), de l'ouvrage de Teodoret sur l'histoire de l'Église ⁷.

1. A. Papadopol-Calimach, *Din istoria legislatiunei Moldovei*. Iasi, Arh., VII, 148-69, 284-90, 1896.

2. Paul Negulescu, *Divortul în vechiul drept romîn*. Bucuresti, Rev. de dr. si sociol., I, 29-52, 1898. — Le même : *Étude sur le « Protimis » dans l'ancien droit roumain*. Paris, Nouv. Rev. hist. de dr. fr. et étr., 1899. Bucuresti, Rev. de dr. si sociol., I, 71-92, 1899.

3. C. Erbiceanu, *Breslele sub Regulamentul Organic*. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XVIII, 776-83, 1894-95.

4. T.-T. Burada, *Condica siretilor, o vechie institutie juridică*. Iasi, Arh., VI, 34-46, 1895.

5. Chr.-D. Staikovici et F. Robin, *Recueil de statistique roumaine*. Bucuresti, 1898, 1 br., 187 p. in-8°.

6. C. Erbiceanu, *Religiunea în luptele Românilor*. Bucuresti, tr. At. Rom., XI, 52-71, 1895.

7. Teodoret, *Episcopul Cirului. Cinci cuvinte asupra istoriceii Bisericesci de la 325 la 429*, traduse în romaneste de Metrop. Veniamin Costache la anul 1845 si imprimate dupa original de C. Erbiceanu. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., tip. « Cart. biser. » 1898, 1 vol., XVIII-267 p. in-8°.

M. Drag. DIMITRESCU¹ a publié un article sur les archevêchés auto-céphales au commencement du XVIII^e siècle, et M. Eug. VOROBCHIEVICI² une brochure sur l'Église orthodoxe de Bucovine et de Dalmatie. — Le diocèse du métropolitain de Czernowitz s'étend en effet aussi sur la Dalmatie, l'Istrie et les bouches du Cattaro. Le travail de l'auteur comprend une partie historique et une autre statistique. La dernière est bien mieux traitée que la première, qui n'offre d'intérêt que par la liste chronologique des métropolitains. Depuis la fondation de l'archevêché moldave jusqu'en 1784, les métropolitains de la Bucovine ne sont autres que ceux de la Moldavie, dont la Bucovine a fait partie jusqu'en 1775, lorsqu'elle lui fut ravie par l'Autriche. Mais le nord de la Moldavie qui constitua plus tard la Bucovine avait aussi un évêque spécial dans la ville de Radautz. Cet évêché fut transféré en 1784 à Czernowitz. En 1873, il fut élevé à la dignité d'archevêché, et son autorité fut étendue aussi aux provinces de la Dalmatie et de l'Istrie. — M. P. GÂRBOVICEANU³ publie un article, non sans intérêt, sur les Pauliciens et les Bogomiles. — Pour le droit ecclésiastique, nous avons les recherches précieuses de M. C. ERBICEANU⁴ sur l'administration de l'Église pendant la révolution grecque de 1821 et la thèse trop succincte de M. G. CHIRICA⁵ sur la législation ecclésiastique roumaine des XVII^e et XVIII^e siècles. Le mémoire lu par M. V.-A. URECHIA⁶ à l'Académie roumaine sur le règne de J. Caragea, a aussi trait spécialement à la situation de l'Église. — Dans un genre plutôt littéraire, citons le travail de M. C. ERBICEANU⁷ sur la diatribe de Meletie Sirig contre les Calvinistes et contre Cyrille Lucaris et les curieux détails qu'il donne sur la situation des religieux rou-

1. Dimitrescu Dragom, *Archiepiscopiile autocefale la începutul secolului al XVIII-lea*. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XIX, 418-33, 1895-6.

*2. Eug. Vorobchievici. *Privire scurtă istorică-statistică asupra arhidiecezei ortodoxe orientale a Bucovinei și Dalmatiei*. Cernauti, 1893, 1 br., 64 p.

3. P. Gârboviceanu, *Pavlichienii și Bogomilii*. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XX, 375-97, 504-24, 1896-7.

4. C. Erbiceanu, *Material pentru Dreptul bisericesc român. Câteva cuvinte asupra administrației bisericesti pe timpul Zaveriei (Eteriei)* 1821. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XVIII, 41-7, 1894-5.

5. G. Chirica, *Cercetări istorice asupra legislației bisericești române din secolul al XVII și XVIII*. Teză pentru licență. Bucuresti, J. Göbl, 1895, 1 vol. 97 p.

*6. V.-A. Urechia, *Domnia lui Ioan Caragea, Biserica română*. Bucuresti, ex. An. Ac. Rom., série II, t. XIX, 1897, 1 br., 160 p. in-4^o.

7. C. Erbiceanu, *Scrierea lui Meletie Sirig contra Calvinilor și a lui Ciril Lucaris, compusă din ordinul Sinodului ținut în Iași la 1642*. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XVIII, 6-27, 1894-5.

maines du siècle dernier¹. — Au même nous devons l'histoire du couvent de Râsca². Mentionnons encore celle du monastère de Sinaia par l'archimandrite NIFON³ et le mémoire de M. C. MUNTEANU⁴ sur la fondation de l'église Saint-Jonica Moldoveni.

BIOGRAPHIES. — A. *Personnalités de l'Église*. M. C. ERBICEANU⁵ vient de publier une étude sur Ulfila, l'apôtre des Goths; il se propose de prouver l'existence du christianisme chez les Daco-Roumains pour l'époque où vivait Ulfila (il est mort en 388). La preuve que l'auteur croit apporter n'est qu'une hypothèse. De l'existence du christianisme dans les régions qui avoisinent la citadelle des Carpathes, il conclut à la présence du christianisme chez les Daco-Roumains eux-mêmes. La meilleure preuve que les Daco-Roumains ont été chrétiens, c'est encore la langue roumaine de nos jours qui rend la plupart des notions fondamentales du christianisme par des mots d'origine latine, preuve que les esprits dans lesquels ces termes prirent naissance devaient être en même temps et chrétiens et romains. — Dans son étude sur Josif I Musat, le premier évêque métropolitain de la Moldavie, M. J.-A. GRIGORIU⁶, très mal renseigné, fait encore preuve d'un manque complet de sens critique; citons encore l'étude de M. S.-F. MARIAN⁷ sur le Saint-Jean le Nouveau de Suceava; la thèse, assez bien faite, de M. M. MICHAILEANU⁸ sur Jacob II Stamate, métropolitain de la Moldavie; celle de M. G. VOICU⁹ sur Chesarie, évêque de Buzeu. Le métropolitain Veniamin Costache est venu de

1. C. Erbiceanu, *Cită cinstă să dădea clericilor români de călărie ierarhia grecească din Ungro-Vlahia în secolul trecut*. Bucaresti, Bis. Ort. Rom., XIX, 160-1, 1895-6.

2. C. Erbiceanu, *Istoria Sfintei monastirei Râsca*. Id., Ibid., XVIII, 451-66, 1894-5.

3. Archim. Nifon, *Monastirea Sinaia* (1695-1895). Schita istorica. Bucaresti, J. Göbl, 1895, 1 br., 64 p.

4. C. Munteanu, *Memoriu asupra Zidierii bisericeii Sf. Ionică Moldoveni*. Bucaresti, F. Göbl et filii, 1 br., 8 p.

5. C. Erbiceanu, *Ulfila, viața și doctrina lui sau starea cretinismului în Dacia Traiană și Aureliană în secolul al IV-lea*. Bucaresti, Bis. Ort. Rom., 1898, 1 vol., II-123 p. in-8°, avec une carte.

6. J.-A. Grigoriu, *Josif I Musat, primul mitropolit al Moldovei, 1373-1410*. Cf. Opinia, II, 123, 1898, Gh. Ghibanescu.

7. S.-F. Marian, *Sântul Ioan cel nou de la Suceava*, schita istorica. Bucaresti, C. Göbl, 1895, 1 vol., 206 p.

8. M. Michailceanu, *Viața și activitatea Mitropolitului Moldovei și Sucevei Jacob II Stamate*. Teza pentru licență. Bucaresti, Göbl, 1895, 1 br., 83 p.

9. G. Voicu, *Viața și activitatea lui Chesarie episcop de Buzeu (1825-1846)*. Teza pentru licență. Bucaresti, tip. Cart. Biser., 1 br., 60 p.

nouveau à l'ordre du jour, le travail, trop ancien déjà, de M. Andrei Vizanti devant être refait; M. TANASESCU¹ y consacra quelques pages, auxquelles il faut ajouter celles, de beaucoup plus importantes, de M. C. ERBICEANU².

B. *Princes*. M. J.-C. GEORGIAN³ a essayé de soutenir qu'Étienne le Grand, prince de Moldavie, avait régné 46 ans en Valachie après avoir conquis ce pays en 1474. C'est une erreur absolue. Il base son opinion uniquement sur l'assertion assez équivoque d'un chroniqueur, alors que tous les documents des temps, que M. Georgian ignore complètement, montrent que le prince de Moldavie, après avoir conquis la Valachie, ne la garda pas sous son administration; il se contenta d'y placer des princes qu'il croyait fidèles à sa politique, mais qui passèrent bientôt aux Turcs. — Le règne et le caractère de Vlad l'Empaleur, prince de Valachie (1456-1462), ont été l'objet de deux monographies, dues l'une à M. ION BOGDAN⁴, professeur de langues slaves à l'Université de Bucarest, l'autre à M. G. GHIBANESCU, professeur à l'école normale d'instituteurs ruraux de Jassy⁵. — Vlad l'Empaleur fut un prince très cruel, comme le prouve, entre autres, le surnom que la postérité lui a donné. Mais, d'après ce que l'on sait sur ce prince, ses cruautés avaient pour but de mettre un terme à l'anarchie dans laquelle se trouvait son pays, à la suite des troubles antérieurs dont il avait été le théâtre, pour pouvoir s'opposer ensuite aux empiètements continuels des Turcs, qui en étaient arrivés à exiger de la Valachie un tribut de chair humaine, 500 enfants par an pour le corps des janissaires. D'après des témoignages très dignes de foi et émanant des sources les plus diverses, Vlad réussit dans son entreprise; il vainquit Mahomet I, le célèbre conquérant de Constantinople, et le chassa de son pays. Si Vlad perdit toutefois le trône, cette circonstance s'explique par l'intervention d'Étienne le Grand, prince de Moldavie, qui, ayant intérêt à mettre la ville de Chilia sous son autorité, attaqua Vlad en même temps

1. M. Tanasescu, *Viata si activitatea lui Venenianin Cosfache, Mitropolit al Moldovei*, 1803-1842, teza pentru licenta. Bucuresti, I. Göbl, 1 br. 71 p.

2. C. Erbiceanu, *Câteva date despre Mitropolitul Veniamin*. Bucuresti, Bis. Ort. Rom., XVIII, 278-80, 612-5, 1894-5.

*3. J.-C. Georgian, *Opagină din nata Marelui Stefan*. Bucuresti, tip. Lupta, 1894, 1 br., 30 p. Cf. An. Ac. Rom., série II, t. XVII, p. 445-60; *Rev. hist.*, LX, 163-7, M. Demetresco; Conv. Liter., XXIX, 294-302, 1895.

*4. J. Bogdan, *Vlad Tepes si naratiunile germane si rusesti asupra lui studiu critic cu 5 portrete*. Bucuresti, 1896, 1 vol. petit in-4°, 170 p.

*5. Gh. Ghibanescu, *Vlad Tepes; studiu critic*. Iasi, Arh., VIII, 373-417, 437-521, 1897.

que les Turcs, le battit dans une rencontre qui suivit la victoire de Vlad contre Mahomet et força le prince de Valachie à chercher un refuge auprès de son beau-frère, le roi de Hongrie Mathias Corvin. Telle est la version adoptée sur le caractère et le règne de Vlad l'Empaleur depuis que l'historiographie roumaine s'était occupée de ce prince, et cette version, confirmée par des documents récemment découverts, fut adoptée par M. Xénopol dans son *Histoire des Roumains* (t. I, p. 266 de l'édition française). A cette exposition du règne et du caractère du célèbre prince de Valachie, M. Bogdan veut en substituer une autre, d'après laquelle Vlad aurait été un dégénéré sanguinaire et lâche devant les Turcs qui l'auraient détrôné. Pour en arriver là, M. Bogdan passe légèrement sur les preuves contemporaines de la victoire remportée par Tzepes contre Mahomet; il tire des conclusions morales de faits très peu probants, car à l'époque où vivait Vlad, les princes cruels n'étaient que trop nombreux. En réalité, c'est une thèse que l'auteur a voulu démontrer et il fait plier tous les témoignages qu'il rencontre dans les sources à ses idées préconçues. Or, ce n'est pas ainsi que l'on traite l'histoire. — M. Ghibanescu, dans l'étude insérée dans l'*Arhiva*, critique avec beaucoup de justesse les vues de M. Bogdan et apporte encore de nouveaux arguments à la version ancienne, la seule vraie, la seule qui puisse être soutenue d'une façon scientifique. Mais là où le jeune et vaillant professeur parvient à faire un véritable tour de force, c'est dans son étude sur Vlad Vodă Călugaru¹, qui est excellente au point de vue de la documentation et de la critique. A remarquer la généalogie des Bassaraba (p. 425), celle des descendants de Dan (p. 430) et celle de la famille de Dracul (p. 441); l'histoire de la Valachie de 1472 à 1496 est enfin élucidée.

M. G. BOGDAN-DUICA² publie, sur Radul de la Afumati, une note qui complète le récit présenté par M. A.-D. Xénopol (*Istoria Românilor*, II, p. 488-89) d'après les chroniques valaques; il utilise des documents publiés par M. Fr. Schuller dans ses *Urkundliche Beiträge zur Gesch. Siebenbürgens* (Neue Folge, XXVII, 223-287, 607-672). — L'étude critique de M. M.-N. BURGELE³, très systématique et très bien faite sur Despot Voda, n'apprend pas beaucoup de

1. Gh. Ghibanescu, *Radu Vodă Călugarul*. Iasi, Arh., VII, 112-41, 1896.

2. G. Bogdan-Duica, *Notiță despre Radul de la Afumati*. Iasi, Arh., IX, 313-8, 1898.

3. M.-N. Burgele, *Despot Vodă Ereticul, Domnul Moldovei*, 1561-63, studiu critic. București, extr. Conv. Lit., XXXI, 471-95, G.-A. Lazareanu, 1897, 1 br., 68 p. in-8°.

nouveau. On ne peut pas en dire autant du travail de M. N. JORGA¹ sur Basta et sur Mihai Viteazul, le héros national, dont sa sévère critique diminue l'auréole. C'était fatal : étudiés au point de vue de l'histoire universelle, les héros nationaux ne peuvent plus garder la même valeur relative; nous sommes un petit peuple et nos grands hommes d'État, princes ou autres, ne sont parfois que simples jouets mis en mouvement par des forces supérieures et extérieures. Sur la famille des Ghica, nous rappellerons la généalogie donnée par JON GHICA² dans l'*Arhiva* de Jasi, et la rectification qu'y apporte M. J. TANOVICÉANU³ dans la même revue. — Une famille qui a eu enfin le bonheur de trouver son historien, celle des Callimachi, a été, au courant de ces dernières années, l'objet de plusieurs notes et travaux, parmi lesquels nous citons celui d'un membre même de la famille, A. PAPADOPOL-CALIMACH, qui en avait parlé dans plusieurs de ses études⁴; ajoutons celle de M. T. STEPHANELLI⁵, qui tranche définitivement la question de l'origine de la famille, pour finir par le grand ouvrage de M. A.-D. XÉNOPOL⁶, qui nous a donné un modèle presque accompli de biographie. Profitons de l'occasion pour attirer l'attention des historiens roumains sur l'importance et la nécessité des études sur l'histoire des anciennes grandes familles du pays qui jetteraient un jour nouveau sur la vie intime de la société roumaine et permettraient de sortir du lieu commun. — M. J.-G. VALENTINEANU⁷ publie, sur l'élection, la vie et l'abdication du prince A.-J. Cuza, des pages qui ne sont pas sans intérêt. — La publication des Notes sur la vie du roi Charles a suscité plusieurs études parmi lesquelles nous citerons celles de MM. J. BOHL⁸, J. DE WITTE⁹.

1. N. Jorga, *Basta si Mihai Viteazul*. Bucuresti, Ig. Hertz, 1895, 1 br., 60 p. in-16.

2. Jon. Ghica, *Genealogia Ghiculestilor de la Alexandru Ghica dragomanul*. Iasi, Arh., IX, 233, 1898.

3. I. Tanoviceanu, *O rectificatie de genealogie*. Iasi, Arh., IX, 354-6, 1898.

4. A. Papadopol-Calimach, *Origina lui Joan Calimach, Domnul Moldovei*. Iasi, Arh., VI, 231-49, 1895.

5. T. Stephanelli, *Origina lui Joan Teodor Calimach (Calmasul)*. Iasi, Arh., VII, 355-66, 1896.

6. A.-D. Xénopol, *Istoria si genealogia casei Callimachi*. Bucuresti, I. Göbl, 1897, 1 vol. 400 p. in-8°. L'Arh. (VIII), 422-65, Iasi, 1897) a publié l'introduction et les deux premiers chapitres de l'ouvrage.

7. J.-G. Valentineanu, *Alegerea, viata si detronarea lui Vodă Cuza*, 1898.

8. J. Bohl, *Charles I^{er} de Roumanie, fondateur du royaume: discours prononcé à l'Académie royale de Belgique le 18 décembre 1889*. Paris, 1896, 100 p. in-8°. — Le même : *les Dynasties. L'Empereur Guillaume I^{er}. L'Empereur Napoléon III. La Patrie*. Paris, 1897.

9. J. de Witte, *les Débuts d'un règne d'après les mémoires du roi de Rou-*

C. *Divers*. L'*Arhiva*¹ de Jasi publie la généalogie de la famille des Urechia, d'après M. J. Tanoviceanu; M. Gh. GHIBANESCU² déterre la famille Carjă. Acceptant la théorie de M. B.-P. Hasdeu sur les Bassarabes, M. O.-G. LECCA³ se demande s'il y a encore des Bassaraba et refuse aux Brancovan le droit d'en porter le nom, surtout de s'appeler Bassaraba de Brancovan; il publie sur sa famille une étude⁴ qui fait partie d'un grand ouvrage sur les familles aristocrates roumaines. Ajoutons le volume de M. J.-G. SBIERA⁵, qui raconte l'histoire de sa propre famille, dont il fait remonter l'origine au boyard Jonascu Sbierea, qui vivait du temps d'Étienne le Grand, sans apporter d'ailleurs d'autre preuve de cette origine que la ressemblance du nom. Il expose ensuite sa propre biographie, qui est intimement liée à celle du peuple roumain de la Bukovine. — D'autres biographies, moins érudites et moins instructives, méritent cependant d'être signalées: M. A. PAPADOPOL-CALIMACH⁶ étudie la vie de Sophie Paléologue; M. H. KRETSCHMAYR⁷ donne, sur Ludovico Gritti, un article très bien documenté, très bien fait; l'auteur a fait des recherches dans toutes les bibliothèques qui pouvaient lui fournir quelque détail, excepté celle de Constantinople; mais il est peu probable qu'il y ait pu trouver quelque chose. Sur Avram Jancu, nous avons deux articles, dus à M. STERCA SULETIU⁸. M. T. GHIGA⁹ refait la biographie d'Anastasie Panu. Dans son discours de réception à l'Académie roumaine, M. A.-D. Xénopol¹⁰ a décrit magistralement la vie et l'acti-

manie. La *Candidature Hohenzollern en Espagne. La Roumanie pendant la guerre franco-allemande*. Paris, *Correspondant*, 1898, XI, 10.

1. *Genealogia familiei Urechie după J. Tanoviceanu*. Iasi, Arh., IX, 234-9, 1898.

2. Gh. Ghibanescu, *Spita familiei Cărjă*. Iasi, Arh., VIII, 189-96, 1897.

3. O.-G. Lecca, *Y a-t-il encore des Bassaraba? Les Préendus et les vrais Bassarabes*. Bucarest, I. Göbl, 1898, 1 br. 14 p. in-16.

4. O. Lecca, *Familia Lecca, extras din « Familiele boeresti Române »*. Bucuresti, F. Göbl, 1898, 1 br., 14 p. in-16.

5. J.-G. Sbierea, *Familia Sbierea după tradiție și amintiri din viața autorului*. Cernauti, 1899, 1 vol., 431 p. gr. in-8°.

6. A. Papadopol-Calimach, *Sofia Paleolog, nepota Împăratului Constantin XII Paleolog și Domnița Olena, fiica Domnului Moldovei Ștefan cel Mare, 1472-1509*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVII, 1-157, 1895.

7. H. Kretschmayr, *Ludovico Gritti*. Wien, Archiv. f. Oesterr. Gesch., t. LXXXIII, 1896. Cf. Arhiva, X, 358-63, Rem. Caracas.

8. J.-S. Suletiu, 1° *Avram Jancu și P. Vasvári*. Sibiu, Transilv., XXVIII, 40-3, 1897; 2° *Avram Jancu*. Id., Ibid., XXVIII, 83-122, 1897.

9. T. Ghiga, *Anastasie Panu*. Prima Aniversare a patronului gimnasiului clasic « Anastasie Panu » din Husi. Husi, N. Luca, 1895, p. 12-28, in-8°.

10. A.-D. Xénopol, *Mihail Cogălniceanu, cuvîntare de primire în Academia Română*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II; Iasi, Arh., VI, 353-408, 1895.

vité du grand homme d'État, Mihail Cogălniceanu, et, mieux qualifié que tout autre, a mis en relief le rôle décisif que celui-ci avait joué dans la création, sinon dans l'organisation de la Roumanie actuelle. C'est une étude de moindre envergure, celle de M. J.-T. GHICA¹, sur J.-C. Brătianu, qui attend encore son historien, tout comme Jon Ghica, dont la note de M. G. ADAMESCU² ne fait qu'effleurer la vie, tout en disant l'essentiel. — M. AL.-G. MAVROCORDATO³, à l'occasion de la lettre adressée par Le Quien à N. Mavrocordato et publiée par M. N. Jorga (cf. plus haut), fait une véritable excursion dans le monde des lettres du commencement du XVIII^e siècle et complète la note de M. N. Jorga sur l'édition du « De officiis. » Ajoutons à l'article de M. B. FLORESCU⁴, sur l'Idéal de N. Bălcescu, celui, moins intéressant mais beaucoup mieux fait, de M. G.-Dem. TEODORESCU⁵ sur le programme national de 1857 et sur Al. Orăscu et celui de M. J.-G. VALENTINEANU⁶ sur les meurtriers de Barbu Catargiu, article qui est loin de projeter la lumière désirée sur ce sombre drame.

AFFAIRES EXTÉRIEURES. — Aux rapports des Roumains avec les Bulgares, M. J. BOGDAN⁷ a consacré des pages magistrales mais trop brèves qui laissent encore beaucoup à glaner; moins solide est l'étude de M. D. DEMETRESCU⁸ sur l'Église bulgare. M. Gh. MARCULESCU a rendu un véritable service au public roumain, malheureusement trop ignorant de la langue de ses voisins, en traduisant l'étude de M. Iv.-D. Sismanoff⁹ sur l'importance et la théorie de l'ethnographie bulgare.

1. J.-T. Ghica, *Jon C. Brătianu*. Conferința ținută în sara de 12 aprilie 1896 la Secțiunea « Ligei Culturale » din Paris. București, J.-V. Socecu, 1896, 1 br., 57 p. in-8°.

2. G. Adamescu, *Notiță despre viața și activitatea politică și literară a lui Jon Ghica*. București, C. Müller, 1 br., 48 p.

3. Al.-G. Mavrocordato, *Cu ocaziunea scrisorii lui Le Quien*. Iasi, Arh., X, 185-204, 1899.

4. B. Florescu, *Idealul lui Bălcescu*. București, Rev. p. Ist., VII, 301-23, 1897.

5. G.-Dem. Teodorescu, *Programa națională din 1857 și Alexandru Orescu*. București, Aten. Rom., II, 96-105, 1895.

6. J.-G. Valentineanu, *Ucigașii lui Barbu Catargiu*. București, 1897.

7. J. Bogdan, *Românii și Bulgarii; raporturile culturale și politice între aceste două popoare*. București, Socecu, 1895, 1 br., 58 p. Cf. Arch. f. slav. Philol., XVIII, 288-89, 1896.

8. D. Demetrescu, *Biserica bulgară*. București, Bis. Ort. Rom., XX, 181-98, 1896-97.

9. Dr Iv.-D. Simanoff, *Insemnatatea și teoria etnografiei bulgare*. București, Conv. Liter., XXXI, 540-66, 1897.

Un excellent article, de M. M.-B. BOERESCO¹, sur la situation des principautés roumaines et sur leurs rapports avec la Turquie et avec les autres États, montre bien la différence qu'il y avait entre la situation légale et la réalité des pays roumains sous le régime des capitulations et, tout en accordant une trop grande confiance aux descriptions pessimistes du temps, donne la juste mesure des choses. Il nous plaît de le remarquer, d'autant plus que, pour la plupart, les Roumains, et pas des moindres, raisonnent sur le passé en oubliant que leur pays était soumis aux Turcs et en ne se rendant pas compte de ce que cela veut dire. C'est aussi à la réalité des choses que nous rappelle la conférence de M. N. JORGA², sur les luttes des Roumains avec les Turcs à partir du règne de Mihaiu Viteazul. On sait quelle est l'opinion généralement reçue : d'abord défenseurs victorieux du christianisme, ensuite vaincus, mais respectés, les Roumains finissent par tomber de plus en plus bas jusqu'au règne des Phanariotes, où cet abaissement fut le plus complet. « C'est simple et beau, mais c'est faux par cela même que c'est simple et beau » (p. 6), s'écrie l'auteur et, avec cette passion du vrai qui le rend parfois injuste envers les hommes, mais qui lui donne tant de force pour dénoncer l'erreur, il refait en quelques pages toute l'histoire du XVII^e siècle pour mettre à la place de cette prétendue simplicité la réalité, qui est beaucoup plus complexe, tout en étant moins belle. C'est dur pour les esprits idylliques, mais ils ont un moyen de faire encore de la poésie, c'est de reculer la scène du drame. C'est ce qu'avait compris M. J.-C. GEORGIAN³ en transportant à la fin du XV^e siècle le grand moment de l'Union nationale moldo-valaque (jusqu'à M. G. on s'était contenté de le placer au commencement du XVII^e siècle) et en faisant du prince régnant, Étienne le Grand, le pivot de l'histoire générale. Certes, nous ne prétendons pas nier le rôle joué par ce héros, mais nous croyons qu'on doit diminuer un peu le piédestal sur lequel le fait monter l'auteur. — Nous nous bornerons à citer la conférence historique donnée

1. M.-B. Boeresco, *la Situation politique des anciennes Principautés roumaines du Danube avant 1878. Leurs rapports avec la Turquie et avec les autres États*. Paris, Rev. génér. du dr. intern. public, 1897, n° 3.

2. N. Jorga, *Două conferințe : I. Luptele Românilor cu Turcii de la Mihaiu Viteazul încoace. II. Cultura română supt Fanarioti*. Bucaresti, Socecu et C^e, 1898, 1 br., 108 pages in-16. Cf. Opinia (II, 230), 1899, II, 22, Gh. Ghibănescu.

3. J.-C. Georgian, *Domnia lui Ștefan cel Mare din punct de vedere al Istoriei generale*. Bucaresti, Aten. Rom., II, 33-47, 174-83, 1895.

par M. J. RASCANU¹, dans le même ton, sur les services que les Roumains apportèrent à la cause de la chrétienté. — L'empire ottoman fut le cadre où les Grecs parvinrent à établir leur influence et à créer une civilisation qu'on appelle encore, chez nous, phanariote. Pour en faciliter la connaissance. M. C. Erbiceanu a traduit le travail de Ep.-J. Stamatiadi² sur la vie des grands drogmans grecs; dans un esprit tout à fait hostile à cette civilisation, mentionnons une autre traduction, celle de Zallony³, par M. G. Balsh. Le bel et substantiel article de M. A.-G. MAVROCORDATO⁴ sur l'Épistolaire grec de M. Em. LEGRAND est un véritable mémoire sur l'époque de quarante-six ans qu'embrasse l'Épistolaire; on y trouve des considérations générales sur l'époque phanariote « que l'on doit étudier au lieu d'en médire, » et des détails très précieux sur les publicistes grecs et sur l'organisation grecque déjà citée de l'école. Ajoutons la belle conférence de M. N. Jorga (cf. plus haut) sur la civilisation roumaine sous les Phanariotes, qui présente les conclusions favorables à la réhabilitation de cette époque, c'est-à-dire à l'étude objective et impersonnelle des faits.

Pour les rapports avec la Russie, notons simplement le petit travail de M. Stefan GRAUR⁵ sur la Roumanie et le Tsarisme, dont la devise, « la Russie dévore ses alliés, » nous indique l'esprit. Plutôt partielle pour les Russes, mais non sans valeur, est l'étude de M. A. DE GIERS⁶ sur le consulat russe de Jassy; on y trouvera reproduites deux pièces essentiellement précieuses.

L'Occident est une région des mieux explorées et sur laquelle nous avons des travaux de valeur exceptionnelle.

M. Grégoire-C. CONDURATU⁷ a publié un volume très documenté

1. J. Rascanu, *Serviciile Românilor în causa creștinătății*. Conferința istorică ținută la Atheneul din Buzeu. Buzeu, Alex. Georgescu, 1 br., 52 p.

2. Ep.-I. Stamatiadi, *Biografiile marilor dragomani (interpreti) greci din Imperiul otoman*, traduse de C. Erbiceanu. București, tip. « Cart. biser. », 1898, 1 vol., IV-108-II p. in-8°.

3. Zallony, *Despre Fanarioti*, tradusa și cu o prefata de G. Balsh. București, C. Göbl, 1 vol., 210 p. in-16.

4. A.-G. Mavrocordato, *O culegere de scrisori către Hrisant Notara, patriarhul Ierusalimului*. Iasi, Arh., VII, 488-516, 589-631, 1896.

5. Stefan Graur, *la Roumanie et le Tsarisme*. Conférence prononcée devant les membres de la section parisienne de la « Ligue roumaine. » Paris, G. Pel-luard, 1897, 1 br., 72 p. in-16. Cf. Arh. (VIII, 700-702), A. Valeria.

6. A. de Giers, *Din trecutul Consulatului Rusiei în Iasi*, tradus din rusește de Nicodim Munteanu. Iasi, Arh., VIII, 640-64, 1897.

*7. Gr.-C. Conduratu, *Incerări istorice. Relațiunile Tarei Romanesti cu Ungaria până la anul 1526*. București, J. Göbl, 1898, 1 vol. gr. in-8° de 534 p. Cf. Conv. Liter., XXXIII, 1899, St. Orasanu.

sur les Relations entre la Valachie et la Moldavie avec la Hongrie. C'est une amplification de sa thèse de licence ès lettres. Le travail de M. Conduratu est bien fait; il va toujours aux sources et cherche à jeter de la lumière sur la partie assez obscure des relations politiques dans lesquelles les principautés roumaines se trouvaient avec leur prétendu suzerain. Naturellement, ses recherches l'obligent souvent à dépasser son thème et à toucher aussi à d'autres sujets, ce qui donne parfois à l'ouvrage le caractère d'une histoire générale des pays roumains depuis leur fondation jusqu'à la chute de la Hongrie sous les Turcs, à Mohacz, en 1526. Dans bien des endroits, on voit M. Conduratu hésiter sur les conclusions à tirer des documents, soutenir, à peu de lignes d'intervalle, des opinions opposées, et en général montrer un esprit peu sûr de lui-même (voy., par exemple, les p. 56, 277, 285, 293). Il semble trop dominé par les menus faits qu'il établit ou qu'il corrige, de sorte que son travail manque de cette forte unité de pensée qui vivifie les ouvrages historiques de longue haleine; cela est d'autant plus fâcheux que l'esprit tout à fait impartial, avec lequel l'auteur a étudié la question, lui aurait permis d'en tirer des conclusions très intéressantes et nouvelles. Le jeune licencié a pourtant incontestablement livré un travail de valeur; il ne pourra que gagner à poursuivre ses recherches, mais il lui faudra serrer davantage son sujet, ne pas accumuler, par amour pour l'érudition, des matériaux et des faits inutiles, exposer ses idées plus clairement et soigner davantage son style.

Les relations des principautés avec l'Europe centrale et occidentale revêtent, au xvi^e siècle, une forme particulière, celle des prétendants vagabonds. On en trouve partout, à Paris, à Stockholm, à Rome et à Leipzig, voire même à Moscou; les uns ne voient jamais la pourpre du trône, quelques autres goûtent à deux reprises, pendant des moments trop courts, hélas! les délices du pouvoir. Plusieurs causes engendrent et favorisent ce pullulement de princes, prétendants, pour la plupart, malheureux. L'une est constitutionnelle: la succession au trône est un mélange du droit héréditaire et électif; avec le temps, l'élection a été réduite à une simple formalité de soumission; l'hérédité, au contraire, fut, de tout temps, étendue à tous les descendants, naturels ou non, ce qui permettait à tout le monde, comme en Danemark, d'avoir des prétentions au trône. Avant le xvi^e siècle, ce mode de succession n'eut d'autre effet que de troubler les principautés et d'y permettre l'immixtion de leurs voisins les Hongrois et les Polonais. Au xvi^e siècle, deux événements changent cette situation: ce fut d'abord l'établissement des relations politiques et diplomatiques, de plus en plus régulières, entre les Turcs

et l'Europe centrale et occidentale, ce qui ouvre des ressources inattendues et multiples aux prétendants (intérêt politique, amitié personnelle des princes, appui intéressé ou non des ambassadeurs); ce fut ensuite la formation des bandes guerrières des Haiducs et des Cosaques, qui offre un autre moyen commode de parvenir au trône. Ajoutons à cela le développement des relations économiques et intellectuelles entre les divers peuples, et nous comprendrons comment, dans ce milieu favorable, devait prospérer l'espèce des prétendants vagabonds. Elle donne aux relations internationales, de l'époque, un caractère particulier de romantisme et prépare l'avènement des grands princes diplomates du siècle suivant. Mais l'étude de cette époque est extrêmement difficile, car les documents sont dispersés un peu partout, si même ils ne font pas défaut; on ne parvient pas toujours facilement à mettre d'accord les sources nationales avec celles d'origine étrangère, et celles-ci non plus entre elles; malgré toutes les recherches, il y aura toujours, dans les travaux sur cette question, le chapitre des « prétendants non identifiables. » Personne n'était peut-être mieux préparé pour cette étude que M. N. JORGA¹; en douze pages il a donné une espèce d'introduction, dont nous venons de donner la substance, et, dans les soixante-dix suivantes, il a fait en détail l'étude de tous ces prétendants, qu'il répartit en deux groupes : ceux qu'il appelle « non identifiables, » dont, du reste, il s'empresse de réduire le nombre, dans un appendice, à la suite de la découverte des documents de Basov par M. J. Bogdan, et les autres dont il réussit à nous donner ou à compléter l'état civil. — Nous éprouvons une certaine gêne à mentionner, après cette belle étude, l'opuscule de M. N.-G. ALEXANDRESKO² sur la correspondance du chevalier de Gentz avec Jean Caradja et la question d'Orient, mais nous nous sentons tout à fait à l'aise avec le travail de M. J.-D. GHICA³ sur les rapports entre la France et les principautés danubiennes, de 1789 à 1815, travail qui joint à une information excellente une conception très juste de la situation, des vues très claires et un excellent esprit d'érudition impartiale; regrettons seulement que l'auteur n'ait pas utilisé les cartons du ministère des Affaires étrangères de Paris pour

1. N. Jorga, *Pretendenti domnesci în secolul al XVII-lea*. Bucuresti [ex. An. Ac. Rom., série II, t. XIX], C. Göbl, 1898, 1 vol., 82 p. in-4°, avec 2 pl. et 1 tableau.

2. N.-G. Alexandresco, *la Correspondance du chevalier Frédéric de Gentz avec le prince de Valachie Jean Caradja et la question d'Orient*. Paris, A. Pedone, 1895, 1 br., 47 p. in-8°.

3. J.-D. Ghika, *la France et les principautés danubiennes de 1789 à 1815*. Paris, Ann. Ec. sc. polit., XI, 208-29, 321-52, 1896.

l'histoire interne des consulats de Jassy et de Bucarest. — Voilà enfin, pour finir, le plus joli travail, le mieux connu des Français et le dernier en date. M. Pompiliu ELIADE a étudié *les Origines de l'influence française sur l'esprit public des Roumains*¹. Cette influence est un phénomène historique des plus remarquables, exercé à une énorme distance géographique par un peuple sur un autre, dont les conditions étaient tout ce que l'on peut imaginer de plus dissemblable. Admettant le point de vue auquel s'est placé M. A.-D. Xénopol quand il a attribué cette influence à la domination des Grecs du Phanar (voy. *l'Histoire des Roumains de la Dacie trajane*, t. II, p. 346), M. Eliade approfondit et élargit le sujet en y consacrant une étude spéciale. Après avoir exposé l'état politique, social et intellectuel des principautés, état qui, précisément, devait être changé du tout au tout par l'influence des idées françaises, M. E. analyse les quatre voies par lesquelles cette influence pénétra en Roumanie : l'influence grecque, celle des Russes, celle des professeurs et des consuls français et le courant latiniste originaire de la Transylvanie qui, montrant dans la France la sœur aînée des pays roumains, renforça et justifia l'influence française. La monographie de M. E. est très bien faite. Elle tient compte de l'enchaînement des faits d'après les quatre catégories indiquées plus haut. Quelques erreurs de détail peuvent être négligées, si l'on prend en considération la valeur de l'ensemble. Seulement, M. E. critique trop amèrement la conduite des Grecs, qu'il devrait plutôt s'efforcer de faire comprendre, car cette conduite était nécessaire. Mais, si l'on peut faire des restrictions au point de vue historique, on ne peut pas lui ménager les louanges au point de vue littéraire; c'est un morceau de premier ordre, tant pour le pittoresque que pour l'ampleur de la pensée; il y a là des passages très remarquables comme finesse d'analyse, comme plasticité de détail et, dans ce labyrinthe de noms plus qu'éphémères, de choses incompréhensibles pour nous, malgré leur rapprochement d'institutions et de mœurs étranges, il sait évoluer avec une dextérité parfaite, et l'on voit d'un bout à l'autre de l'ouvrage les deux vrais sentiments directeurs qui ont présidé à sa conception. Son travail est aussi un livre de combat; il en a les allures impétueuses et le ton tranchant, qui s'accom-

*1. Pomp. Eliade, *De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie. — Les origines. — Étude sur l'état de la société roumaine à l'époque des règnes phanariotes*. Paris, 1898, 1 vol. in-8° de 426 p. Cf. *Deutsche Literaturzeitung*, 1899; A.-D. Xénopol traduit *Arkiva*, X, 368-70; *Rev. des Quest. hist.*, XXXIV, 657-54 (A. d'Avril); *Polybibl.*, 2^e série, t. IV, 463, 1899 (V. Pisani); *Bull. crit.*, 1899, n° 12.

mode mal avec une étude impersonnelle, et peut-être l'ouvrage a-t-il un peu perdu par cette obsession des erreurs nationales qu'il voulait corriger, des préjugés (sont-ce vraiment des préjugés?) qu'il prétendait anéantir. Mais il ne pouvait que gagner en vigueur, en émotion, ce qui fait qu'en somme on oublie de bon cœur les quelques erreurs de détail, tant on est entraîné et charmé par l'ensemble.

Nous rattachons au même ordre d'études les travaux qui, traitant de la question d'Orient, sont obligés de parler des Roumains et de donner sur eux tantôt des considérations générales tantôt des vues plus ou moins détaillées. En général ce sont les étrangers qui s'en occupent et qui, assez bien informés sur l'histoire contemporaine ou actuelle de la Roumanie, le sont de beaucoup moins sur son passé dont, cependant, ils parlent avec assurance. Voilà, par exemple, M. Jean NÉGROPONTE¹ qui, du ton le plus sérieux du monde, donne (p. 441-446) des notes presque fantaisistes sur l'origine des Roumains; par contre, M. G.-B. GUARINI² nous donne une très bonne étude sur la politique allemande et, en même temps, un excellent chapitre sur la communauté d'intérêt politique, rapprochant la Roumanie de la Triple-Alliance (p. 99-103). M. Max CHOUBLIER³, avocat du barreau de Paris, dans son étude sur *la Question d'Orient depuis le traité de Berlin*, s'occupe nécessairement aussi des Roumains, quoique, à notre avis, il ne leur donne pas l'importance qu'ils méritent, vu le rôle considérable qu'ils sont appelés à jouer dans l'Europe orientale. Il est probable que M. Choublier ne leur a pas mesuré une place plus grande dans son livre, parce qu'il les connaît mal, car, tandis que tout ce qui concerne les autres peuples de la péninsule balkanique est correctement exposé, les quelques pages qu'il consacre aux Roumains sont pleines d'erreurs sur les événements de leur histoire. D'abord M. Choublier met en doute leur caractère de peuple latin. Puis il affirme que « la Russie, par le traité de Kainargi (1774), mit la main sur une partie de la Moldavie, et qu'après la paix de Tilsitt elle imposa son protectorat aux deux provinces, protectorat qu'elles souffrirent jusqu'en 1812, lorsqu'elles en furent délivrées par l'expédition de Napoléon; mais qu'en 1825, elles coururent de nouveau le risque d'être annexées » (p. 61). On

1. Jean Négroponte. *Les Éléments géographiques et ethnographiques de la question d'Orient*. Paris, Le Cerf, 1898, 1 vol., 206 p. in-8°.

2. G.-B. Guarini, *la Germania all' inizio della questione d'Oriente : le alleanze moderne e la questione d'Oriente*. Roma, E. Loescher, 1898, 1 vol., 116 p. in-8°.

*3. Max Choublier, *la Question d'Orient depuis le traité de Berlin*. Paris, 1897, 1 vol., 538 p. in-8°. Cf. *Arh.*, IX, 319-24 (A.-D. Xénopol).

a peine à croire qu'un auteur écrive de pareilles inexactitudes, lorsqu'il aurait pu se renseigner, pour ne point parler des ouvrages spéciaux, dans le dictionnaire de Larousse! Plus loin, M. Choublier soutient que, dans la cause de l'union des Principautés, ces dernières ne furent soutenues que par la France. Cette puissance fut toujours appuyée dans cette circonstance par la Russie, la Prusse et l'Italie. L'histoire de la Macédoine, où le peuple roumain du sud du Danube joua aussi un rôle considérable, est aussi mal rendue par l'auteur. Il dit que « la Macédoine fit partie de l'empire bulgare jusqu'à la fin du x^e siècle. Reconquise par les Grecs et incorporée dans leur empire, elle retomba aux mains des Bulgares, 1156-1244, et revint de nouveau aux Grecs pour tomber, au xv^e siècle, sous la domination ottomane » (p. 413). La Macédoine passa en 1185 et non en 1198 sous la conduite des Roumains du Pinde, qui se révoltèrent contre l'empereur Isaac l'Ange, et constituèrent, en s'adjoignant les Bulgares, l'empire valacho-bulgare. Cet empire tomba directement sous les Turcs à Kossova (1389), sans rentrer sous l'autorité des Byzantins. M. Choublier aurait dû d'autant plus exposer la véritable histoire de ce pays qu'il veut montrer les droits historiques revendiqués par les diverses nationalités qui s'en disputent aujourd'hui la possession et parmi lesquelles les Roumains se trouvent aussi. M. Choublier croit, avec tout aussi peu de raison, que les héros de la guerre de l'Indépendance hellénique, tels que Marc Botzaris, Karaiscachis, Bulgaris, Rigas Fereos, étaient des Grecs, lorsqu'il a été prouvé que tous ces hommes énergiques et courageux étaient des Roumains, portant seulement des noms grecs. Notons aussi une appréciation erronée de M. Choublier, relative à « l'influence désastreuse pour le progrès que la religion de l'Islam exercerait sur l'esprit du peuple turc » (p. 456). Mais les Arabes étaient aussi des adeptes du Mohamétisme, et pourtant à quelle admirable civilisation avaient-ils donné naissance! La cause de l'impuissance des Turcs à se civiliser ne réside pas dans leur religion, mais bien dans leur race inférieure, mongole.

ROUMANISME. — Ce n'est pas le chapitre le plus solide de l'historiographie roumaine; la question étant de nature plutôt politique ne peut guère être traitée que sur le ton de la polémique banale; on vit de deux ou trois affirmations, plus ou moins prouvées, on se borne à répéter les mêmes cinq ou six faits indéniables et l'on s'ingénie à trouver dans l'histoire la justification des revendications politiques, qui sont beaucoup mieux justifiées par la situation actuelle que par les chartes d'il y a huit cents ans. Il y a cependant d'heureuses exceptions que nous signalerons avec plaisir en passant.

Sur les Roumains des Balkans, deux articles, assez sérieux, quoique le deuxième soit trop optimiste, sont dus à MM. J. CALOMFIRESCU¹ et G. A.². Ajoutons-y un volume qui se présente avec tous les caractères d'une étude impartiale de M. J. NENITESCU³ et un deuxième, très sérieux, parfois pas assez bien informé, mais profond quand même, de M. V. BÉRARD⁴.

M. D. ONCIUL⁵ nous donne, sur la Bukovine, une étude sobre, précise et complète de ce pays en trois périodes (préhistorique, moldave et autrichienne), dont il n'étudie que les deux premières; il se place d'ailleurs à un point de vue nettement autrichien. M. G. BOGDAN-DUICA⁶ publie un travail très consciencieux qui, tout en visant surtout l'état actuel du pays, n'en contient pas moins de très précieux renseignements surtout depuis l'annexion de la Bukovine à l'Autriche. Les progrès de la colonisation ruthène et des influences polonaise, allemande et juive, toutes fatales pour le peuple roumain, y sont mis en pleine lumière.

M. B.-P. HASDEU⁷ traite de la marche roumaine et aussi sur les Roumains de Banat; M. V. MANGRA⁸ réimprime une étude dont la deuxième partie s'occupe du rôle des clercs moldaves dans la civilisation des Transylvains au XVII^e siècle; sur la population de la Transylvanie et Hongrie, nous avons deux travaux des mêmes auteurs qui s'étaient disputé l'histoire de la Bukovine, MM. D. ONCIUL⁹ et G. BOGDAN-DUICA¹⁰. Le mémoire de M. Nicolas MANE-

1. J. Calomfirescu, *Macedo-Romîni*, Iasi, Rev. Crit. Liter., III, 1-13, 1895.

2. A. G., *les Roumains de la Turquie d'Europe*. Paris, Rev. de l'Éc. libre des sciences polit., XII, 102-5, 1898.

3. J. Nenitescu, *De la Români din Turcia Europeană*. Bucuresti, C. Göbl, 1895, 1 vol., 641 p. Cf. An. Ac. Rom., série II, t. XVIII, 347-51.

4. V. Bérard, *la Macédoine*. Paris, C. Lévy, 1897, 1 vol., 308 p. in-8°. Cf. Rev. Crit. (XLIV, 99-100), 1897, S. Reinach.

*5. D. Onciul, *Geschichte der Bukovina vor der Vereinigung mit Oesterreich*. Wien, dans la collection intitulée : Die Oesterreichisch-ungarische Monarchie in Wort und Bild. Band : Bukovina, 1899, 1 br., 60 p. in-4°.

*6. G. Bogdan-Duica, *Bucovina, notita asupra situatiei*. Sibiu, 1895, 1 vol., 280 p. petit in-8°.

7. B.-P. Hasdeu, *Mileniul chinezatului românesc*. Bucuresti, An. Ac. Rom., série II, t. XVIII, p. 402-404, 1896. — Le même : *Români bănăteni*, din punctul de vedere al conservatismului dialectal si teritorial. Bucuresti, C. Göbl, 1896, 769 p.

8. V. Mangra, *Cercetări literare-istorice. I. Psaltirea diaconului Coresi. II. Rolul diaconilor din Moldova în cultura Românilor din Transilvania*, în sec. XVII. Bucuresti, C. Göbl, 1896, 1 br., 29 p. in-8°.

9. D. Onciul, *Populațiunea Ungariei si Ardealului*, 1720-21. Bucuresti, Conv. Liter., XXXI, 44-52, 1897.

10. G. Bogdan-Duica, *Statistica Romînilor din Transilvania în 1733*. Bucuresti, Conv. Liter., XXXII, 626-43, 1896.

GUTIU¹, protopresbyter de Sibiu (Transylvanie), sur l'Union des Roumains de Transylvanie et de Hongrie avec l'Eglise catholique traite la question de l'Eglise gréco-romaine unie de Transylvanie au point de vue plutôt actuel. Mais il contient aussi une partie historique où l'auteur expose l'histoire de cette union d'après les travaux des auteurs ecclésiastiques, tels que Schaguna, Popea, Bariantiu, de Hurmuzaki, N. Densusianu.

Dans un article inséré dans la *Revista noua* et intitulé : « La Société des femmes roumaines de l'année 1845², M. O. LUGOSIANU expose l'activité des femmes roumaines d'origine macédonienne résidant à Pest en Hongrie, ville qui a toujours été un centre d'attraction pour la population roumaine de la Macédoine. En 1835, une société de femmes de cette origine contribue beaucoup à la civilisation de la colonie. M. Lugosianu tire ses données d'une brochure presque introuvable aujourd'hui qui a pour titre : *Neujahrs Geschenk den Herrn und Frauen Bürgern und Bürgerinnen walachischer Nation zu Pesth am Abend des 31^{ten} December 1819*, par Petrovitch K. P.-v. (Ofen, gedruckt mit Königl. Ung. Universitäts-schriften). Le compte-rendu inséré dans la Gazette de Bude, n^{os} 89-90, de 1847, y est ajouté comme appendice.

Parmi les ouvrages consacrés surtout aux questions politiques, il faut ranger d'abord ceux de MM. Eug. BROTE³ et Aurel-C. POPOVICI⁴ qui sont presque les seuls travaux originaux tirés des sources et vraiment objectifs. Le premier surtout (qui a été traduit en plusieurs langues) contient une très bonne partie historique, tandis que le deuxième s'occupe plutôt de la solution à donner. Mentionnons aussi l'article de M. AL. DJUVARA⁵ sur la lutte des nationalités en Hongrie, le livre de M. G. BEKSICS⁶, qui s'appuie sur la théorie de la lutte des races et s'amuse à proposer aux Roumains de Transylvanie des conditions qu'il veut rendre acceptables en comparant leur situa-

*1. N. Manegutin, *Reunirea Românilor din Transilvania si Ungaria*, studiu national-istoric-religios de Nicolau Manegutiu. Sibiu, 1893, 1 vol. de 218 p.

*2. O. Lugosianu, *Societatea femeilor romine din anul 1815*. Bucuresti, Rev. Noua, VII, 1894, p. 278-84.

3. Eug. Brote, *Un memoriu politic. Chestia românească în Transilvania si Ungaria*. Bucuresti, 1895, 1 vol., xvi-180 et 445 p. in-8°, avec 67 annexes et 1 carte.

4. Aur.-C. Popovici, *Cestiunea nationalităților si modurile soluțiunei sale în Ungaria*. Sibiu, 1895, in-8°.

5. Al. Djuvara, *La Lutte des nationalités : Hongrois et Roumains*. Paris, Rev. génér. de dr. internat. public, 1895, n^o 1. Cf. Arh. (VI, 600-601), 1895.

6. G. Beksics, *La Question roumaine et la lutte des races en Orient*. Paris, Chailly, 1895. Cf. Arh. (VII, 95-7), 1896.

tion à celle des Juifs de Roumanie. M. A.-D. Xénopol¹ a publié en français et fait traduire en roumain deux articles sur le Millénium magyar et la magyarisation de la Transylvanie. Contentons-nous de mentionner quelques autres articles sur la même question².

Il faut faire une place à part à l'étude plutôt poétique de M. le comte Angelo DE GUBERNATIS³ et aux publications de l'infatigable explorateur M. T.-T. BURADA⁴, sur les Roumains de la Silésie autrichienne, de l'île Veglia et de l'Istrie, qui, tout en ne donnant pas beaucoup de détails inédits, n'en sont pas moins utiles pour la connaissance de l'expansion du roumanisme.

A.-D. XÉNOPOL. D.-A. TEODORU.

1. A.-D. Xénopol, *les Roumains et les Hongrois à l'occasion du millénium magyar*. Paris, Rev. de géogr., XXXVIII, 321-36, 430-45, 1896. Iasi, Arh., VII, 367-96, 1896. — Le même : *la Magyarisation de la Transylvanie*. Paris, Rev. de géogr., XLII, 101-4, 1898. Iasi, Arh., IX, 122-24, 1898.

2. A.-D. Xénopol, *les Roumains de Hongrie*. Paris, Rev. du monde latin, XIII, 1895. — Léop. Ovary, *la Questione daco-romana e lo stato ungherese*. Roma, 1896, 1 br., 71 p. — G. Ocasian, *la Question roumaine. Deux conférences*. Paris, Bull. mens. Soc. d'études philos. et sociol., 1895. — J.-T. Ghica, *les Roumains de Transylvanie et de Hongrie. Lettre adressée à M. Saisy, rédacteur du « Journal »*. Paris, Pelluard, 1896, 1 br., 14 p. in-8°. — Le même : *Autour du millénaire hongrois*. Paris, A. Lemerre, 1896, 1 br., 27 p. in-8°. — Comité des trois nationalités, *la Question des trois nationalités en Hongrie*. Compte-rendu du meeting tenu le 11 juillet 1896 à la salle Wagram, à Paris, sous la présidence de M. Émile Flourens. Paris, 1896, 1 br., 104 p. in-8°.

3. De Gubernatis (comte Angelo), *la Roumanie et les Roumains*. Impressions de voyage et études. Florence, 1898.

4. T.-T. Burada, *O călătorie la Romîniî din Silesia Austriacă* (cu figuri și cu o harta în text). Iasi (extr. Arh., VI, 663-78, 1895), 1 br., 19 p. in-8°. — Le même : *Cercetări despre Romîniî din insula Veglia* (schita geografică, cu o harta). Iasi (extr. Arh., VI, 409-18, 1895), 1 br., 14 p. in-8°. — *O călătorie în satele românești din Istria* (cu figuri în text și cu o harta). Iasi, tip. nation., 1896, 1 vol., 144 p. in-8°.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Ad. HOLM. *Geschichte Siciliens im Alterthum*; Dritter (Schluss-) Band. Leipzig, Engelmann, 1898. Gr. in-8°, xvi-787 pages, avec 4 carte, 8 planches et 20 pages de description des planches.

M. Holm termine son *Histoire de la Sicile dans l'antiquité*, qu'il mène jusqu'à la conquête définitive de ce pays par les Musulmans en 902. Ce troisième et dernier volume, complété par une excellente carte de la Sicile, est digne des précédents. Le laborieux et consciencieux auteur y montre les mêmes qualités : l'étendue et la précision des recherches, la sûreté de la critique, la netteté de l'exposition. Il y a peu à ajouter, peu à reprendre dans ce travail, à tous égards remarquable.

Le septième livre (de l'ensemble) est consacré aux premiers rapports de Rome et de la Sicile, à la première guerre punique, au gouvernement de Hiéron II, à la deuxième guerre punique jusqu'à la prise d'Aggrigente. Le huitième livre va depuis l'établissement de la province de Sicile jusqu'à la fin de la république romaine; il traite de l'organisation de la province, de la condition juridique et du gouvernement intérieur des différentes villes, des guerres serviles, de la préture de Verrès, du rôle de la Sicile pendant la guerre civile, de la littérature sicilienne dans cette période, et en particulier de Diodore de Sicile. Le neuvième livre expose l'histoire du pays sous les empereurs, les restes romains, la géographie de la province d'après Strabon, Pline, Ptolémée, l'*Itinerarium Antonini*, le christianisme en Sicile avec les catacombes et les autres monuments chrétiens, la Sicile sous Odoacre et sous les Ostrogoths, puis sous le gouvernement byzantin, vers 600 ap. J.-C., surtout d'après les lettres du pape Grégoire le Grand, la fin de l'histoire de la Sicile sous les empereurs byzantins, les premières invasions des Musulmans et leur établissement définitif dans le pays après la prise de Taormine en 902. Les notes, qui constituent souvent de véritables dissertations, sont rejetées en bloc, à la suite de l'exposition, de façon à ne pas interrompre le courant. Après un appendice sur les fonctionnaires romains, qui constitue les fastes de la Sicile (p. 513-542), le livre se termine par un excellent travail tout à fait neuf et original qui sera une des parties les plus appréciées et les plus utiles de cette œuvre, l'histoire de la monnaie sicilienne jusqu'à l'époque d'Auguste, avec huit planches contenant les principaux types monétaires (p. 543-741). M. H. a raison de dire dans sa préface qu'il espère mieux faire connaître l'histoire d'un des plus beaux et des plus intéressants pays de l'Europe. Sa bibliogra-

phie est en général très complète. M. H. a énuméré et apprécié sommairement dans un appendice les travaux relatifs à la Sicile, publiés postérieurement à ses deux premiers volumes (p. 742-752); nous n'avons guère à ajouter que, pour les *Verrines*, le travail de M. de Caqueray, *le Droit privé dans les œuvres de Cicéron*, pour le patrimoine de l'Église romaine, deux articles du P. Grisar (dans la *Zeitschrift für Kathol. Theologie*, 1880), notre thèse latine, *De agris publicis imperatorisque*, et la thèse latine de M. Fabre, *De patrimoniis romanae ecclesiae usque ad aetatem Carolinorum*; tous travaux antérieurs à celui de Mommsen. Quelques chapitres, tels que la biographie de Verrès avant sa préture de Sicile, une dissertation sur Warren Hastings, une autre sur Diodore de Sicile, une petite notice sur Vopiscus, peuvent être considérés comme des hors-d'œuvre; en revanche, les chapitres sur les restes archéologiques romains et chrétiens appelaient un chapitre analogue, et qui n'eût pas manqué d'intérêt, sur les restes byzantins.

Le premier chapitre sur « Rome et la Sicile » est un peu sommaire. Il sera utilement complété par les observations de M. Pais (*Storia di Roma*, I, 1) au sujet de l'influence qu'ont eue les historiographes siciliens sur la formation des légendes romaines. M. H. accepte, contre Mommsen et Soltau, la date traditionnelle de 509 assignée par Polybe au premier traité entre Rome et Carthage; cette opinion ne nous paraît plus guère soutenable; l'état de choses que décrit ce traité doit être postérieur d'au moins un siècle. C'est à l'histoire de la Sicile sous la république romaine, sous le gouvernement de l'aristocratie sénatoriale, et en particulier à l'administration et au procès de Verrès, que M. H. a consacré la majeure partie de son livre. Il nous a ainsi donné des *Verrines* de Cicéron un commentaire excellent qui complète et corrige, en les utilisant, tous les travaux antérieurs, ceux de Dareste, Zielinski, Creuzer et Moser, Zumpt. Nous ne pouvons que signaler quelques points intéressants et faire des critiques de détail. M. H. démontre qu'il n'y avait pas en Sicile de résidence officielle du préteur ni des questeurs, qu'il n'y a jamais eu de confédération des villes siciliennes, de *commune Siciliae*, au sens propre du mot. Il réfute nettement la théorie, soutenue par Mommsen, d'après laquelle il n'y aurait pas eu de *commercium* entre les différentes villes de la province; l'interdiction du *commercium* ne s'applique en réalité qu'à la ville de Ségeste, et M. H. voit là une règle établie par Ségeste elle-même et non par les Romains; il devrait ajouter que c'était sans doute un reste du droit classique grec qui interdisait en général aux étrangers l'acquisition des immeubles. L'énumération, le classement des villes siciliennes et surtout la recherche des raisons de leur attribution à telle ou telle des quatre catégories constituent un excellent chapitre. Sur la question très controversée des *civitates censoriae*, qui étaient au nombre de vingt-cinq ou vingt-six, M. H. est d'avis que ces territoires étaient véritablement devenus *ager publicus* et que les censeurs en adjudicaient tous les cinq ans, non l'exploitation elle-même, comme le soutiennent Marquardt et d'autres,

mais la redevance dont le taux est inconnu sur le produit de l'exploitation; tel paraît bien être, en effet, le sens des mots *is ager a censoribus locari solet*; et les autres termes employés par Cicéron, *quarum ager... tamen illis est redditus*, sont alors faciles à expliquer; ces villes avaient repris leurs terres, mais grevées d'une redevance. M. H. démontre d'autre part que les anciens domaines particuliers de Hiéron II, qui devaient se trouver en grande partie sur le territoire de Léontini, avaient été transformés en domaines du peuple romain, et que les guerres serviles avaient eu pour résultat d'augmenter le nombre des petits propriétaires. Il attribue la création de la dime sicilienne, non à Hiéron II, comme on le fait généralement, mais plutôt à Denys I^{er} et aux Carthaginois; l'hypothèse est assez vraisemblable, mais on ne peut affirmer que la dime est toujours une marque de servitude de la terre et qu'elle n'existait pas dans les républiques grecques; outre le texte que cite M. H. (p. 372) sur Syracuse, il aurait pu trouver l'indication de plusieurs autres dans le livre de M. Guiraud (*la Propriété foncière en Grèce*, p. 538-589), sans parler de la dime de Pisistrate. Il n'insiste pas assez (p. 91) sur le tribut que les villes levaient sur leurs habitants, non pour Rome, mais pour elles-mêmes; ce tribut était évidemment une *eisphora* permanente et devait remonter à la période grecque. Les théories émises par M. Beloch dans son livre sur la population du monde gréco-romain ont amené M. H. à rechercher de nouveau quelle pouvait être la population de la Sicile au commencement du IV^e siècle av. J.-C.; dans son second volume, il était arrivé au chiffre total de 3,620,000 habitants. Beloch descendait jusqu'à 1,500,000. L'auteur arrive cette fois au chiffre de 2,210,000, qui paraît plus probable que celui de Beloch; mais il faut reconnaître qu'en cette matière nos calculs, qui reposent surtout sur les données de la production du blé, sont singulièrement hypothétiques. Aux textes relatifs à l'existence d'un sénat à Syracuse sous Hiéron II, il faut ajouter une inscription (*Corp. inscr. graec.*, n° 5367). Les attributions judiciaires qu'ont à cette époque plusieurs sénats municipaux, en particulier celui de Catane, s'expliquent, à notre avis, par la persistance des institutions grecques antérieures. On aimerait à savoir quelle est l'origine des *quinque primi*, des *decem primi* municipaux. M. H. eût pu signaler, chemin faisant, les nombreux renseignements relatifs au droit grec qui se trouvent dans les *Verrines* de Cicéron. La *lex Rupilia*, en particulier, avait dû conserver beaucoup de règles du droit grec. Par exemple, l'emploi du sénat d'une ville tierce comme arbitre entre un particulier et une ville étrangère (*Verr.*, 2, 1, 13), l'arbitrage compromissaire sans appel (2, 27, 66), l'intervalle de trente jours entre le dépôt d'une plainte et le jugement (2, 15, 37-38), l'action contre le faux en écritures publiques (2, 24-25), l'indivision entre frères (3, 23, 52), les dispositions testamentaires prises par des femmes (2, 22, 53), l'inscription comminatoire, dans les testaments, d'amendes au profit d'une divinité (2, 8-9); tous ces détails trouvent leur explication dans le droit grec classique. M. H., qui est

en général un peu sévère pour Cicéron, dresse la liste des erreurs nombreuses et de tout genre, volontaires ou involontaires, même juridiques, qu'il y a dans les *Verrines* (p. 402, 410); il l'allonge peut-être même à l'excès : quand Cicéron reproche, par exemple, à Verrès, comme une illégalité, d'avoir déclaré dans son édit qu'il reviserait lui-même les jugements mal rendus, il nous semble que ce reproche était fondé en droit romain. L'exposition du procès de Verrès est très claire et très exacte; l'auteur démontre contre Zielinski que le procès d'Achaïe, destiné à retarder celui de Sicile, n'a pas eu lieu, et il met en pleine lumière l'importance de l'affaire de Verrès : le sénat était alors de nouveau menacé de perdre les jurys criminels; c'est pour cette raison qu'il se résigna à laisser succomber Verrès, qui n'avait cependant pas été plus coupable que tant d'autres gouverneurs. Pour l'époque impériale, nous avons surtout à signaler les excellentes critiques des descriptions de la Sicile et des données géographiques qui se trouvent dans Strabon, qui reproduit Posidonius, et qui par conséquent n'est plus exact pour son époque, dans Pline, où les erreurs fourmillent, dans Ptolémée, dans *l'Itinéraire d'Antonin*, dans la table de Peutinger, le géographe de Ravenne, Guido, Vibius Sequester et Étienne de Byzance. L'auteur constate qu'il reste en Sicile très peu de noms de lieux (en *ana*), tirés des noms des grands domaines, des *praedia*. A partir de l'époque d'Odoacre, il a eu surtout à utiliser pour son sujet des travaux antérieurs, en particulier ceux d'Amari pour les invasions des Musulmans; mais son récit n'en est pas moins intéressant, et il est surtout très complet. Il signale (p. 497) comme une innovation de Théodoric la recommandation faite aux gouverneurs de consulter les sénateurs de leur province (formule du *rector provinciae*, dans les *Variae* de Cassiodore, 6, 21); mais les formules de Cassiodore reproduisent généralement d'anciens modèles, et nous savons d'ailleurs que cette consultation des sénateurs n'était pas chose nouvelle au Bas-Empire.

L'histoire des monnaies siciliennes renferme d'abord une introduction sur l'histoire des progrès de la numismatique sicilienne et sur l'importance des monnaies pour la connaissance de l'antiquité; puis vient le sujet lui-même, divisé en onze périodes : la période primitive jusque vers 500, l'époque des tyrans de 500 à 461, l'époque républicaine jusqu'à l'introduction des étrangers, de 461 environ à 430, la période de la plus belle exécution artistique, qui comprend en particulier les règnes des deux Denys, de 430 environ à 360, l'époque de Dion, de Timoléon et la période républicaine qui les suit, de 357 à 317, la tyrannie d'Agathocle, de 317 à 289, l'époque comprise entre Agathocle et Pyrrhus, de 288 à 278, Pyrrhus, de 278 à 276, Hiéron II et Hiéronymos, de 276 à 214, Syracuse, république, et les autres villes, de 214 à 212, l'époque romaine, dans la Sicile occidentale, depuis 211, dans la Sicile orientale, depuis 212. M. H. a utilisé avec perspicacité et indépendance tous les travaux des numismates qu'il a complétés avec ses recherches personnelles. Ce travail est la meilleure illustration de l'histoire de la Sicile.

Les monnaies nous fournissent beaucoup de renseignements précieux; elles nous révèlent en particulier deux confédérations anciennes; les monnaies avec la légende punique ZIZ indiquent, d'après M. H., une union de villes non grecques, dirigée sous la conduite de Carthage, contre les Grecs; sur d'autres monnaies, la légende *Sikelia* paraît indiquer un groupement de Sikèles à l'époque de Timoléon.

Ch. LÉCRIVAIN.

Martin Souchon. *Die Papstwahlen von Bonifaz VIII bis Urban VI und die Entstehung des Schismas 1378*. Brunswick, Benno-Geritz, 1888. In-8°, vi-206 pages.

— *Die Papstwahlen in der Zeit des grossen Schismas*. Entwicklung und Verfassungskämpfe des Kardinalats von 1378-1417. 1^{er} vol. : 1378-1408; 2^e vol. : 1408-1417. Brunswick, Benno-Geritz, 1898-1899. 2 vol. in-8°, vii-300, v-330 pages.

Ces deux ouvrages de M. Martin Souchon nous font assister aux élections pontificales depuis celles de Célestin V en 1294 jusqu'à celle de Martin V au concile de Constance en 1417. Si l'on s'en tenait aux simples titres, on pourrait supposer que ces volumes manquent d'unité et qu'ils nous présentent une série d'articles plutôt qu'un travail d'ensemble; cependant, il n'en est rien. D'un bout à l'autre de ces livres, c'est la même question qui se pose, et elle a son importance, puisqu'il s'agit de la constitution même du gouvernement suprême de l'Église. On a très souvent montré comment le pouvoir législatif et constitutionnel des parlements anglais est sorti peu à peu du droit de vote de l'impôt; par un procédé semblable, les cardinaux, électeurs des papes, ont voulu tirer de leur droit électif un droit de contrôle souverain sur les actes des papes. C'est pour en arriver là que souvent, à partir de l'élection de Boniface VIII, tous les membres du Sacré-Collège souscrivirent des engagements politiques que chacun promettait d'observer s'il devenait pape. M. Souchon a publié plusieurs de ces capitulations, en particulier celles de 1294, 1303, 1394, 1406. Elles présentent toutes à peu près les mêmes dispositions : limitation du nombre des cardinaux, leur nomination par le pape sur avis préalable du Sacré-Collège, partage entre eux et le souverain pontife de certains revenus précisés par la bulle de Nicolas IV, consultation obligatoire du consistoire pour les principaux actes du gouvernement temporel et spirituel de l'Église. Point n'est besoin de longues réflexions pour voir la portée et les conséquences pratiques de chacun de ces articles; s'ils avaient été observés, l'Église serait devenue une monarchie constitutionnelle avec le Sacré-Collège pour parlement.

Jetant un coup d'œil d'ensemble sur chaque pontificat, l'auteur a essayé de reconnaître les papes qui sont restés fidèles aux engagements pris en conclave; sauf dans le cas bien net où le nouvel élu a cassé

solennellement les capitulations jurées, il est difficile de préciser en cette matière; comme il faut juger d'après des indices, M. Souchon le fait avec grande prudence.

C'est en peuplant de leurs parents l'assemblée des cardinaux que les papes du *xiv^e* siècle ont essayé de combattre la politique ambitieuse du Sacré-Collège; et ainsi le népotisme fut pour les papes d'Avignon, surtout avec Clément V, Clément VI et Grégoire XI, un instrument de règne. Il put sembler à certains moments que l'Eglise était devenue le patrimoine en quelque sorte héréditaire de familles limousines telles que les Roger. Les excès du népotisme, en faisant du Saint-Siège la propriété de certaines coteries ou de certains pays, fit tomber la papauté dans des maux encore plus grands que ceux auxquels elle prétendait remédier; ils amenèrent les tristes événements de 1378.

Dans les deux volumes publiés en 1898 et 1899, M. Souchon poursuit les mêmes études pour la période du grand schisme. Il nous introduit dans les conclaves qui se tinrent dans ces temps difficiles à Avignon et à Rome. Nous voyons que, malgré la lamentable situation de l'Eglise, la rivalité de la papauté et du cardinalat se poursuivait. Les démarches par lesquelles plusieurs cardinaux de Benoît XIII et de Grégoire XII se réunirent à Pise pour procéder à l'élection d'un troisième pape, Alexandre V, en est un épisode et l'acte par lequel les cardinaux de Jean XXIII adhérèrent au concile général qui allait se tenir à Constance en est un autre. Devant l'obstination des papes à rejeter les différents moyens proposés pour rétablir l'unité, le Sacré-Collège crut que le moment était venu pour lui de prendre en main le gouvernement suprême de l'Eglise. Mais il trouva en face de lui l'épiscopat avec lequel il dut partager, à Constance, son droit primordial, le droit d'élire les papes : Martin V fut l'élu d'une assemblée mixte où les cardinaux se rencontrèrent avec les délégués des nations du concile. Telle est en résumé l'histoire de la rivalité qui se poursuivit, avec plus ou moins de vigueur et des alternatives variées, de 1294 à 1417, entre la papauté et les cardinaux; tel est le sujet simple dans sa variété que M. Souchon traite dans ces trois volumes. Il le fait avec méthode et précision; son information est en général sûre et complète. Il semble cependant que, pour la période du grand schisme, il aurait pu tirer un meilleur parti qu'il n'a fait de la belle œuvre de M. Noël Valois, qu'il cite à peine. En appendice, il dresse une liste de 308 cardinaux, comprenant depuis ceux qui participèrent au conclave de Célestin V, en 1294, jusqu'à ceux qui étaient en fonctions, en 1417, à l'avènement de Martin V. Ce répertoire sommaire, mais précis, sera fort utile surtout pour la période si compliquée du grand schisme.

Nous ne nous attarderons pas à des remarques de détail que l'on pourrait faire au cours d'un si long travail; elles ne sauraient d'ailleurs rien enlever au réel mérite de cette œuvre historique.

J. GUIRAUD.

Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels du département de l'Isère. — **Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné**, recueillis, annotés et publiés par E. PILOT DE THOREY, secrétaire de la Société. Grenoble, 1899. 2 vol. in-8°, xxvii-536 et 472 pages.

Ces deux volumes n'intéresseront pas seulement les érudits qui s'occupent du Dauphiné ou de Louis XI; on y trouvera plus que le titre ne promet : des bulles d'Eugène IV (nos 1830, 1831, 1843), de Nicolas V (n° 1886), de Sixte IV (n° 1949); des lettres de Charles VII (nos 1834-1837, 1881, 1927, 1930); des lettres du gouverneur du Dauphiné (nos 1926, 1950, 1953, 1955-1960, 1964, 1966-1967, 1970-1972, 1976-1978, 1981 et suiv.). On y rencontrera même des actes ne concernant pas le Dauphiné (nos 1881, 1884, 1903), mais on n'en rencontrera aucun qui ne concerne le Dauphin : c'est lui qui fait l'unité de l'œuvre.

Cette œuvre est considérable : 2,170 actes ont été recueillis (le dernier numéro est le 2003, mais beaucoup d'autres sont marqués *bis* ou *ter*). Le n° 1830 commence un premier supplément, le n° 1950 un second¹. Ils sont suivis d'un itinéraire du dauphin Louis II, du 18 octobre 1435 au 3 août 1461. Après chaque volume, une « table sommaire des principaux événements, institutions et personnages. » Enfin, dans une brève introduction, M. P. de T. retrace et apprécie l'administration du dauphin.

Les sources où ces actes ont été puisés sont naturellement, avant tout, les archives de l'Isère; exceptionnellement les archives de la Drôme, les Archives et la Bibliothèque nationales, la bibliothèque de Grenoble, les archives de Turin, etc. Plus rarement encore, ces actes ont été uniquement extraits d'ouvrages imprimés. L'auteur a le soin d'indiquer s'il a entre les mains l'original de l'acte, sa copie, publiée ou non, son analyse ou seulement sa mention. Nous n'avons relevé qu'une seule fois l'omission d'une référence à la suite d'un acte, au n° 1643.

Chaque acte est daté suivant le style de France et analysé avec précision. M. P. de T. n'omet rien de ce qu'il juge important et, au besoin, il nous donne la liste des témoins. Dans bien des cas, il dispensera les historiens de la lecture intégrale de l'acte.

Un autre mérite recommande cet ouvrage : ce sont ses notes. Elles sont, surtout dans le second volume, très abondantes; parfois même elles absorbent toute la page et ne laissent qu'une seule ligne au texte (t. II, p. 375-376). Elles doublent la valeur de ces deux livres. Elles sont précieuses par leurs renseignements sur la biographie des personnages du temps, sur les institutions du Dauphiné, sur les circonscriptions

1. M. P. de T. prépare, en ce moment, un troisième supplément qui paraîtra, dans un dernier volume, avec les Tables.

administratives ou féodales de cette province. Nous citerons (t. II, p. 228 et suiv.) la note sur les francs archers. On a l'impression que M. P. de T. est entièrement le maître de son sujet; encore est-il bien loin de nous donner tout ce que lui a révélé depuis de longues années le commerce assidu des archives de l'Isère.

Faut-il à ces éloges apporter quelques réserves? Il est inexact, comme l'affirme M. P. de T. (I, 454, n° 2), que Jean d'Estuer devint bailli de Lyon (lisons bailli de Mâcon, sénéchal de Lyon), en 1485, car il était installé dès le 5 novembre 1483 (arch. de Lyon, CC. 500, n° 2). M. P. de T. assure (t. II, p. 259, n° 2) que Philippe de Hochberg, maréchal de Bourgogne, devint gouverneur de Bourgogne après le décès de Charles d'Amboise, seigneur de Chaumont; or, ce fut Jean, seigneur de Baudricourt, qui succéda à Charles d'Amboise le 16 mars 1480 (arch. de la Côte-d'Or, B, 89, reg. 3, fol. iij^{xx}, et Bibl. nat., Bourgogne, C, p. 346 et 347). Pierre d'Aux ne fut pas bailli de la Montagne en Bourgogne dès 1479 (t. II, p. 332, n° 4), mais dès le 10 décembre 1477 (arch. de la Côte-d'Or, B, 2 bis, fol. viij^{xxvii} v°, et Bibl. nat., Bourgogne, CVII, fol. 202 v°). — Il n'est pas vrai non plus qu'Olivier de Coëtivy, gouverneur de l'Auxerrois, soit mort en 1479 (t. II, p. 233, n° 3), car il était encore capitaine et gouverneur d'Auxerre en 1480 (Bibl. nat., Champagne, vol. I, fol. 243 v°), entre le 1^{er} octobre 1484 et le 30 septembre 1485 (Bibl. nat., Bourgogne, C, p. 360) et en 1485-1486 (Bibl. nat., Bourgogne, CVII, fol. 57 v°). — Autre erreur : Aymar de Poitiers ne fut pas (t. II, p. 122, n. 2) grand sénéchal de Provence de 1484 à 1494; s'il faut en croire Papon (*Hist. de Provence*, t. IV, p. 814), il fut pourvu le 20 mai 1483, et remplacé le 1^{er} mai 1493 par le marquis de Hochberg (Arch. des Bouches-du-Rhône, palais d'Aix, Parlement, reg. I, fol. 65). — Gilbert de Chabannes ne devint pas gouverneur de Limousin en 1474 (t. II, p. 232), puisqu'il l'était au moins le 4 juillet 1473 (Arch. nat., P. 5542, n° 315). — Enfin, Guiot Pot était bien avant 1488 (t. II, p. 147, n. 1) gouverneur de Blois; il a cette qualité en 1483 (Bibl. de Blois, col. Chartes relatives au Blésois, n° 1506).

Évidemment, on voit par là que M. P. de T. exagère en nous disant p. xxv : « Les nombreux renseignements contenus dans nos notes ont tous été puisés aux sources les plus sûres et les plus autorisées et ensuite rigoureusement contrôlés... » Un pareil contrôle nous semble presque impossible. L'auteur n'a pu parcourir les archives de Lyon, de Bourgogne, de Provence, de Blois, de Paris..., et nous l'en excusons. Il s'est servi, pour identifier ses personnages, des répertoires biographiques usuels; nul n'aurait le courage de l'en blâmer, mais il est bon de savoir combien ces répertoires contiennent d'erreurs.

Pour nous en tenir aux archives de l'Isère, elles démentent M. P. de T. quand il affirme (t. II, p. 294, n. 2), sans citer de références, que Claude Lattier fut remplacé, comme avocat fiscal au parlement du Dauphiné, le 28 février 1492 (n. st.), par Geoffroy Carles; en effet, Claude Lattier est qualifié encore d'avocat fiscal, non seulement le

8 novembre 1492 (Arch. de l'Isère, B. 2978, fol. 518 v°), mais le 7 août 1493 (ibid., B. 2905, fol. 484 r°).

Ce qui paraît de prime abord beaucoup plus grave, ce sont les quelques contradictions suivantes : M. P. de T. nous dit (t. II, n° 1788) que, le 19 décembre 1481, Palamède Forbin fut nommé gouverneur du Dauphiné en remplacement de Jean de Daillon, seigneur du Lude, *décédé* ; et cependant, deux pages plus haut (p. 309, n. 3 de la p. 308), M. P. de T. nous dit que le 18 juin 1482 Jean de Daillon était encore gouverneur du Dauphiné. — M. P. de T. (t. II, p. 270, n. 1) nous parle au 25 janvier 1476 de Claude Coct, trésorier général du Dauphiné, et cependant il nous avait informé (t. I, p. 174, n. 1) que Claude Coct était mort le 16 août 1473 ; en 1476, c'était André de Mauregard et non Claude Coct qui avait l'office de trésorier général (cf. arch. de l'Isère, B. 3232, fol. 51, et Pilot, *Louis XI*, t. II, 1633 *bis*, 1644, p. 239, n. 2). — M. P. de T. assure (t. II, 1696 *bis*, note) que le 3 décembre 1477 Jean, comte de Comminges, était encore gouverneur du Dauphiné, et il nous avait dit (t. I, p. 316, note) que le comte de Comminges était mort dès le 9 juin 1473 (cf. arch. de l'Isère, B. 3232, fol. 49 v°). — Autre contradiction pour le capitaine châtelain de Morétel-Goncelin de 1473-1477 ; est-ce Amédée Guiffrey (t. I, p. 170, n. 3) ou Antoine de Treanha ? (t. II, p. 197, n° 1600 et n. 1).

Nous croyons que ces contradictions sont faciles à résoudre pour un lecteur un peu attentif ; M. P. de T. nous fournit ce qui est nécessaire pour le réfuter lui-même. Et ce sont là des taches plus superficielles que réelles ; il faut les mettre sur le compte des errata.

La liste complémentaire de ces errata serait assez longue ; dans un ouvrage tout bourré de dates et de noms cela était à prévoir. Nous en avons relevé quelques-uns :

Au t. I, p. 232, n. 2, *au lieu de baillage, lire bailliage* ; p. 242, n. 2, *au lieu de contribua, lire contribuât* ; p. 248, n° 700, *au lieu de recoureraient, lire recourraient* ; n° 899, *au lieu de différents, lire différends* ; n° 921, n. 4, *au lieu de issèrent, lire hissèrent* ; p. 496, l. 15 de la note, *au lieu de rentra, lire rentrât* ; enfin, p. 314, n. 2, *au lieu de 1477, lire 1377* ; p. 369, n. 1, l. 5, *au lieu de 1475, lire 1575* ; p. 474, n. 4, 5^e avant-dernière ligne, *au lieu de Charles VIII, lire Charles VII*. — Au t. II, p. 25, n. 1, l. 9, *au lieu de subsista, lire subsistât* ; p. 129, n. 3, l. 3, *au lieu de servil, lire servile* ; p. 135, 10^e avant-dernière ligne, *au lieu de payer, lire payé* ; p. 136, l. 1, *au lieu de 1413, lire 1463* ; p. 165, note, fin, *au lieu de Guichemin, lire Guichenon* ; p. 179, 5^e avant-dernière ligne, *au lieu de Louis XI, lire Louis XII* ; n° 1572, *au lieu de établi, lire établit* ; p. 234, dernière ligne, *au lieu de confisca, lire confisqua* ; p. 274, n. 3, l. 7, *au lieu de interposa, lire interposât* ; p. 292, n. 1, l. 4, *au lieu de arrêta, lire arrêta* ; p. 301, n. 1, renvoyer à l'acte n° 1672 et non 1673 ; p. 325, n° 1810, l. 5, *au lieu de régnée, lire régné* ; n° 1837, avant-dernière ligne, *au lieu de « ressortaient à la jugerie, » lire ressortissaient* ; n° 1919, *au lieu de revocant, lire revoquant*.

Nous avons gardé pour la fin trois indications douteuses : t. II, 1739 et 1746, M. P. de T. a-t-il bien voulu imprimer *vibailli* d'aval au comté de Bourgogne, ou bien bailli d'aval? — Ibid., p. 297, n. 2, nous nous étonnons de voir mentionner, sans référence, en 1480, comme sénéchal de Beaucaire, Jacques Ricart de Genouillac, dit Galiot; car, depuis le 31 octobre 1473, le sénéchal de Beaucaire était Antoine de Châteauneuf, seigneur du Lau (Bibl. nat., Languedoc, 71, fol. 302 r^o), et il ne fut remplacé qu'après son décès par Pierre, seigneur d'Urfé, le 2 oct. 1484 (Arch. de Bordeaux, AA, Recueil de chartes relatives à la Guyenne, 1480-1695; et Bibl. nat., Languedoc, 71, fol. 302 v^o). — En dernier lieu, faut-il prendre le 18 juillet 1481 (Pilot, t. II, p. 219, n. 2) comme date de la mort d'André de Mauregard, trésorier et receveur général du Dauphiné, quand, le 13 juillet 1481, M. P. de T. (n^o 1777) nous assure que Jean de Vaulx fut nommé trésorier et receveur général?

Toutes ces critiques ne portent, hâtons-nous d'en convenir, que sur des points de détail. M. P. de T. y voudra voir surtout la preuve que nous avons lu de très près son livre, qui regorge de documents les plus nouveaux. Il fait grand honneur à son auteur et à la Société de statistique de l'Isère. Il complètera notamment par treize lettres missives (t. I, p. xxvi) l'excellente publication de MM. Charavay et Vaësen sur les *Lettres de Louis XI*.

Désormais, nous saurons ce que ne nous apprenaient ni les chroniqueurs, comme Commines, ni les historiens dauphinois, comme Chorier et Guy Allard, sur l'administration du fils de Charles VII dans son apanage; nous connaissons comment ce prince apprit en Dauphiné, depuis 1437 jusqu'à sa fuite, en août 1456, son futur métier de roi.

Il réussit à doubler presque l'étendue de ses états dauphinois, comme il réussira plus tard à doubler presque l'étendue du royaume. Il cherche à être le maître absolu chez lui vis-à-vis de son père, vis-à-vis des nobles, vis-à-vis du clergé; alleux, fiefs, territoires ecclésiastiques, il soumet tout uniformément à son pouvoir, et l'on prévoit les causes de la guerre du Bien-Public. Cadres administratifs, institutions judiciaires, financières, militaires, il touche à tout, il réforme tout; il a déjà l'activité fébrile et impatiente qui le fera surnommer dans la suite « l'universelle araigne. » Il songe déjà aux moyens par lesquels il enrichira les sujets pour enrichir le souverain. Et déjà il se connaît en hommes, il sait choisir et acheter au besoin les auxiliaires de sa politique. — Jaloux de son indépendance, niveleur, centralisateur, despote, infatigable réformateur, sans scrupules, hormis les scrupules religieux, — le dauphin Louis II fait donc bien pressentir le roi Louis XI. L'un aide à comprendre l'autre.

G. DUPONT-FERRIER.

Correspondance secrète entre le comte A.-W. Kaunitz-Rietberg, ambassadeur impérial à Paris, et le baron Ignace de Koch, secrétaire de l'impératrice Marie-Thérèse, 1750-1752, publiée par Hanns SCHLITTER, archiviste aux archives impériales et royales de la Maison, de la Cour et de l'État d'Autriche-Hongrie. Paris, Plon et Nourrit, 1899. xix-385 pages.

Nous avons eu plus d'une fois déjà¹ l'occasion de signaler les travaux importants que M. H. Schlitter a fait paraître sur l'histoire du XVIII^e siècle. Le savant archiviste viennois nous donne aujourd'hui un recueil de correspondances inédites qui complète en bien des points ce que nous connaissions de la politique de Marie-Thérèse au lendemain de la paix d'Aix-la-Chapelle, et qui, même après la publication des souvenirs de Bernis et les savantes études de F. Masson, du chevalier A. d'Arneth et du duc de Broglie, présente un intérêt considérable.

C'est grâce à ces correspondances notamment, que le duc de Broglie² a pu démontrer³ qu'au lendemain du traité de 1748, les sentiments et les intérêts ne s'accordant plus, les alliances avaient fait leur temps. Avant même que les plénipotentiaires se fussent séparés, Kaunitz offrait au représentant de la France de remplacer dans l'amitié de l'impératrice l'Angleterre qui avait trompé sa confiance, et, de son côté, Frédéric II se déclarait pressé de rompre le lien qui le rattachait encore à la France, pour se rapprocher de la nation de foi protestante et de sang germanique, vers laquelle elle portaient naturellement la communauté de la religion et l'affinité de la race. Une double évolution était commencée sur deux lignes qui se croisaient, et le moment pouvait déjà être prévu où, Vienne se rapprochant de Versailles en même temps que Berlin de Londres, un échange complet de situation serait opéré entre amis et ennemis d'hier. C'est ce mouvement dont la paix de 1748 a marqué le point de départ et dont le traité de 1756 fixera le point d'arrivée.

Kaunitz rentré à Vienne se constitua donc le champion de l'alliance française contre les ministres de la conférence⁴. Ces dignitaires, consultés par l'impératrice, s'étaient prononcés pour le système ancien : s'appuyer sur les puissances maritimes pour tenir en respect la France, l'éternelle et irréconciliable ennemie. Kaunitz les réfuta vigoureusement et fit ainsi preuve d'une rare indépendance, car à la tête de ces défenseurs de la politique traditionnelle se trouvait l'empereur en per-

1. Voir notamment *Revue historique*, LVI, 140, et LXI, 391.

2. Il en avait obtenu la communication grâce à l'obligeance du chevalier d'Arneth.

3. Dans son beau livre sur *l'Alliance autrichienne*.

4. Dignitaires que l'on ne consultait que dans les cas extrêmes.

sonne. Pour le jeune diplomate, l'ennemi c'est Frédéric II; l'Autriche ne peut se borner à la défensive : elle doit d'abord affaiblir la Prusse, puis l'attaquer de front et lui arracher la Silésie. Pour réaliser ce plan, l'appui de la France est indispensable; il faut donc s'attacher à l'obtenir.

Marie-Thérèse ne se rallia pas à la politique du statu quo, mais elle n'adopta pas non plus le système radical de Kaunitz¹. Elle fit rédiger par Bartenstein un programme nouveau : l'Autriche observera scrupuleusement les traités conclus avec les puissances maritimes; elle se gardera avec soin contre les agressions éventuelles de la Prusse en l'isolant autant que possible, mais, pour le moment, elle n'ira pas au delà. Kaunitz, envoyé à Versailles comme ambassadeur, devra s'attacher à convaincre la cour du désir sincère qu'éprouve l'impératrice de faire régner la paix en Europe, de concert avec la France. Mais, en même temps, il ne perdra aucune occasion d'éveiller les défiances du cabinet français à l'égard de Frédéric, afin de relâcher peu à peu les liens de l'alliance franco-prussienne. Voilà les instructions auxquelles se conforma Kaunitz, faisant preuve une fois de plus d'un rare esprit politique, d'une clairvoyance merveilleuse et d'une persévérance d'autant plus méritoire qu'il ne se faisait guère d'illusions sur la possibilité d'un succès. Il fit assaut de bonne grâce auprès de toutes les personnalités influentes de l'entourage royal, sans en excepter M^{me} de Pompadour². Mais il avertit lui-même, à plusieurs reprises, sa souveraine

1. M. Schlitter rectifie ici certaines appréciations d'Arneth et du duc de Broglie. Ce dernier dit dans l'*Alliance autrichienne* (p. 19-20) : « Un raisonnement si serré et de si longues considérations (de Kaunitz) n'étaient pas nécessaires pour convaincre l'impératrice, et je serais même étonné qu'elle n'eût pas été convertie d'avance. Aussi, sans s'arrêter à la surprise peinte sur le visage de ses conseillers, ni aux objections assez timides qui lui furent présentées, elle entra tout de suite, avec l'impétuosité féminine, dans l'exécution d'un plan qui, flattant ses ressentiments et ravivant ses espérances, lui promettait à la fois la vengeance et la réparation de ses injures. » Or, d'après le texte de la résolution de l'impératrice, M. Schlitter constate (p. xi) que sa « décision, à l'égard de l'alliance française et de la reprise de la Silésie, n'entraîna pas dans les idées du comte Kaunitz; car Marie-Thérèse dit positivement qu'il fallait s'en tenir à la pluralité des opinions. Ainsi le plan offensif de Kaunitz fut mis de côté et l'extrait fait par Bartenstein accepté comme le programme positif de la politique autrichienne. »

2. Voir notamment les lettres de Fontainebleau, du 7 novembre 1750, p. 23; de Paris, du 22 août 1751, p. 114; du 12 février 1752, p. 167; du 23 juin, 1752, p. 239. Ces textes font justice de la légende qui voit dans l'alliance autrichienne la réalisation d'un plan ébauché entre l'ambassadeur et la favorite, et soigneusement tenu secret. « Si Kaunitz avait obtenu autre chose de M^{me} de Pompadour que la permission d'entrer avec elle dans un échange de coquetteries aimables qui lui permettait de discrètes insinuations; si M^{me} de Pompadour avait répondu à ces avances autrement que par quelques sourires gracieux, bien naturels chez une personne de petite condition recevant les hommages d'un

que, malgré les politesses dont il est comblé, il ne peut se vanter d'avoir fait un pas vers une entente sérieuse. Il en témoigne parfois quelque humeur : « Le gouvernement français est une charrue assez mal attelée, et la plupart des choses ne se font que par intrigues et cabales¹. » Le roi Louis XV se dérobe à toute action personnelle, le ministère s'effraie de toute nouveauté; ce n'est pas de gens pareils que partira l'initiative d'un grand changement politique. D'ailleurs, on ne croit pas aux assurances pacifiques de l'Autriche : les ministres français voient en elle l'amie et l'alliée de l'Angleterre et rien ne peut leur ôter de l'esprit que Marie-Thérèse nourrit le secret dessein de reconquérir la Silésie. Or, cela, la France ne peut le lui permettre après avoir promis le contraire au roi de Prusse. Kaunitz sent que sa mission a échoué; il le fait entendre en termes formels à sa souveraine et va jusqu'à dire qu'il n'y a pas moyen de rompre l'entente de Paris et de Berlin, et que dès lors il serait peut-être sage de renoncer à la Silésie.

Sans aller jusque-là, Marie-Thérèse comprit l'avertissement et calma son impatience. En même temps, elle résolut de ne pas se passer plus longtemps de son conseiller préféré, qu'avec sa rectitude habituelle de jugement elle estimait bien au-dessus de ses collègues²; elle rappela Kaunitz auprès d'elle et le nomma chancelier d'État, lui confiant ainsi la direction suprême de la politique, qu'il devait garder près de quarante ans.

Les lettres de Kaunitz et de Koch éclairent aussi d'un jour nouveau un autre épisode important des annales du XVIII^e siècle; nous voulons parler des questions qui se rattachent à l'exécution du traité de la Barrière. Gachard avait déjà abordé à ce sujet, et notamment exposé l'histoire des conférences tenues à Bruxelles en 1752 par les délégués de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Autriche³. Mais il n'avait vu que les archives de la chancellerie, et les pièces mises au jour par M. Schlitzer complètent l'œuvre de l'archiviste belge.

Nous signalerons des détails intéressants sur les dispositions que manifestaient les États généraux, l'acquisition de la seigneurie de Turnhout, les ressources financières des Pays-Bas, le plan de réformes mérité par le prince Charles de Lorraine, etc.

Le correspondant de Kaunitz, Koch, était le secrétaire intime et

grand seigneur, assurément l'ambassadeur n'aurait pas manqué d'informer de ce succès sa souveraine et de s'en faire un mérite auprès d'elle. Au contraire... » (Duc de Broglie, *L'Alliance autrichienne*, 68.)

1. Lettre de Paris, du 11 décembre 1750, p. 50.

2. « Sa Majesté attend votre réponse, Monseigneur, sur les différents points contenus avec l'impatience que vous pouvez croire; elle paraît perdre d'ailleurs de plus en plus le goût pour les affaires du dehors depuis votre départ, n'assistant presque plus à aucune des conférences qui se tiennent à la cour. » Koch à Kaunitz, le 14 mars 1751, p. 90.

3. Dans *l'Histoire de la Belgique au commencement du XVIII^e siècle*, p. 534-549.

l'homme de confiance de l'impératrice, l'homme discret par excellence, dont elle loue les services à l'égal de ceux de Bartenstein, d'Haugwitz et de Tarouca. Ses lettres, écrites sous la dictée de Marie-Thérèse, et souvent complétées ou corrigées de sa main, ont une valeur considérable, rectifient mainte fois les dépêches officielles, et rendent compte de nombreuses correspondances diplomatiques habilement interceptées.

Une savante introduction nous initie à l'importance des documents publiés, de copieuses notes en facilitent la compréhension, et un excellent index rend les recherches fort aisées. Ce volume, publié sous les auspices de la société d'histoire diplomatique, est digne des publications antérieures de l'éditeur. Nous ne pourrions en faire un éloge plus complet.

Eugène HUBERT.

The causes of the war of 1792, by I. A. CLAPHAM, M. A. fellow of King's College, Cambridge. Cambridge, University Press, 1899. 260 pages.

Le livre de M. Clapham sur les causes de la guerre de 1792 est une étude qui a obtenu en 1898 le prix du prince consort à Cambridge. Elle traite un point d'une importance capitale. MM. de Sybel et Albert Sorel, qui ne sont pas toujours d'accord, se sont entendus sur cette question. Malgré l'entrevue de Mantoue et la déclaration de Pilnitz, ils soutiennent que les intentions des puissances, même celles de Léopold et de Kaunitz, étaient pacifiques, et que la responsabilité de la guerre incombe entièrement aux Girondins. M. Clapham expose avec un soin et des détails, un peu encombrants parfois, mais judicieusement choisis et loyalement expliqués, la suite des négociations publiques et secrètes qui, commençant à l'entrevue de Mantoue le 17 mai 1791, se sont terminées par la note comminatoire de l'Autriche du 18 mars 1792, suivie par la déclaration de guerre de la France au roi de Hongrie, François, le 20 avril. A mon avis, il ressort de cette analyse et des citations qui l'appuient, que les Girondins ont certainement voulu la guerre, comme un moyen révolutionnaire : les articles de Brissot, les discours de Vergniaud et d'Isnard en font foi. Mais, si Danton, si Robespierre s'y sont opposés, Collot d'Herbois et Merlin de Thionville l'appelaient de tous leurs vœux. La responsabilité des Girondins n'est donc pas exclusive. Narbonne et Dumouriez, qui la préparaient, n'y tenaient pas, mais ils se trouvaient entraînés vers elle, non pas seulement par l'opinion des Français, surexcitée par les Girondins, mais par la politique secrète de Marie-Antoinette et enfin par les puissances, que M. de Sybel et même M. Sorel représentent comme si innocentes. Que Léopold II, que Kaunitz, préoccupés de la question de Pologne, que Frédéric-Guillaume II, inquiet de tout ce qui pouvait relever l'Autriche, que Catherine II, la grande réaliste, qui détestait la révolution française, mais avait assez à

faire en Orient, se soient peu souciés d'une rupture immédiate, c'est possible. Mais, dès la déclaration de Pilnitz, la politique de l'Autriche, flottante et obscure, ne cessa pas d'être inquiétante et outrageante. La correspondance de Marie-Antoinette et de Mercy, dont l'auteur a su très bien se servir, montre et le rôle véritablement coupable de la reine, et l'insolence irritante avec laquelle on tenait suspendue sur la France la menace du règlement des affaires d'Avignon et des princes possessionnés. En suivant l'étude de M. Clapham, même sans être Français, on ne saurait admettre qu'une grande nation pût supporter une semblable humiliation. M. Clapham l'a indiqué courageusement, alors qu'un des plus récents historiens anglais de la Révolution française (H. Morse Stephens, t. II, p. 44) avait entièrement adopté l'opinion de M. de Sybel. M. Clapham montre en effet, à la date du 10 février 1792, lord Gower écrivant de Paris que la guerre était nécessaire, et qu'on pouvait espérer que la France n'en sortirait pas indemne (p. 174). L'Autriche s'y préparait sans enthousiasme, le roi de Prusse la désirait et M. Clapham constate (p. 201) que le plan de l'invasion était déjà arrêté, avant que la déclaration de guerre de la France eût été reçue. Le travail de M. Clapham me paraît répondre à la réalité des choses. Si les Girondins ont voulu la guerre, la politique des puissances l'a rendue inévitable.

P. BONDOIS.

Philippe SAGNAC. La législation civile de la Révolution française (1789-1804). Paris, Hachette, 1898. 4 vol. in-8°, xx-445 pages.

Étudier la législation civile de la Révolution, c'est étudier toute son œuvre sociale. Et ce ne fut pas une œuvre éphémère, car une transformation profonde s'est opérée à la fois dans le régime de la propriété et dans la condition des personnes. Le régime seigneurial, dont les origines sont si anciennes, disparaît pour toujours; la personne humaine est émancipée; tous les citoyens deviennent égaux en droit. Cette révolution, d'une portée énorme, les principes de 1789 la portaient en germes; mais comment s'est-elle réalisée? Pourquoi s'imposait-elle pratiquement? Et comment a-t-elle modifié la société existante? Tel est le très vaste sujet sur lequel M. Sagnac a réussi à porter la lumière. Et son mérite est d'autant plus grand que jusqu'ici les historiens n'ont étudié que bien superficiellement ces questions qui intéressent à un si haut degré l'histoire sociale.

L'un des premiers effets de la Révolution a été d'établir l'unité de la législation, que réclamaient à la fois jurisconsultes et philosophes, et que l'ancien régime n'avait pu fonder. Et comment aurait-elle pu s'accomplir, alors que le particularisme provincial était encore si puissant, alors surtout que tant d'inégalités pesaient sur les propriétés et les personnes, et que l'Eglise intervenait dans les institutions civiles? Mais la Révolution détruit tous les privilèges et sécularise la société. Plus

de privilèges de castes ou de provinces; plus de distinctions issues de la condition religieuse : des individus égaux, dont l'ensemble constitue la nation, ne peuvent être régis que par le même code.

Cependant la Révolution devait atteindre non seulement la forme, mais le fond même de la législation. M. Sagnac montre très fortement que la réforme de la législation a été préparée par le mouvement des esprits qui agite le xviii^e siècle : « Elle n'a pu se faire, dit-il, que par une révolution dans les idées qui a passé ensuite dans les faits. » C'est la première fois dans l'histoire du monde que les idées influent directement sur les faits et que la raison humaine contribue à transformer la société : il eût été bon d'en faire la remarque, car c'est ce phénomène qui donne à la législation révolutionnaire toute son originalité. L'auteur ne pouvait, dans un court chapitre, étudier profondément les idées politiques du xviii^e siècle, mais il a su en dégager le principe essentiel : par réaction contre le despotisme de la monarchie et de l'Eglise, les philosophes proclament le droit naturel, qui, sous diverses formes, tend toujours à l'affranchissement de l'individu. L'émancipation de l'être humain : tel a été le dogme de tous les hommes de la Révolution; qu'ils aient été libéraux comme les Constituants ou autoritaires comme les Conventionnels, c'est toujours l'individualisme qui leur fut cher. Et c'est pourquoi leur œuvre législative a été si féconde. On a trop souvent méconnu la grandeur de la tâche que les révolutionnaires ont accomplie, dans la période la plus troublée qui fût jamais. Faut-il attribuer à Bonaparte tout le mérite d'avoir mené à bien l'œuvre du code civil? M. Sagnac démontre d'une façon irréfutable que Portalis et Bonaparte ont infiniment moins contribué à la réforme de la législation que les assemblées révolutionnaires et leurs comités de législation.

L'auteur étudie tout d'abord la révolution qui s'opère dans le régime de la propriété foncière. Il nous donne du régime antérieur à 1789 une analyse intéressante, mais à laquelle je reprocherais d'être trop superficielle. Quelles sont les diverses formes de tenures? En quoi consiste la propriété paysanne? Y a-t-il beaucoup de cultivateurs qui soient pleinement propriétaires? Autant de questions qui n'ont pas été résolues, et qui ne pourront l'être que par de nombreuses monographies, fondées sur l'étude de documents d'archives. Toutefois, il est une question que M. Sagnac a vraiment élucidée : il nous prouve que les droits domaniaux se sont accrus dans les années qui ont précédé la Révolution : les seigneurs, pour augmenter leurs ressources, ont fait refaire leurs terriers, et cette réaction seigneuriale a durement pesé sur les classes rurales¹.

1. M. Sagnac a étudié spécialement cette question dans sa thèse latine (*Quomodo jura domini aucta fuerint regnante Ludovico XVI*). Il montre qu'il s'agit moins encore d'extension des droits anciens que d'exactions accomplies par les seigneurs et par leurs agents. On ne crée pas de nouvelles formes de redevances, mais l'on s'efforce de faire rendre aux anciennes charges tout ce

L'émancipation de la propriété paysanne a été préparée par les penseurs du XVIII^e siècle : les économistes demandent la suppression des droits domaniaux, l'égalité des charges fiscales, la suppression des biens de mainmorte, qui aura pour conséquence d'augmenter le nombre des propriétaires. Leur conception de la propriété, c'est celle qui triompha avec le code civil. D'autre part, les paysans sont impatients de se délivrer du régime domanial : les droits, historiquement légitimes, qui pèsent sur eux, leur semblent des usurpations : usufruitiers, héritiers de leurs tenures, ils s'en considèrent comme les véritables propriétaires. C'est ce que montre la très consciencieuse étude que M. Sagnac a faite des cahiers de paroisses.

La libération de la propriété paysanne : tel est donc le fondement social de la Révolution française. Mais les premiers acteurs du drame, qui sont des citoyens, des bourgeois, sont infiniment plus préoccupés de la révolution politique que de la révolution sociale. Les hommes de la Constituante ne l'ont accomplie que sous la pression de la volonté populaire. En juillet 89, c'est un grand mouvement spontané des classes rurales qui agite la France : des troubles très graves éclatent dans les campagnes. Les députés du Tiers les désapprouvent et déclarent que, tant que l'ancien régime domanial n'aura pas été modifié par la loi, les droits anciens seront maintenus dans leur intégrité. Ce sont les ordres aristocratiques qui, dans la nuit du 4 août, renoncent spontanément à leurs privilèges. Mais la Constituante ne toucha aux droits seigneuriaux qu'avec la plus prudente modération : elle ne supprima sans rachat que les *droits personnels* ; quant aux *droits réels*, ils devaient être rachetés et dans des conditions telles que la réforme du régime foncier pouvait paraître illusoire. — Toute cette démonstration est excellente ; elle éclaire d'un jour très vif toute l'histoire du mouvement révolutionnaire.

M. Sagnac montre encore très fortement combien les paysans furent mécontents des décrets de la Constituante ; déçus dans leurs espérances, molestés par les seigneurs qui espèrent conserver leurs privilèges, ils s'insurgent dans presque toute la France ; ce sont les campagnes livrées à l'anarchie. Et cependant, la Constituante maintient ferme son système.

qu'elles peuvent donner ; et c'est surtout sous le règne de Louis XVI que les usurpations sont scandaleuses. L'auteur appuie ses conclusions principalement sur les œuvres des feudistes et sur les cahiers de paroisses ; il a étudié aussi un certain nombre de documents d'archives. Pour que la question pût être définitivement élucidée, il importerait de poursuivre ces recherches, de dépouiller une plus grande quantité de papiers seigneuriaux. M. Sagnac affirme que les cens ont été augmentés dans les dernières années du XVIII^e siècle. Mais dans quelle mesure ? Les exemples qu'il cite sont trop peu nombreux pour que ses conclusions soient pleinement satisfaisantes. Il constate que les seigneurs ont usurpé beaucoup de biens communaux ; mais il ne faut pas oublier que, dans la plupart des cas, ces seigneurs possèdent la propriété du fonds et les paysans jouissent seulement de droits d'usage.

Mais la Législative, beaucoup plus révolutionnaire, rend à peu près inoffensive pour le paysan l'obligation du rachat ; elle renverse les rôles : ce n'est plus au tenancier à prouver son droit, mais au seigneur ; c'est le seigneur que l'on oblige à montrer le titre primordial qui légitime les redevances ; et la production de ce titre n'est-elle pas presque toujours impossible ? Avec la Convention s'achève la révolution sociale : elle supprime radicalement tous les droits seigneuriaux, sans même respecter les rentes foncières ; elle transfère au tenancier la propriété libre et absolue de sa tenure. M. Sagnac blâme la violence du procédé ; il eût été plus prudent, pense-t-il, d'examiner à loisir les titres et de faire la part, dans les droits anciens, de ce qui était légitime et de ce qui ne l'était pas. Mais la distinction était-elle pratiquement possible ? Je crois même que *scientifiquement* on ne saurait la faire. Les droits domaniaux de toute espèce sont historiquement légaux, car ils dérivent tous du droit de propriété que les seigneurs possédaient sur les personnes et sur les terres. Ces droits étaient devenus intolérables ; ils devaient donc disparaître. Les révolutionnaires, en détruisant le régime seigneurial, se proposaient seulement de supprimer des privilèges dans lesquels ils ne voyaient que d'iniques usurpations, et aussi d'augmenter le nombre des propriétaires. En réalité, et sans s'en rendre compte, ils touchaient au principe de la propriété.

La vente des biens nationaux est un phénomène tout aussi grave. Si elle a été la première mesure sociale de la Révolution, M. Sagnac nous en marque nettement la raison : elle devait surtout satisfaire aux besoins fiscaux de l'État. Très certainement les constituants voyaient dans la suppression des biens de mainmorte un procédé pour augmenter le nombre des propriétaires. Mais les nécessités financières semblent avoir bientôt primé toute autre considération ; ce sont elles qui ont fait abolir les facilités de paiement, qui permettaient aux paysans d'acquérir sans trop de peine les terres confisquées par la nation. L'auteur pense que les décrets de la Constituante n'ont pas été aussi favorables au morcellement qu'on se plaît à le croire, et les arguments qu'il invoque semblent assez probants. Mais la question essentielle, c'est de savoir dans quelle mesure la vente des biens nationaux a profité à la propriété paysanne. M. Sagnac ne pouvait la résoudre d'une façon définitive : c'est l'étude minutieuse des documents d'archives qui nous révélera ce secret¹. Mais dès maintenant, l'on peut affirmer que cette grande liquidation sociale a servi les intérêts de la haute bourgeoisie, qui va se substituer aux anciens ordres privilégiés.

La Révolution a créé une nouvelle forme de propriété, la propriété individuelle purement indépendante ; elle s'efforce de la défendre à la fois contre les anciens maîtres seigneuriaux et contre ceux qui n'ont

1. Tel est le travail immense qu'a entrepris M. Louchisky, et dont il nous a donné déjà quelques résultats dans son volume intitulé : *La petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*. Paris, 1897.

rien; et ainsi l'on s'explique que la nouvelle législation favorise le propriétaire aux dépens du locataire. Mais cette propriété individuelle, que l'on jugeait si bienfaisante, on voulait en faire jouir le plus grand nombre possible de citoyens; et le nouveau système successoral devait avoir pour effet de favoriser le morcellement.

L'auteur montre encore que l'affranchissement des personnes n'a pas demandé moins de temps que l'affranchissement des terres. C'est que, pour décréter cette émancipation, il faut toucher aux antiques inégalités civiles et notamment à celles qui dérivent de la religion. L'Eglise, encore très puissante sur les âmes, résista énergiquement à la sécularisation de l'état civil. La Constituante en proclama seulement le principe dans la Constitution de 1791, et le décret, qui le transformait en loi, ne parut que le 20 septembre 1792. Mais la Révolution tira de cette émancipation toutes les conséquences logiques : voici que dans la constitution de la famille pénétrèrent les principes de liberté et d'égalité, il y a diminution de l'autorité paternelle et la puissance maritale elle-même est ébranlée.

Après nous avoir décrit l'œuvre révolutionnaire dans toute son ampleur, M. Sagnac nous expose avec une grande vigueur l'œuvre de réaction, qui commence dès 1795 et dont le code civil consacre les effets. En ce qui concerne le régime de la propriété, la réaction n'a pu être que très modérée : trop d'intérêts matériels s'opposaient à la reconstruction de l'ancienne société; on s'efforça seulement de restaurer quelques vestiges du régime foncier antérieur à la Révolution, tels que le domaine congéable et le bail à complant. Mais on a voulu reconstituer dans la famille le principe d'autorité qui s'imposait de nouveau dans l'État : voici que l'on fortifie l'autorité paternelle, que la puissance maritale triomphe à nouveau, et qu'en matière de divorce et d'adultère, le code civil établit l'inégalité la plus choquante entre l'homme et la femme : réaction dont M. Sagnac, à juste titre, déplore les effets. Ainsi l'on revient à la tradition : les juriconsultes, maintenant tout-puissants, proclament la supériorité de cette tradition sur les maximes philosophiques. L'auteur nous fait comprendre les raisons qui ont déterminé cette réaction; nous lui reprocherons seulement de ne les avoir point groupées assez fortement. L'œuvre personnelle de Napoléon nous est révélée seulement dans la conclusion; ne convenait-il pas de la dégager plus nettement encore?

Mais ces légères taches n'enlèvent rien à la valeur de l'ouvrage. En un sujet aussi vaste, quelques lacunes sont inévitables. Sans doute, plusieurs des questions abordées par M. Sagnac pourront être traitées à nouveau, étudiées plus profondément. Mais de longtemps on ne pourra tracer de l'œuvre législative de la Révolution un tableau aussi vigoureux, une description à ce point pénétrante et suggestive. Ajoutons que la netteté de la composition, la sobre fermeté du style donnent tout leur relief aux démonstrations si intéressantes de cet excellent livre.

Henri SÉE.

Les Mémoires de Bismarck, recueillis par Maurice Busch. T. I : *la Guerre de 1870-1871*, 4 vol. in-8°, 340 pages. T. II : *Entretiens et souvenirs*, 4 vol. in-8°, 348 pages. Paris, librairie Charpentier et Fasquelle, 1899.

Sous ce titre trompeur de *Mémoires de Bismarck*, on a réédité en français les confidences que Moritz Busch a publiées en 1878 dans son ouvrage, *le Comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre*, en rétablissant certains passages un peu vifs que le chancelier lui-même avait supprimés et en y joignant un second volume d'*Entretiens et souvenirs*, qui comprend treize chapitres : la Maison du chancelier à Berlin ; la Commune et le traité de Francfort ; la France et la Russie en 1871 et 1872 ; l'Affaire Arnim ; Varzin et Friedrichsrub ; M. de Bismarck et mon livre ; l'Alliance austro-allemande ; les Luites politiques du chancelier ; M. de Bismarck, l'Angleterre et les princesses anglaises ; le Journal de l'empereur Frédéric ; les Papiers du chancelier ; la Chute ; les Dernières années¹.

Bien qu'il s'agisse de la période la plus importante de la carrière de Bismarck, l'intérêt historique de ces pages est peu considérable. Leur intérêt psychologique, en revanche, est de tout premier ordre. On sait, en effet, que leur auteur, attaché au cabinet du chancelier pendant la guerre de 1870, fut dans les conditions les meilleures pour bien voir et bien connaître Bismarck. Chaque jour, il devait, sous son inspiration, rédiger des communiqués à la presse officielle et officieuse. Busch semble avoir possédé à un degré peu commun l'art de rendre non seulement les pensées, mais la forme même des pensées de son maître ; Bismarck le considérait comme le plus précieux de ses collaborateurs. A toutes les crises de sa vie il l'appelait auprès de lui et lui montrait l'article à faire². Cet article était dirigé tantôt contre Arnim, tantôt contre Gortschakoff, tantôt contre les libéraux ou contre le centre, ou bien contre « les femmes », Augusta et Victoria, et ce qu'il appelait « la clique de la Croix », « la bonbonnière » et « la lie de la Kreuzzeitung ».

Bismarck savait qu'il pouvait compter sur la fidélité à toute épreuve

1. L'édition anglaise qui parut la première (*Bismarck, some secret pages of his history*. Being a diary kept by Dr Moritz Busch, 3 vol. London, Macmillan, 1899) et l'édition allemande (*Tagebuchblätter*, 3 Bände. Leipzig, Grunow, 1899) sont plus complètes que l'édition française, dans laquelle, dit la préface, un certain nombre de passages ont été supprimés, soit « parce qu'ils auraient pu paraître diffamatoires, soit parce que, n'offrant aucun intérêt pour le lecteur français, ils auraient inutilement alourdi le récit. »

2. Quand on ne l'appelait pas, Busch venait de lui-même. Ainsi, à propos de l'affaire Arnim, Lothar Bucher écrivait : « Busch est revenu, et il ne demande qu'à se mêler à la bagarre. — Ah ! s'est écrié le chef, c'est notre petit Saxon ! Eh bien ! laissez-moi les extraits, je les lirai » (t. II, p. 69).

de Busch. « J'ai remercié le chef de sa confiance, note un jour celui-ci, et je lui ai dit que je me considérais entre ses mains comme un petit archer, qui enverrait sa flèche jusque dans le soleil s'il m'en donnait l'ordre » (t. II, p. 323).

Pour le récompenser de ses services, Bismarck invitait parfois Busch à Varzin ou à Friedrichsruh, et là, il lui donnait à classer des liasses de lettres. De ces lettres, il restait toujours des copies entre les mains du zélé secrétaire, qui les reproduit tout au long dans son ouvrage (t. II, chap. XI, p. 219-297).

Au moment de la chute du prince, Busch est des premiers informés. Bismarck lui remet le mémoire qu'il vient d'envoyer à Guillaume II, avec ordre de le publier¹, et un paquet de lettres de Guillaume I^{er}, qu'il doit faire paraître dans les *Grenzboten*. « Dites aussi, ajoute-t-il, que ma retraite n'est pas volontaire, qu'on me met à la porte. Il faut le crier partout; c'est même le meilleur service qu'on puisse me rendre. C'est un devoir patriotique de le proclamer » (t. II, p. 309).

On voit, par la nature des rapports de ces deux hommes, quelle sorte d'intérêt s'attache à ses souvenirs. Bismarck parlait avec une extrême liberté devant Busch, jugeant choses et hommes avec cette franchise et cet humour cynique qui sont la marque même de son génie. Il y a de tout dans ces pages. A côté de curieuses révélations du chancelier sur la manière dont il s'y prit pour déchaîner les trois guerres qui fondèrent la grandeur prussienne (t. I, p. 65, 235 et 281) et des confidences personnelles plus curieuses encore, on trouve des dissertations culinaires, entremêlées de « Völkerpsychologie », de coups de boutoir contre les « Messieurs des Réservoirs » ou contre les Anglais, les Cobourg et les Juifs, des sorties violentes contre les militaires et des paradoxes contre les femmes.

On a dit : « Quelle confiance peut-on avoir dans le témoignage de cet homme? N'a-t-il peut-être rien ajouté de son cru? »

Busch fut certes une nature malveillante et grossière. Bismarck lui-même redoutait ses indiscretions : « Éloignez de moi le Busch, disait-il un jour, il devient insolent et indiscret » (Kaufmann, *Literarisches Centralblatt*). Des gens de son entourage considéraient Busch comme un homme peu sûr. Treitschke, qui l'avait connu à Leipzig, lorsqu'il y rédigeait les *Grenzboten*, se plaint, dans sa correspondance, « de sa méchanceté et de sa mauvaise langue. » Lorsque Busch rentra à Leipzig, en 1863, après avoir été quelque temps au service du duc d'Augustenbourg à Kiel, Freytag fit des difficultés pour le reprendre à la rédaction de cette revue; s'il s'y résigna, ce fut, dit-il, pour « l'empêcher de devenir un gredin. » Plus tard, à Hanovre, Freytag se réjouit de voir que Busch « a l'air de rentrer dans le droit chemin » (*Gustav Freytag und Heinrich von Treitschke im Briefwechsel*. Leipzig, Hirzel, 1900; p. 41,

1. Il parut en effet dans l'ouvrage *Unser Reichskanzler*. Berlin, 1891.

48 et 134). Tout cela évidemment ne fait pas de Busch un personnage fort sympathique.

Mais cela n'infirme pas non plus sa véracité. Il y a, au contraire, dans les propos qu'il prête à Bismarck, un accent de vérité qui frappe. En outre, la fécondité d'invention, la richesse des images de ces entretiens sont le plus sûr garant de leur fidélité. Busch eût été incapable d'inventer cela. A chaque ligne, on sent la griffe léonine de Bismarck.

« On ne saurait s'y tromper, dit Erich Marcks, tous ceux qui ont approché Bismarck reconnaissent là le ton de sa conversation¹. »

Nous avons, du reste, un témoignage irrécusable, celui du conseiller Abeken, qui faisait aussi partie de la maison du prince pendant la guerre. Abeken corrobore tous les dires de Busch. Il n'y met aucun cynisme, car il était aussi poli, discret et modéré que Busch était grossier et mal embouché, mais ses lettres posthumes laissent bien de l'homme, en fin de compte, la même image que Busch, avec plus de finesse et plus de liberté dans les jugements².

Bismarck ne sort point grandi des *Mémoires* de Busch, car il y paraît constamment haineux, violent, rancuneux, impatient de toute supériorité. Son ton ordinaire est l'irrespect. Et ce ton, il ne l'a pas seulement vis-à-vis des princes allemands, qu'il traite couramment de « gâteux » ou d'« imbéciles », mais vis-à-vis de son roi, qu'il appelle « le vieux » ou « le personnage en question. » Et avec cela un orgueil incommensurable ! « Si je m'en allais, dit-il un jour, qu'advierait-il ? L'empire d'Allemagne entier repose sur la confiance que j'inspire... En France, tout le monde a confiance en moi... Le tzar a en moi une confiance illimitée... » (t. II, p. 179-180).

On peut sans doute objecter que Busch, cynique et malveillant, n'a guère vu dans Bismarck que les côtés les moins nobles de sa nature. C'est possible. Son œuvre n'en est pas moins une contribution importante à la psychologie de Bismarck, et elle sert de correctif aux élocubrations dithyrambiques ou aux portraits semi-officiels des disciples de Sybel, qui, comme on en a fait souvent la remarque, n'ont que trop de tendance à faire du tigre royal un chat domestique.

Antoine GUILLAND.

Pensées et Souvenirs, par le prince DE BISMARCK, seule édition française autorisée. Traduite par E. JÉGLÉ, professeur à l'École militaire spéciale de Saint-Cyr. Paris, H. Le Soudier, 1899. 2 vol. in-8°, VIII-479, 384 pages.

Les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck ont dû causer quelque désillu-

1. *Fürst Bismarck's Gedanken und Erinnerungen*. Versuch einer kritischen Würdigung. Berlin, 1899, p. 14.

2. *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*. Aus Briefen Heinrich Abekens zusammengestellt. Berlin, Mittler, 1898.

sion à ceux qui, sur la foi de certains propos, s'imaginaient trouver dans cet ouvrage de vrais mémoires de la vie du chancelier, embrassant l'histoire complète de son activité politique. Or, dans ces souvenirs, il n'y a guère que les premiers chapitres qui forment un tout suivi. Le reste est fort décousu et rempli de lacunes.

Bismarck commence par l'histoire de sa formation intellectuelle, le récit fort animé de la révolution de Mars à Berlin et l'histoire du parti des libéraux de la cour, dont Bethmann-Hollweg et Charles von der Goltz furent les chefs et la *Wochenblatt* l'organe. Ces parties sont certainement les plus neuves, les plus intéressantes et les plus soignées de l'ouvrage. Ensuite viennent une série de chapitres sur Erfurt, Olmütz et Dresde, sur les années qu'il passa à Francfort comme représentant de la Prusse à la diète fédérale, sur ses sentiments au sujet de la guerre de Crimée, sur les rivalités de Sans-Souci et de Coblenz, entre « la reine Élisabeth, partisane de la Bavière, de l'Autriche et de la Saxe, et la princesse Augusta, dont les sympathies allaient aux cours occidentales. » On trouve ensuite le récit de la visite qu'il fit à l'exposition industrielle de Paris en 1855, et celui de voyages et de parties de chasse dans le nord, puis deux chapitres sur ses séjours à Pétersbourg et à Paris comme ambassadeur, suivis d'un essai sur la politique prussienne à cette époque et de quelques considérations sur les dynasties et les races. L'histoire reprend avec les récits de son ministère de lutte, de l'opposition du Kronprinz à Dantzig, du congrès des princes à Francfort et de souvenirs personnels sur le roi Louis II de Bavière. Et c'est là le premier volume.

Le deuxième volume s'ouvre par un chapitre sur la question du Schleswig-Holstein, suivi du récit des luttes que Bismarck eut à soutenir contre le roi et le grand état-major après Königgrätz, pour empêcher la marche sur Vienne. Puis vient l'histoire de l'organisation de la confédération de l'Allemagne du Nord avec deux chapitres, consacré l'un à la dépêche d'Ems, l'autre aux démêlés que le chancelier eut à Versailles de nouveau avec les militaires. Le *Kulturkampf* et le récit de sa rupture avec les conservateurs occupent deux autres chapitres. Les pages qui suivent n'ont plus guère de liaison entre elles : il y en a d'abord sur la Triple Alliance, où l'Italie n'est pas même mentionnée, avec un commentaire sur la politique russe qui n'est, du reste, que la justification de la politique de Bismarck. Ensuite vient un chapitre sur le conseil d'État, dans lequel le chancelier explique quelles ont été les attributions de ce corps depuis l'année 1817. Les deux chapitres qui ferment le volume, sur Guillaume I^{er} et Frédéric III, ne sont point des études sur ces souverains; Bismarck ne parle d'eux que pour montrer que, malgré quelques orages passagers, la bonne harmonie n'a jamais cessé de régner entre ces princes et leur serviteur.

Le simple énoncé de ces chapitres suffit à montrer que, dans cet ouvrage, il y a beaucoup de décousu et des lacunes considérables. Ces

chapitres, d'étendue fort inégale, sont loin d'offrir le même intérêt. Les plus longs ne sont pas toujours les plus importants. Les choses sur lesquelles nous aimerions le mieux être renseignés, par exemple l'histoire des campagnes diplomatiques qui amenèrent les trois grandes guerres de 1864, de 1866 et de 1870, sont passées sous silence. Bismarck ne nous dit rien des fameuses entrevues qu'il eut avec Napoléon III à Biarritz. La guerre austro-prussienne se résume pour lui en un court chapitre sur Nikolsbourg. Quant à la guerre de 1870, Bismarck, ailleurs si loquace, lorsqu'il s'agissait de montrer la part qu'il eut dans l'origine de cette guerre, se tait ici. Rien sur la candidature Hohenzollern. Rien non plus sur la marche des négociations qui suivirent cette candidature. Quant à la dépêche d'Ems, le chancelier raconte de nouveau l'histoire du fameux abrégement, mais pour essayer d'en réduire la portée. Le chapitre sur Versailles est rempli presque tout entier par ses récriminations contre les militaires hostiles au bombardement de Paris. Ailleurs, les pages consacrées au Kulturkampf racontent non l'historique de cette question, mais les démêlés qu'il eut avec ses adversaires.

Quand on considère les circonstances dans lesquelles cet ouvrage fut écrit et la manière dont il a été composé, on ne s'étonne plus de ces lacunes et ce décousu. On sait que ce fut à la suite de sa disgrâce que Bismarck rédigea ses *Souvenirs*. Il commença par l'histoire des derniers événements¹, qui lui tenaient le plus à cœur, puis il revint aux épisodes antérieurs de sa vie, mais sans plan méthodique et sans s'astreindre à l'ordre chronologique. Suivant l'humeur du moment ou d'après les suggestions d'une lecture qui provoquait ses réflexions ou ses critiques, il dictait à ses secrétaires quelques pages à bâtons rompus. Ceux-ci réunissaient les fragments épars, les complétaient au moyen de la correspondance, les classaient, bref ils introduisaient l'ordre et la méthode. L'un de ces secrétaires, le Dr Lothar Bucher, était un homme intelligent et instruit. Grâce à sa grande connaissance de l'histoire contemporaine, il put rectifier bien des erreurs de Bismarck, ou, devant les lacunes qu'il constatait, inciter celui-ci à les combler. Mais Bucher mourut en 1895 sans avoir pu terminer son travail. Le premier volume seul était prêt alors². Le second fut dicté au Dr Chry-

1. « Il dicta d'abord 1,800 pages d'une écriture fort serrée, » dit le Dr W. Gittermann, ami de Lothar Bucher (*Grenzboten*, mars 1899). « Ce sont là, ajoutait-il, les vrais Mémoires de Bismarck, auxquels le prince attachait plus d'importance qu'à ses Souvenirs. » Le professeur Oncken de Jena, dans un discours prononcé en mars 1900, confirme l'existence d'un troisième volume des *Souvenirs* de Bismarck. « Mais, ajoute-t-il, il se passera probablement bien du temps avant que le public en ait connaissance. »

2. Il fut même imprimé clandestinement à Stuttgart en 1893 et tiré à un petit nombre d'exemplaires. « Quant au second, écrivait alors Bismarck à M. Kröner, le directeur de la maison Cotta, il n'est pas encore assez poussé; en aucun cas il ne pourrait être imprimé maintenant. »

sander, qui était loin de posséder les connaissances et le talent de rédaction de Bucher; aussi ce second volume, qui aurait pu être le plus intéressant, puisqu'il embrasse la partie la plus féconde de l'activité du chancelier, est-il le moins bien fait et le plus fragmentaire.

Défectueux comme ils le sont au point de vue de la composition, les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck n'en offrent pas moins un intérêt prodigieux. Ils reflètent d'abord à un rare degré l'extraordinaire personnalité de leur auteur. Partout, même dans les parties les plus lâchées, on retrouve le puissant humoriste qui se délassait de ses rudes labeurs par des boutades gargantuesques ou titanesques. C'est toujours le même esprit allègre, vif et plein qui, en deux mots, vous fait pénétrer au fond d'une âme ou d'une situation. Bismarck fut parmi les rares humains pour qui le monde réel existait. Ses portraits sont admirables, soit qu'il nous décrive « les diplomates russes classiques, » « ces grands seigneurs du temps d'Alexandre I^{er} qui appartenaient à la crème de la société européenne, » soit qu'il nous peigne, dans sa manière sarcastique, la camarilla du roi Frédéric-Guillaume IV, Radowitz « le costumier » et ses « comparses, les ultras. » Tous les hommes qu'il connut dans sa longue carrière, rois de Prusse ou princes allemands, souverains étrangers, diplomates ou militaires, grands hommes qui ont rempli la terre de leur nom ou simples figurants qui n'ont fait que passer sur la scène du monde, sans y laisser de traces, adversaires qu'il poursuit de sa haine et de ses sarcasmes, princesses qui furent ses ennemies personnelles, tous ces gens revivent en traits inoubliables.

A côté de ces portraits si vivants, les anecdotes typiques et les petits tableaux de genre foisonnent dans ces *Pensées et Souvenirs*. Il y a des pages pleines de saveur sur « la cave et sur la cuisine du tzar » (t. I, p. 287). Telle aussi l'histoire de ce factionnaire russe qui gardait une perce-neige au milieu d'une pelouse (t. I, p. 288), ou l'anecdote de la note du suif employé pour graisser les bottes du prince Guillaume, pendant un séjour à Pétersbourg. Il y a aussi le récit fort amusant de la tabatière de Gortschakoff (t. II, p. 164) et la fameuse scène de l'Orangerie à Sans-Souci, contée avec autrement de brio que dans Sybel (t. I, p. 58). La manière dont il mit à la porte le banquier Lewinstein, qui venait « lui proposer de faire des affaires, » est aussi une page du meilleur Bismarck (t. I, p. 273).

Le grand peintre réaliste qu'était Bismarck se retrouve aussi dans la manière dont il note les détails pittoresques des scènes auxquelles il assista. Lorsqu'il nous raconte, par exemple, l'attente anxieuse du roi à la gare de Jüterbog, il n'oublie pas de noter, au milieu du brouhaha des voyageurs, la brouette renversée sur laquelle le prince s'assit (t. I, p. 357). Ailleurs, il nous dépeint Moltke tout joyeux à l'idée que la guerre est décidée, regardant gaïement le plafond, se frappant la poitrine et s'écriant : « Le diable emporte cette vieille carcasse ! » (t. II, p. 111). Dans le genre ironique, je recommande un dialogue très savoureux avec le roi Guillaume sur la question de savoir ce que c'est qu'un

« piétiste » (t. II, p. 330). Le Bismarck fantaisiste et humoriste des confidences de Busch se retrouve aussi dans ses portraits, lorsqu'il nous montre, par exemple, le roi Louis de Bavière « buvant du champagne pour donner essor à son imagination » (t. I, p. 437), ou bien lorsqu'il disserte sur le caractère hygiénique de la danse, ou sur l'utilité de porter des décorations.

Dans ses *Souvenirs*, Bismarck n'est pas seulement supérieur dans la notation du détail caractéristique, il l'est aussi dans son art d'embrasser les ensembles. Esprit réaliste, tout nourri du suc de l'expérience, personne ne sait comme lui résumer une situation, caractériser une classe sociale ou définir une politique. Partout il éclaire, il illumine, il fait voir. Partout il perçoit les rapports et les rend avec une rare justesse. Qu'il s'agisse de la vieille Marche prussienne, de la vie rurale qu'on y menait, des hobereaux considérés comme diplomates et comme militaires, du caractère de la bureaucratie prussienne ou de l'esprit des cours de Berlin et de Saint-Petersbourg, partout il caractérise ces choses avec le même bonheur d'expression et le même sens de la réalité.

Au point de vue de l'inédit, par contre, il y a peu à glaner dans ces *Pensées et Souvenirs*. A part quelques détails nouveaux et qui sont relativement peu importants, — tel le récit de sa première rencontre avec le prince Guillaume en 1834 à Genthin ou les curieuses conversations qu'il eut avec Napoléon III à Fontainebleau, le 26 juin 1862, — cette œuvre ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà. Et il ne pouvait en être autrement. Pour toutes les parties importantes de sa vie, Bismarck avait déjà pris soin de nous renseigner copieusement, soit par les révélations faites aux historiens quasi-officiels de son entourage, Sybel et Hans Blum, soit par les innombrables interviews auxquelles il se prêtait si volontiers sur la fin de sa vie et qu'a réunies H. Poschinger, soit enfin par les publications de tout genre, — mémoires et correspondances de Gerlach, de Manteuffel, de Roon, etc., — et par les actes officiels qu'on a publiés si nombreux ces dernières années.

A un autre point de vue, la valeur historique de ces *Souvenirs* est moins grande aussi qu'on ne l'avait cru d'abord. Les erreurs de toute espèce y sont fréquentes : erreurs de dates, erreurs de faits, erreurs de jugement. Ces erreurs certes sont involontaires. Les unes sont imputables à l'affaiblissement de la mémoire du chancelier, dont Lothar Bucher se plaint constamment dans sa correspondance, les autres, — et ce sont les plus nombreuses, — doivent être mises sur le compte de sa passion.

En écrivant ses *Souvenirs*, Bismarck n'entendait point écrire l'histoire impartiale de son temps; il voulait se justifier ou mieux justifier sa politique. Cette politique, il la considérait comme la seule bonne puisqu'elle avait réussi. L'issue était pour lui le plus sûr garant de sa valeur.

Dans la politique allemande, il y a deux choses : l'idée et l'exécu-

tion. De l'idée, Bismarck ne fut certes pas l'inventeur. Il y fut même longtemps réfractaire. Il partageait à cet égard l'hostilité des hobereaux de la Marche restés étroitement prussiens. Plus tard, il en reconnut la justesse et il se l'appropriâ avec l'ardeur qu'il mettait en toute chose. Mais ce fut là le fruit de l'expérience, après Francfort. Or, Bismarck ne tient point compte de cette évolution. Dans ses *Souvenirs*, il voudrait nous faire croire que cette idée fut toujours en lui aussi nette et aussi agissante, à ses débuts comme sur la fin de sa carrière.

Au point de vue politique d'abord, Bismarck s'efforce de montrer que malgré les apparences, malgré les discours qu'il prononçait à la diète prussienne en 1847, il fut toujours libéral; que ce libéralisme était à la fois dans sa nature et dans ses traditions de famille, son père ayant été totalement dépourvu de morgue aristocratique et sa mère appartenant à une famille de professeurs de Leipzig, les Mencken, chez lesquels ces idées étaient un héritage familial; enfin que l'éducation qu'il reçut au Gymnase et l'apprentissage politique qu'il fit ensuite dans la bureaucratie prussienne ne firent que renforcer ces sentiments. Si on lui objecte que ces idées ne cadrent guère avec les discours qu'il prononçait alors et qui lui valurent la réputation d'un casse-cou royaliste, Bismarck répond que, s'il fut si vif dans ses paroles, c'est qu'il était « dégoûté des discours des libéraux, de leur sentimentalité, etc. » (t. I, p. 24). C'est vraiment se payer de maigres raisons.

Plus loin, quand il raconte l'histoire de ses variations politiques, Bismarck se vante d'avoir accordé spontanément, de bon cœur même, ce que les nécessités, les circonstances lui ont constamment arraché. Il prétend, par exemple, avoir toujours été partisan du suffrage universel, ce que sa vie entière dément¹.

Si l'on prend maintenant le côté national de l'œuvre unitaire, on trouve dans les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck la même exagération.

On peut sans doute accorder qu'aucun homme d'État n'a entrevu aussi clairement que lui la manière dont le problème allemand devait être posé. Sa correspondance avec de Gerlach, par exemple, montre que, dès Francfort, il entrevit la chose et travailla à la réaliser. Il morigène ses amis conservateurs à Berlin qui, par leur maladresse à l'égard de Napoléon III, vont en faire un ennemi irréconciliable de la Prusse. Il leur montre combien il est dangereux et peu intelligent d'exciter un homme comme lui ou de repousser ses avances par vanité nationale et gloriole militaire, et il essaie de les convaincre que toujours les questions de sentiment doivent céder le pas aux considérations du bien public.

On peut accorder aussi, en une certaine mesure, que si, en 1862, la Prusse, après sa longue éclipse, reprend le fil de la politique fédérative qui semblait rompu depuis 1786 et secoue le joug de la Russie

1. Bismarck du reste laisse çà et là percer ses vrais sentiments; voir, par exemple, ce qu'il dit pour la défense de l'absolutisme et ses attaques contre le parlementarisme, t. I, p. 354; II, 72 et 323.

et de l'Autriche, c'est Bismarck qui en est le principal ouvrier, mais s'en suit-il, comme les *Pensées et Souvenirs* le font sans cesse entendre, qu'il fut le seul homme qui ne perdit jamais la chose de vue et travailla constamment et le plus énergiquement à la réaliser? Que devient dès lors la part du roi et des militaires?

Bismarck montre qu'avec la monarchie prussienne la part du roi devait être la plus considérable : or, à ses yeux ni Frédéric-Guillaume IV, ni même Guillaume I^{er} n'ont vu nettement, dès le début, de quelle manière l'unité allemande pouvait être réalisée. Frédéric-Guillaume IV, dit-il, était l'homme le moins capable de secouer la tutelle de l'étranger et de revendiquer l'indépendance de l'État prussien, par conséquent d'inaugurer une grande politique. Bismarck montre que ce souverain fut toujours « soumis à l'influence de personnages sans mandat qui s'introduisaient par des portes dérobées, *pharmacopolaë, balatrones, hoc genus omne* » (t. I, p. 116), et il avoue qu'il n'aurait jamais consenti à être « le ministre de ce prince, qui pourtant lui était personnellement sympathique » (t. I, p. 353).

Bismarck est dans le vrai au sujet de Frédéric-Guillaume IV, mais n'exagère-t-il pas lorsqu'il dit que ce roi, toujours timoré, aurait pu, dans des circonstances meilleures que plus tard, faire l'unité allemande? En 1848, dit-il, les princes « épouvantés par la Révolution étaient prêts à se jeter à ses pieds..., le roi aurait obtenu alors des concessions militaires bien supérieures à celles qu'on a obtenues depuis » (t. I, p. 54 et 55). Pour Olmütz, Bismarck trouve que le roi aurait dû énergiquement aller de l'avant, car, dit-il, « la vigueur de la Prusse au point de vue militaire suffisait à vaincre toutes les résistances. »

Mais c'est surtout au sujet de Guillaume I^{er} que Bismarck révèle sa partialité. Il s'efforce de prouver que ce prince ne fut nullement le « rocher de bronze » qu'on s' imagine; que « sa fermeté et sa constance ne résistaient pas aux assauts féminins » (t. I, p. 318); que « Sa Majesté d'ordinaire se décidait bien plus d'après ses sentiments que d'après des considérations politiques » (t. II, p. 290); qu'à toutes les époques de sa vie, lui, Bismarck, dut agir sur sa volonté pour le ramener dans « un juste sentiment de ses devoirs de souverain prussien. »

Là-dessus, Bismarck raconte avec force détails toutes les circonstances où il dut arracher le prince aux influences funestes des romantiques, des coteries de cour, des pseudo-libéraux et surtout des femmes. Il montre qu'au début, tout comme son père et son frère, le roi Guillaume fut dominé par la politique traditionnelle de la Sainte-Alliance; que pendant les guerres de Crimée et d'Italie, il ne vit nullement le « profit que la Prusse pouvait tirer de ces événements et l'occasion qu'elle avait de sortir de sa position subalterne. » Si Bismarck ne s'attribue pas toute la gloire d'avoir amené son souverain à une politique rigoureusement prussienne, il décrit du moins copieusement les luttes épuisantes qu'il eut à soutenir pour l'amener à partager ses vues, à Jüterbog par exemple, où il le contraignit de déchirer la lettre de son abdication; à Francfort, où il l'oblige à renoncer à assister au congrès

des princes; à Nikolsbourg, où il l'empêche de marcher sur Vienne; dans le chemin de fer de Dresde à Berlin, où il modère son appétit d'annexions; à Versailles enfin où, à propos du titre d'empereur allemand et non empereur d'Allemagne que le roi désirait, il se brouille momentanément avec lui.

Contre les hommes politiques prussiens et contre les militaires, Bismarck formule des griefs plus précis encore. A l'entendre, tous ces hommes lui auraient fait pendant toute sa longue carrière une opposition violente : les conservateurs, ses anciens amis, par jalousie de ce qu'il s'était élevé plus haut qu'eux; les nationaux libéraux, sur la reconnaissance desquels il croyait compter et qui, « tour à tour, l'abandonnèrent ou l'attaquèrent au gré de l'intérêt du groupe » (t. II, p. 188); les militaires enfin, « les demi-dieux, » comme il les nomme, qu'il accuse d'avoir « contrecarré tous ses plans » par haine de sa personne.

Que ces griefs soient loin d'être fondés, c'est ce qu'une critique un peu serrée des affirmations de Bismarck n'a pas de peine à établir. Guillaume I^{er} d'abord n'eut pas besoin d'être gagné aux vues de Bismarck, puisqu'en 1849 déjà, dans sa fameuse déclaration, il disait : « Quiconque veut gouverner l'Allemagne doit la conquérir. *A la Gagern, cela ne va pas, etc.* » Lorsque Bismarck dit qu'il eut besoin d'amener le roi à l'idée que les étrangers n'ont pas le « droit de mettre les doigts dans notre omelette nationale, » Roon dit juste le contraire (*Mémoires*, II^e, 482). Ni à Nikolsbourg, ni à Versailles les choses ne se sont passées comme Bismarck le raconte. La fameuse conversation qu'il prétend avoir eue avec le prince Guillaume au sujet de la guerre de Crimée n'eut pas lieu, du moins, à la date qu'il indique. Lorsque, pour donner une preuve de son zèle, il affirme qu'en une seule année il fit entre Francfort et Berlin quinze mille kilomètres en chemin de fer, M. Max Lenz n'a pas de peine à prouver que, même en y comprenant tous les déplacements qu'il fit pour son plaisir, on est loin d'arriver à ce chiffre. Ailleurs, il lui plaît de montrer que c'est grâce à son intervention personnelle que le roi Louis II de Bavière prit l'initiative d'offrir la couronne impériale au roi de Prusse. Mais la lettre qu'il prétend avoir écrite diffère des lettres authentiques que l'on a publiées. Et ainsi de suite.

Si l'on recherche la cause de toutes ces erreurs de Bismarck, — et l'examen attentif de ses *Souvenirs* en révélera bien d'autres, — on voit qu'elle provient surtout de son puissant orgueil. Bismarck s'est toujours montré personnel, jaloux, impatient de toute autorité. Il avait puissamment ancrée en lui la conviction d'être impeccable. Cette conviction fut peut-être la condition de ses immenses succès en politique, mais, en histoire, elle fait son infériorité. Bismarck n'était pas capable de faire des retours sur soi-même et de se demander si ceux qui lui faisaient opposition n'avaient pas cru agir dans l'intérêt de leur roi ou de leur pays. Une fois hors de la mêlée, il n'avait pas non plus cette suprême liberté d'esprit, ce détachement de soi qui permettait à un Frédéric le Grand ou même à un Napoléon

d'avouer très franchement leurs fautes. Bismarck ne crut jamais avoir commis de fautes. Jusqu'au dernier moment, il garda l'orgueil invincible de l'homme qui croit ne s'être jamais trompé. Et cette croyance était si forte en lui que ses *Souvenirs* mêmes il les écrivit moins pour exposer sa politique que pour montrer aux générations à venir l'esprit qu'il importait de conserver à son œuvre. Il disait lui-même : « Je veux donner des leçons à mon temps, *meine Gegenwart praktisch belehren*. » Ses *Pensées et Souvenirs*, il les considérait comme le testament politique qu'il adressait au peuple allemand.

Bismarck le désirait d'autant plus qu'il voyait là une occasion de protester contre la politique du « nouveau cours, » à laquelle, jusqu'à la fin de sa vie, il voua une haine féroce. Le ressentiment contre la mesure dont il avait été l'objet se lit entre toutes les lignes de son ouvrage. S'il s'obstine, par exemple, malgré la réfutation de Sybel, à attribuer la mort de Blankenbourg au chagrin (t. II, p. 3 et suiv.), c'est qu'il y voit un exemple de l'ordinaire ingratitude des rois¹.

A propos de Guillaume I^{er}, s'il célèbre chez ce souverain la générosité native, la noblesse de son caractère, son absolue absence de pose, la loyauté et la fidélité envers ses serviteurs, aussi bien envers les plus hauts princes qu'envers ses simples valets de chambre, on sent bien que, secrètement, il oppose à ces qualités la manière cavalière dont Guillaume II le remercia de ses services.

Quand il parle de Frédéric III, Bismarck s'efforce de prouver que les « prétendus dissentiments qui auraient existé entre le prince et lui ne reposent sur aucun fondement » (t. I, p. 316); qu'on a beaucoup exagéré l'importance de son opposition à Dantzig; que pendant la guerre de 1870 leurs vues étaient identiques et que sur toutes les grandes questions de politique intérieure et extérieure le prince avait en lui la plus grande confiance (t. II, p. 360). Il n'est point difficile de mettre Bismarck en contradiction avec lui-même : il suffit pour cela de rappeler les paroles qu'il disait à Busch sur l'empereur, à propos de la publication du journal de celui-ci (*les Mémoires de Bismarck*, recueillis par Maurice Busch, t. II. *Entretiens et Souvenirs*, chap. x. *Le Journal de l'empereur Frédéric*, p. 205-219).

Bismarck introduit dans sa vie une logique et unité qui ont bien existé sans doute, mais qui ont moins dépendu de sa volonté que des circonstances. Il veut qu'il ait été seul à voir les choses et à en prévoir les conséquences les plus lointaines. De là l'amertume avec laquelle il parle de tous ceux qui ont fait obstacle à sa politique. A chaque page de ses *Souvenirs*, on retrouve le Bismarck vindicatif qui avouait

1. Les allusions directes à sa disgrâce sont rares. Les seules que l'on rencontre sont t. II, p. 164, à propos d'un vase d'albâtre que lui donna Guillaume I^{er}; puis deux lignes « sur l'avenir sombre de la politique allemande. » Sur son successeur, Caprivi, voir aussi t. I, p. 43, et t. II, p. 180. Il y a une autre allusion à sa chute à propos du tzar Alexandre III, t. II, p. 305.

passer ses nuits d'insomnie à se remémorer le mal dont il n'avait pu se venger, cet homme implacable dont Guillaume I^{er} disait en 1875 à Arnim : « La rancune est le trait dominant de son caractère..., son humeur rancunière a déjà enlevé au service de l'État bien des hommes de mérite, M. de Goltz, M. de Thiele, M. Savigny, M. d'Usedom, M. Werther. C'est votre tour maintenant¹. »

Toute opposition à ses plans, Bismarck la ramène constamment aux mobiles les plus bas, la jalousie et la haine. Les griefs réels ou imaginaires dont il eut à se plaindre reviennent comme un refrain lugubre au travers de toute cette œuvre qui célèbre sa grandeur. Car c'est là une chose étrange : ce grand contempteur de l'humanité, qui faisait profession de mépriser les hommes, souffre constamment de leur ingratitude. Leur inimitié lui pèse. Il ne la comprend pas, ayant toujours, dit-il, laissé la plus grande latitude à ses subordonnés, ce qui ne l'empêche pas, du reste, quelques pages plus loin, d'énumérer toutes les luttes qu'il dut soutenir contre ses adversaires pour atteindre son but (t. II, p. 245-249).

En face des magnifiques succès obtenus, il semble que tous ces déboires devraient être oubliés. Eh bien ! il n'en est rien. Bismarck est plus affecté par les petites confrariétés qu'il rencontra sur son chemin qu'il n'est heureux de l'œuvre accomplie. A l'entendre, il n'a récolté aucune joie de son labeur. De ses *Souvenirs* s'exhale une sorte de plainte amère, comme celle de l'Ecclésiaste : « Quel fruit l'homme retire-t-il de toute sa peine ? Vanité des vanités, tout n'est que vanité. » Dans sa correspondance, Bismarck avait déjà exprimé en termes très forts cette philosophie pessimiste. « Il n'y a sur cette terre qu'hypocrisie et jonglerie, etc. » (*Lettre à sa femme* du 2 juillet 1859). On connaît aussi cette superbe page des confidences de Busch : « Je me sens l'âme triste... Je n'ai jamais, dans ma longue vie, rendu personne heureux, ni mes amis, ni ma famille, ni moi-même. J'ai fait beaucoup de mal, etc. » (t. II, p. 91). Quand la foi chrétienne humiliait ce superbe, elle l'élevait au-dessus de lui-même, car, alors, il n'était dupe de rien, pas même de sa grandeur. Mais cette impression, les *Pensées et Souvenirs* ne nous la donnent pas. L'amère critique dont il usait envers les autres, il ne l'a point cette fois-ci pour lui-même. Il n'a rien non plus donné de son cœur dans ses *Souvenirs*. On n'y trouve pas ces traits de tendresse si fréquents dans ses lettres à sa femme et à ses enfants, ou cette bonhomie joyeuse qui donne tant de saveur à sa correspondance avec son ami Motley. De toutes ces pages, il ne se dégage qu'un âcre pessimisme. Leur impression dernière est celle de la tristesse.

Antoine GUILLAND.

1. *Pro Nihilo. Vorgänge der Arnimischen Processes*. Zürich, 1876.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — La Correspondance historique et archéologique. 1900, juillet. — Commandant WEIL. La mission du lieutenant-colonel Catinelli aux quartiers généraux de Murat et de Bellegarde, 11 et 17 février 1814; d'après les documents officiels inédits du Record Office et de K. Kriegs-Archivs de Vienne (biographie de Catinelli; en 1814, il fut choisi par W. Bentinck pour aller discuter avec Murat et le comte Bellegarde le plan de leurs opérations combinées, et surtout pour leur faire accepter certaines modifications dont il faisait la condition *sine qua non* de sa coopération); fin en sept. = Septembre. L.-G. PÉLISSIER. L'artillerie de Charles VIII et Florence.

2. — Revue des Études historiques. Tome II, n° 5. Sept.-oct. 1900. — L. MIROT. Un humaniste et réformateur catholique au xvi^e s., Jérôme Aléandre (d'après le récent ouvrage de M. J. Paquier). — P. COQUELLE. Le stathouder Guillaume V et la France, 1766-1781 (utilise des documents inédits tirés des archives des Affaires étrangères, à Paris; étudie les rapports entre le roi et le stathouder, surtout au moment du mariage de ce dernier et lors de la guerre de l'indépendance américaine, jusqu'à la rupture de la Hollande avec l'Angleterre, en 1780). — Eug. ASSE. Bibliographie critique de Jean-Jacques Rousseau.

3. — Revue des Questions historiques. Avril 1900. — ALLARD. Julien César. Les débuts du règne (travail très complet et consciencieux). — C. DAUX. La barque légendaire de saint Antonin, apôtre et martyr de Pamiers (article très curieux comme symptôme de l'état intellectuel de certains milieux catholiques. On y apprend qu'une légende du xi^e s. sur un fait du vi^e prend une valeur historique, une lacune de trois siècles étant peu de chose, quand on l'envisage du seuil du xx^e s.; on y apprend aussi que la translation de la *Casa Santa* de Lorette par les anges est un fait historique. M. Daux doit savoir aussi bien que nous qu'un savant Bollandiste a retrouvé à Rome le texte qui prouve qu'on a confondu un certain *De Angelis* avec les anges du ciel. Il y a pourtant dans l'élucubration puérile de M. Daux quelques détails intéressants sur l'iconographie de saint Antonin et sur les proses et chants liturgiques du xii^e et du x^e s. relatifs au saint). — P. FOURNIER. Joachim de Flore. Sa doctrine et son influence (excellent article où M. Fournier analyse les doctrines de Joachim sur la Trinité et sur l'organisation de l'Eglise, qui font de l'austère abbé de Flore, « auxiliaire dévoué et dangereux de l'Eglise, » un précurseur non pas de saint François, mais des tendances outrées du monachisme ultérieur). — A. DE GANNIERS. Le général Jarry

et l'incendie de Courtrai (article très intéressant sur ce curieux personnage qui fut au service de la Prusse de 1755 à 1790, rentra alors en France, accompagna Ségur à Berlin en 1792, commanda l'avant-garde de Luckner en juin 1792, fit défection avec Dumouriez et devint, en 1795, directeur de l'École militaire de High-Wycombe. L'incendie de Courtrai du 29 juin 1792, ordonné par Jarry, ne fut pas une mesure contre-révolutionnaire dictée par le désir de soulever contre nous la population, mais une mesure militaire pour déloger les Autrichiens). — F. ROUSSEAU. Kléber et Menou (d'après les archives de la Guerre. Kléber sacrifia les intérêts de son armée au désir de retourner en Europe, contrairement à ses instructions. Menou fut aussi incapable comme administrateur que comme militaire). — VACANDARD. Les deux vies de saint Ansbert, évêque de Rouen (la *Vita amplior*, qui est interpolée, contient une vie primitive composée vers 700. La *Vita brevior* est postérieure à ce texte primitif). — FROIDEVAUX. Une nouvelle histoire universelle (cette histoire, publiée à Leipzig sous la direction de M. H. Helmolt, est une remarquable application de la géographie à l'étude de l'histoire). — P. FOURNIER. Une thèse sur le royaume de Lorraine sous les Carolingiens (le critique dégage les conclusions du livre de M. Parisot). — COMTE DE PUYMAIGRE. Menendez y Pelayo et l'érudition espagnole (à propos des deux volumes d'études critiques offertes à l'illustre professeur par 57 savants espagnols). — Comptes-rendus : *Lersch*. Einleitung in die Chronologie; t. I (bon). — *Knapfner*. Lehrbuch der Kirchengeschichte (assez bon livre). — A. Blanchet. Les trésors de monnaies romaines et les invasions germaniques en Gaule (important pour l'histoire des invasions). — Denais. Monographie de la cathédrale d'Angers (excellent). — Juillet. BELLET. L'âge de la vie de saint Martial (persiste à la croire du VI^e s. et non du IX^e, comme le veut Mgr Duchesne; s'appuie surtout sur la régularité avec laquelle le rythme y est observé). — G. SALLES. Un traître au XVI^e s., Clément Champion, valet de chambre de François I^{er} (Champion, qui avait, de 1519 à 1525, rempli diverses missions importantes, livra à Charles-Quint, en 1525, le secret du complot formé par Cavriana pour l'évasion de François I^{er}. M. Paillard a publié dans la *Revue historique*, VIII, 350, un mémoire où Champion indiquait à Charles-Quint les moyens de nouer des intrigues en France; M. Salles en a trouvé un autre antérieur où il donne à Charles les preuves de la duplicité de François en lui racontant trois épisodes de sa politique secrète, les intrigues de Reveuly en vue de fomenter l'insurrection de Navarre, en 1520, un traité secret signé par François avec Léon X en novembre 1519, en même temps qu'il traitait contre le pape avec les Suisses et les Vénitiens, enfin les négociations du roi avec Clément VII en vue des mariages Médicéens). — FOUQUERAY. Le P. Jean Suffren à la cour de Marie de Médicis et de Louis XIV (fin en octobre; d'après les lettres et mss. du Père, confesseur de Louis XIII de 1625 à 1631 et de sa mère pendant 25 ans; il servit d'intermédiaire entre les partis sans agir directement). — BLIARD. Dubois

et l'alliance de 1717 (d'après les documents des archives de Paris et de Londres; récit minutieux plutôt favorable à Dubois. On voit que Saint-Simon, qui prétend avoir blâmé l'alliance, l'avait louée). — KURTH. La civilisation mérovingienne (critique intéressante de l'ouvrage de Marignan). — DAUX. L'abjuration de Henri IV. Sa notification officielle aux consuls de Saint-Antonin-en-Rouergue (la pièce inédite dont M. Daux donne le texte est à peu près identique à la lettre missive au magistrat de la Rochelle publiée par Berger de Xivrey. M. Daux voit dans ces pièces une circulaire aux villes protestantes). — Comte de TOULGOET. Les responsabilités de la capitulation de Malte, en 1798 (insinue que Hompesch, le grand maître qui a livré Malte à la France, n'a fait qu'obéir aux injonctions de Bonaparte et de l'Autriche, secrètement d'accord). — Comptes-rendus : *Pometti*. Studii del pontificato di Clemente XI, 1700-1721. La Santa Sede nella guerra di successione al trono di Spagna (clair et consciencieux). — *Bardenwehr*. Les Pères de l'Église, trad. fr. par MM. Godet et Verschaffel (bon manuel). — *Cros*. Saint François Xavier; t. I (remarquable). — *Mandonnet*. Siger de Brabant et l'averroïsme au XIII^e s. (excellent). — *Duhr*. Jesuitenfabeln (troisième édition de cette critique habile de 78 accusations portées contre les Jésuites). — *Le Maguet*. Le monde médical parisien sous le Grand Roi (complète et corrige l'ouvrage de M. Raynaud). — *Rais*. La représentation des aristocraties dans les chambres hautes en France. — *Barroux*. Les sources de l'ancien état civil parisien. Répertoire critique (très utile). — *Le Palenc et Dognon*. Lézat, sa coutume, son consulat (textes de 1299). — *Jarry*. Histoire de Cléry et de l'église collégiale de Notre-Dame de Cléry (précédé d'une notice de M. Bagueuault de Puchesse sur le regretté auteur). — Le livre de comptes de Jacme Olivier, marchand narbonnais du XIV^e s.; t. II (contient le livre de comptes. On attend l'introduction). — *Angot*. Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne (aura 3 vol., le premier est excellent). — *Zambler e Caraballese*. Le relazioni commerciali fra la Puglia e la repubblica di Venezia dal secolo x al xv. — *Solmi*. Le Associazioni in Italia avanti le origini dei comuni (il y a solution de continuité entre les corporations romaines et celles du M. A.). — *Rossi*. Francesco Guicciardini e il governo fiorentino dal 1527 al 1540; t. II (va de 1531 à 1540; habile réhabilitation du conseiller d'Alexandre de Médicis et même du duc). — *Agostini*. Pietro Carnesecchi e il movimento valdesiano (travail très complet sur ce disciple de Valdès, qui périt décapité en 1597). — *Galatti*. La Rivoluzione et l'assedio di Messina, 1671-1678 (solide, mais ignore les sources françaises). — *Perrero*. Asti ricuperata e la cittadella d'Alessandria liberata, 1745-1746 (défend avec succès contre le duc de Broglie la loyauté de Charles-Emmanuel). — *Fontes rerum polonicarum in usum scholarum*, t. I. Galli anonymi chronicon; rec. L. Finkel et St. Kentzenski (collection analogue à notre collection Picard). — *Campagne*. Histoire de la maison de Madailan, 1075-1500 (important). — *Fr. S. Stevenson*. Robert Grosseteste

(sérieux travail). — *Marmaiton*. Le maréchal Brune et la maréchale Brune (bon). — *Klein*. Vie de Mgr Dupont des Loges (noble figure de prélat gallican et patriote). — *Jordell*. Répertoire bibliographique des principales revues françaises pour 1898.

4. — *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. 1900, juillet-août. — J.-E. DRIAULT. La mission de Gardane en Perse, 1807-1809 (racontée pour la première fois d'une façon précise d'après les documents officiels. De la politique de Napoléon en Orient; comment elle s'évanouit tout à fait en 1809). — Ch. SCHMIDT. Le rôle et les attributions du « surintendant des finances » aux armées. Sublet de Noyers de 1632 à 1636 (étude précise et instructive; mais pourquoi appeler si souvent ce surintendant « de Noyers » tout court?). — MARQUET DE VASSELOT. La galère réelle et le vieil arsenal de Marseille vers 1675-1676, d'après un tableau du musée de Versailles. — Comptes-rendus critiques : abbé J. Paquier. L'Humanisme et la Réforme. Jérôme Aléandre, 1480-1529 (ouvrage sérieux et solide; mais le premier volume ne traite que de la moins intéressante partie de la biographie d'Aléandre). — A. de Saint-Léger. La Flandre maritime et Dunkerque sous la domination française, 1659-1789 (contient beaucoup de détails excellents sur l'ancienne administration provinciale). — Windenberger. Essai sur le système de politique étrangère de J.-J. Rousseau. La république confédérative des petits états (conscientieux).

5. — *La Révolution française*. 1900, 14 août. — A. MATHIEZ. Les divisions du clergé réfractaire, 1790-1802; fin (influence exercée par le parti de la soumission au Concordat; utilité que le catholicisme a retirée de sa politique modérée; les intransigeants, il y en a encore, n'ont fait que retarder la lente victoire de l'Eglise). — J. GUILLAUME. Le personnel du Comité de sûreté générale; fin en septembre. — G. CAUDRIILLIER. Un épisode de la trahison de Pichegru : Fauche et Courant au quartier général de Pichegru (Fauche-Borel et Courant, tous deux à Neuchâtel, entamèrent au nom du prince de Condé des négociations secrètes avec Pichegru en août 1795; mais ces agents ont prêté au général des déclarations que Pichegru n'a certainement pas faites). — A. BRETTE. Les assemblées électorales de Paris en 1789 et l'église Saint-Jean-le-Rond (cette église avait été démolie en 1748; en 1789, on a donné par erreur son nom à l'église de Saint-Denis-du-Pas, située dans le cloître de Notre-Dame, et à laquelle avait été transféré le service de la paroisse). — 14 septembre. L. MADELIN. Les mémoires de Fouché (il paraît certain que le duc d'Otrante a écrit, de 1815 à 1820, d'après des documents emportés par lui, une ébauche plus ou moins poussée de ses Mémoires. Un de ses agents, A. de Beauchamp, les publia après les avoir retouchés et complétés d'une façon fort arbitraire. On ne peut donc les considérer comme un faux, mais il faut en user avec circonspection). — Cl. PERROUD. Quelques notes sur le club de 1789 (d'après les papiers de Bancal des Issarts et de Lanthenas). — Ch. SCHMIDT. Lettres inédites de la princesse de Lamballe.

6. — Bulletin critique. 1900, n° 24. — *L. Bertrand*. Bibliothèque sulpicienne ou Histoire littéraire de la compagnie de Saint-Sulpice (très important pour l'histoire de l'Église de France pendant les trois derniers siècles). — *Ch. Robert*. Urbain de Hercé, dernier évêque et comte de Dol, grand aumônier de l'armée catholique et royale, fusillé à Vannes en 1795 (livre écrit avec beaucoup d'onction par un apologiste intraitable; peu de faits nouveaux et trop de naïveté). — *Baron de Comeau*. Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire (mémoires écrits par l'auteur longtemps après les événements accomplis, en 1841; il y a des erreurs et des défaillances de mémoire. Souvenirs intéressants sur l'armée de Condé et sur la cour de Bavière, que Comeau servit depuis 1800). = N° 26. *Marignan*. Études sur la civilisation française (beaucoup de recherches, mais aussi de désordre et d'imprécision; bon instrument de travail). = N° 27. *M. Martin*. Essai sur les doctrines sociales et économiques de Dupont-White (intéressant).

7. — Journal des Savants. 1900, août. — *BABELON*. Les gemmes antiques (rend compte de l'ouvrage récent de Furtwängler sur l'Histoire de la taille des pierres précieuses dans l'antiquité classique. Insiste sur les retouches qu'on a fait subir à des camées et intailles de l'antiquité, sur des faux qui ont trompé M. Furtwängler lui-même, etc.). — *L. DELISLE*. Traductions d'auteurs grecs et latins offertes à François I^{er} et à Anne de Montmorency par Étienne Le Blanc et Antoine Macault; 1^{er} article (avec une biographie de Le Blanc, qui fut à la fois un administrateur distingué et un des hommes qui contribuèrent le plus à répandre le goût de l'antiquité dans l'aristocratie française); 2^e article, septembre (origine et emplois d'A. Macault; traductions qu'il offrit à François I^{er}). — *MASPERO*. La vie de Rekhmarâ, vizir de la Haute-Égypte sous Toutmès III et Amenhotep II, 1471-1448 av. J.-C. environ (d'après un livre récent de Percy E. Newberry). — *BOISSIER*. Opinion de Tacite sur les historiens qui l'ont précédé.

8. — Polybiblion. 1900, septembre. — *G. Kurth*. L'Église aux tournants de l'histoire (beaucoup de talent, de science solide et de vues brillantes, mais aussi de choquants partis pris). — *J. Rhys et D. B. Jones*. The welsh people (très intéressant). — *Krones*. Oesterreichische Geschichte von der Urzeit bis 1526 (bon abrégé). — *A. Danvila y Burguero*. Diplomáticos españoles. Don Cristobal de Moura, primer marques de Castel Rodrigo (bonne étude sur les rapports de l'Espagne et du Portugal au xvi^e siècle).

9. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1900, n° 33. — *Nicole et Muret*. Archives militaires du 1^{er} siècle (textes intéressants, commentés avec science et ingéniosité). — *A. Eckel*. Charles le Simple (érudition saine, mais un peu sommaire). — *M. Lanore*. Reconstruction de la façade de la cathédrale de Chartres au xii^e siècle (en 1145, non en 1190; l'œuvre a été entreprise par l'évêque Geoffroy de Lèves sur le modèle de Saint-Denis. Le grand art qui s'épanouit dans la seconde

moitié du xii^e siècle est donc né à Saint-Denis; « la vieille basilique, qui a contenu toute notre histoire, a porté en elle, à un moment, tout notre art national ». — *Vito La Mantia*. Antiche consuetudini delle città di Sicilia (très bonne édition, mais sans index). = N^o 34. *Krumbacher*. Umarbeitungen bei Romanos (excellent complément aux études du même auteur sur les poèmes liturgiques de Romanos). — *E. Babelon*. Guide illustré du Cabinet des médailles et des antiques de la Bibliothèque nationale (excellent). — *H. Doniol*. Serfs et vilains au moyen âge (bon). — *Colonel Bourdeau*. Le grand Frédéric (bon livre de pure histoire militaire). — *B. King*. A history of italian unity (estimable, mais insuffisant; peut rendre des services au grand public). = N^o 35. *Nihongi*. Chronicles of Japan down to A. D. 697, trad. par *W. J. Aston* (ces annales ont été terminées en 720; c'est un des plus anciens ouvrages historiques japonais; excellente traduction). — *Nihongi*, oder japanische Annalen übersetzt und erklärt von *D^r K. Florenz* (traduction, malheureusement inachevée, avec une bonne étude critique). — *Ed. Naville*. The temple of Deir el Bahari, 3^e partie (important). — *Fr. Damé*. Histoire de la Roumanie contemporaine, 1822-1890 (médiocre; c'est un manifeste, assez mal informé d'ailleurs, en faveur de la politique orientale de la Russie, et c'est un pamphlet qui prétend défendre les intérêts des conservateurs contre les libéraux). = N^o 36. *O. Gradenwitz*. Einführung in die Papyruskunde (excellent). — *A. Schulten*. Das römische Afrika (œuvre d'utile vulgarisation). — *Fr. Wieland*. Ein Ausflug ins altchristliche Afrika (simples esquisses, mais intéressantes). — *A. Mau*. Pompei, its life and art (très bon résumé de tout ce qu'on savait sur Pompei). — *M. Sepet*. Saint-Gildas-de-Ruis (intéressant travail de vulgarisation). — *M. Cantor*. Vorlesungen über Geschichte der Mathematik, vol. II, 1550-1668 (très remarquable). — *Schmuckel*. La guerre dans la vallée d'Aspe et la bataille de Lescun, 5 septembre 1794 (bon). = N^o 37. *H. Martin*. Histoire de la bibliothèque de l'Arsenal (excellent). — *L. Salomon*. Geschichte des deutschen Zeitungswesens (1^{er} vol., concernant l'histoire de la presse du xvii^e au xviii^e siècle; intéressant, mais incomplet et peu original). = N^o 38. *Th. von Inama-Sternegg*. Deutsche Wirthschaftsgeschichte in den letzten Jahrhunderten des Mittelalters (traité de droit et d'économie politique, savant, plein de faits, de tableaux statistiques). — *R. Chélaré*. La civilisation française dans le développement de l'Allemagne; moyen âge (de vastes lectures, de l'originalité, mais aussi beaucoup d'à peu près et d'exagération). = N^o 39. *W. Claassen*. Schweizer Bauernpolitik im Zeitalter Ulrich Zwinglis (mémoire très fouillé et très bien documenté). — *K. Brandi*. Die Renaissance in Florenz und Rom (ouvrage de bonne vulgarisation). — *F. Stieve*. Abhandlungen, Vorträge und Reden (intéressant recueil de conférences où l'orateur, éloquent, sait manier les idées générales et juge de haut les hommes et les choses). = N^o 40. *Al. Lattes*. Il diritto consuetudinario delle città lombarde (bon). — *F. Gabotto*. Il « comune » de Cuneo e le origini comunali in Piemonte

(montre qu'à Cuneo, ville neuve du ^{xii}e siècle, la commune n'a été qu'une forme de la coseigneurie). — *F. Brun*. Un village soissonnais; notes pour servir à l'histoire de Bucy-le-Long, 1634-1815 (bon). — *P. Rizos*. Mémoires du prince Nicolas Soutzo, grand logothète de Moldavie, 1798-1871 (intéressant). — *F. van Ortroy*. Conventions internationales définissant les limites actuelles des possessions, protectorats et sphères d'influence en Afrique, publiées d'après les textes authentiques (très utile). = N° 41. *J.-L. Windenberger*. Essai sur le système de politique étrangère de J.-J. Rousseau : la république confédérative des petits états (intéressant et ingénieux; l'auteur croit que le *Contrat social* n'a pas été terminé, et il tire des œuvres de Rousseau les principes d'un *Contrat social des peuples* dont la conclusion serait la suivante : le seul moyen de faire sortir les corps politiques de l'état de guerre est de les unir, sinon tous, du moins les plus petits, en confédérations, qui seront à chacun d'eux ce qu'est l'État à chaque particulier). — *Kuscinski*. Les députés à l'Assemblée législative de 1791 (liste dressée avec beaucoup de soin, et qui rendra de grands services). — *G. Lenôtre*. Paris révolutionnaire. Vieilles maisons, vieux souvenirs (intéressant).

10. — Bulletin de littérature ecclésiastique. 1900, juin. — Pierre BATIFFOL. Grégoire d'Elvire; réponse à dom Germain Morin (conclusions : 1° il ne reste rien d'authentique de Grégoire d'Elvire; 2° le *De Trinitate* est d'un auteur autre que l'auteur du *De fide*; 3° les *Tractatus*, qui sont en réalité du ⁱⁱⁱe siècle, ne sont ni de l'un ni de l'autre). = Juillet-octobre. A. CONDAMIN. Le récit babylonien du déluge. — L. GUÉRARD. L'organisation des études ecclésiastiques.

11. — Revue d'histoire et de littérature religieuses. Année V, 1900, mai-juin. — Émile CHATELAIN. Fragments palimpsestes d'un lectionnaire mérovingien. — J. GAY. Les diocèses de Calabre à l'époque byzantine (d'après les ouvrages du chanoine Minasi, de Scilla). = Juillet-août. E. JORDAN. Les promotions de cardinaux sous Urbain IV (corrigé et complète Mas-Latrie et Eubel). = Septembre-octobre. Paul LEJAY. Ancienne philologie chrétienne; suite (14 : fondation et organisation des églises. 15 : le concile de Nicée et l'Arianisme. Notes bibliographiques). — J. TURMEL. Histoire de l'interprétation de *1 Tim. II, 4* (histoire de la doctrine de la grâce du ⁿe au ^{xiii}e siècle).

12. — Revue de l'histoire des Religions. T. XLII, n° 1. Juillet-août 1900. — M. LEGER. Étude sur la mythologie slave. L'idée de la mort et de la vie d'outre-tombe. — E. Letitia MOON CONARD. Les idées des Indiens algonquins relatives à la vie d'outre-tombe; 1^{er} article. — A BARTH. Bulletin des religions de l'Inde; III : le Bouddhisme; 3^e article. — E. DOULLÉ. Notes additionnelles sur l'Islâm maghribin.

13. — Mélanges d'archéologie et d'histoire (École française de Rome). 1900, avril-juillet. T. XX, fasc. 3-4. — F. CHALANDON. La diplomatie des Normands de Sicile et de l'Italie méridionale (la chancel-

lerie normande ne présente pas de caractères originaux remarquables, mais des règles ont été empruntées, pour la plus grande partie, à la chancellerie des princes de Salerne et, pour une moindre part, aux chancelleries pontificale et byzantine). — P. POUPARDIN. Généalogies angevines du XI^e siècle (elles sont extraites d'un ms. du fonds de la reine Christine, n° 1283, et viennent du monastère de Saint-Aubin d'Angers). — E. BABUT. Les statues équestres du forum. — PERDRIZET. Inscriptions de Thessalonique. — E. DÉPREZ. Les funérailles de Clément VI et d'Innocent VI, d'après les comptes de la cour pontificale. — Ph. LAUER. Les fouilles du *Sancta sanctorum* au Latran (ces fouilles ont mis à découvert d'anciennes fresques dont une représente sans doute saint Augustin).

14. — Revue des Études anciennes (Annales de la faculté des lettres de Bordeaux). 1900, juillet-septembre. — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines; suite : dieux topiques dans la vallée de Trets. — G. FOUCARD. Notes de mythologie égyptienne; 1^{er} article : la déesse Maut.

15. — Revue des Études grecques. Juillet-septembre 1898. — PERDRIZET. Labys (à propos des inscriptions relatives à la phratrie delphienne des Labyades, M. P. rappelle une scholie du Philèbe, où est mentionné un Labys, serviteur d'Apollon, comme inventeur du *Connais-toi toi-même*. C'est le père des Labyades; additions en oct.-déc. et en janv. 1899). — HOLLEAUX. Épigraphica. 1. Polykratès, stratège de Chios; 2. Inscription de Pergame relative à la bataille de Chios en 201, entre Attale et les Macédoniens. — MYSTAKIDÈS. Notes sur Martin Crusius, ses livres, ses ouvrages et ses manuscrits (ces manuscrits, conservés à Tubingue et à Stuttgart sont d'une valeur inappréciable pour l'histoire byzantine et grecque à la fin du XVI^e siècle. On y trouve en particulier un *Diarium* en 9 vol.). — BIKÉLAS. L'Athènes d'aujourd'hui. — Th. REINACH. Bulletin épigraphique. = Oct.-déc. RUELLE. Bibliographie annuelle des Études grecques 1895-1897. = Janv.-févr. 1899. Lettre de Beulé du 2 octobre 1851, où il annonce son intention d'étudier l'Acropole (communiquée par MM. Glachant). — HOLLEAUX. Trois décrets de Rhodes (commentaire sur ces décrets, conservés au *British Museum*, relatifs aux relations de Rhodes et de Iasos et qui doivent être datés de 202). — Th. REINACH. Un temple élevé par les femmes de Tanagra (les statuettes de Tanagra ont été faites à Aulis et ont eu des Thébaines pour modèle. Une stèle du Louvre nous fournit les textes de deux décrets relatifs à la reconstruction du sanctuaire de Déméter et de Kora par les Tanagréennes, avec la liste des souscriptions). — D. B. Correspondance grecque. = Mars-avril. V. GIRARD. Sur un passage interpolé du *Prométhée* d'Eschyle (du v. 816 au v. 846, et les v. 875-876). — CONTOLÉON. La déesse Mâ sur des inscriptions de Macédoine). — LECHAT. Bulletin archéologique. = Mai-juin. I. LÉVY. Études sur la vie municipale de l'Asie Mineure sous les Antonins; (2^e part., les offices publics : les liturgies et l'*honorarium*, hérédité des fonctions. Les collèges directeurs; les étrangers; la censure; relations

avec le pouvoir central par les ἐκδικοὶ et σύνδικοι; justice et police). — BRÉAL. Mots d'origine grecque dans la loi de XII tables. = Juil.-déc. — HOLLEAUX. Antioche des Chrysaoriens (au sujet d'un décret des Amphictyons, p. p. M. Couve, qui reconnaît le caractère sacré de la ville d'Antioche consacrée à Zeus Chrysaoreus et à Apollon Ἰσχυρίης. Ce décret se place entre 223 et 202. L'Antioche en question est la ville d'Alabanda en Carie, qui porta le nom d'Antioche jusqu'en 190, et était une ville privilégiée, autonome. M. Radet l'identifie à tort avec Mylara). — T. ROUVIER. L'ère d'Alexandre le Grand en Phénicie aux IV^e et III^e s. av. J.-C. (usitée avant 280 à Acé et à Tyr et commençant à 333). — CONTOLÉON. Inscriptions d'Asie Mineure et de Scythie (M. Bourguet donne dans le numéro de janvier 1900 le texte complet du n° 4). — LECHAT. Bulletin archéologique. — Janv.-avril 1900. — H. WEIL. L'historien Cratippe continuateur de Thucydide (il était Athénien, distinct du philosophe contemporain de Cicéron. Son livre était une compilation, postérieure à Polybe). — RUELLE. Bibliographie annuelle des Études grecques (1898-1899). = Mai-juin. GLOTZ. Les Naucrars et les Prytanes des Naucrars dans la cité homérique (ingénieux commentaire sur l'organisation maritime chez les Phéaciens; prouve que les matelots sont recrutés par tribu et par phratrie; éclaire par le texte d'Homère le système des naucrars athéniens). — Th. REINACH. Pierres qui roulent (1^{er} fragment d'un décret de Proxénie pour Phôkinos de Mégare et ses compagnons rendu vers 340 sur la proposition de Démosthène, aujourd'hui conservé à Avignon; 2^e fragment de comptes des Hiéropes de Délos acquis par le Louvre). — HUBE. Sur Thucydide I, 2 (n'accepte pas la correction proposée en 1898 par Th. Reinach). = Compte-rendu : Wilcken. Griechische Ostraka aus Aegypten u. Nubien. 2 vol. (compte-rendu de S. de Ricci, avec d'importantes additions. M. W a publié 1,600 ostraka, ou inscriptions gravées sur tessons, et dont 300 seulement n'étaient pas inédits).

16. — **Revue celtique.** 1900, juillet. — S. REINACH. Les survivances du totémisme chez les anciens Celtes (les Bretons, du temps de César, considéraient le lièvre, l'oie et la poule comme des animaux sacrés, des totems; ils pouvaient en élever, en posséder; il leur était interdit d'en tuer et d'en manger. Disserte longuement sur les caractères originels du totémisme). — J. LEITE DE VASCONCELLOS. Onomasticon lusitanien. — F. LOT. Remarques sur les *Four ancient books of Wales* (I : le livre d'Aneirin; les noms de lieu, l'auteur et son époque, etc.).

17. — **Nouvelle revue historique de droit français et étranger.** 1900, n° 4. — R. DARESTE. Rapport sur le concours pour le prix Odilon-Barrot à décerner en 1900 (histoire de l'organisation judiciaire chez les Romains). — R. DELACHENAL. Journal des États généraux réunis à Paris au mois d'octobre 1356 (ce journal avait déjà été publié, mais très imparfaitement et d'après de fautives copies modernes. La nouvelle édition utilise deux manuscrits du XIV^e siècle, qui paraissent

avoir été copiés sur l'original; elle apporte de nombreuses corrections à un texte capital pour l'histoire du xiv^e siècle. L'éditeur fait suivre ce texte d'extraits des *Grandes chroniques de France*, d'après le texte même de l'exemplaire de Charles V qui, dans l'édition P. Paris, a subi d'assez nombreuses altérations). = Comptes-rendus critiques : *Van Wetter*. Le droit romain et le droit germanique dans la monarchie franque; 1^{re} partie : la famille (brochure très remarquable et richement documentée, où l'auteur essaie de déterminer exactement le conflit du droit franc avec le droit romain sur un point capital des institutions juridiques).

18. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. 1900, juillet-août. — Th. DUCROCQ. Le coq prétend gaulois.

19. — Annales de géographie. 1900, 15 juillet. — E. DE MARGERIE et L. RAVENEAU. La cartographie à l'Exposition universelle de 1900. — Paul DUPUY. Le sol et la croissance de Paris. — J. CUVIÉ. La période glaciaire dans la péninsule des Balkans. = 15 septembre. Volume de 320 pages, contenant la 9^e *Bibliographie géographique annuelle*, 1899, dressée par L. RAVENEAU.

20. — Revue de géographie. 1900, juillet. — A. LEJEUX. Histoire succincte de la cartographie; suite et fin. — A. MALOTET. Le Cambrésis. = Août. P. LEMOSOF. Le livre d'or de la géographie. Essai de biographie géographique. Choix dans l'ordre alphabétique des noms de personnes : explorateurs, géographes, cartographes, qui ont contribué à l'état actuel de nos connaissances de la terre, depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fin du xix^e siècle; suite en septembre et en octobre. = Septembre. Madame DE HARRASOWSKY. L'archiduc Louis-Salvator. = Octobre. G. MARCEL. Sur un almanach xylographique à l'usage des marins bretons.

21. — Le Bibliographe moderne. 1900, mars-avril. — Henri STEIN. Les archives des notaires à Limoges et à Mâcon.

22. — Revue des bibliothèques. 1900, janvier-mars. — L. BARAU-DIHIGO. Notes sur l'archivio histórico nacional de Madrid. — É. PICOT. Des Français qui ont écrit en italien au xvi^e s.; suite en avril-juin. — Léon-G. PÉLISSIER. Inventaire sommaire des papiers de Pierre-Daniel Huet à la bibliothèque Laurentienne de Florence; fin. = Avril-juin. J. LAUDE. Les bibliothèques universitaires allemandes. — BLOCHET. Inventaire des miniatures des manuscrits orientaux conservés à la Bibliothèque nationale; suite.

23. — Journal des sciences militaires. 1900, avril. — A. G. Les batailles de Napoléon; fin. — CHUQUET. L'invasion de la France à la fin de 1813 et l'entrée des Alliés en Alsace. — La guerre de la succession d'Autriche; campagne de Silésie, 1740-1748; suite en mai, juin, juillet et septembre. = Mai. GRISOT. Maximes napoléoniennes; suite

en juillet (répertoire militaire). — A propos de « l'armée de réserve de 1800; » suite. — Ph. DE ROUVRE. La 38^e brigade allemande à Mars-la-Tour (16 août 1870). = Juin. Commandant PIGARD. Le centenaire de Marengo; fin en juillet (le rôle de la cavalerie). = Juillet. A. G. Comment quitter Metz en 1870? suite. — L'Annam, du 5 juillet 1885 au 4 avril 1886; suite. — Commandant CAMON. Essai sur Clausewitz; suite en août; fin en septembre. = Août. Henri BARAUDE. Le Transvaal; les origines, la guerre, les leçons de l'histoire. — L. MOINEVILLE. Deux campagnes de César; fin en septembre (étude de stratégie). — DE VALICOURT. Le siège de Tarragone en 1811, suite en septembre.

24. — Revue militaire. 1900, avril. Archives historiques. — Les débuts de la campagne de 1792 à l'armée du Nord; suite. = Mai. L'armée du Nord sous le commandement du maréchal Luckner; suite en juin et septembre. — La guerre de 1870-1871 : Journal des marches du 4^e corps; suite en juin, juillet, septembre. = Juin. Les campagnes du maréchal de Saxe; suite en août. = Juillet. Histoire de la campagne de 1809 (armée d'Italie). = Septembre. Mémoire militaire rédigé en vue d'une guerre avec l'Allemagne (mai 1867).

25. — Revue maritime. 1900, février. — G. TOUDOUZE. La défense des côtes de France, de Dunkerque à Bayonne, au xvii^e s.; fin. = Avril. Maurice LOIR. Brueys à Aboukir. = Août. KOLTCHAK. La tour Malakhov; souvenirs d'un officier russe (très intéressants; d'ailleurs, il y est presque autant parlé de la captivité après la prise de Sébastopol que du siège lui-même). = Septembre. MORTENOL. Une campagne maritime sous l'Empire, 1805-1807 (c'est l'expédition dont, après Trafalgar, l'empereur chargea Willaumez; mais c'était une simple opération de course, dont l'amiral s'acquitta de la façon la plus honorable, et qui demeura stérile, puisque ses croiseurs ne pouvaient plus avoir de soutiens). — J. VIGY. La campagne du bailli de Suffren dans l'Inde, 1781-1783 (surtout d'après l'ouvrage du capitaine Mahan et le *Journal de bord* de Suffren).

26. — Annales des sciences politiques. 1900, septembre. — M. CAUDEL. Parlementarisme italien. Le cabinet Pelloux, 28 juin 1898-18 juin 1900. — Ch. DUPUIS. La conférence de la Haye; 2^e article. — F. MAURY. Le gouvernement de Louis XVI devant l'Assemblée législative. Le droit de contrôle.

27. — Le Correspondant. 25 juin 1900. — DESCOTAY. Un an de gouvernement dreyfusiste; suite le 10 et 25 juillet (réquisitoire passionné et calomnieux contre le ministère Waldeck-Rousseau appelé, bien à tort, hélas! Cabinet Dreyfus; n'a d'importance que comme document sur l'état d'esprit du parti clérical, qui spéculait sur l'affaire Dreyfus). — VANLAER. La politique sociale des catholiques belges (très intéressant). — A. BAUDRILLART. Les fouilles du Forum romain. — Abbé SICARD. Pourquoi le Concordat? fin. — GEOFFROY DE GRANDMAISON. Les princes d'Espagne à Valençay; fin (le traité de Valençay, rentrée

des princes en Espagne; récit très neuf et très piquant). = 10 juillet. Arthur DESJARDINS. La magistrature au théâtre; fin le 25 juillet (étude littéraire qui est en même temps un excellent morceau d'histoire sociale). — G. BERTRIN. Le voyage de Chateaubriand en Amérique est-il une fiction? (essai infructueux pour détruire la thèse de M. Bédier, qui a montré que Chateaubriand a trouvé les éléments d'un récit en partie fictif). = 21 juillet. Étienne LAMY. La Chine, l'Europe et le Saint-Siège. — COCHIN. La Chine et le gouvernement français. — Marquis DE NADAILLAG. Les Chinois. — ***. La marine japonaise (excellents exposés de la situation en Extrême-Orient). = 10 août. G. BAPST. Le Musée militaire de la France. — Mgr LE ROY. Comment les gouvernements européens civilisent le continent noir (généreuse, éloquente et instructive protestation contre les abus commis en Afrique par les soi-disant chrétiens d'Europe). — FAUVEL. Nos missionnaires, patriotes et savants, en Chine; suite les 10 et 26 sept. (excellent exposé d'une œuvre considérable de civilisation). — A. PERQUER. La vie intime d'un Chah de Perse (d'après le livre si curieux du Dr Feuvrier). = 25 août. La journée de Sedan. Le général Ducrot. Le général de Wimpfen et Napoléon III (article bien documenté, très sévère pour Wimpfen, très élogieux pour Ducrot et que nous croyons très exact). — A. DE BROGLIE. Les Pères Bollandistes et la pénitence de Théodose (défend, contre le P. van Ortro, le récit traditionnel de Théodoret). — B. DE ZENZINOFF. La politique russe en Chine (expose comment la Russie va se trouver paralysée par ses prétentions sur la Mandchourie). = 10 sept. COCHIN. Le livre bleu d'Angleterre sur les affaires de Chine. — BOURELLY. A propos de Cluseret. L'organisation militaire de la Commune (détails précis tirés de documents inédits). — A. BAUDRILLART. L'antiquité à l'Exposition (excellent résumé). = 25 septembre. Le Journal intime de Mgr Dupanloup; I (document psychologique des plus curieux sur la dévotion catholique au XIX^e s.). — E. DE BROGLIE. Catinat, l'homme et la vie; 1^{re} partie : jusqu'en 1688 (le sujet aurait mérité une étude plus détaillée). — LANZAC DE LABORIE. Les souvenirs du comte de Salaberry sur la Restauration (fait ressortir leur intérêt pour la connaissance des passions politiques du temps). = 10 oct. Ch. DE LACOMBE. Le droit d'association devant l'Assemblée nationale en 1871 (retrace les débats mémorables auxquels donna lieu le remarquable rapport de M. Bertauld, dont l'adoption nous eût peut-être évité bien des difficultés ultérieures). — PISANI. Le congrès scientifique international des catholiques à Munich, 1900. — ***. Le Touat et l'occupation du Sud-Algérien. — DUFOUGERAY. Lettres inédites du duc de Bourgogne, publ. par le vicomte de Vogué (ces lettres à Beauvillier donnent une triste idée de la valeur intellectuelle du duc, chez qui la dévotion avait étouffé tout le reste).

28. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1900, 20 août. — J.-V. BAINVEL. Saint Jean-Baptiste de la Salle; 2^e art. — H. CHÉROT. Le congrès d'histoire comparée. = 5 sept.

MÉCHINEAU. Le symbolisme dans l'évangile de saint Jean (cet évangile, bien qu'il ait un but dogmatique, « est aussi parfaitement historique que le sont les évangiles de Mathieu, Marc et Luc »). = 5 octobre. CHÉROT. Louis XIV et Versailles (à propos de l'*Histoire du château*, par M. de Nolhac).

29. — **La Revue de Paris**. 1900, 15 août. — A. CHEVRILLON. L'opinion anglaise et la guerre (notes fort intéressantes et instructives sur l'état de l'opinion en Angleterre concernant la guerre dans l'Afrique australe); suite le 1^{er} sept.; fin le 1^{er} oct. — JUSSEURAND. Les sports dans l'ancienne France; 5^e art.; fin le 1^{er} sept. (les exercices physiques selon Rabelais; l'escrime et le goût des duels; les courses de chevaux et l'anglomanie au XVIII^e s.; le *Plan d'éducation publique* de l'abbé Coyer et l'éducation donnée par M^{me} de Genlis aux enfants du duc d'Orléans, d'après le journal de Lebrun). — Maurice VILMOTTE. Un ministre belge, Jules Bara. = 15 sept. Général DUCROT. Lettre au baron Philippe de Bourgoing, 1866-1868 (elles contiennent de prophétiques cris d'alarme en face des progrès militaires de la Prusse et de l'aveuglement du gouvernement impérial). — C. JULLIAN. Nord et Sud. Gaulois et Ligures (du rôle probable de chacune de ces races dans la formation de la nationalité française). — FIÉRENS-GEVAERT. Waterloo légendaire. — A. FRANÇOIS. Au Yunnan (pittoresques impressions de voyage; détails caractéristiques sur l'état d'esprit des populations en Chine à la veille du dernier soulèvement contre les « diables étrangers »). — A. LYNCH. En campagne avec les Boers. — H. LICHTENBERGER. La France et l'Allemagne jugées par Nietzsche. = 15 oct. Général DRAGOMIROF. Sur Souvarov.

30. — **La Grande Revue**. — A. BERL. L'éclipse des idées libérales. — LUCHAIRE. Un essai de révolution sociale sous Philippe-Auguste (récit très vivant du mouvement mi-populaire, mi-religieux des *Capuchonnés*, confrérie de la Paix organisée par un charpentier du Puy en 1182-1183 pour détruire les bandes de routiers qui écrasaient les paysans; elle s'attaqua bientôt aux nobles, qui s'unirent au clergé et aux routiers pour les écraser à leur tour). — MAUGLAIR. Le sentimentalisme littéraire et son influence sur le siècle (fine étude de psychologie sociale). — F. PASSY. Les origines de la Ligue de la Paix. = Juin. MICHELET et M^{me} MICHELET. Journal d'un voyage en Belgique, août 1849 (une belle page de Michelet sur Jemappes). — BASCH. Paul Bert et l'œuvre scolaire de la République. — STAFFER. Victor Hugo et la satire lyrique. = Juill. DIEHL. L'impératrice Théodora (brillant portrait, où l'auteur accorde, nous semble-t-il, trop d'autorité à l'*Histoire secrète* de Procope). — GINISTY. Un amour platonique du marquis de Sade (pour M^{lle} de Rousset, amie de M^{me} de Sade, qui correspondit avec le marquis, enfermé à Vincennes en 1778 et 1779, et qui ne resta son amante platonique que malgré elle). = Août. L. GAMBETTA. Notes et impressions (notes précieuses sur Buckle, Comte, l'Angleterre, surtout sur la *France nouvelle* de

Paradol). = Sept. Hyacinthe Loyson. La question religieuse en France (croit à la possibilité d'une réforme religieuse chrétienne et catholique).

31. — Revue des Deux-Mondes. 1900, avril. — Albert VANDAL. Les causes directes du 18 Brumaire; 1^{er} art. : les Révolutionnaires nantis et la dernière poussée jacobine (projets et intrigues de Siéyès); 5^e art., 15 avril : lutte des factions; la crise de Novi (réformation du parti jacobin et du parti royaliste; Joubert tué à Novi, Siéyès perd le fruit de ses intrigues; puis les Directeurs, en éliminant Bernadotte, fraient la route à Bonaparte); fin le 1^{er} mai : impôt progressif et loi des otages; retour de Bonaparte (formation d'un parti de mécontents parmi les capitalistes, les gros fournisseurs et la haute banque, qui sont tous prêts à commander Bonaparte). — Ch. BENOIST. La morale de Bismarck; 1^{er} art. : l'homme politique; 2^e art., 1^{er} mai : l'homme. — Émile BERTEAUX. Les saints Louis dans l'art italien. = 15 avril. Comte d'HAUSSONVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV. Les préliminaires de la défection (expose à merveille les manèges de Victor-Amédée; met en œuvre ou publie plusieurs documents inédits); suite le 1^{er} juin : la défection. = 1^{er} mai. Ch. LE GOFFIC. Le mouvement panceltique. = 15 mai. Émile OLLIVIER. L'inauguration de l'empire libéral; 1^{er} art. : le décret du 24 nov. 1860 (très intéressants souvenirs personnels); 2^e art., 1^{er} juin : les effets du décret du 24 nov. (raconte comment il s'entendit avec Morny pour essayer de fonder l'empire libéral). — A. LEBON. La pacification de Madagascar, 1896-1898; 1^{er} art. : du protectorat à l'annexion; 2^e art., 15 juin : depuis l'annexion. — Victor Du BLED. Les souvenirs du baron de Barante. = 1^{er} juin. Jules LECLERCQ. Les origines des républiques sud-africaines. — E. AMÉLINEAU. Les nouvelles fouilles d'Abydos (l'auteur raconte les travaux de recherches qu'il dirigea dans cette nécropole en 1895-1898 et montre l'importance exceptionnelle des résultats produits par des fouilles, puisqu'elles nous font connaître des monuments antérieurs à la première dynastie). = 15 juin. Émile OLLIVIER. Le roi Guillaume de Prusse. = 1^{er} juillet. Duc de BROGLIE. Le dernier bienfait de la monarchie. La neutralité de la Belgique; 3^e art. : Ouverture et actes de la conférence de Londres. — G. BONET-MAURY. La France et le mouvement anti-esclavagiste au XIX^e s. = 15 juill. Étienne LAMY. En émigration (d'après les papiers du comte A. de La Ferronnays publiés par M. Costa de Beauregard). = 1^{er} août. BRUNETIÈRE. François Rabelais. = 15 août. Comte C. DE MOUY. Souvenirs d'un diplomate : l'annexion de la Thessalie, 1878-1882. — Arvède BARINE. La grande Mademoiselle; 4^e art. : la Régence; Mademoiselle dans l'opposition. — Henry HOUSSAYE. Un secrétaire de Napoléon I^{er}; le baron Meneval. = 1^{er} sept. Correspondance intime du général Jean Hardy, 1797-1802. Expéditions d'Irlande et de Saint-Domingue (cette correspondance a été réunie par le général Hardy de Périni, son petit-fils). = 15 sept. A. LEBON. La boucle du Niger, 1896-1898. — Alfred RAMBAUD. Hellènes et Bulgares. La guerre de races au X^e s.

(tableau très détaillé de l'empire grec, à l'occasion des ouvrages de G. Schlumberger). = 1^{er} oct. Étienne LAMY. L'apostolat (préface d'une grande histoire des missions catholiques au xx^e s., qui doit prochainement paraître chez Colin). — Maurice MAINDRON. Les armes anciennes à l'Exposition universelle.

32. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1900. Bulletin de mai-juin. — HÉRON DE VILLEFOSSE. Observations sur le papyrus latin de Genève, n° 1 (corrige la transcription du n° 3 et montre qu'il s'agit de soldats arrivés au terme de leur temps de service, en l'année 90, sous le consulat XV de Domitien. Le document original a de plus cet intérêt de nous fournir un exemple de belle onciale, rigoureusement daté). — Rapport à M. le gouverneur général sur les travaux de la mission archéologique d'Indo-Chine (École française d'Extrême-Orient) pendant l'année 1899. — Ph. LAUER. Note sur les fouilles du *Sancta Sanctorum* à Rome (ces fouilles paraissent avoir mis au jour un débris d'une grande salle du palais du Latran, peut-être de la bibliothèque). — ARBOIS DE JUBAINVILLE. Rapport sur les papiers d'Arthur Giry concernant les diplômes de Charles le Chauve.

33. — Académie des sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu, 1900, juillet. — G. MONOD. La première œuvre historique de Michelet (de la composition, de la valeur historique et littéraire du *Précis d'histoire moderne*). = Août. G. MONOD. Notice sur la vie et les travaux de M. Paul de Rémusat. — A. DESJARDINS. Histoire de la Roumanie contemporaine, à propos de l'ouvrage de M. Frédéric Damé. = Sept.-oct. Inauguration du monument élevé à la mémoire de Victor Duruy, à Villeneuve-Saint-Georges, le 27 mai 1900. Discours de MM. GRÉARD, G. PICOT et G. MONOD. — A. LUCHAIRE. La société française sous le règne de Philippe-Auguste. I, État matériel et moral de la population. Les fléaux du ciel et de la terre. — Émile GEBHART. Michelet et le moyen âge français. — GEOFFROY DE GRANDMAISON. Les tentatives d'enlèvement des princes d'Espagne à Valençay (l'affaire du baron de Kolli, 1810, et le traité de Valençay, décembre 1813).

34. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1900, 15 août-15 septembre. — Aug. BECKER. Marguerite, duchesse d'Alençon, et Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, d'après leur correspondance manuscrite, 1521-1524 (long et important mémoire de 90 pages). — BOURRILLY. François I^{er} et les protestants; les essais de concorde en 1535 (publie, avec une traduction française, une longue lettre où Bucer expose à J. Sturm sa manière de voir sur la façon de se concilier les membres de la Ligue évangélique, et où il lui trace le plan général des instructions que Guillaume du Bellay portera à Smalcalde en décembre suivant).

35. — Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France.

Bulletin, 1900, 4^e livr. — H. OMONT. Projet de fondation d'une maison de jeunes orphelines à Paris, dans l'hôtel de la Petite-Bretagne, au début du xvii^e s. (avec 4 planches représentant ces orphelines dans certaines de leurs occupations domestiques). — Adrien BLANCHET. Un récit inédit de la mort du maréchal d'Ancre (publie quatre lettres écrites par un certain Paulmier, peut-être procureur au Parlement. Une d'elles l'a été trois jours seulement après la mort du maréchal et fournit sur cet événement quelques renseignements nouveaux). — Albert BABEAU. Les six cents mariages célébrés aux frais de la ville de Paris en 1751 (à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne, fils du dauphin et petit-fils de Louis XV; chacun de ces mariages coûta plus de cinq cents livres, dont 300 livres de dot pour chacun). — G. MARCEL. Note sur un plan de Paris de l'époque révolutionnaire. — Les musées de départements et les objets d'art et d'archéologie relatifs à Paris.

36. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin archéologique et historique. 1900, 2^e trimestre. — MÉZAMAT DE LISLE. Fouilles de Pechpeyrou et de Cours; rectifications. — Leçons de l'office de la fête de saint Antonin et de la translation de ses reliques; traduction par l'abbé J. BEZ.

37. — Société des Antiquaires de l'Ouest. Bulletin, 4^{er} trim. de 1900. — L. DUPRÉ. Inventaire des objets offerts ou acquis pour les musées de la Société des Antiquaires de l'Ouest. — Charles TRANCHANT. Note sur les travaux successifs dont ont été l'objet, au courant du siècle actuel, le château baronial et le château d'Harcourt à Chauvigny.

38. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. 1900, n^o 4. — BERNET-ROLLANDE. Les ancêtres du général Desaix (généalogie qui remonte au xv^e s.). — N^o 7. Francisque MÈGE. La Grande Peur (notes sur la Jacquerie de 1789-1790).

39. — Revue archéologique, historique et scientifique du Berry. 1900, février. — Dom ANDRÉU. Histoire de l'abbaye de Fontgombault; suite en mars-avril.

40. — Revue de l'Agenois. 1900, juillet-août. — G. THOLIN. Le château de Lasserre; suite (bibliographie et sources; liste des seigneurs de Lasserre et documents relatifs au château). — DUBOURG. La Fronde en Gascogne et dans le Brulhois; suite. — F. DE MAZET. Étude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurades de la commune et juridiction de Villeneuve-d'Agenois; fin.

41. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1900, 1^{er} juillet. — A. B. Les Bretinauld de Méré et de Saint-Seurin sur Gironde. — P. DE LACROIX. Les Jussac d'Ambleville. — V. DUBARAT. Quelques notes sur l'abbaye de Saintes (concernant des personnages du xvii^e siècle). — 1^{er} septembre. L'excursion à Saint-Savinien, 28 juin 1900 (récit enthousiaste et fleuri; il y est fort question de la défaite des Anglais à Taillebourg, sans que personne ait eu l'indiscrétion de demander s'il y avait eu réellement une bataille à cet endroit).

42. — Revue de Gascogne. 1900, septembre-octobre. — Abbé TAUZIN. Chroniques landaises. Préludes de la grande révolte; suite : 1242-1248. — A. VIGNAUX. Prise de Mauvezin en Fezensaguet, août-septembre 1412. — Abbé A. DEGERT. Hippolyte et Louis d'Este, archevêques d'Auch; dates de démission et de préconisation, 1563. — C. DOUAI. Biens de la famille de Galard (publie quatre documents, dont deux lettres de Clément V).

43. — Revue historique et archéologique du Maine. T. XLVIII, 1^{er} livr., 1900, second semestre. — Marquis DE BEAUCHESNE. Les Anglais au Bas-Maine pendant les guerres de religion (suit l'histoire du corps d'armée mis par Elisabeth à la disposition de Henri IV et qui, sous les ordres de John Morris, guerroya dans le Bas-Maine en 1592 et 1593); fin dans la 2^e livr. — Abbé L. FROGER. La paroisse de Tresson (son histoire jusqu'à la fin de l'Ancien régime); fin dans la 2^e livr. — Abbé J.-A. VAVASSEUR. La confrérie de Sainte-Anne, à Moncé-en-Saosnois; fin. — 2^e livr. F. LIGER. *Grannona*, station de la Table théodosienne et place forte du Tractus Armoricanus (*Grannona* était *Graninum* et les deux villes, qui n'en formaient qu'une, étaient à Arques, au sud-est de Dieppe. Cette place forte disparut dans les invasions de 407 à 412). — Abbé Ém. VAVASSEUR. Un moine du Maine au vi^e s. : Saint Almere, abbé de Gréez-sur-Roc.

44. — Historische Vierteljahrschrift. 1899. Heft 1. — H. ORRO. Adolphe de Nassau et la cour de Rome (Boniface VIII a été averti à temps du projet des princes allemands de déposer Adolphe de Nassau. Il a laissé la chose se faire. Il était favorable à l'idée de faire passer l'empire à la France). — KUEKELHAUS. Les papiers inconnus de Fancan (M. K. donne, en le classant méthodiquement, l'inventaire des papiers de Fancan, conservé à la Bibl. nat., f. fr. 6651, dressé en 1627 lorsque Fancan fut mis à la Bastille par les ennemis de Richelieu. Cet inventaire justifie largement la thèse de Geley, qui a fait de Fancan l'inspirateur politique de Richelieu, le théoricien de la politique nationale et libérale héritée de Henri IV. Ces documents nous montrent Fancan actif dès 1613). — SSYMANK. Le souverain idéal d'après Louis XIV (intéressante analyse des idées politiques de Louis XIV rapprochées de celles des autres théoriciens de son temps). — G. CARO. La tradition manuscrite du droit municipal de Strasbourg (le texte allemand donné par Schilter est le plus ancien; le texte latin de Schilter en est la traduction; le texte latin de Grandidier est sans authenticité. Le texte original du xiii^e s. nous échappe). — Comptes-rendus : C. v. Dzialowski. Isidor u. Ildefons als Literaturhistoriker (l'œuvre d'Isidore est complète, authentique et date de 604-615). — Kampers. Die deutsche Kaiseridee in Prophetie u. Sage (intéressant chapitre de l'histoire du folk-lore et de l'histoire nationale allemande). — Liebe. Das Kriegswesen der Stadt Erfurt. — Rietschel. Markt u. Stadt in ihrem rechtlichen Verhältniss (excellent livre; défend la thèse qui fait dériver des mar-

chés les constitutions urbaines; le critique, Uhlirz, lui reproche d'avoir un peu exagéré). — *Lau*. Entwicklung der kommunalen Verfassung v. Verwaltung der Stadt Köln bis z. Jahre 1396 (très bon). — *Urkundenbuch der Stadt Strassburg*; t. V : Politische Urkunden v. 1332 bis 1380, bearb. v. *H. Witte* u. *G. Wolfram*. — *Winkler*. Castruccio Castracani (insuffisant). — *H. Kaiser*. Der Collectarius perpetuarum formarum des Johann v. Gelnhausen (étude sur un formulaire de la chancellerie de Charles IV). — *E. Brandenburg*. Herzog Heinrich der Fromme v. Sachsen u. die Religionspartei im Reiche, 1537-1541 (beaucoup de faits nouveaux). — *Comba*. I nostri protestanti; t. II (contient d'intéressants détails sur seize protestants vénitiens). — *Loserth*. Die Reformation u. Gegenreformation in den innerösterreichischen Ländern in xvten Jahrh. (important). — *Forst*. Politische Correspondenz des Grafen Franz Wilhelm von Wartenberg, Bischof v. Osnabrück, aus den J. 1621-1631. — *Penzler*. Fürst Bismarck nach seiner Entlassung; 7 vol. = Heft 2. *DIPPE*. Le prologue de la Loi salique, la formation de la Loi et les Francs-Saliens (le prologue a été écrit entre 555 et 584. La partie la plus ancienne de la Loi est de 496-507; mais la tradition des *electi viri* et des *malls* où elle fut composée peut remonter au iv^e s. Peut-être y a-t-il dans la Loi des fragments juridiques anciens. *Lex salica* est identique à *Lex dominica*. Cela ne veut pas dire : Loi des Francs-Saliens, mais loi des propriétaires libres. Il n'y a jamais eu de tribu des Francs-Saliens. Il est bizarre de voir M. Dippe soutenir des opinions à peu près identiques à celles de M. Fustel de Coulanges, sans le nommer ni le citer). — *J. v. PFLUGK-HARTUNG*. Les origines de la grande maîtrise de l'ordre de saint Jean (on trouve un grand maître ou plutôt un grand prieur pour l'Allemagne dès 1192; mais l'ordre se divise en plusieurs groupes, allemands et slaves, et Gebhard von Bortfeld apparaît le premier en 1327 comme grand maître (*praeceptor generalis*) des Johannites; puis le titre, après une courte interruption, passe au commandeur de Nemerow). — *STIEVE*. Wallenstein jusqu'à son premier généralat (fragment posthume d'un article pour l'*Allgemeine deutsche Biographie*). — *KOETSCHKE*. L'impôt militaire sous les Carolingiens (se fonde sur le registre des redevances du couvent de Werden, publ. par Lacomblet. L'*Hostilitium* était un impôt de 1 schilling et 2 setiers de farine dû pour les tenanciers du monastère. C'était à l'origine l'impôt fourni par l'approvisionnement de l'armée; mais, dès la fin de l'époque carolingienne, les propriétaires se l'approprient et en font une redevance régulière de leurs tenanciers). — *FOURNIER*. Un récit de voyage en Saxe et Bavière en 1807 (publie un curieux rapport de police du secrétaire aulique Ohms sur l'état politique et économique de ces pays). = Comptes-rendus : *Kämmel*. Der Werdegang des deutschen Volkes; II : Die Neuzeit (solide). — *E. Mayer*. Deutsche u. Französische Verfassungsgeschichte vom 9. bis zum 14. Jahrh. 2 vol. (essai intéressant, mais contestable sur bien des points. Critique très serrée de Uhlirz). — *Scheffer-Boichorst*. Zur Gesch. des xii u. xiii Jahrh. Diplo-

matische Forschungen (21 mémoires d'une admirable sûreté critique, qui traitent surtout d'actes italiens). — *O. Schiff*. Studien zur Gesch. Papst Nikolaus IV (utile). — Urkunden u. Akten z. Gesch. der Verfassung u. Verwaltung der Stadt Koblenz bis z. J. 1500, bearb. von *Max Bar*. — *Hummerich*. Vasco de Gama u. die Entdeckung des Seeweges nach Ostindien (meilleur au point de vue historique qu'au géographique). — *Gooch*. The history of English democratic Ideas in the 17th century (excellent). — *Stillmann*. The Union of Italy, 1815-1895 (à vu beaucoup de choses de près). = Heft 3. *WACHSMUTH*. La royauté de l'époque hellénistique (après quelques détails sur le régime autocratique, administratif et bureaucratique des Ptolémées, M. W. trace, avec indication des sources, un tableau précis et brillant de la royauté pergamienne, qui unit l'autorité monarchique dynastique au maintien des libertés municipales et créa un centre artistique et littéraire vraiment athénien). — *W. STRUCK*. Gustave-Adolphe et les prétentions suédoises (les mots « die schwedische Satisfaktion » ne sont pas traduisibles. Cet important travail, achevé dans le fasc. 4, a pour objet de montrer comment, après l'échec de la convention de Leipzig, dernier effort pour sauver les intérêts protestants sur la base de l'ancienne constitution, Gustave, puis Oxenstierna, héritier de sa pensée, ont voulu faire ce que l'avenir a réalisé, un grand état allemand protestant, en opposition à l'Autriche catholique et dégermanisée. Gustave ne songea jamais à la couronne impériale; il voulait une union de la Suède avec les protestants allemands, la Saxe exclue, la Suède ayant la présidence et dirigeant une forte confédération avec une organisation militaire unitaire et une même politique extérieure). — *UHLIRZ*. Quand Otton le Grand a-t-il été enterré à Magdebourg? (le 3 ou le 4 juin 973). — *SIMONSFELD*. Encore l'élection de Frédéric Barberousse (Holtzmann fait une hypothèse gratuite en supposant qu'Henri de Mayence soutenait Henri le Lion contre Frédéric; il se trompe aussi en donnant une valeur constitutionnelle à la désignation de Frédéric par Conrad III). — *HEIGEL*. Pour la biographie de Ranke (deux lettres des rois Maximilien II et Frédéric-Guillaume IV relatives à l'appel de Ranke à l'Université de Munich). = Comptes-rendus : *P. Barth*. La philosophie de l'histoire comme sociologie; 1^{re} partie : Introduction et revue critique des systèmes (très complet, l'auteur est un adversaire du point de vue matérialiste). — *Buhl*. Les conditions sociales chez les Israélites. — *J. Burckhardt*. Histoire de la civilisation grecque; t. I et II : l'État et la religion (deux autres volumes traiteront des arts et des lettres; œuvre posthume très remarquable, malgré des parties vieilles). — *Lex salica*, éditions *Behrend* et *Geffcken* (bonnes; la seconde est destinée aux étudiants). — *Parisot*. Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens (article d'E. Dümmler). — *Schwartz*. Stammtafel des preussischen Könighshauses (sérieux, mais encore très critiquable). — *Frankfurth*. Gregorius de Montelongo, 1238-1269 (biographie assez inexacte du légat G. de M., un des plus redoutables adversaires de Frédéric II). — Die

Konstanzer Ratslisten des Mittelalters, publ. par *Beyerle* (instructif). — *Kraus*. Dante (sans être définitive, cette biographie est d'une importance capitale). — *Spahn*. Johannes Cochlaeus (bon). — *Knepper*. Nationaler Gedanke und Kaiseridee bei den elsässischen Humanisten. — *Gatz*. Beiträge zur Gesch. Herzog Albrechts V. u. des Landsberger Bundes, 1556-1598. — *Lord Ashbourne*. Pitt (bon). — *Reddaway*. The Monroe doctrine. = Heft 3. L. SCHMIDT. Bonifatius und der Uebergang der Wandalen nach Afrika (reprend en détail les motifs pour lesquels il est inadmissible que le comte Boniface ait provoqué l'invasion des Vandales en Afrique). — *Mayer*. Le duché bavarois (M. Mayer trouve dans une séquence sur Henri I^{er} de Bavière la confirmation de sa théorie d'après laquelle la dignité ducale consistait en un missaticum permanent qui conférait à un comte sur un territoire étendu les droits régaliens et en particulier les deux tiers des revenus de la province dus au roi). — *Colini Baldeschi*. Un maître d'école allemand dans la marche d'Ancône (le 11 août 1398, le conseil de ville d'Ancône offre à maître Guillaume, Theotonicus, la place de maître de grammaire. Il accepta le 14 août). = Comptes-rendus : *Cunningham*. Western civilisation in its economic aspects. — *Hultsch*. Die Gewichte des Altertums. — *Böhmer*. Regesta imperii; VI : 1273-1313, hrzgb. von *Redlich*; 1^{re} part. (important article de Hampe). — *Miljukow*. Skizzen russischer Kulturgeschichte, deutsche Ausg.; 1^{er} vol. (intéressant). — Aus dem Nachlass von Karl Mathy, 1846-1848.

45. — *Historische Zeitschrift*. Bd. XLVII, Heft 1. — *HAMPE*. L'empereur Frédéric II (brillant portrait où M. H. montre en Frédéric un vrai Sicilien, un homme de la Renaissance, qui a été presque contraint par sa nature et sa situation à sacrifier l'Allemagne à sa politique italienne, et a pris malgré lui une attitude d'hostilité radicale à la papauté). — *Koser*. Frédéric-Guillaume IV à la veille de la Révolution de Mars (exposé très précis des négociations compliquées poursuivies en 1848 par Frédéric-Guillaume IV avec les princes allemands, l'Autriche et la Russie, pour la réforme de la constitution allemande. Le roi ne sut pas se décider à temps entre les diverses solutions qui se proposaient à lui et faire d'une Prusse forte le centre d'une délégation des diètes locales. Il ne voulait ni sacrifier l'Autriche ni diminuer son propre pouvoir. Quand la révolution éclata, il céda tout, après avoir reculé même devant les réformes constitutionnelles, et, en affaiblissant la royauté prussienne, ajourna le moment de la reconstitution de l'Allemagne. Intéressants détails sur le rôle de Dönhof, de Bodelschwingh, de Radowitz, etc.). = Comptes-rendus : *Brandenburg*. Moritz v. Sachsen (t. I, jusqu'à 1547 : la première biographie scientifique de Maurice; cf. *Hist. Viertelj.*, 1899, Heft 2). — *Paeltel*. Die Organisation des hessischen Heeres unter Philipp dem Grossmuthigen. — *K.-A. Schmid*. Geschichte der Erziehung, fortgeführt von *G. Schmid*, t. IV, p. 2 (ouvrage capital). — *A. von Arneth*. Johann Freiherr v. Wessenberg; 2 vol. — *A. Stern*. Geschichte Europa's seit den Verträgen v. 1815; t. II (juge-

ment favorable). — *Wertheimer*. Die Verbannten des ersten Kaiserreichs (d'après les archives secrètes de Vienne). — *A. von Holleben*. Die Pariser Kommune 1871 unter den Augen der deutschen Truppen (lettres très curieuses; on y voit combien les Allemands eussent désiré être chargés de réprimer l'insurrection). — *Stubbs*. Registrum sacrum Anglicanum (2^e éd. de ces excellentes tables des évêques anglais). — *Doren*. Entwicklung u. Organisation der Florentiner Zünfte im 13. u. 14. Jahrh. (premier essai d'un travail d'ensemble sur ce difficile sujet). — *Mettig*. Gesch. der Stadt Riga (insuffisant). — *Dalton*. Beitræge zur Gesch. der evangelischen Kirche in Russland. III. Lasciana (très important recueil de documents relatifs au réformateur Jean de Lasko). — *B. v. Bilbasov*. Katharina II im Urtheile der Weltliteratur (trad. all. en 2 vol.). — *Rosenmund*. Die Fortschritte der Diplomatie seit Mabillon, vornehmlich in Deutsch-Oesterreich. = Heft 2. KÆRST. La conception de l'histoire universelle appliquée à l'histoire de l'antiquité (s'occupe exclusivement de l'histoire grecque dont il définit avec finesse, mais d'une manière trop abstraite, les caractères essentiels; montre qu'elle ne peut être bien comprise que par la méthode comparative et dans ses rapports avec l'histoire générale. S'élève contre la prétention des philologues de s'attribuer le monopole de l'histoire grecque). — *H. Witte*. Sur l'origine des Hohenzollern (cherche à fortifier l'hypothèse d'après laquelle les Zollern seraient des descendants du margrave Burchard de Rhétie ou de son frère Adalbert; il s'appuie sur le fait de la possession du Scherragau, possédé par Adalbert et plus tard par les comtes de Nellenburg et leurs descendants les comtes de Zollern, et sur l'usage des noms de Burchard et d'Adalbert dans ces familles. M. W. espère qu'un jour viendra où les Alsaciens seront fiers de penser que l'empereur allemand descend des anciens comtes de la Haute-Alémanie et de la Souabe). — *SCHIEHMANN*. Sur l'usage et la publication des dépêches diplomatiques (voudrait qu'en citant des dépêches les historiens indiquassent, outre les noms de l'expéditeur et du destinataire et la date, le caractère de la dépêche, officielle, secrète, en clair ou en chiffres, et le procédé de l'envoi, poste, courrier, etc.). — *A. Stern*. Rapport du général de Steigentesch sur l'état de la Prusse en 1824 (le général avait été envoyé en 1823 à Berlin par la cour de Vienne pour féliciter le prince Frédéric-Guillaume de son mariage. Son rapport a pour objet de préconiser une union étroite de la Prusse et de l'Autriche. Il fait des portraits exacts et fins du roi et des personnages de la cour). = Comptes-rendus : *A. Dove*. Ausgewählte Schriften (les articles sur Ranke sont les plus importants). — *Dittenberger*. Sylloge inscriptionum Graecarum (t. I, 2^e éd.). — *P. de Rohden et Dessau*. Prosopographia imperii Romani saec. I, II, III; 3^e part. (avant-dernier volume de cet inappréciable recueil). — *Klette*. Der Prozess u. die Acta S. Apollonii (les textes arméniens et grecs des Acta comme le récit d'Eusèbe contiennent des inventions arbitraires, mais l'auteur a eu entre les mains les actes mêmes du procès qu'on peut connaître dans ses détails exacts).

— *Führer*. Forschungen z. Sicilia Sotteranea (étude sur trois catacombes syracusaines). — *F. Ludwig*. Untersuchungen über die Reise- u. Marschgeschwindigkeit im 12. u. 13. Jahrh. (pour les armées 20 à 30 kilom. par jour, exceptionnellement jusqu'à 58 kilom.; on constate une marche de 112 kilom. en 36 heures, une de 300 kilom. en trois jours; pour les voyages de princes, 20 à 35 kilom., exceptionnellement jusqu'à 56; pour les voyages de particuliers, 40 à 45 kilom., exceptionnellement jusqu'à 65). — *G. Lurz*. Ueber die Heimath von Pseudoisidor's (revient à l'hypothèse du diocèse de Reims, mais désigne à tort Wulfad comme l'auteur. Critique avec force l'hypothèse du Mans). — *J.-R. Dieterich*. Die Geschichtsquellen des Klosters Reichenau bis z. Mitte des 11. Jahrh. (importante critique de Bernheim sur un livre ingénieux, mais plein d'hypothèses peu prouvées). — Monumenta historica Societatis Jesu (compte-rendu des *Litterae quadrimestres... Romam missae*, parues de 1894 à 1896, des *Epistolae mixtae ab a. 1537 ad 1556*, de la *Vita Ignacii* par Polanco et du volume sur François Borgia). — B.-P. Canisii epistolae et acta, ed. *O. Braunsberger*, vol. I-II, 1541-1560. — Briefwechsel Theodor's v. Schœn mit Pertz u. Droysen. — *P. Hassel*. König Albert v. Sachsen; 1^{re} part. : Jugendzeit (important). — Geschichtlicher Atlas der Rheinprovinz (cartes de 1785, 1813 et 1818, publiées avec commentaires par la Société historique rhénane). — *P. Gabel*. Des Thomas Kantzow Chronik v. Pommern in hochdeutscher Mundart; 2 vol. (étude critique et textes des première et dernière recensions). — Histoire de Danemark (série de comptes-rendus par D. Schæfer sur des ouvrages danois qui ont été ou seront analysés dans nos Bulletins par M. Steenstrup). — *Grotefend*. Zeitrechnung des deutschen Mittelalters u. der Neuzeit; 3 vol. in-8°. — *Id.* Taschenbuch der Zeitrechnung, etc. (cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4). — *F. Rühl*. Chronologie des Mittelalters u. der Neuzeit. = Heft 3. CAUER. Thucydide et ses prédécesseurs (Thucydide n'est pas un modèle à imiter; c'est à la fois une individualité exceptionnelle et un représentant de l'époque de la guerre de Péloponèse). — D. SCHÆFER. La lutte pour l'empire de la Baltique au XVI^e et au XVII^e s. (le commerce de la Méditerranée du Nord a appartenu d'abord principalement à la Hanse, puis au XVI^e s. au Danemark et aux Pays-Bas. Au XVII^e s., la Suède l'emporte sur le Danemark et l'Angleterre prend une part importante au commerce de la Baltique. Elle y est aujourd'hui la première puissance commerçante. L'Allemagne, qui, du XIII^e au XIV^e siècle, y tenait le premier rang, y a repris une place de plus en plus importante; mais l'énorme développement de son commerce maritime dans ces dernières années s'est porté surtout vers l'Atlantique). — SCHIEMANN. Bismarck et le prince de Prusse (Lenz a mis en doute l'exactitude d'un récit de Bismarck dans ses *Souvenirs*, I, 113. Le prince Guillaume, dans une conversation avec Bismarck, aurait exprimé sa crainte de voir anéantir la puissance de la Russie et son regret que la Prusse ne l'ait pas contrainte à la paix. Les doutes de Lenz viennent de ce qu'il a faussement placé au 4 mars

1854 une conversation qui doit avoir eu lieu entre le 19 et le 20 janvier 1855). — Comptes-rendus : *Schmoller*. Umriss u. Untersuchungen zur Verfassungs-Verwaltungs- u. Wirthschaftsgeschichte besonders des Preussischen Staates im 17. u. 18. Jahrh. (fragments d'une histoire intérieure de la Prusse au XVIII^e s. que Sch. nous doit; les chapitres sur le mercantilisme et le fonctionnarisme en Prusse sont les plus remarquables; cf. *Viertelj.*, 1899, Heft 2). — *Jastrow* et *Winter*. Deutsche Geschichte im Zeitalter der Hohenstaufen; t. I : 1125-1190 (cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4) (inexact et ennuyeux). — *K. Hegel*. Die Entstehung des deutschen Städtewesens (Hegel en reste à la théorie des associations populaires et critique faiblement celle qui fait du marché le point de départ des libertés urbaines). — Zur Vorgeschichte des Orleans'schen Krieges. Nuntiaturberichte aus Wien u. Paris, 1685-1688, hrgg. von *Max Immich*. — *Katsch*. Die Entstehung u. der wahre Endzweck der Freimauerei (rattache la franc-maçonnerie aux *Rose-Croix* et d'autre part aux *Free-masons* d'Angleterre, qui, à l'origine, n'avaient rien de commun avec eux. Elle a pris naissance dans la seconde moitié du XVII^e s.). — *Ringhoffer*. Ein Dezennium preussischer Orientpolitik zur Zeit des Zaren Nicolaus, 1821-1830 (veut prouver que la Prusse, sous Bernstorff, n'a pas été le satellite servile de la Russie. Le critique, M. Thimme, combat l'opinion optimiste de M. R.). — *Busch*. Die Berliner Märztage, V, 1848 (intéressant; le roi a cédé à des émeutiers vaincus). — *Krumholtz*. Die Gewerbe der Stadt Münster bis zum J. 1661 (trop de documents sans intérêt; le plan et l'exécution du recueil laissent à désirer). — *Kraaz*. Bauerngut u. Frohndienst in Anhalt vom 16 bis z. 19 Jahrh. (instructif, mal exposé; cf. *Viertelj.*, 1899, Heft 2). — *Mecklenburgisches Urkundenbuch*; t. XVII et XVIII (table des vol. 13 à 16 et suite du cartulaire, de 1371 à 1375; le t. XIX, de 1376 à 1380, a paru en 1895). — *P. v. Niessen*. Gesch. der Stadt Dramburg. — *A. v. Bulmerincq*. Die Verfassung der Stadt Riga im 1. Jahrh. der Stadt (erroné d'un bout à l'autre; cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4). — *F. v. Krones*. Verfassung u. Verwaltung der Mark u. des Herzogthums Steier bis z. Herrschaft der Habsburger (très érudit, des lacunes et des incorrections). — *Lippert*. Socialgesch. Böhmens in vorhussitischer Zeit; t. II (influence de l'Eglise et colonisation allemande. Renseignements nombreux mal coordonnés et exposés. Ce n'est qu'un travail préparatoire). — Die böhmischen Landtagsverhandlungen u. Landtagsbeschlüsse vom J. 1526 aus bis auf die Neuzeit; t. IX. — *Zimmermann, Werner* et *Müller*. Urkundenbuch z. Gesch. d. Deutschen in Siebenbürgen; t. II : 1342-1390 (excellent; cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4). — *Schilder*. Kaiser Alexander I; 4 vol. russes (important article de Schieman en somme très favorable). — *Buchi*. Freiburgs Bruch mit Oesterreich, sein Uebergang an Savoyen u. Anschluss an die Eidgenossenschaft (excellent). — Bd. XLVIII, Heft 1. *BELOCH*. La décadence de la civilisation antique (c'est Rome qui a ruiné la civilisation antique, dès le temps des guerres de Carthage et d'Orient. Ni les barbares ni le christianisme ne pou-

vaient donner à Rome des éléments de vie civilisée. Il fallait une refonte complète du monde ancien). — *LENZ*. Un apologiste des Mémoires de Bismarck (réponse à Schiemann; s'appuie sur un rapport de Glinka, l'ambassadeur russe, pour maintenir la date du 4 mars 1854, et le peu de confiance qu'on doit avoir dans les Mémoires de Bismarck, où celui-ci a cherché à démontrer l'unité de ses vues politiques). — *Comptes-rendus*: *Hahlbaum*. Gustav v. Mevissen († le 13 août 1899; a puissamment contribué au développement commercial et industriel de Cologne, et aussi à la reconstitution de ses archives et à la fondation de la *Gesellschaft für Rheinische Geschichtskunde*). — *Schröder*. Lehrbuch d. deutschen Rechtsgeschichte; 3^e éd. (importantes améliorations). — *Karst*. Gesch. Manfreds vom Tode Friedrich's II bis zu seiner Krönung, 1250-1258 (Hampe critique le parti pris hostile de l'auteur contre Manfred). — *Huck*. Dogmengeschichtlicher Beitrag zur Gesch. der Waldenser. — *Clemen*. Johann Pupper von Goch (remarquable; a prouvé qu'une partie des fragments de Goch publiés par Luther en 1521 ont été écrits par Luther lui-même). — *Kayser*. Die reformatorischen Kirchenvisitationen in den welfischen Landen, 1542-1544. — *Hantsch*. Sebastian Münster (bon). — *Winckelmann*. Politische Korrespondenz der Stadt Strassburg im Zeitalter der Reformation; t. III: 1540-1545 (analyse par Oncken de ces précieux documents; cf. *Viertelj.*, 1899, Heft 2). — *Nuntiaturberichte aus Deutschland*. T. I. Die Nuntien Hosius u. Delfino, 1540-1561, bearb. von *Steinherz* (important). — *Meissner* et *Geerds*. E. M. Arndt (d'après sa correspondance). — *Mirbt*. Die preussische Gesandtschaft am Hofe des Papstes (utile). — *Fischer*. Kardinal Consalvi. — *Eheberg*. Verfassungs-Verwaltungs- und Wirthschaftsgeschichte der Stadt Strassburg; t. I (399 documents, de 1344 à 1677; le t. II contiendra l'exposé historique). — *F.-L. Baumann*. Forschungen z. schwäbischen Geschichte (17 essais sur la Souabe au moyen âge; cf. *Hist. Viertelj.*, II, 3). — *Knipping*. Die Kölner Stadtrechnungen des Mittelalters; 2 vol. (cf. *Hist. Viertelj.*, II, 3). — *Liesegang*. Untersuchungen z. Verfassungsgeschichte der clevischen Städte. — *Dortmunder Urkundenbuch*, bearb. v. *k. Rübel*; t. III, 1^{re} part. (de 1401-1410). — *Rachfahl*. Margaretha v. Parma, Statthalterin der Niederlande, 1559-1567 (elle n'a été qu'un jouet aux mains de ses conseillers). — *F. Harrison*. William the Silent (médiocre et plein d'erreurs). — *De regeeringe von Amsterdam...* ontworpen door *H. Boutemantel*, uitg. door *W. Kernkamp*; 2 volumes (souvenirs d'un membre du conseil d'Amsterdam, de 1653 à 1672). — *Colenbrander*. De Pabriottentijd; 1^{re} partie: 1776-1784 (histoire très intéressante de la lutte des démocrates contre Guillaume V d'Orange). — *A. Zimmermann*. Die Kolonialpolitik Grossbritanniens; 1^{re} partie (des origines à la guerre d'Amérique). — *Hume*. Philip II of Spain (bon). — *Thoroddsen*. Gesch. der Isländischen Geographie; t. I (jusqu'à la fin du xviii^e s.; excellent). — *Foster*. Commentaries on the Constitution of the United States (neuf et solide). — *Nachod*. Die Beziehungen der Niederländischen Ostindischen Kompagnie zu Japan im 17. Jahrh.

= Heft 2. G. KOCH. L'établissement de la République italienne, 1801-1802 (récit très précis des habiles manœuvres par lesquelles Napoléon réussit à se faire choisir par les Lombards comme président de la République italienne, dont il avait tracé la constitution sur le modèle de celle du Consulat réformée en 1802). — SCHIEMANN. La convention de Tauroggen (soutient avec de nouveaux documents tirés des archives de Pétersbourg et de la famille Hohenlohe la thèse de Droysen, d'après laquelle la défection du général Yorck à Tauroggen fut due à sa seule initiative. M. Sch. donne le texte primitif de la note remarquable par laquelle Yorck présentait au roi la justification de sa conduite). — RIEZLER. Paul Laymann et les procès de sorciers (soutient, contre le P. Duhr, que les préjugés théologiques ont bien été la base même des poursuites de sorcellerie, que les Jésuites ont contribué par leurs écrits et leurs actes à ces poursuites, que Paul Laymann en particulier est bien l'auteur de l'affreux *Juridicus processus contra sagas et veneficos*). — C. SCHERER. La révolte de Dörnberg en 1809 (publie une relation inédite des événements écrite par Dörnberg à la fin d'août 1809 pour l'archiduc Charles). — Comptes-rendus : Busolt. Griechische Geschichte; t. III, 1^{re} part. (contient l'histoire de la Pentecontaétie). — Billeter. Gesch. des Zinsfusses im griechisch-römischen Alterthum (excellent). — Humann, Cichorius, Judeich, Winter. Alterthümer von Hierapolis (admirable ouvrage). — Cohausen. Die Befestigungsweisen der Vorzeit u. des Mittelalters (riche recueil de renseignements publié par Jähns). — Inama-Sternegg. Deutsche Wirthschaftsgeschichte; t. III, 1^{re} partie (du x^{ie} au xvi^e s.; état social et politique, conditions agraires; livre puissant). — Rieker. Grundsätze der reformirten Kirchenverfassung (bon). — Philippsen. Der Grosse Kurfürst Friedrich Wilhelm v. Brandenburg; 1^{re} part. (article malveillant sur cet important ouvrage). — A. Pfister. Aus dem Lager des Rheinbundes 1812 u. 1813. Aus dem Lager der Verbündeten, 1814 u. 1815 (d'après les archives de Stuttgart; récit des efforts du roi Frédéric de Wurtemberg pour obtenir d'abord de Napoléon, puis des alliés, de nouveaux territoires). — W. v. Hassell. Geschichte des Königreichs Hannover; t. I : 1813 à 1848 (superficiel). — Friedrich. Ignaz v. Döllinger; t. I et II : 1799-1849 (Mibt analyse longuement ces importants volumes). — O. v. Lettow-Vorbecke. Gesch. des Krieges v. 1866 in Deutschland (bon). — Krieger. Topographisches Wörterbuch des Grossherzogthums Baden (bon). — A. Wyss. Urkundenbuch der Deutschenordensballei Hessen; t. III (de 1360 à 1399). — H. v. Zeissberg. Elisabeth von Aragonien, Gemahlin Friedreich's des Schonen v. Oesterreich, 1314-1330 (82 documents inédits). — Wahr-mund. Das Kirchenpatronatsrecht u. seine Entwicklung in Oesterreich; 2^e part. (excellent). — Ortway. Geschichte der Stadt Pressburg; 2 vol. (bon). — Holtzmann. Wilhelm v. Nogaret (jugement favorable de Cartellieri; cf. *Hist. Viertelj.*, II, 3). — Maitland. Domesdaybook and beyond (art. imp. de Liebermann). — Gee. The Elisabethan Clergy and the Settlement of Religion, 1558-1564 (il n'y a pas eu plus de 200 des

anciens prêtres déposés). — *S. Croce*. Silvio Spaventa. Dal 1848-1860. = Heft 3. *W. Sickel*. L'État de l'Église et les Carolingiens (le traité d'Étienne avec Pépin était un traité de protection; ce n'est pas Pépin qui a fondé les États de l'Église, c'est Étienne, non par un traité, mais par une politique. Depuis lors les papes ont toujours été les souverains autonomes des États de l'Église, en dépit des prétentions des Carolingiens). — *H. ULMANN*. L'empereur Frédéric III et la question de l'élection au trône en 1481-1486 (soutient contre Bachmann que jusqu'en 1485 Frédéric III s'opposa à l'élection de Maximilien comme roi des Romains). — *SIMONSFELD*. Sur l'histoire de Venise (examen approfondi de l'important livre de *Lenel*, « Die Entstehung der Vorherrschaft Venedigs an der Adria, » qui fait remonter cette domination seulement au XII^e et au XIII^e s. Maintient contre *Lenel* l'importance de la date de 1172 pour la réforme de l'élection ducale; admet avec lui que les *Sapientes* du XII^e s. sont l'origine du Grand Conseil). — *BAILLET*. Sur l'année 1809 (publie des lettres de la reine Louise aux impératrices russes, qui montrent la position embarrassée et désespérée du roi, un rapport de Heerdt au prince d'Orange sur le même sujet, enfin deux fragments de lettres de Champagny à Saint-Marsan sur les ménagements à garder envers la Prusse). — *FESTER*. Les entretiens de Bismarck avec Napoléon III en avril 1857 (le passage des Mémoires relatif à ces entretiens complète, mais ne contredit pas les lettres à Manteuffel et à Gerlach, écrites au moment même). — *Comptes-rendus* : *Pahlmann*. Sokrates u. sein Volk (combat le paradoxe qui justifie au nom des intérêts de l'État les ennemis de Socrate). — *Goldstein*. Urchristenthum u. Sozialdemokratie (ridicule). — *L. Felix*. Der Einfluss von Staat im Recht auf die Entwicklung des Eigenthums. Das Mittelalter (forme le premier fascicule de la seconde moitié de la quatrième partie d'un ouvrage aussi érudit que confus sur l'histoire de la propriété). — *Zycha*. Das Recht des ältesten deutschen Bergbaues bis in's 13. Jahrh. (sur le droit régalien sur les mines). — *A. Franz*. Der Magister Nikolaus Magni de Janov (peu utile). — *Mentz*. J. Philipp v. Schöenborn, Kurfürst v. Mainz; 2^e part. (bon). — *Briefwechsel Friedrich's des Grossen mit Grumbkow u. Maupertuis, 1731-1759*, hrgb. von *R. Koser* (cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4). — *R. Schmitt*. Prinz Heinrich v. Preussen als Feldherr im Siebenjährigen Kriege, II, 1760-1762. — *Th. Ludwig*. Die deutschen Reichstende im Elsass u. der Ausbruch der Revolutions-Kriege (important). — *H. v. Zwiedineck-Südenhorst*. Deutsche Geschichte von der Auflösung des alten bis zur Errichtung des neuen Kaiserreiches, 1806-1871; t. I : de 1806 à 1815 (d'une gallophobie ridicule, a négligé les sources manuscrites, livre néanmoins intéressant). — *Th. Ludwig*. Der badische Bauer im 18. Jahrh. (important). — *Urkundenbuch der Stadt Esslingen I*. bearb. von *A. Diehl* u. *S. Pfaff*. — *Rassler*. Kaiserin Mathilde, Mutter Heinrich's v. Anjou u. das Zeitalter der Anarchie in England (bon). — *Plehn*. Der politische Charakter des Mathæus Parisiensis (important pour l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre). — *Sir*

Robert Peel from his private papers, ed. by *Ch. St. Parker*; t. II-III. — *Wirth. Gesch. Formosas bis Anfang 1898* (cf. *Hist. Viertelj.*, II, 4).

46. — Historisches Jahrbuch. 1900. Bd. XXI, Heft 2-3. — *Le P. DUNIN-BORKOWSKI.* Études sur les plus anciens ouvrages relatifs aux origines de l'épiscopat (1^o restes de traditions historiques dans l'exégèse du temps des Pères de l'Église; 2^o des plus anciens recueils de canons et de décrétales; 3^o les premières études patristiques : Cassiodore, Isidore, Sédulius, Raban Maur, etc.; 4^o décadence et renaissance avant l'apogée de la scolastique). — *FREISEN.* Les cérémonies du baptême en Schleswig-Holstein, depuis l'introduction de la Réforme jusqu'à nos jours. — *Jos. SCHNITZER.* Savonarole au lit de mort de Lorenzo de Médicis, 1492 (il faut s'en tenir au récit de Politien). — *Le P. B. DUNR.* Faits nouveaux et nouvelles lettres sur la vie du P. Frédéric Spe, 1591-1635 (auteur d'un ouvrage remarquable sur les procès de sorcellerie intitulé « *Cautio criminalis seu de processibus contra sagas* »). — *Hans SCHORER.* Le traité de commerce anglo-français de 1713 (importance économique et politique de ce traité, dont les dispositions passèrent en grande partie dans le traité de 1786). — *MANDONNET.* Notes et documents pour servir à l'histoire du cardinal Giovanni Dominici et sur son ambassade à Florence, de décembre 1406 à janvier 1487). — *Jos. SCHLECHT.* La seconde comédie de Pirkheimer contre Eck. — *G. BUSCHBELL.* Les pseudonymes énumérés dans les *Monumenta Tridentina* de Druffel-Brandi; avec des indications sur les familles Cervini, Bellarmin, Benci et Tarugi. = Comptes-rendus critiques : *W. Martens.* Beleuchtung der neuesten Kontroversen über die römische Frage unter Pippin und Karl dem Grossen (excellent). — *Eigenbrodt.* Lampert von Hersfeld (deux brochures tendant à réhabiliter l'auteur prétendu de la vie de Henri IV; l'auteur n'y a pas réussi). — *G. Beckmann.* Deutsche Reichstagsakten; vol. XI : 1433-1435.

47. — Hermes. Bd. XXXV, 1900, Heft 3. — *Th. MOMMSEN.* Praetorium (cette expression désigne exactement le terrain réservé au général en chef. En fait, on ne saurait dire jusqu'à quel point nous sommes autorisés à transporter aux petits et très petits camps permanents les expressions que la langue militaire des Romains employait pour désigner les autres). — *Id.* Légionnaires égyptiens (commente les « *brevia* » qui ont été trouvés en Égypte et publiés par J. Nicole et Ch. Morel). — *Ben. NIESE.* Critique des deux livres des Machabées, avec des notes pour servir à l'histoire du soulèvement de ceux-ci; 2^e art. (le livre I est composé de deux parties inégales; la tradition s'y trouve fortement influencée par des tendances nationales et pédantesques. L'auteur est un ami de la dynastie sacerdotale des Hasmonéens et un ferme partisan de la Loi. On doit le soupçonner d'avoir à dessein passé sous silence, modifié, ajouté beaucoup de choses. Ses phrases sont en beaucoup de points étroitement apparentées avec le second livre, mais en même temps plus savantes et plus solides. La première cam-

pagne. Guerres de Judas contre les peuples voisins. Les documents cités dans le second livre et les négociations pour la paix. La liste des rois de Syrie dans Eusèbe et l'année de la mort d'Antiochus IV; récits sur la mort d'Antiochus. Renversement de Nicanor. Alliance des Romains avec Judas Machabée. Les campagnes égyptiennes d'Antiochus Épiphane. Sources et chronologie du livre I; fin de ce livre. Le récit de Josèphe; a-t-il connu le livre II? — A. STEIN. De l'année où mourut le préfet des gardes Perennis (en 185 ap. J.-C. et non, comme le prétend E.-W. Strootmann, en 186. La vraie date est prouvée par des inscriptions).

48. — Jahrbuch des k. d. archæologischen Instituts. Bd. XV, 1900, Heft 1. — Hans LUCAS. Les bas-reliefs de la basilique de Neptune à Rome (ces restes, très dispersés, ont été réunis sur le papier. Ils ne sont pas sans importance au point de vue historique, car les hauts-reliefs représentent les provinces de l'empire romain et les bas-reliefs représentent les armes ou trophées des peuples soumis par les Romains. Les interprétations restent toujours incertaines dans le détail). — S. WIDE. Vases géométriques de la Grèce; fin. — Chr. HUELSEN. Les fouilles récentes au forum romain. — G. WOLFF. Les devoirs qui s'imposeront aux sociétés savantes de l'Allemagne occidentale après la dissolution de la Commission du Limes. — CONZE. Remarques sur l'organisation des études concernant les époques romaine, germanique et préhistorique. = Heft 2. E. BETHE. Les théâtres grecs et leurs décorations. — F. WINTER. Études sur le plus ancien art grec; 2^e art. — E. PERNICE. Vases géométriques avec la représentation d'un navire (récemment acquis par le British Museum. Importants pour la question de l'organisation des navires à cette époque). — A. SCHULTEN. Nouveautés archéologiques de l'Afrique septentrionale : Tunis et Algérie. — Rapport sur les travaux de la Commission du Limes en 1899.

49. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1900, juin. — W. S. Ferguson. The athenian archons of the third and second centuries before Christ (long et important article critique, avec additions et corrections, par J.-E. Kirchner). = Juillet. *Ehses*. Nuntiatrberichte aus Deutschland, 1584-1590 (important). — O. Kern. Die Inschriften von Magnesia am Maeander (excellent recueil qui permet de faire renaitre tout un petit canton de la vie hellénique). = Août. Niese. Geschichte der griechischen und makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Charonea; 2^e partie : 281-188 (remarquable. Beaucoup d'érudition et d'impartialité; il s'éloigne aussi bien de Droysen, qui exaltait le rôle des princes dans l'histoire, que de Holm, qui les avait en horreur). — H. Zeller-Werdmüller. Die Zürcher Stadtbücher des xiv u. xv Jahrhunderts (important).

50. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde. Bd. XXVI, Heft 1. — Albert WERMINGHOFF. Voyage en France et en Belgique au printemps de 1899 (publie plu-

sieurs documents relatifs aux rapports politiques entre l'Allemagne et la France sous Albert I^{er}, plus quelques textes concernant le couronnement des rois). — ÉM. SECKEL. Étude sur Benoît le Lévitte. 1^{er} art. (Benoît et le concile de Nantes, c'est à Régimont que Surius doit les canons de ce concile; la source de Régimont est fournie par les « Capitula presbyteris data anno 852 » d'Hincmar et par le « Capitulare alterum » de Théodulf, évêque d'Orléans. Publie en appendice le texte des chapitres du Capitulaire de Théodulf tels qu'ils ont passé dans Benoît et Régimont). — GEORG CARO. Étude critique sur les Annales Januenses II (la double rédaction du rapport concernant l'expédition génoise en Corse en 1289). — KARL ZEUMER. Histoire de la législation wisigothique; IV (le 4^e livre). — F. KURZE. La *Vita Caroli* d'Einhard et les *Annales Einhardi* (encore une fois, Bernheim n'apporte pas la moindre preuve à l'appui de cette thèse que le remaniement des Annales impériales, ou *Annales Einhardi*, ait déjà été utilisé dans la *Vita Caroli* d'Einhard). — A. TILLE. Une charte inédite du comte palatin Hermann I^{er} de Lorraine. — L. TRAUBE. Sur la *Messiad* d'Eupolemius. — O. HÖLDER-EGGER. Sur la *Vita Henrici IV imperatoris* (Giesebrecht avait vu juste en supposant que l'auteur de cette chronique était l'évêque de Wurzburg Erlung; il l'écrivit aussitôt après la mort de l'empereur, avant d'avoir été rappelé à l'évêché de Wurzburg, fin 1106). — O. HÖLDER-EGGER. La *Vita Ludovici VI regis* de Suger (A. Molinier s'est trompé quand il dit que Suger a remanié la *Vita Ludovici* vers la fin de sa vie et qu'il a laissé ce travail inachevé. La compilation conservée dans le ms. de Saint-Denis, désigné dans l'édition par la lettre F, est passablement postérieure. La *Vita* de Suger en est la source principale, mais non unique; on y remarque p. ex. des emprunts à Geoffroi de Viterbe. O.-E. ne paraît pas avoir connu l'article de Fr. Delaborde sur le même sujet). — KARL ZIMMERT. Le chancelier de l'empire Gottfried, évêque de Wurzburg, auteur de l'*Epistola de morte Friderici imperatoris* (cet auteur avait été jusqu'ici tenu pour anonyme). — J. BERNICOLI. Un diplôme inédit de Frédéric II pour l'église de S. Giovanni Evangelista de Ravenne, avril 1226. — W. ERNST. Le rapport du « *Vetus auctor* » *De beneficiis* avec la partie du *Sachsenspiegel* relative au droit féodal (le *De beneficiis* n'est qu'un remaniement en latin, parfois une traduction littérale, du texte allemand du Miroir de Saxe, non du texte original, mais d'un texte dérivé). — H. OTTO. Les formulaires de la chancellerie de Rodolphe de Habsbourg. — L. TRAUBE. Notes de paléographie (retrace l'histoire et l'emploi de quelques abréviations). — H. BRESSLAU. Le *Chronicon Wirzburgense* et Hermann de Reichenau (contre les hypothèses fausses et contradictoires de Dieterich).

51. — Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum, Geschichte und deutsche Litteratur. Jahrg. III, 1900, Heft 2. — C. SCHUCHHARDT. La Germanie à l'époque romaine dans le nord-ouest de l'Allemagne (1^{er} ponts sur les marais; ils sont de très ancienne fabrication indigène; pour un petit nombre seulement, on peut indiquer une ori-

gine romaine; 2^o la construction du *Limes* romain rappelle de même, en grande partie, une idée germanique; 3^o châteaux et forteresses. Beaucoup d'entre eux, qu'on a longtemps crus romains, sont carolingiens. On ne devrait jamais négliger l'étude des ruines germaniques en même temps que les romaines. Romains et Germains ont exercé les uns sur les autres une influence réciproque). — Alfred VIERKANDT. Comment travaillent les peuples primitifs (d'après l'ouvrage de K. Bücher, *Arbeit und Rhythmus*, 2^e éd. Bücher s'imagine à tort que la poésie et la musique ont leur origine dans le rythme associé au travail). = Heft 3. Siegfried RIETSCHEL. L'histoire du droit allemand de Richard Schröder (3^e éd., 1898). = Heft 4. Paul WENDLAND. L'Histoire de l'Académie des sciences par Harnack. — Fr. KOEPP. Le bas-relief historique romain à l'époque impériale. — Fr. KEUTGEN. Origine des institutions municipales en Allemagne (état actuel de la question. Il s'agit maintenant de dégager le caractère constitutif de ces institutions. Un des résultats les plus récents auxquels on ait atteint jusqu'ici a été de distinguer nettement entre l'organisation des tribunaux urbains et celle du Conseil municipal; c'est à von Below que revient le mérite d'avoir poussé les études dans cette direction). = Heft 5. Léopold COHN. L. Cincius Alimentus et la critique historique (proteste contre l'hypercritique de Mommsen qui a voulu biffer de la littérature l'historien romain le plus ancien après Fabius; les écrits qu'on lui attribue n'ont pas été supposés). — Ad. BACHMANN. L'organisation administrative de l'empereur Maximilien; 1^{er} art. (en Tirol et en Autriche, 1490-1493).

52. — Rheinisches Museum für Philologie. Bd. LV, 1900, Heft 3. — Ad. AUSFELD. Pour servir à la topographie d'Alexandrie et passage du *Pseudokallisthène*, I, 31-33 (complète les recherches de Lumbroso. 36 p.). — H. SWOBODA. Pour servir à l'histoire d'Épaminondas (Épaminondas et ses collègues ont été mis en accusation, non pour avoir revêtu la « boiotarchie » au delà du délai légal, mais pour avoir excédé arbitrairement les obligations que leur avait imposées le décret du peuple. Ce sont des panégyristes qui ont glorifié d'une façon partielle Épaminondas et répandu d'injustes soupçons sur le parti de la paix).

53. — Zeitschrift für Assyriologie. Bd. XIV, 1900, Heft 3-4. — R. GOTTHEIL. Une légende chrétienne de Bahira (traduction de textes syriaques; texte arabe). — H. ZIMMERN. Nouveaux fragments du mythe d'Atrahasis (pour servir à l'épigraphie et à la mythologie babyloniennes, d'après la tablette de Londres K 3399). — M. HARTMANN. Petites contributions (sur des noms de lieu syriaques). — C.-F. LEHMANN. Extrait d'une lettre adressée à C. Bezold (sur la métrologie et la chronologie babyloniennes). — W.-Hayes WARD. Extrait d'une lettre adressée à C. Bezold (sceaux cylindriques de Babylone avec représentation mythologique).

54. — Archiv für Literatur-und Kirchengeschichte des Mit-

telalters. Bd. VII, Heft 3-4 (Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1900). — Le P. EHRLÉ. Le cardinal Pierre de Foix l'Ancien; les actes de sa légation en Aragon et son testament, 3 août 1464 (avec une longue biographie du cardinal). — Id. Les écrits ecclésiastiques de Pierre de Luna, ou Benoit XIII (1° « Tractatus de concilio generali; » 2° « Tractatus de novo subscismate; » 3° « Replicatio contra libellum factum contra tractatum precedentem *Quia nonnulli*; » 4° « Allegationes pro papa et contra rebellantes, per quemdam venerabilem doctorem; » 5° « Tractatus de principali scismate »). — Id. Extraits des actes du concile de Perpignan, 1408; fin (depuis le retour de la France sous l'obédience de Pierre de Luna jusqu'aux négociations avec Grégoire XII, 1403-1406; négociations avec ce pape concernant le traité de Marseille, déc. 1406 à nov. 1407; depuis la rupture du traité de Marseille jusqu'à la fuite de Pierre de Luna en Aragon; ce que devient ensuite le concile de Perpignan jusqu'au 5 déc. 1408). — Additions: les plus anciens actes consistoriaux, connus jusqu'ici, du collège des cardinaux, 1409-1433; deux nouvelles copies des « Acta legationis » du cardinal de Foix (elles sont au Vatican).

55. — Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. 3^e Folge, Bd. XX, 1900, Heft 1. — G. VON BELOW. Le grand et le petit commerce (étudie comment s'est développée la classe particulière des gros commerçants. 1° Le grand commerce forcé; le moyen âge avait une médiocre tendance à se limiter au commerce en gros; 2° les grandes sociétés de commerce; des monopoles existaient déjà en Allemagne avant le milieu du x^v^e s.; 3° les guildes des marchands; 4° les guildes des marchands s'adonnant au commerce maritime; 5° dans quelles mains reposait le grand commerce? 6° qui possédait les vaisseaux? Résultat: le moyen âge ne connaît pas une classe de gros marchands; c'est le petit commerçant qui fait accessoirement le grand commerce. Au xiv^e s., un changement s'opère, et au x^v^e s. on voit se développer une classe de gros commerçants. Cette classe manque au moyen âge: 1° à cause de la pénurie du capital et des difficultés des relations commerciales; 2° parce que la politique sociale et économique des villes était hostile à la formation de cette classe).

56. — Deutsche Rundschau. 1900, juill. — Alfred STERN. Lettres de Blücher en 1809 (adressées pour la plupart à son fils, qui était alors à Londres). — J.-T. VON ECKARDT. Tentatives de réformes dans l'Islam pendant les cent dernières années. — E. VON DOBSCHUETZ. La connaissance de la Bible dans les temps qui ont précédé la Réforme. — W. DILTHEY. L'Académie de Berlin; son passé; devoirs qui lui incombent dans l'avenir. — Sept. PAUL BAILLEU. La Prusse et la Russie dans le premier quart du xix^e s. (fragment de la préface au volume, qui paraîtra très prochainement, de la Correspondance du roi Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise avec le tsar Alexandre I^{er}). — Oct. Berlin en octobre et novembre 1806; notes journalières prises par un

diplomate (ce diplomate était un émigré français, François Gabriel, chevalier de Malte, et plus tard comte de Bray, qui, en 1806, était ambassadeur de Bavière à Berlin).

57. — Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland. Bd. CXXXVI, Heft 4. — Le meurtre des plénipotentiaires français à Rastadt (à propos des ouvrages récents d'O. Christe et du baron de Helfert; ce dernier aurait définitivement résolu l'énigme). — LAUCHERT. Le *Menologion* de Maltzew (brève analyse de l'ouvrage composé par le prévôt de l'église de l'ambassade russe à Berlin, Alexis de Maltzew; le tome I, qui vient de paraître et qui est un gros volume de plus de 1,100 pages, se rapporte aux premiers mois de l'année liturgique, du 1^{er} sept. à la fin de janv. L'auteur note jour par jour les fêtes qu'on y célèbre, avec des notes biographiques sur les saints qu'on y honore, l'importance des fêtes et l'époque de leur institution, les chants et lectures liturgiques; la plus grande place est réservée au service divin lors des fêtes de Noël et de l'Épiphanie. L'ouvrage a paru en même temps en allemand et en slave).

58. — Mittheilungen des historischen Vereins der Pfalz. Bd. XXIV, 1900. — Jos. BAËR. La principauté de Spire de 1635 à 1652. — K. HEINTZ. L'église du château de Meisenheim-am-Glau et ses monuments (pour servir à l'histoire de la maison de Deux-Ponts).

59. — Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst. Jahrg. XIX, 1900, Heft 2. — F. RACHFAHL. La séparation des Pays-Bas de l'empire d'Allemagne (le moment décisif de cette séparation est le traité d'Augsbourg, 1548, entre Charles-Quint et les États de l'empire concernant les Pays-Bas. Rachfahl cite en l'approuvant une remarque de Granvelle le Jeune : « Il est absolument certain que ce traité a été conclu afin d'écarter toutes les prétentions que les États pouvaient élever à la souveraineté dans les Pays-Bas. » La séparation formelle des Pays-Bas s'opéra seulement au XVII^e s., lorsqu'en 1653 les États de l'empire accordèrent aux États Généraux le titre de « Hochmögende Herren; » l'empereur les suivit seulement en 1710. C'est la politique territoriale et le particularisme qui ont coupé ce membre de l'empire). — K. BRANDI. Les faux d'Osnabrück (à propos de la publication des chartes impériales et royales d'Osnabrück par Fr. Jostes. Münster-i-W., 1899. Que ces chartes soient fausses, personne n'en peut douter; on peut en tirer cependant beaucoup de renseignements historiques : 1^o critique de ces chartes; 2^o le différend au sujet de la dime entre l'évêché d'Osnabrück et les monastères de Corvey et de Herford, considéré comme l'origine des faux; 3^o fondation de l'évêché d'Osnabrück; 4^o l'édit pour les forêts et la plus ancienne frontière de l'évêché). — H. FORST. La prétendue donation d'églises rhénanes à l'évêché d'Osnabrück par le roi Arnulf (elle est fort douteuse; elle doit avoir été imaginée entre 991 et 993 à l'occasion du procès entre l'évêque Lutolf et Corvey). — H. WALLAU. Les fac-similés des inscriptions sur

pierre du musée de Mayence (recommande de faire une nouvelle tentative).

60. — Württembergische Franken. N. F. VII, 1900. Beilage zu den Württembergischen Viertelsjahrsheften für Landesgeschichte. — GMELIN. Hall au siècle de la Réforme (additions par l'auteur à son Histoire de la ville de Hall). — K. SCHNITZER. Les émigrants de Salzbourg en Franconie.

61. — Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte. Neue Folge, Jahrg. VIII, 1899, Heft 1-2. — Karl BOHNENBERGER. Noms de lieux romains dans l'Allemagne du Sud, en particulier en Wurtemberg (liste des noms de lieux qui se laissent ramener sans hésitation à des noms classiques). — STÄLIN. Contributions à l'histoire de la guerre de Trente ans (1^{re} additions aux donations suédoises et impériales concernant des parties du royaume de Wurtemberg et des membres de familles qui lui appartiennent; 2^o dommages subis par le Wurtemberg pendant la guerre; 3^o mort de Magnus, duc de Wurtemberg, à la bataille de Wimpffen, 1622; 4^o rapports de la Souabe et du Wurtemberg avec Wallenstein). — Émile KRUEGER. Origines de la maison de Wurtemberg; 259 p.; fin dans Heft 3-4 (chap. 2-3 de l'ouvrage intitulé : *Der Ursprung des Welfen Hauses und seine Verzweigung in Süddeutschland*, qui vient de paraître chez Z. Zwissler à Wolfenbüttel). — V. ERNST. Tentative de l'empereur Charles-Quint pour réformer la ligue souabe auprès du palatin Albert, 1522. — Heft 3-4. G. BOSSERT. Le voyage des théologiens wurtembergeois en France à l'automne de 1561 (étude critique sur cette mission que le duc Christophe envoya en France à la demande d'Antoine de Navarre pour donner des renseignements authentiques sur la Confession d'Augsbourg. Détails curieux sur le voyage, les préparatifs, les moyens employés, les prix. Différence entre les prix et le bien-être en France et en Allemagne). — Th. SCHOEN. Ouvrages concernant l'histoire du Wurtemberg, qui ont été publiés en 1898, avec additions pour l'année 1896.

62. — Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte und Alterthumskunde. Jahrg. XXXIII, 1900, 1^{re} Hälfte. — W. RIMPAU. M^{me} de Branconi (1751-1793; honorée par Goethe comme étant « die schöne Frau. » Monographie détaillée, riche en renseignements pour l'histoire des idées et des mœurs au XVIII^e siècle).

63. — Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. N. F. Bd. XV, 1900, Heft 3. — Hermann BLOCH et Werner WITTICH. Les « jura curiae » à Münchweiler (publie un coutumier, récemment découvert et très intéressant au point de vue économique, du « Dinghof » monastique de Münchweiler. Il appartient au XII^e s. et non, comme le prétend Gothein, qui l'a découvert, au X^e). — G.-C. KNOD. Étudiants hautrhinois à l'Université de Padoue, XVI^e et XVII^e s.; suite. — Ernst HAUVILLER. Alsatica; notes tirées des archives et bibliothèques de Paris et de Rome pour servir à l'histoire du XVII^e et du

xviii^e s. — H. HAUPT. Jean de Drændorf jugé par l'Inquisition à Heidelbergl, 1425 (d'après le texte du jugement, qui a été récemment découvert). — Albert SCHREIBER. Les causes de la guerre de Gœtz de Berlichingen avec l'archevêché de Mayence (publie neuf lettres inédites de Gœtz).

64. — *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*. Bd. XXI, Heft 3, 1900. — Anton MELL. Le « comitatus Liupoldi » et sa division en « Landgerichte. » Texte et carte pour servir à l'atlas historique des régions alpestres de l'Autriche. — Ladislav KLICMAN. Le procès intenté contre Jérôme de Prague à Vienne en 1410-1412 (analyse les pièces d'un procès intenté contre Jérôme de Prague par l'Université de Vienne devant l'officialité de Passau). — Moritz BROSCHE. Don Juan d'Autriche dans les Pays-Bas. — J. LOSERTH. Étude critique sur la chronique de Rosolenz; pour servir à l'historiographie de la contre-Réforme dans l'Autriche intérieure (signale un grand nombre d'erreurs et d'imputations fausses dans cette chronique, qui est une des sources des *Annales Fernandei* de Khevenhiller). — A. SCHOENBACH. La chronique rimée de Styrie sur le serment d'hommage prêté par le duc en Carinthie. — G. HANAUER. Documents pour servir à porter un jugement sur les lettres de Pierre de la Vigne; manuscrits et imprimés. — F. GUGLIA. Craynensis-Tranensis? (dans les listes des personnes qui prirent part au V^e concile de Latran, faut-il corriger le mot *Craynensis*, que porte le texte officiel de 1521, en *Tranensis*? Non, car il s'agit ici de Jérémie, archevêque de Carniole de 1513 à 1517). — Comptes-rendus : *Dieterich*. Die Geschichtsquellen des Klosters Reichenau bis zur Mitte des elften Jahrhunderts (très consciencieux, mais beaucoup d'hypothèses insuffisamment justifiées). — *Heydenreich*. Das älteste Fuldaer Cartular im Staatsarchiv zu Marburg (excellent). — Sujets d'histoire traités dans les programmes des classes moyennes en Autriche pour 1899.

65. — *Zeitschrift des deutschen Vereines für die Geschichte Mährens und Schlesiens*. Jahrg. IV, 1900, Heft 1-2. — Franz von KRONES. Les sources narratives de l'histoire de la Moravie au x^v^e s. (analyse et caractérise les annales, chroniques et histoires qui ont déjà été publiées. 105 p.). — A. BACHMANN. Sur les sources de la plus ancienne histoire de la Bohême (1^o l'abbé Gerlach de Mülhausen et son œuvre; 2^o la seconde continuation de Cosmas, 1140-1196). — Jul. WISNAR. Études sur la connaissance des noms de lieux (concernant le district de Nikolsburg). — Karl LECHNER. Additions au *Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae* (publie vingt-neuf chartes provenant des archives archiépiscopales de Kremsier).

66. — *Zeitschrift des Ferdinandeums für Tirol und Vorarlberg*. Dritte Folge, 1899, Heft 43. — Jos. FISCHER. L'accord principal concernant l'héritage des fils de Ferdinand II de Tirol et de Philippine

Welser, 28 mai 1578 (important pour le droit impérial). — Aug. UNTERFORSCHER. Les noms du Kalserthal (dans le massif du Gross-Glockner). Les nombreux noms de lieux rhéto-romains prouvent que les Romains se sont longtemps maintenus dans cette région. Après le renversement des Romains, les Germains s'y installèrent en maîtres; l'établissement slave n'a été qu'un épisode). — MAYR-ALDWANG. Généalogie des comtes de Tirol.

67. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. Comptes-rendus des séances de l'année 1900, juin. — Fr. BUJAK. Calimaque et les notions qu'on avait en Pologne sur l'empire ottoman au commencement du xvi^e s. (Calimaque était un humaniste, contemporain par exemple d'Énéas Silvius, et, à côté de celui-ci, il tient une place honorable parmi ces savants animés de l'esprit nouveau pour qui le sol, les mœurs, les institutions sociales ne méritent pas moins d'attirer l'observation des savants que les événements de l'histoire politique. Il fut un des premiers à associer étroitement dans ses recherches la géographie et l'histoire).

68. — The Athenæum. 1900, 11 août. — Eva Scott. Rupert, prince palatin (estimable). — Edward S. Prior. A history of gothic art in England (intéressant, mais beaucoup de parti pris; l'auteur, par exemple, refuse d'admettre que l'architecture gothique de l'Angleterre ait une origine continentale). — 18 août. W. O'Connor Morris. The campaign of 1815 (très intéressant). — H. Fishwick. The history of the parish of Preston (bon). — A. Leigh. University of Cambridge. College histories : King's college (très intéressant). — N. Brooks. Henry Knox; a soldier of the Revolution (bonne biographie d'un des meilleurs lieutenants de Washington). — Acts of the privy Council; vol. XX-XXI, 1590-1591. — 25 août. J. Latimer. The annals of Bristol in the xviith century (bon; renseignements intéressants sur un contemporain et émule de Titus Oates, William Bedloe, dont les inventions mensongères firent verser beaucoup de sang). — J.-B. Bury. A history of Greece to the death of Alexander the Great (excellent exposé). — 1^{er} sept. A. Lang. Prince Charles-Édouard (texte excellent et très belles illustrations). — Pixley. A history of the baronetage (le titre de baronet fut créé en 1611; l'auteur fait bien connaître les privilèges conférés à cette catégorie nouvelle de dignités héréditaires et surtout les documents qui l'intéressent). — G. E. C. Complete baronetage; vol. I (ce premier volume énumère tous les baronets créés par Jacques I^{er}). — J. H. Matthews. Cardiff records; being materials for a history of the county borough from the earliest times; vol. II (recherches étendues et résultats utiles; mais on nous donne seulement la traduction et non l'original latin des actes). — J. N. Falkner. A history of Oxfordshire (intéressant). — Sharpe. Calendar of the letters books of the city of London; vol. II, 1275-1312. — 8 sept. Isaac

Sharpless. A history of Quaker government in Pennsylvania (simple, attachant et instructif). — *A. O. Meyer*. Die englische Diplomatie in Deutschland zur Zeit Eduards VI and Mariens (bonne dissertation). = 15 sept. *Newberry et Crum*. The Amherst papyri at Didlington Hall, Norfolk (très important pour les études égyptologiques). — *Maurice Cockle*. A bibliography of english military books down to 1642, and of contemporary foreign works (remarquable). — *J. Hastings*. A dictionary of the Bible; vol. III (important). — Les abrégés du Domesday Book (on désigne par ce nom trois manuscrits qui dérivent probablement d'un original commun, original qui, à son tour, paraît supposer l'existence de documents plus anciens peut-être que le Domesday lui-même, par exemple des rôles de « hides » qu'auraient utilisés les compilateurs du Domesday et qui auraient continué d'être en usage au XII^e siècle et même au XIII^e). = 22 sept. Records of the borough of Nottingham; vol. V, 1625-1702. — La date du concile de Hertford (longue note d'Ancombe sur l'espèce d'indiction suivie par Bède et sur le jour où commençait cette indiction. Conclusion : les anciens annalistes anglais employaient le système de l'indiction qui commençait pour les uns le 1^{er} septembre, c'est l'indiction grecque; pour les autres, le 24 septembre, c'est l'indiction de Césarée. Bède emploie cette dernière et place en réalité le concile de Hertford en 672, non en 673). = 29 sept. Calendar of State papers relating to Ireland of the reign of Elizabeth, april 1599-february 1600.

69. — The contemporary Review. 1900, septembre. — LARMINIE. Le dessin de l'histoire universelle (des forces de groupement qui ont opéré pour rapprocher et guider les peuples; influence exercée par les grandes races, aujourd'hui en particulier par la race anglo-saxonne).

70. — The Nineteenth century. 1900, septembre. Sir Herbert MAXWELL. Nos alliés à Waterloo (rend la justice qui est due aux alliés qui aidèrent Wellington à remporter la victoire, non seulement aux Prussiens, mais encore aux troupes néerlandaises et en particulier à la division de Chassé). = Octobre. George C. BRODRICK. Une nation d'amateurs (le peuple de la Grande-Bretagne ne mérite plus de partager avec les Hollandais la qualification de « peuple de boutiquiers; » c'est bien lui qui est par excellence une « nation d'amateurs »). — C. OMAN. Les Belges et les Hollandais à la bataille de Waterloo (réplique à l'article ci-dessus mentionné de sir Herbert; montre que sir Herbert a commis plusieurs grosses inexactitudes et que ces alliés ont fait triste figure auprès des Anglais le jour de la bataille).

71. — R. Accademia dei Lincei. 5^e série : Classe des sciences morales, historiques et philologiques. *Atti*. Vol. VI, 1^{re} partie : *Memorie*. 1898. — Dr Arturo SEGRE. L'œuvre politique et militaire d'Andrea Provana di Leyni dans l'État de Savoie de 1553 à 1559 (biographie très documentée du principal ministre d'Emmanuel-Philibert; en appendice : une note sur une prétendue apparition des Turcs dans les mers

de Provence en 1557 et des documents inédits). — Giacomo LUMBROSO. L'Expositio totius mundi et gentium (traité de géographie antique écrit en latin d'après un original traité de géographie grec; il date du IV^e s. et est anonyme. Texte de ce traité, accompagné d'un très copieux commentaire. Il ne se rapporte qu'au monde oriental). — Michele ROSI. Histoire des rapports entre la République de Gènes et l'Église romaine, considérés surtout en ce qui concerne la Réforme religieuse. = *Atti*, 2^e partie : *Notizie degli Scavi*, de juin 1898 à mai 1900. = *Rendiconti*, T. VII, 1898, fasc. 12. Albino NAGY. Une version syriaque inédite des *Analytiques* d'Aristote. = Vol. VIII, 1899, fasc. 1-2. C. CIPOLLA. Statuts véronais des XIII^e et XIV^e s. concernant la « Saltaria » (les « saltarii » étaient des magistrats chargés de régler certains différends concernant la culture et la récolte dans les vignes, prés, vergers, bois, marais, etc. En appendice, deux textes concernant ces mêmes magistrats à Reggio Emilia). — G. GATTI et D. COMPARETTI. Des récentes découvertes faites sur le forum romain. — C. SALVINI. De la villa où aurait séjourné saint Augustin en Lombardie (recherches sur la forme du mot *Cassiciaco*, mentionné par saint Augustin dans ses *Confessions*, livre IX, ch. III). — F. GABOTTO. Documents nouveaux sur le mariage d'Isabelle de France avec Jean-Galéas Visconti. = Fasc. 3-4. G. GHIRARDINI. Sur un nouveau groupe de tombes de la nécropole d'Este, trouvées en 1895-1898. — Id. D'un sépulcre primitif découvert à Gènes (montre l'influence grecque en Ligurie dès le V^e siècle). — G. MONTICOLO. Le pacte de mai 1122 (?) juré par le doge Domenico Michiel à la communauté de Bari (étudie les quatre rédactions qui nous sont restées de ce document, dont l'original est perdu, et établit les rapports qu'elles ont entre elles). = Fasc. 5-6. O. MONTELIUS. Rome avant Romulus et Rémus (communication de 12 lignes : « Je suis parfaitement sûr qu'on ne doit pas faire remonter la première fondation de Rome au VIII^e s., mais au XII^e au moins »). — C. ROSSINI. Notes pour servir à l'histoire littéraire de l'Abyssinie. — GIOV. PATRONI. D'une nouvelle orientation de l'archéologie dans le plus récent mouvement scientifique. — C. GIAMBELLI. Note critique et historique sur les *Ictimuli* (ce peuple, dont le nom a été restitué dans un passage de Tite-Live, XXI, 45, 3, formait une des six tribus « Tauriscæ gentis », qui habitait originellement le val d'Anzasca, dans l'Ossola; le nom s'en conserve encore dans ceux de Cima Mulera, monte di Mulera). = Fasc. 7-8. E. TEZA. De quelques écrits composés par le P. Dubois et le P. Beschi, missionnaires en Inde. — F. TOCCO. Le procès des Guillemites (publie le texte d'un procès d'hérésie qui fut intenté à Milan en 1300 « contra Guillelmam Bohemam, vulgo Gulielminam, ejusque sectam »); suite dans le fasc. 9-10. = Fasc. 11-12. Giacomo LUMBROSO. Les Tessonns à inscriptions grecques provenant d'Égypte et de Nubie et l'ouvrage de Wilcken. — Gh. GHIRARDINI. Les dernières découvertes faites sur le territoire de Volterra, 1897-1899. — L. CECI. A quelles divinités se rapporte la *Lex sacra* du très ancien cippe du forum romain. — F. HALBHERR et L. FIGORINI.

Travaux exécutés en Crète par la mission archéologique italienne, du 9 juin au 9 nov. 1899. — L. CECI. Nouvelle contribution au commentaire de la plus ancienne inscription du forum romain. = Vol. IX, 1900, fasc. 1-2. GIAC. LUMBROSO. Les deux métropoles du monde dans les premiers siècles de l'Empire (Alexandrie et Rome, citées comme telles dans des inscriptions). — L. CECI. L'inscription du forum romain et les *Leges regiae*. — C. A. GARUFFI. La « curia Stratigoziale » de Messine, à propos de Guido Delle Colonne (cette cour était le tribunal présidé par le « stratego » ou baile de Messine; étudie l'organisation et la compétence de ce tribunal; quant à Guido, qui fut juge à Messine dans les dernières années de Frédéric II, sous Conrad, Manfred et Charles d'Anjou, rien ne prouve qu'il soit né à Messine). — L. CECI. Nouvelles observations sur la plus ancienne inscription du forum romain. — G. MONTICOLO. La constitution du doge Pietro Polani, févr. 1143, au sujet de la « processio scholarum » (cette constitution se rapporte aux transports par eaux; le mot *scola* signifie barque ou nacelle; la fête des barques rappelle peut-être une victoire remportée par les Vénitiens sur des pirates. Publie en appendice le texte de ce document). — A. SERGE. Notes sur le règne de Charles II de Savoie entre 1546 et 1550. = Fasc. 3-4. J. GUIDI. Le texte copte du testament d'Abraham. — G. F. GAMURINI. Le tombeau de Romulus et le Vulcanal au forum romain. — T. ASHBY. Terme, peut-être milliaire, découvert au XIII^e mille de la Via Praenestina. — J. GUIDI. Le testament d'Isaac et celui de Jacob; texte copte.

72. — **Archivio della r. Società romana di storia patria.** Vol. XXIII, fasc. 1-2. — ARNOLD DE BUCHELL. *Iter italicum* (publie le texte latin d'un journal de voyage en Italie, et en particulier à Rome, rédigé par Arnold de Buchell, hollandais, né à Utrecht en 1565 et mort dans cette même ville en 1645. Son voyage en Italie eut lieu de nov. 1587 à avril 1588. Le texte de sa relation est accompagné de onze dessins à la plume ou en couleur représentant des monuments de Rome; ils seront publiés avec le texte). — V. FEDERICI. Catalogue des actes de monastère de S. Silvestro in Capite; suite, 1227-1279. — G. TOMASSETTI. Sur la Campagne de Rome; suite (traite de la Via Portuense et de Porto). — P. FEDELE. Les chartes de Santa Maria Nova, 982-1200 (commence la publication de ces anciennes chartes, qui sont aujourd'hui sous la garde des Bénédictins de Monte-Oliveto. Elles intéressent la topographie et la situation économique de la ville de Rome). — F. POMETTI. Études sur le pontificat de Clément XI, 1700-1721; suite. — P. KEHR. Deux documents pontificaux relatifs à l'histoire de Rome dans les dernières années du XI^e siècle (le premier est une circulaire adressée aux évêques fidèles, par le pape Urbain et annonçant sa victoire; c'est le bulletin militaire du vainqueur, 1089; le second est une bulle de l'antipape Clément III, de 1099, après la mort d'Urbain II; les souscriptions nous donnent les noms de ceux qui formaient son collège cardinalice). — L. FUMI. Une lettre de l'évêque de Bayeux, ambassa-

deur de François I^{er} à Venise, au dataire Gian Matteo Giberti à Rome, 11 déc. 1526 (lettre véhémenté où le sac de Rome est prédit cinq mois à l'avance). — Bibliographie : *L. Fumi*. Eretici e ribelli nell' Umbria, 1320-1330 (travail intéressant et richement documenté sur la question de la pauvreté évangélique au xiv^e s.). — *Garuffi*. La curia stratigoziale di Messina a proposito di Guido delle Colonne (bonne étude critique sur la question de savoir où naquit Guido delle Colonne).

73. — Archivio storico lombardo. Anno XXVII, fasc. 27, 30 sept. 1900. — Marco MAGISTRETTI. Notitia cleri Mediolanensis, de anno 1398, circa ipsius immunitatem (cette Notice, dressée dans les intérêts du fisc, donne d'une façon très précise la division du territoire milanais et la situation financière de toutes les « pievi, » paroisses et chapelles du diocèse de Milan qui possédaient un revenu, sans tenir compte des fiefs ecclésiastiques, des hôpitaux, des monastères et des collégiales), 1^{er} article. — Gino FOGOLARI. Le musée Settala. Contribution à l'histoire de la civilisation à Milan au xvii^e s. — Diego SANT'AMBROGIO. Marbres et pierres de Milan à la villa Antona-Traversi de Desio. — F. NOVATI. Maître Jambolino de Crémone, traducteur de l'arabe, inconnu jusqu'ici (vivait environ pendant la première moitié du xiii^e s.). — F. E. COMANI. Usages de la chancellerie des Visconti (date de temps; lettres militaires; chartes de Regina della Scala, femme de Bernabò Visconti). — Bibliographie : *L. Astegiano*. Codice diplomatico Cremonese, 715-1333 (grande importance des chartes de Crémone; la publication présente ne répond pas à toutes les exigences de l'érudition). — *S. Manfredi*. L'insurrezione e il sacco di Pavia nel maggio 1796 (excellent).

74. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXV, fasc. 2. — G. ROMANO. Niccolò Spinelli da Giovinnazzo, diplomate du xiv^e s.; suite (correspondance d'Albornoz avec Spinelli et la légation de Naples, 1364-1366). — G. GUERRIERI. Les comtes normands de Lecce au xii^e s. (publie plusieurs documents intéressants à la fois pour l'histoire du comté de Lecce et pour la diplomatie pontificale). — G. GRIMALDI. Bernard Dovizi à la cour d'Alphonse II d'Aragon (Bernard fut envoyé par Pierre de Médicis pour complimenter le nouveau roi de Naples lors de son avènement en 1494; le roi essaya de mettre à profit cette occasion pour attirer les Florentins dans la ligue qu'il voulait former contre la France). — A part : le Diaire napolitain de 1799 à 1825; suite.

75. — Rivista storica italiana. Vol. V, fasc. 5. — *N. Cortellini*. Primi elementi di numismatica generale (résumé clair et méthodique). — *T. Massarini*. Cipro antica e moderna, e il generale Palma di Cesnola (résumé brillant, trop brillant même, de la civilisation chypriote dans l'antiquité). — *Cestaro*. Antichi nomi dei fiumi di Romagna (le Rubicon doit être identifié avec le ruisseau appelé aujourd'hui dans son cours inférieur Pisciatello et Urgone dans son cours supérieur). —

N. Cortellini. Legi delle XII Tavole. Testo e traduzione (excellente compilation). — *E. Ferrero*. Nuove iscrizioni ed osservazioni intorno all'ordinamento delle armate dell'impero romano (utile collection de textes connus par ailleurs, mais commentés par un érudit qui n'est pas un spécialiste). — *G. Tedeschi*. Il diritto marittimo dei Romani (bon). — *U. Balzani*. Le cronache italiane nel medio evo (très utile réédition d'un utile manuel). — *J. Fraikin*. Bulles inédites relatives à diverses églises d'Italie, tirées d'un ms. de la bibliothèque Barberini (travail exécuté sans méthode critique et qui est loin de répondre aux exigences de la science moderne). — *R. Davidsohn*. Forschungen zur Geschichte von Florenz. 2^e partie : Aus den Stadtbüchern und Urkunden von San Gimignano (très important pour l'histoire des années 1318-1341). — *B. Dami*. Un demagogo del sec. XIV, Salvestro dei Medici (bon). — *Id.* Giovanni Bicci dei Medici nella vita politica 1400-1429 (bon; publie des documents inédits qui corrigent heureusement le silence des chroniqueurs). — *D. Magrone*. Il libro rosso dell'università di Molfetta (publie 41 chartes des années 1323-1434). — *C. Wolfgruben*. Franz I Kaiser von Oesterreich (bon récit où sont utilisés des documents inédits). — Centenario della battaglia di Marengo. Memorie storiche, t. II. — Ouvrages récents publiés en Belgique, en Russie, en Pologne, en Angleterre, en Allemagne et en France sur la période napoléonienne (par Albert Lumbroso). — Ricordi e scritti di Aurelio Saffi, 1819-1890. 5 vol.

76. — Studi e documenti di storia e diritto. Anno XIX, fasc. 3-4, 1898. — *L. LUSIGNANI*. Les origines des servitudes prédiales en droit romain. — *C. CARUSI*. Sur le concept de la « exceptionis defensio; » suite. — *Gius. TOMASSETI*. Documents de caractère féodal sur la province de Rome au moyen âge (catalogue analytique de 319 chartes allant de 946 à 1498). — *Giov. MERCATI*. De quelques nouveaux documents pour servir à la critique du texte de saint Cyprien. — *AMBROSI DE MAGISTRIS*. Le voyage d'Innocent III dans le Latium et le premier hôpital construit à Anagni, 1208. — *Am. PELLEGRINI*. Les croisades en Terre sainte; de la part qu'y ont prise les habitants de Lucques, 1095-1278 (bibliographie). — Anno XX, fasc. 3-4, 1899. — *G. BOSCO*. Participation et commandite dans l'histoire du droit romain. — *P. TACCHIVENTURI*. Notes sur l'histoire et la topographie de Rome au XVI^e siècle. Des maisons où habita saint Ignace de Loyola, d'après un document inédit du temps. — *Gius. BOFFITO*. Pourquoi l'astrologue Cecco d'Ascoli a-t-il été condamné au feu? (pour des opinions hétérodoxes qu'aujourd'hui on ne saurait aisément retrouver dans ses écrits, mais qu'il peut avoir exprimées dans des conversations. Cecco fut brûlé en 1327).

77. — Boletín de la Real Academia de la Historia. T. XXXIV, janvier-juin 1899. — Les restes mortels de Christophe Colomb rendus à l'Espagne (avis de l'Académie conseillant de les inhumer dans la cathédrale de Séville). — *J. SOLER Y PALET*. Cartulaire du prieuré de Tar-

rasa (transcription de la table de ce capitulaire, seule existante aujourd'hui). — A. BLAZQUEZ. Le mille romain (sur sa longueur probable, fixée par l'auteur entre 1,660 et 1,680 mètres). — MARQUIS DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines de Alcalá de Henares (relevé de treize inscriptions). — F. FITA. L'inquisiteur Alonso Mejía et saint Ignace de Loyola. Deux procès caractéristiques de la sévérité de ce juge (documents sur deux procès intentés pour des paroles imprudentes). — FR.-P. GARFALO. Sur les Celtes dans la péninsule ibérique (relevé des localités vraisemblablement occupées par les Celtes). — J.-F. RIANO. Figure gnostique en bronze (trouvée dans la province d'Avila). — MARQUIS DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines d'Extremadure (sept inscriptions inédites). — V. PAREDES. Repeuplement de la ville de Garrovillas (charte donnée par un roi Alphonse de Castille, qui serait Alphonse XI, s'il faut rectifier la date du document en 1340 au lieu de 1233, comme le propose l'auteur; deux articles). — M. SERRANO Y SANZ. Convention entre D. Juan Borja, Doña Lorenzo de Oñaz et Doña Juana de Recalde, à propos du mariage projeté des premiers. Année 1553 (document inédit). — Christophe Colomb. Translation de ses restes mortels à Séville (procès-verbal). — V. BARRANTES. Lettres intimes de J.-M. Alberoni au comte J. Rocca, publiées par Émile Bourgeois (compte-rendu). — C. FERNANDEZ DURO. Vieille marine catalane. Une carte nautique inconnue, par Fr. de Bofarull y Sans (compte-rendu). — F. FITA. Indications sur une monographie de l'ancienne ville d'Alcalá de Henares, par J.-D. Calleja. — C. PARPAL Y MARQUÈS. L'amiral D. Francisco Diaz Pimienta à Minorque (1637-48. Documents inédits). — C. FERNANDEZ DURO. Les calomniateurs modernes du serviteur de Dieu, Christophe Colomb, œuvre posthume du comte Roselly de Lorgues (compte-rendu critique). — F. FITA. Saint Michel de Escalada et sainte Marie de Piasca (inscriptions funéraires de la première église et documents inédits relatifs à la seconde). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. Le marquis de Verboom, ingénieur militaire flamand au service de l'Espagne (XVIII^e s.), par H. Wauwermans. — Id. Les Espagnols à la Grande-Armée, par le commandant P. Boppe (comptes-rendus). — G. PUIG Y LARRAZ. L'île d'Alborán, par l'archiduc Louis Salvator (compte-rendu). — FR. CODERA. L'Espagne musulmane. Méthode d'investigation historique (indications détaillées aux arabisants sur la façon de prendre leurs notes et de faire les tables des ouvrages arabes). — A. HERRERA. Médailles espagnoles (indication du contenu de ce livre). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. Iconographie biographique du Guipúzcoa, par Fr. López-Alen (compte-rendu). — MARQUIS DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines d'Extremadure et d'Andalousie (dont une curieuse lettre privée écrite à la pointe sur une plaque d'argile). — E. HUBNER. Nouvelles sources pour la géographie ancienne de l'Espagne (inscriptions trouvées sur les amphores d'origine espagnole dont les débris ont formé à Rome le *Mons Testaceus*. Liste des noms de lieux relevés dans ces inscriptions). — C. FERNANDEZ DURO. Archives du Bibliophile philippin, par W.-E. Retana (compte-

rendu). — J.-M. ASSENSIO. Notes pour l'histoire de Villafranca de los Barros et découvertes et voyages scientifiques dans le midi de l'Espagne et le nord de l'Afrique, par J. Cascales y Muñoz (compte-rendu). — F.-R. DE UHAGÓN. Séville intellectuelle, ses écrivains et artistes contemporains, par J. Cascales y Muñoz (compte-rendu). — C. FERNANDEZ DURO. Un soldat de la conquête du Chili (Pedro Cortés Monroy), par D. Amunátegui Solar (compte-rendu). — Marquis DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions romaines de Mérida. — Fr.-R. DE UHAGÓN. Compilation historique, biographique et maritime de la province de Santander, par G. Lazaga-Larreta (compte-rendu). — Dans les *Variedades* : C. FERNANDEZ DURO. Testament de D. Garcia de Avellaneda y Haro, comte de Castrillo, 1670 (contient une autobiographie de ce personnage important). — F. DE UHAGON. Communication du prieur d'Uclés au comte de Floridablanca sur les fouilles et découvertes de Cabeza del Griego (en 1789-90). — F. FITA. Antiquités et histoire du pays basque (à propos de la réimpression de l'ouvrage du P. Henao sur la Cantabrie, par le P. M. Villalta). — V. CARDEDERA. Essai historique sur les portraits d'hommes célèbres du XIII^e au XVIII^e siècle, sur l'origine des collections en Europe, particulièrement en Italie et en Espagne, et examen critique sur leur authenticité et sur celle des nombreuses collections gravées depuis la fin du XV^e siècle jusqu'à nos jours (travail intéressant. L'auteur possède une importante collection de portraits gravés). — M. SERRANO Y SANZ. Lettre de Juste Lipse au capitaine Fr. de San Victores de la Portilla, sur les guerres de Flandres. Louvain, 2 janvier 1595. Version inédite. — D. GORTAZAR SERANTES. Saint Michel de Escalada. Nouveaux éclaircissements sur son histoire moderne (XVIII^e siècle). — Éloge de D. Agustin de Montiano y Luyando, premier directeur de l'Académie de l'histoire, lu devant l'Académie par D. Lorenzo Diéguez y Ramirez de Arellano (en 1765). — F. FITA. Épitaphe romaine inédite, d'Alcalá de Henares. — J. DE SOTO. Notice biographique et nécrologique sur le Dr D. Francisco Martinez Marina (1754-1833). — R. CHABAS. Nomination d'amiral de Catalogne et de Majorque en faveur de Carroz (1230). — Éloge académique de D. Vicente González Arnao, par D. Juan González Cabo-Reluz (lu en 1845). — F. FITA. Le monastère double (hommes et femmes) de Piasca et la règle de San Fructuoso de Braga au X^e siècle (documents inédits). — F. FITA et C. FERNANDEZ DURO. Épigraphe du château de San Telmo à Naples (d'après un livre de L. Salazar, *Il castello di Santelmo*, Naples, 1899). — F. FITA. Sainte Marie de Piasca et le premier concile d'Oviedo (documents tendant à confirmer l'authenticité, contestée, des actes de ce concile; IX^e siècle). — Dans les *Noticias* : notes bibliographiques sur le Dictionnaire des écrivains trinitaires d'Espagne et de Portugal, par Fr. Antonino de la Asuncion; sur Tarragone chrétienne, par E. Morera; sur les Tables de vérification des dates dans les documents historiques, par E. Jusué.

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Dom François PLAINE est mort à l'abbaye de Silos, en Espagne, le 10 juillet dernier, à l'âge de soixante-sept ans. Il a beaucoup écrit, surtout sur l'histoire et l'hagiographie de la Bretagne : *Charles de Blois* (1872); *l'Apostolat de saint Clar et les origines chrétiennes de l'Armorique* (1880); *la Colonisation de l'Armorique par les Bretons insulaires* (1898); les vies de saint Maurice de Loudéac, de saint Gohard, évêque de Nantes, de saint Malo, etc. C'était un travailleur infatigable, un érudit consciencieux, mais d'une critique plutôt timide.

— M. Ludovic SCIOUT est mort le 9 juin, âgé seulement de quarante-cinq ans; on lui doit un gros ouvrage fort documenté, mais écrit dans un esprit d'hostilité systématique, sur le *Directoire* (4 vol., 1895-1897).

— *Agrégation d'histoire et de géographie.* Voici le programme pour le concours de 1901. HISTOIRE ANCIENNE : 1° Évolution, institutions politiques et sociales de Sparte jusqu'aux réformes d'Agis et de Cléomène (exclus); 2° Rapports des États grecs entre eux et avec la Perse jusqu'au milieu du IV^e siècle avant Jésus-Christ; 3° Religion grecque (mythes, cultes, sacerdoces, temples, représentations dramatiques, oracles); 4° Histoire sociale, politique et économique de Rome jusqu'aux Gracques (exclus); 5° Vie privée des Romains; 6° les Césars et les Flaviens; 7° État social, économique et administratif de l'Empire romain pendant les trois premiers siècles de notre ère. — HISTOIRE DU MOYEN ÂGE : 1° Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle; 2° la Gaule sous les Mérovingiens, de l'avènement de Clovis à la mort de Dagobert I^{er}; 3° l'Église, de l'avènement de Léon IX à la mort de Boniface VIII; 4° l'Allemagne et l'Italie, de l'avènement d'Otton I^{er} à la mort de Frédéric II; 5° la France, depuis l'avènement de Philippe VI jusqu'à la mort de Louis XI; 6° la Flandre et les Pays-Bas aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles : état social, politique, économique et artistique. — HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE : 1° le Développement colonial de la Hollande, de l'Angleterre et de la France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles; 2° Histoire intérieure de l'Allemagne, depuis l'avènement de Maximilien I^{er} jusqu'à la paix de Westphalie; 3° l'Espagne, depuis le mariage de Ferdinand et d'Isabelle jusqu'à la mort de Philippe IV; 4° Louis XIV : l'administration, les affaires religieuses, la société et les arts; 5° la Prusse, depuis 1701 jusqu'à la mort de Frédéric II; 6° Histoire des institutions de la France depuis 1815; 7° la

Révolution française et l'Europe de 1792 à 1802; 8° la Russie et la question d'Orient, du congrès de Vienne au congrès de Berlin; 9° la Politique française de 1830 à 1870; 10° Transformations politiques et développement économique des États-Unis, depuis la fin de la guerre d'Indépendance jusqu'à la guerre de Sécession; 11° l'Église et la papauté, dans leurs rapports avec la France, depuis la Révolution française jusqu'au concile du Vatican. — GÉOGRAPHIE : 1° Géographie physique générale; 2° la France, l'Asie.

— Une *École des hautes études sociales* s'est fondée récemment à Paris sous la direction de M. Émile DUCLAUX, directeur de l'Institut Pasteur, et avec un conseil de direction dont le président est M. Émile BOUTROUX, professeur de philosophie à la Sorbonne. Elle se compose de trois écoles particulières : 1° école de morale; 2° école sociale; 3° école de journalisme. Dans le programme des cours pour l'année 1900-1901 nous signalerons les suivants : les Théories sociales en France, de 1830 à 1848, par M. Eug. FOURNIÈRE (École sociale), et l'histoire de la presse : Évolution de la presse anglaise, par M. Pierre MILLE; Histoire de la presse en France, de 1815 à 1870, par MM. Lucien MAURY et Félix LÉVEILLÉ; Histoire contemporaine traitée au point de vue du journalisme politique, par M. Ch. SEIGNOBOS (École de journalisme). — Les cours ouvriront le 5 novembre 1900.

— Dans une courte brochure intitulée : *Essai de chronologie des temps préhistoriques* (Alcan, 1900, 60 p. in-16. Prix : 1 fr.), M. ROISEL essaie d'expliquer le retour des périodes chaudes et froides que doit subir le globe terrestre, selon que le périhélie se rencontre avec le solstice d'été ou le solstice d'hiver de chaque hémisphère. Appliquant le résultat de cette observation seulement aux temps quaternaires, il partage ceux-ci en sept âges distincts « qui furent accompagnés et suivis de faunes et de flores très différentes, dont la superposition ne saurait être expliquée que par ces modifications périodiques de la température. » Sept chapitres sont consacrés à déterminer quelles durent être dans chacune de ces périodes (époque tertiaire, âge chelléen, moustérien, solutréen, magdalénien, robenhausien, âge du bronze) la faune et la flore, les races qui apparurent et le degré de culture auquel elles purent atteindre.

— La 14^e livraison de la *Paléographie des classiques latins*, publiée par M. Émile CHATELAIN (Hachette), est consacrée aux historiens : Valère Maxime, Cornelius Nepos, Florus, Suétone, Justin, Quinte-Curce, Aurelius Victor, Ammien Marcellin, l'Histoire auguste. Cette livraison termine la seconde partie de cette inestimable collection.

— Nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié l'étude où M. Marcellin BOUDET a pour ainsi dire révélé l'existence d'un fils bâtard de Philippe VI de Valois (*Rev. hist.*, t. LIX, p. 36). L'auteur n'a cessé depuis de compléter ses recherches sur ce sujet; elles ont abouti à un gros

volume qui vient de paraître (Champion, 378 p. in-8°) sous le titre : *Thomas de la Marche, bâtard de France, et ses aventures, 1318-1361* ; il se termine par une centaine de pages de documents inédits.

— Le t. II de l'*Histoire de la marine française*, par M. Charles DE LA RONCIÈRE (Plon-Nourrit, 1900, 558 p.), va du règne de Charles V à ce que l'auteur appelle la « Révolution maritime » du xvi^e siècle, révolution qui fut amenée par les guerres d'Italie et la découverte du Nouveau-Monde. Après avoir suivi l'histoire de notre marine à travers ses vicissitudes durant la guerre de Cent ans, l'auteur expose son organisation au xv^e et au xvi^e siècle : les quatre amirautés, la flotte, l'artillerie de marine et la stratégie nouvelle, la navigation à l'estime et hauturière, les phares.

— M. Henri AVENEL a présenté au ministère du Commerce, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900, un volumineux rapport intitulé : *Histoire de la presse française depuis 1789 jusqu'à nos jours* (Flammarion, 892 p. in-8°. Prix : 25 fr.).

— Voici à quel point en est arrivée l'impression des *Archives parlementaires de 1787 à 1860* : dans la première série (de 1787 à 1799) ont paru récemment les t. LVI et LVII, qui couvrent la période du 28 décembre 1792 au 28 janvier 1793 ; dans la seconde série (de 1800 à 1860), les t. C et CI vont du 30 janvier au 13 avril 1836 (Paul Dupont).

— Le *Paris-Atlas* de M. Fernand BOURNON, que la librairie Larousse a publié par livraisons (25 livr. à 0 fr. 75), est maintenant terminé. Aux vingt livraisons correspondant à chacun des arrondissements de la capitale, l'auteur a joint une histoire rapide de la ville depuis ses plus lointaines origines (livr. 21) et une description des environs de Paris jusqu'à Chantilly et Fontainebleau. L'ensemble forme un ouvrage d'un très vif intérêt, agréable à lire autant qu'il est instructif, agréable à feuilleter à cause de l'abondance et du choix heureux des reproductions photographiques, charmant commentaire d'un texte excellent.

— Notre collaborateur, M. H. HAUSER, a donné un excellent résumé de la géographie physique, politique et économique de la France (avec ses colonies) dans son *Manuel du baccalauréat de l'enseignement secondaire* (Nony, 210 p. *Géographie*, classes de rhétorique et de seconde moderne).

— Suite du *Catalogue général des manuscrits français* de la Bibliothèque nationale, publié sous la direction de M. Henri OMONT. M. L. AUVRAY vient de donner le t. III et dernier de l'*Ancien Saint-Germain français*, comprenant les nos 18677-20064 (Leroux, 1900. Prix : 10 fr.). Le volume se termine par une concordance des numéros anciens et actuels des mss. de Saint-Germain (1° latin, 2° français, 3° Gesvres, 4° Harlay, 5° Résidu) et un tableau du classement méthodique des mss. de l'ancien fonds Saint-Germain français (nos 15370-

20064). — Le t. V du Catalogue des mss. français, ancien fonds (nos 5526-6170), le t. II des petits fonds et le t. III des nouvelles acquisitions sont sous presse. M. L. DOREZ met la dernière main à la table de son catalogue de la collection Dupuy. — Enfin, M. A. VIDIER a été chargé d'établir la table générale alphabétique des t. I-XII du *Catalogue général des manuscrits français*; elle aura deux volumes.

— Le baron Gaëtan DE WISMES a fondé à Nantes (rue du Coudray, n° 33) une revue intitulée : *le Chercheur des provinces de l'Ouest*. Elle paraît depuis janvier 1900 par fascicules mensuels à 0 fr. 50.

— M. BERR a fait paraître le 20 août dernier le très intéressant numéro spécimen de la *Revue de synthèse historique* annoncée dans notre dernière livraison (p. 233). Les bulletins de ce premier numéro sont consacrés à l'histoire de la musique (COMBARIEU) et à l'histoire littéraire (LANSON). Ce dernier est en son genre un chef-d'œuvre. Les articles de MM. BOUTROUX (sur la synthèse historique), FONCIN (sur les pays de France), LAMPRECHT (sur la méthode historique en Allemagne) et LACOMBE (sur l'ouvrage de M. Xénopol, *les Principes fondamentaux de l'histoire*) sont tous instructifs et donnent à penser, le dernier en particulier.

LIVRES NOUVEAUX. HISTOIRE LOCALE. — *Raoul du Faur, comte de Pibrac*. Notice sur le château de Pibrac, 1540-1900. Toulouse, Privat, 92 p. — *G. Tholin*. Abrégé de l'histoire des communes du département de Lot-et-Garonne; rédigé à l'aide des notices manuscrites laissées par *A. de Bellecombe*. Auch, Cocharaux, xvi-158 p. — *A. des Cilleuls*. Histoire de l'administration parisienne au XIX^e siècle; t. I : 1800-1830. Champion, 556 p. — *E. Chabrand*. Histoire de la métallurgie du fer et de l'acier en Dauphiné et en Savoie. Grenoble, Drevet, 96 p. — *Dom F. Bonnard*. L'abbaye de la Sainte-Trinité de Mauléon, aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre, de l'ordre de Saint-Augustin. Ligugé, impr. Bluté, in-8°, vii-216 p. — *Abbé T. Bouzige*. L'église et le château de Tresques. Nîmes, impr. Ducros, 298 p. — *Abbé G. Comont*. Essai historique et archéologique sur Angerville-l'Orcher. Évreux, impr. Odieuvre, 51 p. (*Revue catholique de Normandie*.) — *Ch. Hamel*. Histoire de l'église de Saint-Sulpice. Lecoffre, iii-513 p. — *L. Lassarre*. De la condition des personnes et des tenures roturières et serviles dans la Marche. Poitiers, Soc. fr. d'impr. et de libr., vii-164 p. — *R. Rodière*. Les gouverneurs de Montreuil de la maison des Essarts de Maigneulx, 1581-1620. Abbeville, impr. Lafosse, iii-143 p. (*Cabinet historique de l'Artois et de la Picardie*.) — *A. Bazin*. Études locales pour servir à l'histoire de Compiègne. Compiègne, Lefebvre, 241 p. — *A. Lapierre*. La guerre de Cent ans dans l'Argonne et le Rethélois. Sedan, impr. A. Lapierre, 126 p. — *E. Longin*. Notice sur l'Hôtel-Dieu de Beaujeu. Angers, Germain et Grassin, 184 p. — *J.-T. Massereau*. Étude géographique, historique et légendaire sur Neuvy-Saint-Sépulchre, Indre. La Châtre, impr. Jacquin, vi-258 p.

Belgique. — La classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique a décerné le prix Anton Bergmann, de la valeur de 3,000 fr., à M. H. VAN DER LINDEN, professeur d'histoire à l'Athénée royal d'Anvers, pour son *Histoire de la ville de*

Louvain (*Geschiedenis der stad Leuven*. Louvain, Fonteyn, 1899, 328 p. et pl.). Le jury, composé de MM. C. de Smedt, Fredericq, Kurth, Vollgroff et Pirenne, avait rendu sa décision à l'unanimité.

— Le Dr H. SCHLITZER, l'archiviste de Vienne dont nous avons signalé à mainte reprise les importants travaux consacrés au XVIII^e siècle, vient de faire paraître presque en même temps deux ouvrages qui présentent un haut intérêt pour l'histoire des Pays-Bas. Le premier : *Briefe und Denkschriften zur Vorgeschichte der Belgischen Revolution* (Vienne, Holzhausen, 1900, 125 p.), comprend cinquante-deux lettres et documents inédits provenant de Joseph II, de Crumpipen et de Murray. Il aide singulièrement à faire comprendre les origines de la Révolution brabançonne. Il n'est d'ailleurs qu'une introduction à un livre de portée plus considérable : *Die Regierung Josefs II in den österreichischen Niederlanden* (Ibid., 298 p.). Nous en avons ici la première partie, qui s'étend de l'avènement de Joseph II au rappel de Murray. C'est une étude très neuve, faite d'après les documents des archives, sur une période troublée qui a donné lieu aux appréciations les plus divergentes. Nous consacrerons à ce livre remarquable un compte-rendu spécial.

— Jusqu'aujourd'hui l'histoire financière des Pays-Bas était généralement négligée. Il semble que l'attention des jeunes érudits belges veuille se porter de ce côté. M. G. BIGWOOD vient de publier comme thèse de doctorat spécial à l'Université libre de Bruxelles une importante étude historique de législation financière intitulée : *les Impôts généraux dans les Pays-Bas autrichiens* (Louvain, Giele, 366 p.).

— D'autre part, on annonce l'impression prochaine d'un travail très développé, d'après les archives de Bruxelles, d'Anvers, de la Haye, de Vienne et de Paris, sur la *Politique commerciale, financière et économique du gouvernement des Pays-Bas autrichiens sous le règne de l'empereur Charles VI*. C'est une thèse d'histoire économique dont l'auteur est M. Michel HUISMAN, déjà connu par un mémoire extrêmement remarquable consacré au règne de Maximilien-Henri de Bavière, prince-évêque de Liège (voy. *Rev. hist.*, LXXII, 454).

— Notre collaborateur, M. Henri PIRENNE, vient de publier, sous les auspices de la Commission royale d'histoire, le texte, donné pour la première fois correct et complet, du « Livre des héritages des Flamands tués à Cassel » en 1328; à ce très important document en ont été ajoutés d'autres en appendice qui se rapportent à la révolte des châtelainies en 1323-1328 et aux confiscations qui en furent la conséquence. Dans une savante introduction, l'auteur montre que cette révolte a eu un caractère social très accentué : « Durant ces cinq années, la Flandre fut incontestablement le théâtre d'une guerre de paysans, ou, pour mieux dire, d'une guerre de classes entre les paysans et la noblesse. Seule une guerre de classes a pu revêtir ce caractère de violence et

d'atrocité que nous avons constaté » (*le Soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1325*. Bruxelles, Hayez, lxx-241 p.).

Allemagne. — Le prof. Alfred BORETIUS est mort le 1^{er} août dernier, à l'âge de soixante-quatre ans. Son nom est bien connu de tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de l'ancien droit germanique et des capitulaires. Docteur en droit en 1858 (sa thèse est intitulée : *De jure bellorum privatorum et legibus imperii Romano-Germanici*), il fut appelé à Berlin par Pertz, qui l'employa pour la section des *Monumenta* consacrée aux *Leges*; on lui doit une édition critique du *Liber legum Langobardorum* (t. IV) et une réédition des Capitulaires, dont il donna le t. I et dont il ne put que préparer le t. II, que termina Victor Krause. Entre temps, il publia *Die Capitularien im Langobardenreich* (1864) et *Beiträge zur Capitularienkritik* (1874). Il cessa de travailler en 1886, arrêté par une cruelle maladie, et c'est après quatorze ans de souffrances, après avoir perdu presque entièrement la raison, qu'il s'est éteint. Voir la notice que lui a consacrée Zeumer dans la dernière livraison du *Neues Archiv*, XXVI, 255.

— M. Karl EGGERS, historien de l'art, est mort à Warnemünde, à l'âge de soixante-quinze ans.

— M. Paul WOLTERS, secrétaire de l'Institut archéologique allemand à Athènes, a été nommé professeur ordinaire d'archéologie à Würzburg.

— L'Académie des sciences de Prusse prépare une édition complète des œuvres de Guillaume de Humboldt, qui contiendra aussi la correspondance.

— Ont commencé à paraître, par fascicules détachés, des *Mittheilungen der k. preussischen Archivverwaltung* (Leipzig, Hirzel). Le premier fascicule contient un article de R. Koser sur la situation actuelle des recherches dans les archives en Prusse; le deuxième un article de Max Bær sur l'histoire des archives royales de Hanovre.

— La réunion générale annuelle de la Commission d'histoire instituée près de l'Académie des sciences de Bavière a eu lieu cette année du 7 au 9 juin. Pendant le cours du précédent exercice, la Commission avait fait paraître : 1^o le tome XLV de l'*Allgemeine deutsche Biographie*, qui termine le recueil et commence la série des volumes additionnels; 2^o les tomes XXVI et XXVII des Chroniques municipales concernant Lübeck et Magdebourg; 3^o le tome X, 1^{re} partie, des *Deutsche Reichstagsakten* (série ancienne), publié par HERRE; cette partie mène jusqu'à l'automne de 1432; la seconde (1432-1433) paraîtra dans un an. Le tome XI ayant déjà paru en 1899, le recueil des actes de la diète impériale entrepris sous la direction du D^r Quidde sera donc bientôt terminé. La Commission a chargé le D^r BECKMANN de continuer l'entreprise pour le règne d'Albert II (1438-1439) et le D^r HERRE pour les premières années de Frédéric III (1440-1442) jusqu'à

la diète de Francfort. La Correspondance des Wittelsbach (série ancienne) est presque terminée; la copie du tome III de la correspondance de Jean-Casimir est prête pour l'impression. L'abondance des documents retarde au contraire les volumes de la série moderne; on signale en particulier le Journal chiffré du Palatin pour les années 1612-1613, qui doit jeter un jour nouveau sur l'affaire de Juliers. La Commission a entrepris une édition des lettres d'humanistes de l'Allemagne du Sud; les travaux préparatoires en sont poussés avec activité: le Dr G. BAUCH a été chargé de Conrad Celtis; le Dr Émile RAICKE, de Pirkheimer et du cercle des érudits de Nuremberg; M. E. TÖELPE, de Peutingen et du cercle des érudits d'Augsbourg. Rien n'est encore décidé en ce qui concerne Jacques Wimpheling, le premier « Praeceptor Germaniae. » Dans la série des sources relatives à l'histoire de la Bavière et de l'Allemagne, on a décidé la publication du plus ancien « livre de tradition » de Freising, qui fut rédigé par le notaire Kozroh sous l'empereur Louis le Pieux, le « Codex commutationum, » écrit en partie par le même Kozroh, et le « Liber seu notitia censualium mancipiorum » des x^e-xi^e siècles, qui sont conservés aux archives de Munich. Pour la série des Chroniques, on prépare les écrits d'André de Ratisbonne et la Chronique d'Ulrich Fueterer; cette dernière reposant essentiellement sur les notes de Hans Ebran de Wildenberg, on publiera d'abord ces dernières. Le tome I des « Chroniken » commencera par le *Chronicon generale* d'André, œuvre capitale pour l'histoire de la Bavière.

— Un riche donateur a mis au concours, « au profit de la science et dans l'intérêt de la patrie, » le sujet suivant: « Que nous apprennent les principes de la théorie de la descendance en ce qui concerne le développement de la politique intérieure et la législation des États? » Les mémoires devront être traités d'une façon rigoureusement scientifique et avec une abondante bibliographie. Ils seront soumis à un jury composé de MM. J. Conrad, de Halle, D. Schaefer, de Heidelberg, et H.-E. Ziegler, d'Iéna. Ils devront être envoyés, avant le 1^{er} déc. 1902, au prof. E. Haeckel, à Iéna. Le donateur a mis à la disposition des juges du concours une somme de 30,000 m. qui sera répartie en trois prix, l'un d'au moins 10,000 m., deux autres d'au moins 5,000, sans compter plusieurs distinctions honorifiques.

— Signalons, en attendant le compte-rendu spécial que nous lui consacrerons, l'important ouvrage de M. Aloys SCHULTE, professeur d'histoire à l'Université de Breslau, sur les relations commerciales de l'Allemagne occidentale avec l'Italie, à l'exclusion de Venise, durant le moyen âge (*Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien, mit Ausschluss von Venedig*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. 2 vol., xxxii-742 et 358 p., avec 2 cartes. Prix: 30 m.). Le tome I est consacré à l'exposé des faits, le tome II aux documents. Ces documents, au nombre de 451, ne remontent pas plus haut que le

xiii^e siècle. Le tome II se termine par une copieuse table des noms propres, un glossaire et deux cartes montrant l'une les routes de commerce d'Allemagne en Italie, l'autre les voies de pénétration à travers les Alpes au moyen âge.

— Il y a incontestablement beaucoup de faits et de jugements nouveaux dans le tome I de la *Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation* que M. Gustav WOLF a récemment fait paraître à Berlin (Oswald Seehagen's Verlag, 1899, in-8°, xvi-790 p.). Par malheur, il est très difficile d'estimer le nombre, l'importance et la valeur des matériaux inédits qui ont été utilisés, car l'auteur ne donne en référence d'indications précises que pour les sources imprimées. Les jugements nouveaux résultent pour une bonne partie d'un même raisonnement, qui soulève un très intéressant problème de méthode historique. En deux mots, voici comment procède M. W. Pour apprécier une institution, un acte, ou, d'une façon plus générale, un fait historique quelconque, il suppose ignorer tous les faits qui ont suivi, qu'il connaît jusque dans leurs tenants les plus lointains, puisqu'il écrit trois siècles après, mais que les contemporains ignoraient, comme nous ignorons aujourd'hui ce qui arrivera en Europe l'an prochain. Ce principe posé, M. W. examine toutes les *possibilités* qui peuvent résulter du fait qu'il analyse, et la suite de son récit montre quelle est, de ces multiples hypothèses, la seule que les événements ont fait viable. Nous n'avons pas à examiner ici, en elle-même, cette manière de raisonner et comment elle peut devenir dangereuse quand on en fait un usage trop exclusif. Mais on ne saurait nier qu'elle soit légitime dans son principe et féconde dans ses conséquences. Elle est légitime, car elle n'est, à tout prendre, que l'application fondamentale de toute critique historique, que, pour juger les choses d'autrefois, il faut se placer dans l'état d'esprit des gens d'autrefois; elle est féconde, car elle suggère comme mécaniquement un grand nombre d'aperçus, souvent pénétrants et d'une singulière variété, mais surtout elle montre de façon péremptoire qu'à aucun moment les événements n'étaient prédéterminés à revêtir l'aspect qu'ils ont eu ensuite, et que la « fatalité » historique n'est sans doute qu'une construction de l'esprit. N'eût-elle que donné cette démonstration pour une des périodes les plus difficiles de l'histoire d'Allemagne, que l'œuvre de M. W. ne serait pas indifférente. Le tome I n'est guère qu'une longue introduction; il commence vers 1530, 1545 et 1546 (dates de la ligue de Smalcalde, de l'ouverture du concile de Trente et de la mort de Luther) et s'arrête à la paix d'Augsbourg de 1555, qui ouvre, à proprement parler, l'ère de la contre-réforme en Allemagne. Aussi convient-il d'attendre, pour apprécier, quant au fond, les tendances et les idées générales de M. W., que la suite de son important travail ait paru.

G. P.

— Articles importants parus dans les « Beilage » de l'*Allgemeine Zeitung* en 1900 : Nos 166, 167. A. STAUFFER. La science de l'histoire,

la culture historique et l'idée du monde aux temps modernes. — Nos 168-170. L.-K. GOETZ. Les Jésuites et la société du Sacré-Cœur. — Nos 169, 170. Wolfgang DE WURZBACH. La duchesse de Berry (à propos du livre de M. Thirria). — No 177. Nouvelles recherches sur la famille d'Attila (les travaux de Fr. Hirth. Les ouvrages chinois sont la principale source qui nous fait connaître les peuples de l'Asie centrale. Comparaison des tables des ancêtres fournies par les *Chronica Hungarorum* de Jean de Thurocz avec les données chinoises). — No 180. G. POLONSKY. Histoire de la civilisation russe (critique l'ouvrage de Kleinschmidt : *Drei Jahrhunderte russischer Geschichte*, 1898). — No 182, H. BARGE. La socialisme chrétien vers la fin du moyen âge. — No 187. C. HAHN. Tamara, reine de Géorgie, 1179-1213 (les matériaux de cette étude ont été puisés surtout au livre du Grousien M. G. Dschanaschwili, qui a été composé d'après des sources grousiniennes et qui a récemment paru en langue russe). — No 198. Gustav KRAEGER. Le recueil des Conciles de Mansi (déplore les lacunes contenues dans ce recueil, d'après un travail récent du bénédictin Henry Quentin). — Nos 200-201. Fr.-X. KRAUS. Auguste Reichensperger (annonce la biographie de ce représentant de l'ultramontanisme allemand, qui a été publiée par L. Pastor en 2 vol., 1899). — No 202. Gustav FASTERDING. Le preneur de rats de Hameln; contribution à l'histoire légendaire (le prototype du preneur de rats apparaît comme un guide d'esprits; ce sont les esprits de l'hiver, les esprits du printemps qu'il conduit dans le monde souterrain). — Ad. SCHMIDT. D'où provient l'étain qui entre dans la composition du bronze préhistorique? (signale des traces importantes de l'exploitation de l'étain dans le massif du Fichtel-Gebirge). — No 207. H. FRIEDJUNG. L'histoire de l'Allemagne au XIX^e siècle par G. Kaufmann. — No 209. Sigmund SCHOTT. Les souvenirs de L. Bamberger.

Autriche-Hongrie. — Le baron Théodore DE SICKEL, directeur de l'Institut historique autrichien à Rome, a célébré le cinquantenaire de son doctorat.

— Le Dr A.-Fr. PRIEBRAM a été nommé professeur ordinaire d'histoire du moyen âge et des temps modernes à l'université de Vienne. — Le Dr Ottokar WEBER a été nommé professeur d'histoire contemporaine à l'université allemande de Prague.

— La ville d'Eger a chargé le Dr Karl SIEGL d'organiser ses archives. Un catalogue imprimé, qui contient 2,627 numéros, a paru en 1900. Une source jusqu'ici presque complètement inaccessible pour l'histoire de la Bohême allemande, du Haut-Palatinat et de la Haute-Franconie, pourra être désormais aisément utilisée.

Italie. — Dans un article de curiosité historique, M. RODOCANACHI nous parle du jubilé de 1350, et il donne en appendice quelques documents extraits des Registres du Vatican et concernant ce sujet. Il n'y

a guère à y relever que l'anecdote du cardinal Caetani, légat du Saint-Siège, qui faillit être attaqué par les Romains à cause de son chameau¹.

— Continuant sur l'histoire de Padoue ses études que nous avons déjà plusieurs fois louées ici, M. BONARDI met en lumière la vie et la chronique qu'écrivit à la fin du x^ve siècle le noble padouan Gian Francesco Buzzacarin².

— Dans le Bulletin historique de Pistoie, M. Alberto CHIAPPELLI nous donne quelques détails sur le séjour que fit dans cette ville, de 1574 à 1577, comme maître de chapelle de la cathédrale, le musicien Vincenzo Ruffo, l'un de ceux qui, après le concile de Trente et en même temps que Palestrina, contribuèrent à régénérer en Italie la musique religieuse. Il a parcouru pour cela les registres des délibérations capitulaires³.

— Dans une note présentée à l'Institut lombard des sciences et des belles-lettres, M. ROMANO étudie les origines du comté de Vertus; il montre comment ce fief fut constitué en Champagne, en 1361, par Jean II le Bon en faveur de sa fille qui venait d'épouser Jean Galéas Visconti⁴, le premier duc de Milan.

— M. Ettore VERGA a publié, pour l'*Archivio storico Lombardo*, une étude sur les lois milanaises qui, de 1565 à 1750, s'efforcèrent soit de réprimer le luxe, soit d'empêcher le déclin de l'industrie milanaise. Son étude nous donne des détails fort curieux sur le faste lombard des xvi^e et xvii^e siècles. Il analyse aussi les écrits intéressants de plusieurs économistes milanais qui recherchèrent les causes de la décadence industrielle de la Lombardie sous la domination espagnole⁵.

— Comme il nous en avertit dans la préface de sa brochure, M. Pietro GORI veut démontrer : 1° « que l'index conservé dans l'abside du Musée d'histoire naturelle de Florence appartient à la main gauche (et non à la droite) du prince des Philosophes et qu'il fut habilement détaché du cadavre, le soir du 12 mars 1736 (1737), dans l'église de Sainte-Croix par Antoine-François Gori; 2° que le pouce et l'index de la main droite, détachés publiquement du cadavre de Galilée par le chanoine marquis Jean-Vincent Capponi, le même soir, sont conservés par des particuliers⁶. »

1. *Le Premier jubilé*, 1350. Paris, Picard et fils, 1900, in-8°, p. 43.

2. *Gian Francesco Buzzacarin e la sua storia* (extrait du *Bullettino del Museo civico di Padova*). 1899, in-8°, p. 11.

3. *Il maestro Vincenzo Ruffo a Pistoia*. In-8°, p. 8.

4. *Intorno al origine della Contea di Vertus*. 1897, in-8°, p. 8.

5. *Le Leggi suntuarie e la decadenza dell' industria in Milano, 1565-1750*. Milan, tip. Faverio, 1900, in-8°, p. 68.

6. *Le preziosissime reliquie di Galileo Galilei*. Florence, tip. Galletti et Cocci, in-8°, p. 56.

— Ce qui contribua le plus à la perte de Savonarole, ce furent les lettres qu'il écrivit, en 1495, au roi des Romains, aux souverains de France et d'Espagne, pour leur demander la convocation d'un concile général qui prononcerait la déchéance d'Alexandre VI. Plusieurs admirateurs de l'illustre *frate*, voyant dans de pareilles démarches des actes de désobéissance, ont nié l'authenticité de ces documents. Telle n'est pas la manière de voir d'un nouvel admirateur de Savonarole, le R. P. Jourdain HURTAUD¹. Dans la *Revue Thomiste*, il s'est efforcé de prouver que les lettres sont authentiques, parce qu'elles contiennent vraiment la pure doctrine de Savonarole. A l'encontre de Villari, Perrens et Pastor, qui y voient la preuve que Savonarole professait la supériorité du concile général sur le pape son justiciable, se rattachant ainsi aux docteurs gallicans, le P. Hurtaud a voulu prouver que Savonarole était bien plutôt ultramontain, qu'il demandait un concile universel, non pas pour faire juger le pape, — le concile n'en ayant pas le droit, — mais pour faire constater par l'Église universelle que, vu l'hérésie notoire d'Alexandre VI, le Saint-Siège était vacant. Quelque subtile que cette thèse nous ait paru au premier abord, la lecture de ce savant mémoire nous a pleinement convaincu. Pourquoi un théologien aussi expert que le P. Hurtaud dit-il que c'est par une restriction du suffrage de l'Église universelle que l'élection des papes a été déferée aux cardinaux? L'histoire et la théologie n'enseignent-elles pas plutôt que le pape, étant l'évêque de Rome, a été élu dès l'origine par le clergé et le peuple romains et que, partant, le Sacré-Collège représente l'Église romaine et non l'Église universelle?

— La librairie Viussensx (Florence) vient de mettre en vente la table des t. I-XX de l'*Archivio storico italiano*, 5^e série, années 1888-1897; elle a été rédigée par le prof. Eugenio CASANOVA, qui, suivant le plan déjà adopté par lui dans la table précédente, a réparti ses matières en trois parties : par ordre alphabétique des noms de lieu, par ordre chronologique et par ordre alphabétique des noms de personne (286 pages; forme la disp. 2 du volume de l'*Archivio* pour 1900).

— Dans la livraison de juin 1900 des *Notizie degli Scavi* qui sont, comme on le sait, publiées dans les *Atti della r. Accademia dei Lincei* (5^e série, t. VIII), on trouvera un important résumé par G. BONI des récentes découvertes archéologiques faites à Rome et dans les environs, en particulier sur le forum, avec un grand plan et six vues cavalières.

Canada. — Nous extrayons de la *Presse*, journal hebdomadaire de Montréal (Canada, n^o du jeudi 30 août 1900), les lignes suivantes prises dans un article consacré à l'Exposition universelle de Paris :

« Les expositions de livres canadiens ont attiré l'attention générale.

1. *Lettres de Savonarole aux princes chrétiens pour la réunion d'un concile*. Paris, 1900, in-8°, p. 50.

On ne se doutait pas, en France, que nous eussions une vie littéraire aussi intense et aussi complète. Quant aux livres de droit, nous tenons d'un Français marquant qu'on ignorait absolument là-bas l'importance de notre droit français, la place qu'occupe l'étude de ce droit parmi les travailleurs de la pensée et surtout l'étendue des œuvres des commentateurs. Cela a été une révélation pour beaucoup de gens. En même temps, la triste constatation s'est faite entre littérateurs, juristes, historiens et géographes français, que les documents font absolument défaut à Paris, en ce qui a trait au Canada. On nous citait le fait que, pendant son séjour à Paris, l'honorable M. Mercier, ayant à préparer une conférence sur le Canada et voulant rafraîchir sa mémoire au sujet de quelques chiffres et de quelques faits, se trouva dans l'impossibilité de rencontrer le moindre livre canadien, et fut obligé de câbler à Québec pour trouver les informations qu'il cherchait.

« Il devrait être possible de trouver le moyen de conserver à Paris ce noyau de bibliothèque canadienne, noyau qui pourrait s'accroître de nouvelles acquisitions. Le comité Duplex, qui s'occupe de vulgarisation coloniale; l'Alliance Française, qui travaille à la propagation de notre langue; la Société d'économie sociale, qui est en relation avec nos économistes; la Société de législation comparée, dont les travaux portent sur des matières qui nous intéressent et qui peuvent s'enrichir de documents précieux, ces associations pourraient s'unir pour abriter la bibliothèque canadienne, que nous désirons voir fonder comme partie essentielle de ce que nous appellerions : l'Exposition permanente du Canada en France. »

On trouvera dans la dernière livraison de la *Nouvelle revue historique de droit* (1900, n° 4) la liste de la curieuse collection de livres de droit et de jurisprudence de la province de Québec envoyée à l'Exposition par M. Théoret, libraire de Montréal.

Grande-Bretagne. — Par une circulaire signée de son président, M. A.-W. WARD, la Royal historical Society propose de fonder à Londres une École des hautes études historiques où l'on enseignerait la méthode historique, la paléographie et la diplomatique, la bibliographie des sources imprimées et manuscrites de l'histoire d'Angleterre, surtout au moyen âge, et en outre, au besoin, l'archéologie, l'épigraphie et la numismatique. La Société royale ne songe d'ailleurs qu'à prendre l'initiative de cette entreprise; elle souhaite qu'un Comité général soit bientôt nommé pour s'occuper de tracer le programme définitif et de trouver les voies et moyens. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette initiative et lui souhaiter un plein succès.

— Sous le titre d'*Index Saxonius*, M. Walter DE GRAY BIRCH a publié la table des noms propres de personnes mentionnés dans le *Cartularium saxonium*. On sait que ce cartulaire, demeuré interrompu à la date d'Edgar en 975, compte 1350 chartes et documents. Cet *Index* (140 p.

in-4° à 2 colonnes) est en vente à la librairie Phillimore au prix vraiment excessif de une guinée (26 fr. 25).

— A signaler parmi les récentes publications de la Camden Society : 1° *The Cely papers*, choix de la correspondance et des mémoriaux d'une famille de marchands de l'Étaple, qui faisait le commerce à Londres avec Calais et avec les villes flamandes (1475-1488), publié avec une intéressante introduction historique par M. Henry Elliot MALDEN; 2° *The Despatches and correspondence of John, second earl of Buckinghamshire, ambassador to the court of Catherine II of Russia, 1762-1765*, t. I, publié par M^e Adélaïde d'ARCY-COLLIER, d'après la correspondance originale, qui a été retrouvée récemment à Blicking, en Norfolk; l'ambassade confiée à John Hobart, second comte de Buckinghamshire, avait eu pour but de conclure une alliance avec la Russie; elle échoua par suite de la lésinerie de la trésorerie anglaise; du moins, c'est ainsi que le noble lord expliquait dix-huit ans plus tard son échec. Les documents sont précédés d'une introduction sur les rapports diplomatiques entre l'Angleterre et la Russie depuis le rapprochement entre la Russie et la France vers 1739 jusqu'à l'avènement de Catherine II. Ces deux volumes ont été publiés pour la Société royale d'histoire.

— La 27^e livraison de l'*Historical Atlas of modern Europe* publié par M. Poole (Oxford, Clarendon Press) contient : l'Europe à l'avènement de Charles-Quint en 1519, par M. C. OMAN; l'Angleterre et Galles, pour figurer la représentation parlementaire conformément à la Réforme de 1832, par M. POOLE; et l'Italie, de 1060 à 1167, par miss LINA ECKENSTEIN.

— Le tome XXIV des publications entreprises par la *Pipe roll Society* contient le texte des actes d'accord passés devant la cour du roi pour la transmission de la propriété foncière en 1198-1199, plus un rôle de la cour du roi pour le règne de Richard I (*Feet of Fines of the tenth year of the reign of Richard I*, 1900). La Société, ses ressources étant épuisées, annonce que ce volume sera le dernier, et qu'elle se dissout.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

ANTIQUITÉ.

- Campos*. Mosáicos del museo arqueológico provincial de Sevilla, 148.
Castillo (R. del). Epigrafia oftalmológica hispano-romana, 132.
 Dictionnaire des antiquités grecques et romaines, 229.
Goblet d'Alviella. Ce que l'Inde doit à la Grèce, 152.
Holm. Geschichte Siciliens im Alterthum, 379.
Knoke. Das Varus Lager bei Iburg, 162.
Monseur. L'Inde et l'Occident, 152.
Pais (Ettore). Storia di Roma, 156.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Arcy-Collier (Adélaïde d')*. The despatches and correspondence of John, second earl of Buckinghamshire, ambassador to the court of Catherine II of Russia, 1762-1765, 464.
Choublier. La question d'Orient depuis le traité de Berlin, 374.
Clapham. The causes of the war of 1792, 392.
Paquier (J.). L'Humanisme et la Réforme : Jérôme Aléandre, 336.
Schulte (Aloys). Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien, 458.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Besse (dom J.-M.)*. Les moines d'Orient antérieurs au concile de Chalcédoine, 102.
Dufourcq (Albert). Étude sur les *Gesta martyrum* romains, 99.
Ferreiroa. História apologetica dos papas, 142.
Hurtad (le P. *Jourdain*). Lettres de Savonarole aux princes chrétiens pour la réunion d'un concile, 462.
Polanco (le P. J.-A. de). Vita Ignatii Loiola, 133.
Rodocanachi. Le premier jubilé, 1350, 460.

- Souchon (Martin)*. Die Papstwahlen und die Entstehung des Schismas 1378, 383.

ALLEMAGNE.

- Bainville (Jacques)*. Louis II de Bavière, 126.
Bismarck. Mémoires, recueillis par M. Busch, 398.
 — Pensées et souvenirs, trad. p. E. Jégé, 400.
Busch (Moritz). Voy. *Bismarck*.
Eggers. Das Steuerwesen der Grafschaft Hoya, 236.
Jégé. Voy. *Bismarck*.
Kæster. Festrede zum fünf hundert-jährigen Geburtsfeier J. Gutenbergs, 236.
Reh. Acten und Urkunden der Universität Frankfurt-a.-O., 236.
Wolf (Gustav). Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation, 459.

AUTRICHE-HONGRIE.

- Kont*. Histoire de la littérature hongroise, 345.
Krones (Franz von). Urkunden zur Geschichte des Landesfürstenthums der Steiermark, 237.
Losert. Briefe und Acten zur Steiermark. Geschichte unter Erzherzog Karl II, 237.
Zwiedineck (Hans von). Das gräflich Lamberg'sche Familienarchiv zu Schloss Feistritz bei Ilz, 237.

ESPAGNE ET COLONIES.

- Acevedo*. Boal y su concejo, 136.
Aguilar. Los ingenios de las flores de poetas ilustres de España, 146.
Altamira (Rafaele). De historia y arte, 151.
Alonso. Nuestra Señora de Valme, 142.
Anzizu (seur E.). Fules historique del real monastir de S^a Maria de Pedralbes, 137.
Apratz. Obras criticas de d. F. M. Samaniego, 146.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

- Arco.** Restos artísticos e inscripciones sepulcrales del monasterio de Poblet, 148.
- Arenas Lopez.** La Lusitania celtibérica, 131.
- Balaguer.** Los reyes católicos, 133.
- Baleriola.** Historia de D. Antonio Galvez Arce, 141.
- Bethencourt.** Historia genealógica y heráldica de la monarquía española, 150.
- Bori.** Historia de Cataluña, 137.
- Brea.** Campaña de Norte, 135.
- Caballero Infante.** Aureos y barras de oro y plata encontrados al sitio que fue Itálica, 132.
- Calabug.** La casa-enseñanza, fundación del arzobispo Mayoral, 147.
- Callega.** Alcalá la Vieja, 136.
- Cañal.** San Isidora, 146.
- Caro.** Ataque de Li-Ma-Hong á Manila en 1574, 139.
- Carracido.** Estudios histórico críticos de la ciencia española, 147.
- Carreras.** Hegemonía de Barcelona en Cataluña durante el siglo xv, 137.
- Castillo.** El Katipunano el filibusterismo en Filipinas, 139.
- Catalina Garcia.** Fr.-José de Sigüenza, 141.
- Colección de documentos inéditos.** Relaciones del Yucatan, 138.
- Colección de documentos inéditos relativos al descubrimiento...** de Ultramar, 142.
- Combes.** Historia de Mindanao y Jolo, 139.
- Cornide.** Estado de Portugal en el año de 1800, 134.
- Cortes de Cataluña,** 143.
- Costa.** Colectivismo agrario en España, 143.
- Cotarelo.** Biografía de D. Manuel Tamayo y Baus, 141.
- Iriarte et son époque, 145.
- Danvila.** Historia crítica y documentada de las comunidades de Castilla, 134.
- Dominguez.** Recuerdos gaditanos, 136.
- Echegaraz.** Trabajos de un cronista, 136.
- Esteban.** Arbol genealógico, cronológico-histórico de los soberanos de España, 140.
- Fabíe.** Essai historique de la législation espagnole dans ses États d'outremer, 143.
- Fajarnés.** Desarrollo de la población de Calvia, 137.
- Farinelli.** Apuntes sobre viajes y viajeros por España y Portugal, 149.
- Fernan-Núñez** (comte de). Vida de Carlos III, p. p. A. Morel-Fatio et Paz y Melia, 135.
- Fernandez.** El Franco e su concejo, 136.
- Fernández Duro.** Armada española, 135.
- et Martínez. El D^o D. Márcos Jimenez de la Espada, 141.
- Fernández Lopez.** Modernos descubrimientos arqueológicos de Carmona, 132.
- Férotin** (dom). Recueil des chartes de l'abbaye de Silos, 132.
- Histoire de l'abbaye de Silos, 133.
- Fi** (la) del comte d'Urgell, segons crónica del segle xv, 137.
- Font.** Episcopologi Ampuritá, 141.
- Francia et Gonzalez Parrado.** Las islas Filipinas Mindanao, 139.
- Fueros, privilegios, franquicias y libertades** del señorío de Vizcaya, 136.
- Gallerani.** Jesuitas expulsos de España, literatos en Italia, 146.
- Garay.** La revolucion de la independencia del Paraguay, 139.
- Garcia de la Riega.** La Gallega, 138.
- Garcia San Miguel.** Avilés, 136.
- Gomez Arteche.** Historia militar de España de 1808 a 1814, 135.
- Gomez Moreno.** Antigüedades cristianas de Martos, 148.
- Gomez Quintana.** Apuntes históricos acerca de las fiestas de toros en España, 150.
- Gómez Zamora.** Regio patronato español e indiano, 138.
- Gras.** Catálogo de los privilegios y documentos originales que se conservan en el archivo de Lerida, 150.
- Guichot.** Historia del ayuntamiento de Sevilla, 1516-1701, 136.
- Hernando.** Lo mucho que la enseñanza debe al cardenal Cisneros, 147.
- Iglesia** (E. de la). Reseña histórica de la guardia civil, hasta la revolucion de 1868, 136.
- Junghandel et Madrazo.** La arqueología en España estudiada en sus principales monumentos, 148.
- Labayru.** Historia general de Bizcaya, 136.
- Leguina.** Arte antigua. Los maestros espaderos, 147.
- Leite de Vasconcellos.** Religioes da Lusitania, 142.
- Llabrés.** La dinastia de impresores más antigua de Europe : los Guasp, 150.
- Llorrens Torres.** América. Estudios históricos y filológicos, 138.
- Lomba.** El P. Arolas ; su vida y sus versos, 146.
- López Ferreiro.** Histoire de l'église de Saint-Jacques de Compostelle, 141.
- Lopez Pelaez.** Párrafos de un manuscrito del P. Sarmiento, 146.

- Lopez Pulido et Diaz Galdós.* D. Vicente Rodríguez, 141.
- Luanco.* La alquimia en España, 147.
- Massó.* En Marian Aguiló i Fuster, 140.
- Medina.* Bibliografía española de las islas Filipinas, 139.
- Menéndez de Lurca.* Biografía del excel. é illustr. sr. D. Rafael Tomas Menéndez de Lurca, tercer obispo de Santander, 140.
- Menéndez Pidal.* Don Vicente de la Fuente, 140.
- Poema del Cid, 145.
- Catalogue des chroniques générales d'Espagne, 150.
- Moraleta.* Santa Leocadia, virgen y martir, 148.
- Morel-Fatio (A.).* Voy. Fernan-Núñez.
- Müller.* Combates y capitulación de Santiago de Cuba, 139.
- Mugica.* Índice de los documentos del archivo de S. Sebastian, 151.
- Murguía.* Don Diego Gelmirez, 141.
- Nadal (P.).* Epistolae, p. p. J.-A. de Polanco, 134.
- Nemours-Godré.* Daniel O'Connell, 125.
- Nogués.* Aventuras y desaventuras de un soldado viejo, 135.
- O'Callaghan.* Episcopologio de 1a s. iglesia catedral de Tortosa, 141.
- Los códices de la catedral de Tortosa, 150.
- Olivart.* Colección de los tratados, convenios y documentos internacionales, 1880-1885, 136.
- Olmedilla.* Estudio histórico de la vida y escritos del médico español del siglo XVI N. Monardes, 147.
- Palacio.* Recuerdos de la Alcarria, 148.
- Pano.* Das coplas del peregrino de Puey Monçon, 134.
- Pasquí.* Documenti per la storia della città di Arezzo nel medio evo, 240.
- Paz y Méla.* Voy. Fernan-Núñez.
- Pérez-Pastor.* Documentos Cervantinos hasta ahora inéditos, 145.
- Pons.* Apuntes sobre las escrituras mozárabes toledanas que se conservan en el archivo histórico nacional, 133.
- Puig y Larraz.* Bibliographie ibérique et préhistorique, 150.
- Quadrado.* Informacions judiciales sobre'ls adictes a la Germania, 134.
- Rada y Delgado.* Historia de España desde la invasion de los pueblos germánicos. Vol. II, 132.
- Rato.* Monografía histórica de Gijón, 136.
- Reig.* Barcelona en el siglo XIX, 137.
- Relana.* Archivo bibliográfico, 139.
- Revilla.* Palencia, 148.
- Rodón.* Fets de la marina catalana extrets de las crónicas de Catalunya, 137.
- Romero.* Inventario de los objetos recogidos en el museo arqueológico de la comision provincial de monumentos de Badajoz, 148.
- Ruano.* Don Juan II de Aragón y el principe de Viana, 137.
- Salillas.* El delincuente español. Hampa, 144.
- Sanchiz Catalan.* Apuntes sobre el fuero municipal de Cuenca y sus reformas, 144.
- Sarda.* José Ixart, 140.
- Sastrón.* La insurrección de Filipinas, 139.
- Soler.* Monografía de la iglesia parroquial de Tarrasa, 142.
- Solo.* El tercio Alavés en la guerra de Africa, 135.
- Suarez Inclan.* Guerra de anexión de Portugal durante el reinado de Felipe II, 135.
- Tarin.* La real cartuja de Miraflores. La cartuja de Porta-Celi, 148.
- Torata (comte de).* Traicion de Olaneta, 139.
- Torre de Tratierra (de la).* Cuellar, 136.
- Torres.* Bossuet y Rocaberti, 142.
- Torres Campos.* Bibliografía española contemporánea del derecho y de la política, 151.
- Uragon.* Ordenes militares, 133.
- Urbina.* Privilegios y memorias de Victoria, 144.
- Ureña.* Sumario de las lecciones de historia critica de la ciencia juridica española, 144.
- Valencia de Don Juan (comte de).* Catalogo histórico descriptivo de la real armeria de Madrid, 149.
- Valmar (marquis de).* Estudio histórico, critico y filológico sobre las cantigas de Alfonso el Sabio, 145.
- Vignau.* El archivo histórico nacional, 150.
- Villalba.* Dos regencias, 135.
- Ximénez d'Embun.* Lengua española en el siglo de oro de la literatura, 146.

FRANCE ET COLONIES.

- Arbois de Jubainville (H. d').* Étude sur la langue des Francs à l'époque mérovingienne, 105.
- Archives parlementaires, 454.
- Avenel (Henri).* Histoire de la presse française depuis 1789, 454.
- Belleval (marquis de).* Souvenirs contemporains, 121.
- Bernard (Jean).* Le procès de Rennes, 349.
- Blanchard (René).* Cartulaire des sires de Rays, 98.
- Bonet-Maury.* Histoire de la liberté

- de conscience en France depuis l'Édit de Nantes, 230.
- Boudet (Marcellin)**. Thomas de la Marche, bâtard de France, 453.
- Bournon (Fernand)**. Paris-Atlas, 454.
- Boyé (Pierre)**. La Lorraine commerçante. La Lorraine industrielle sous le règne nominal de Stanislas, 117.
- Bréard (Charles)**. Voy. *Martange*.
- Debidour**. Histoire des rapports de l'Eglise et de l'État en France, de 1789 à 1870, 178.
- Delessart**. L'Ecole centrale aux ateliers nationaux, 230.
- Deloume**. Aperçu historique sur la faculté de droit de l'Université de Toulouse, 1228-1900, 118.
- Doniol (Henri)**. Serfs et vilains au moyen âge, 112.
- Franklin (A.)**. La vie de Paris sous Louis XV devant les tribunaux, 117.
- Genestal**. La tenure en bourgage, 112.
- Gosselin (capitaine)**. Le Laos et le protectorat français, 127.
- Henry Lecomte**. Napoléon et l'Empire racontés par le théâtre, 342.
- Imbart de la Tour**. Les paroisses rurales du IV^e au XI^e siècle, 105.
- Krug-Basse**. Histoire du parlement de Lorraine et Barrois, 117.
- Lacave la Plagne-Barris**. Cartulaire blanc de l'église métropolitaine d'Auch, 229.
- Lagier (Cyprien)**. Guy de Moranges et la Réforme à Aurillac, 338.
- Marchand (J.)**. Histoire de l'Université d'Avignon au XVII^e et au XVIII^e siècle, 119.
- Martange (général-major de)**. Correspondance inédite, p. p. *Ch. Bréard*, 177.
- Martin (Germain)**. La grande industrie en France sous le règne de Louis XV, 334.
- Masson (Frédéric)**. Napoléon et sa famille, t. III et IV, 339.
- Michel (Georges)**. Léon Say, sa vie et ses œuvres, 122.
- Mourre (baron Charles)**. D'où vient la décadence économique de la France, 124.
- Peyron (Élie)**. Un patriote : Rossel, 230.
- Pitot de Thorey**. Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI, relatifs à l'administration du Dauphiné, 385.
- Proudhon**. Commentaires sur les Mémoires de Fouché, suivis du parallèle entre Napoléon et Wellington; p. p. *Cl. Rochel*, 121.
- Riat (Georges)**. L'art des jardins, 338.
- Richemond (M. de)**. Introduction historique. Amiraute de Marennes. La Rochelle et Louisbourg, 230.

- Robert (A.)**. Le château de Pierrefonds, 229.
- Rochel (Clément)**. Voy. *Proudhon*.
- Roncière (Ch. de la)**. Histoire de la marine française, t. II, 454.
- Sennerville (de)**. Cartulaires des prieurs d'Aureil et de l'Artige, 97.
- Thirria**. La duchesse de Berry, 343.
- Uzureau**. État du département de Maine-et-Loire en l'année 1800, 230.
- Vatran**. Assistance et éducation en Provence aux XVIII^e et XIX^e siècles, 120.

GRANDE-BRETAGNE.

- Gee (Henry)**. The Elizabethan clergy and the settlement of religion, 1558-1564, 178.
- Gray-Birch (W. de)**. Index saxonius, 463.
- Malden (Henry Elliot)**. The Cely papers, 464.
- Pipe roll Society, tome XXIV, 464.
- Réville (André)** et **Petit-Dutaillis (Charles)**. Le soulèvement des travailleurs d'Angleterre en 1381, 167.

ITALIE.

- Bonardi**. G.-Fr. Buzzacarini e la sua storia, 461.
- Chiappelli (Alberto)**. Il maestro Vincenzo Ruffo a Pistoia, 461.
- Gori (Pietro)**. Le preciosissime reliquie di Galileo Galilei, 461.
- Lebey (André)**. Essai sur Laurent de Médicis, dit le Magnifique, 335.
- Rodolico**. Dal comune alla signoria. Saggio sul governo di Taddeo Pepoli in Bologna, 165.
- Romano**. Intorno al origine della contea di Vertus, 461.
- Verga**. Le leggi suntuarie e la decadenza dell'industria in Milano, 461.

PAYS-BAS.

(BELGIQUE ET HOLLANDE.)

- Bigwood**. Les impôts généraux dans les Pays-Bas autrichiens, 456.
- Des Marez**. Les luttes sociales en Flandre au moyen âge, 235.
- Huisman (Michel)**. La politique commerciale, financière et économique du gouvernement des Pays-Bas autrichiens sous le règne de l'empereur Charles VI, 456.
- Lameere**. Le grand conseil du duc de Bourgogne de la maison de Valois, 110.
- Pirenne (Henri)**. Le soulèvement de la Flandre maritime, de 1323 à 1328, 456.
- Schlitter (Hanns)**. Correspondance secrète entre le comte Kaunitz-Riet-

- berg et le baron Ignace de Koch, 389.
- Schlütter (Hanns)*. Briefe und Denkschriften zur Vorgeschichte der Belgischen Revolution, 456.
- ROUMANIE.
- Adamescu*. Viata militara in poesia poporului român, 352.
- Notita despre viata si activitatea politica si literara a lui J. Ghica, 368.
- Alexandresco*. La correspondance du chevalier de Gentz avec le prince de Valachie Jean de Caradja, et la question d'Orient, 372.
- Baicoianu*. Geschichte der rumänischen Zollpolitik seit dem 14 Jahrh., 360.
- Bekics*. La question roumaine et la lutte des races en Orient, 377.
- Benger*. Rumanien, ein Land der Zukunft, 350.
- Boeresco*. La situation politique des anciennes principautés roumaines du Danube avant 1878, 369.
- Bogdan (J.)*. Vlad Tepes, 364.
- Rominii si Bulgarii, 368.
- Bogdan-Duca*. Notita despre Radul de la Afumati, 365.
- Bucovina, 376.
- Statistica Rominilor din Transilvania in 1733, 376.
- Bohl*. Le code de commerce roumain comparé aux principaux codes européens, 360.
- Charles I^{er} de Roumanie, 366.
- Brote*. Chestia romanescă in Transilvania si Ungaria, 377.
- Burada*. O calatorie la Rominii din Silesia Austriaca, 378.
- Condictia strelilor, 361.
- Burghel*. Despot Voda Ereticul, domnul Moldovei, 365.
- Chirica*. Cercetari istorice asupra legislatiunei bisericiei române XVII-XVIII sec., 362.
- Colescu-Vartic*. 1848, Zile revolutiunare, 350.
- Colomfirescu*. Macedo-Rominii, 376.
- Conduratu*. Relatiunile tarei Romanesti cu Ungaria, 370.
- Cuza*. Taranii si clasele dirigente, 360.
- Des Rieux*. La société roumaine, 352.
- Dimitrescu (Dragom.)*. Archiepiscopile autocefale la inceputul secolului al XVIII, 362.
- Biserica Bulgara, 368.
- Djuvara*. La politique douaniere de la Roumanie, 360.
- La lutte des nationalités : Hongrois et Roumains, 377.
- Étiade*. De l'influence française sur l'esprit public en Roumanie, 373.
- Erbiceanu*. Breslele sub regulamentul organic, 361.
- Religiunea in luptele Românilor, 361.
- Material pentru dreptul bisceresc român, 362.
- Scrierea lui Meletie Sirig contra Calvinilor si a lui Ciril Lucaris, 1647, 362.
- Istoria Sfintei monastir Rascaei, 363.
- Uila, 363.
- Câteva date despre mitropolitul Veniamin, 364.
- Voy. Stamatiadi, Teodoret.
- Florescu*. Idealul lui Balcescu, 368.
- Garboviceanu*. Pavlichienii si Bogomilii, 362.
- Geblesco*. La propriété rurale à Rome, en France et en Roumanie, 360.
- Georgian*. O pagina din nata Marelui Stefan, 364.
- Domnia lui Stefan cel Mare din punct da vedere al istoriei generale, 369.
- Gherghel*. Anonymus Belae regis notarius, si cronicile unguresti despre Romini, 353.
- Ghibanescu*. Vlad Tepes, 364.
- Radu voda Calugarul, 365.
- Spita familiei Carja, 367.
- Ghica (J.)*. Genealogia Ghiculestilor de la Alexandru Ghica Dragomanul, 366.
- Ghica (J.-D.)*. La France et les principautés danubiennes, 1789-1815, 372.
- Ghica (J.-T.)*. Jon C. Bratianu, 368.
- Ghica (T.)*. Anastasie Panu, 367.
- Giers (A. de)*. Din trecutul consulatului rusiei in Jasi, 370.
- Gion*. Bucuresti, 358.
- Graur*. La Roumanie et le Tzarisme, 370.
- Grigoriu*. Josef I Musat, primul mitropolit al Moldovei, 363.
- Guarini*. La Germania all' inizio della questione d'Oriente, 374.
- Gubernatis (Angelo de)*. La Roumanie et les Roumains, 378.
- Hasdeu*. Negru Vada (1230-1380), 354.
- Mileniul chinezatului romanesc, 376.
- Jonescu*. Cercetari asupra orasului Constanta, 358.
- Jorga*. Basta si Mihai Viteazul, 366.
- Cultura romina supt Fanarioti, 369.
- Pretendenti domnesci in sec. XVI, 372.
- Kretschmayr*. Ludovico Gritti, 367.
- Lahovary*. Essai sur la politique de la Roumanie contemporaine, 351.
- Lecca*. Les prétendus et les vrais Basarabes, 367.

- Lugosianu.* O serbare la Jasi, 10-11 apr. 1834, 357.
 — Societatea femeilor români 1815, 377.
Manegutin. Reunirea Românilor din Transilvania si Ungaria, 377.
Mangra. Cercetari literare istorice, 376.
Marian. Santul Joan cel nou de la Suceava, 363.
Mavrocordat (A.-G.). Cu ocaziunea scrisorii lui Le Quien, 368.
 — O culegere de scrisori catre Hrisant Notara, patriarhul Ierusalimului, 370.
Michaileanu. Viata si activitatea Mitropolitului Moldovei si Sucevei Jacob II Stamate, 363.
Moroianu. La loi agraire de 1864 et l'état du paysan en Roumanie, 360.
Munteanu. Memoriu asupra Zidirei bisericeii sf. Jonica Moldoveni, 363.
Nadedje. Din dreptul vechin romin, 359.
Néroponte. Les éléments géographiques et ethnographiques de la question d'Orient, 374.
Negulesco. Histoire du droit et des institutions de la Roumanie, 359.
 — Divortul in vechiul drept romin, 361.
Nenilescu. Les Roumains de la Turquie d'Europe, 376.
Nether. Origina si numele Valahilor, 353.
Nifon. Monastirea Sinaia, 363.
Olanescu. Teatrul la Romini, 352.
Onciul (D.). Originele principatelor roumaine, 355.
 — Geschichte der Bukovina, 376.
 — Populatiunea Ungariei si Ardealului, 376.
Papadopol-Calimach. Un episod din istoria tipografiei in Romania, 352.
 — Despre dereptate unde s'a aclamat domn Moldovei Stefan cel mare la 12 apr. 1457, 357.
 — Din istoria legislatiunii Moldovei, 361.
 — Origina lui J. Calimach, domnul Moldovei, 366.
 — Sofia Paleolog, nepota imperatului Constantin XII, 367.
Pherekyde. Osteamul romin in timpul lui Petru cel Mare, 352.
Philippide. Incercare asupra starei sociale a poporului romanesc in tecul, 360.
Popovici. Chestiunea nationalitator si modurile solutiunii sale in Ungaria, 377.
Puscariu (chevalier de). Negru voda, 357.
Radoi. Chestiunea agrara in Romania, 360.
Radu. Mouvement politique et social en Roumanie, 352.
Rascanu. Serviciile Românilor in cauza crestinatatei, 370.
Sbiera. Familia Sbiera, 367.
Simanoff. Insemnatatea si teoria etnografiei bulgare, 368.
Staicovic et Robin. Recueil de statistique roumaine, 361.
Stamatiadi. Biografiile marilor dragomani greci din imperul otoman, trad. p. *Erbiceanu*, 370.
Stephanelli. Origina lui J. T. Calimach, 366.
Sulutku. Avram Jancu, 367.
Tanasescu. Viata si activitatea lui Veniamin Cosfache, mitropolit al Moldovei, 364.
Tanoviceanu. O rectificatie de genealogie, 366.
Teodorescu (G.-Dem.). Monopulul tutonurilor in Romania la 1837, 357.
 — Din trecutul Dobrogei, 358.
 — Programma nationala din 1857, si Alexandru Orescu, 368.
Teodoret. Episcopul circului; p. p. *Erbiceanu*, 361.
Tocilescu. Cetatea Bucuresti san cetatea Dimbovitiei, 358.
Urechia. Epitropia Evghenitilor, 358.
 — Domnia lui Joan Caragea, biserica romana, 362.
Valentineanu. Alegerea, viata si detronarea lui Voda Cuza, 366.
 — Ucigasii lui Barba Catargia, 368.
Voicu. Viatu si activitatea lui Chesarie, episcop de Buzeu, 363.
Vorobchievici. Privire scurta istoricostatistica asupra arhidiecezei ortodoxe orientale a Bucovinei si Dalmatiei, 362.
Witte (J. de). Les débuts d'un règne, d'après les Mémoires du roi de Roumanie, 366.
Xénopol. Magyars et Roumains devant l'histoire, 240.
 — Les principes fondamentaux de l'histoire, 345.
 — Primul proiect de constitutiune al Moldovei din 1822, 357.
 — Ideea romana in desvoltarea poporului roman, 358.
 — Istoria si genealogia case Callimachi, 366.
 — Mihail Cogalniceanu, 367.
 — Les Roumains et les Hongrois, 378.
Zaltony. Despre Fanarioti, 370.

RUSSIE.

Morane (Pierre). Au seuil de l'Europe : Finlande et Caucase, 126.

SERBIE.

Novakovich. Code d'Étienne Dou.

chan, empereur serbe, 1349, 1354, 172.

ORIENT.

- Bérard (Victor)*. La Macédoine, 376.
Lamy (Étienne). La France du Levant, 123.
Müller. The Balkans, 352.

EXTRÊME-ORIENT.

- Chailley-Bert*. Java et ses habitants, 127.
Leroy-Beaulieu (Pierre). La rénovation de l'Asie, 128.
Mazelière (marquis de la). Essai sur l'histoire du Japon, 183.
Pinon (René) et Marcillac (Jean de). La Chine qui s'ouvre, 129.

BIBLIOGRAPHIE.

- Chavallier (abbé Ul.)*. Bibliothèque patrologique, 96.
 — Bibliothèque liturgique, t. VIII, 96.
Jahresberichte der Geschichtswissenschaft, t. XXI, 235.
Omont. Catalogue général des mss. français de la Bibliothèque nationale, 454.

CHRONOLOGIE DIPLOMATIQUE.
GÉNÉALOGIE. PALÉOGRAPHIE.

- Châtelain*. Paléographie des classiques latins, 453.
Lorenz (Otto). Lehrbuch der gesamten Genealogie, 163.
Mantley (G. de). Origines de la maison de Savoie en Bourgogne, 106.
Morel (O.). La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux, de l'avènement de Philippe VI à la fin du XIV^e siècle, 108.
Roisel. Essai de chronologie des temps préhistoriques, 453.

GÉOGRAPHIE.

- Avril (baron A. d')*. De Paris à l'île des Serpents. Impressions de voyage, 352.
Hauser. Manuel de baccalauréat. Géographie, 454.

Jiménez de la Espada. Relaciones geográficas de Indias, 138.

Poole. Historical atlas of modern Europe, 240, 464.

Torres Campos. La geografía en 1895, 131.

HISTOIRE DE L'ART.

Käschlin et Marquet de Vasselot. La sculpture à Troyes et dans la Champagne méridionale au XVI^e siècle, 114.

Marquet de Vasselot. Voy. *Käschlin*.

HISTOIRE DU DROIT.

- Beaumanoir*. Coutumes de Beauvaisis, p. p. A. Salmon, 98.
Desminis. Die Eheschenkung nach remischem und insbesondere nach byzantinischem Recht, 156.
Sagnac (Philippe). La législation civile de la Révolution française, 393.
Salmon. Voy. *Beaumanoir*.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

LINGUISTIQUE.

- Araujo*. Gramática del poema del Cid, 145.
Boutroux. Pascal, 347.
Darmesteter, Hatzfeld, Thomas. Dictionnaire général de la langue française, 231.
Lope de Vega. Obras, t. VII, 145.
Menéndez y Pelayo. Antología de poetas líricos castellanos, t. VII, 145.
 — Voy. *Quevedo*.
Pedrell. Hispaniae scholae musica sacra, 149.
Quevedo (d. Francisco). Obras completas; édit. *Menéndez y Pelayo*, 146.
Rodríguez. Origen filológico del idioma gallego, 146.

THÉORIES MORALES ET SOCIALES.

- Bert (Paul)*. Le cléricalisme, 123.
Gide (Charles). La coopération, 344.
Lacombe (Paul). La guerre et l'homme, 349.
Rocquigny (comte de). Les syndicats agricoles et leur œuvre, 124.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

G. CAUDRILLIER. Le complot de l'an XII; 1 ^{er} art.	278
H. LÉONARDON. Prim et la candidature Hohenzollern	287
B. DE MANDROT. L'autorité historique de Philippe de Com- mynes; <i>fin</i>	1
F.-T. PERRENS, de l'Institut. Le premier abbé Dubois; 1 ^{er} art.	241
Ch. SAGLIO. L'agonie des Ming. Épisode de l'histoire de Chine.	39

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

H. HAUSER. Correspondance d'un agent genevois en France sous François I ^{er}	318
J. LUCHAIRE. Un maître général des Frères Prêcheurs : Ray- mond de Capoue	311
G. DE NOUVION. Talleyrand, prince de Bénévent	55
L.-G. PÉLISSIER. La trahison de Masséna et l'enquête du com- missaire Caire	59

BULLETIN HISTORIQUE.

Espagne , 1898-1899, par R. ALTAMIRA	131
France . Nécrologie : J. Zeller, S. Berger, par G. MONOD . .	93
— Publications relatives au moyen âge, par A. MOL- NIER	96
— Époque moderne et contemporaine, par H. HAUSER, Ad. LICHTENBERGER, B. et G. MONOD	121, 333
Roumanie , 1894-1898, par D.-A. TEODORU et Al.-D. XÉNOPOL; <i>fin</i>	350

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Prince DE BISMARCK. Pensées et Souvenirs. (Ant. Guillaud .) .	400
Ch. BRÉARD. Correspondance inédite du major général de Mar- tange. (E. W.)	177
M. BUSCH. Les Mémoires de Bismarck. (Ant. Guillaud .) . .	398
J. A. CLAPHAM. The causes of the war 1792. (P. Bondois .) .	392
A. DEBIDOUR. Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France, 1789-1870. (Ch. Pfister .)	178
D. DESMINIS. Die Eheschenkung nach römischen und byzanti- nischem Rechte. (Ch. Lécirvain .)	156
H. GEE. The Elizabethan clergy and the settlement of religion. (D. Pasquet .)	176

TABLE DES MATIÈRES.

473

	Pages
GOBLET D'ALVIELLA. Ce que l'Inde doit à la Grèce. (L. Finot.).	152
Ad. HOLM. Geschichte Siciliens im Alterthum. (Ch. Lécritvain.)	379
F. KNOKE. Das Varus Lager bei Iburg. (Id.)	162
O. LORENZ. Lehrbuch der gesammten Genealogie. (G. Blondel.)	163
Marquis DE LA MAZELIÈRE. Essai sur l'histoire du Japon. (G. Appert.)	183
E. MONSEUR. L'Inde et l'Occident. (L. Finot.)	152
S. NOVAKOVITCH. Code d'Étienne Douchan, empereur serbe. (M. Gavrilovitch.)	172
E. PAIS. Storia di Roma. (Ch. Lécritvain.)	156
E. PILOT DE THOREY. Catalogue des actes du dauphin Louis II, devenu le roi de France Louis XI. (G. Dupont-Ferrier.)	385
A. RÉVILLE et Ch. PETIT-DUTAILLIS. Le soulèvement des travailleurs en Angleterre en 1381. (H. Sée.)	167
N. RODOLICO. Dal comune alla signoria. (J. Guiraud.)	165
Ph. SAGNAC. La législation civile de la Révolution française. (H. Sée.)	393
H. SCHLITTER. Correspondance secrète entre le comte A.-W. Kautz-Rietberg et le baron I. de Koch. (Eug. Hubert.)	389
M. SOUCHON. Die Papstwahlen und die Entstehung des Schismas, 1378. (J. Guiraud.)	383
— Die Papstwahlen in der Zeit des grossen Schismas. (Id.)	383

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	205
2. Annalen des histor. Vereins f. d. Niedersachsen	206
3. Archiv f. Literatur-u. Kirchengesch. d. Mittelalters	439
4. Deutsche Revue	204
5. Deutsche Rundschau	440
6. Göttingische gelehrte Anzeigen	200, 437
7. Hannoversche Geschichtsblätter	206
8. Hermes	436
9. Historische Vierteljahrschrift	426
10. Historische Zeitschrift	429
11. Historisches Jahrbuch	436
12. Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland	205, 441
13. Jahrbuch des k. d. archæolog. Instituts	437
14. Jahrbücher für Nationalökonomie u. Statistik	440

	Pages
15. Mittheilungen d. histor. Vereins der Pfalz	441
16. Mittheilungen d. k. deutschen archæol. Instituts . . .	201
17. Neue Jahrbücher f. d. classische Alterthum	438
18. Neues Archiv	437
19. Philologus	202
20. Rheinisches Museum für Philologie	439
21. Theologische Studien u. Kritiken.	200
22. Westdeutsche Zeitschrift	441
23. Württembergische Franken.	442
24. Württembergische Vierteljahrshefte f. Landeskunde .	442
25. Zeitschrift d. d. morgenländischen Gesellschaft . . .	203
26. Zeitschrift d. Gesells. f. Geschichtskunde v. Freiburg.	207
27. Zeitschrift d. Harz Vereins f. Geschichte	442
28. Zeitschrift des Vereins f. Geschichte Schlesiens . . .	207
29. Zeitschrift des Vereins f. rheinische Geschichte. . .	207
30. Zeitschrift für ägypt. Sprache u. Alterthumskunde .	202
31. Zeitschrift für Assyriologie	439
32. Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. . . .	442
33. Zeitschrift für Kirchengeschichte	200
34. Zeitschrift für Kulturgeschichte	203
35. Zeitschrift für Socialgeschichte	204
36. Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie	201

ALSACE-LORRAINE.

1. Jahrbuch d. Gesellschaft f. Lothring. Geschichte . . .	198
---	-----

AUTRICHE-HONGRIE.

1. Beiträge z. Kunde d. Steiermärk. Geschichtsquellen .	209
2. Bulletin international de l'Ac. des sc. de Cracovie . .	209, 444
3. Budapesti Szemle	210
4. Jahreshefte d. österr. archæolog. Instituts.	207
5. Mittheilungen d. Instituts f. österr. Geschichtsforschg.	208, 443
6. Mittheil. d. Vereines f. d. Gesch. d. D. i. Böhmen . .	208
7. Századok	209
8. Zeitschrift d. d. Vereines f. d. Gesch. Mährens . . .	443
9. Zeitschrift d. Ferdinandeums f. Tirol	443

BELGIQUE.

1. Académie royale. Bulletin de la classe des lettres . .	195
2. Annales de la Société archéologique de Namur . . .	196
3. Annales de la Société d'hist. et d'archéol. de Gand .	195
4. Annales du cercle archéol. du pays de Waes. . . .	196
5. Bulletin de la Commission royale d'histoire	195
6. Bulletin de la Société de géographie d'Anvers . . .	197
7. Bulletin de la Société d'histoire de Gand	196
8. Dietsche Warande en Belfort	197
9. Le Musée belge	197

TABLE DES MATIÈRES.

475

	Pages
10. Ons Volksleven	197
11. Revue belge de numismatique	197
12. Revue de Belgique	198
13. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain	198

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres	191, 424
2. Académie des sciences morales et politiques	424
3. Annales de Bretagne	193
4. Annales de Géographie	419
5. Annales de l'Est	193
6. Annales des sciences politiques	190, 420
7. Annales du Midi	193
8. Le Bibliographe moderne	419
9. Bibliothèque de l'École des chartes	185
10. Bulletin critique	186, 414
11. Bulletin d'histoire ecclésiastique (Valence, Gap)	194
12. Bulletin de littérature ecclésiastique (Toulouse)	416
13. Bulletin de la Société des sciences hist. de l'Yonne	194
14. Bulletin hispanique	189
15. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne	425
16. La Correspondance historique et archéologique	185, 410
17. Le Correspondant	420
18. Études publiées par des PP. de la Compagnie de Jésus	191, 421
19. La Grande Revue	422
20. Journal des Savants	186, 414
21. Journal des sciences militaires	419
22. Mélanges d'archéologie et d'histoire	416
23. Nouvelle Revue historique de droit	190, 418
24. Polybiblion	187, 414
25. La Révolution française	185, 413
26. Revue africaine	194
27. Revue archéologique du Berry	425
28. Revue celtique	188, 418
29. Revue critique d'histoire et de littérature	187, 414
30. Revue de Gascogne	194, 426
31. Revue de Géographie	419
32. Revue de l'Agenais	194, 425
33. Revue de l'Histoire des religions	189, 416
34. Revue de Paris	191, 422
35. Revue de Saintonge et d'Aunis	425
36. Revue des Bibliothèques	419
37. Revue des Deux-Mondes	423
38. Revue des Études anciennes	417
39. Revue des Études grecques	417
40. Revue des Études historiques	189, 410

	Pages
41. Revue des Questions historiques	410
42. Revue d'histoire diplomatique	189
43. Revue d'histoire et de littérature religieuses	416
44. Revue d'histoire moderne et contemporaine	413
45. Revue générale du droit	190, 419
46. Revue historique et archéologique du Maine	426
47. Revue maritime	420
48. Revue militaire	420
49. Société archéologique de Tarn-et-Garonne	195, 425
50. Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France	424
51. Société de l'Histoire du protestantisme français	192, 424
52. Société des Antiquaires de l'Ouest (Bulletin)	425
53. Société nationale des Antiquaires de France	192

GRANDE-BRETAGNE.

1. The Athenaeum.	211, 444
2. The Contemporary Review.	445
3. The English historical Review.	212
4. The Nineteenth Century.	445

ÉTATS-UNIS.

1. The American historical Review	213
2. The Nation	220

ITALIE.

1. Accademia dei Lincei.	445
2. Archivio della r. Società romana di storia patria	447
3. Archivio storico italiano.	221
4. Archivio storico lombardo	223, 448
5. Archivio storico per le provincie napoletane	224, 448
6. Archivio storico siciliano	225
7. Deputazione di storia patria per le prov. di Romagna	226
8. Nuovo archivio veneto	225
9. Rivista storica italiana	226, 448
10. Studi e documenti di storia e diritto.	449
11. Studi storici	226

ESPAGNE.

1. Boletín de la r. Academia de historia	449
Chronique et Bibliographie	229, 452
Index bibliographique	465

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

